

PLON

ITALIE Dimanche 29 janvier, le Mouvement social italien (MSI), héritier direct du fascisme, au cours de son dernier congrès à Fiuggi, s'est transformé en un nouveau parti, Al-

liance nationale, qui a enlevé de son programme toutes les références à la période mussolinienne. ● GIANFRANCO FINI, le dirigeant de cette nouvelle formation, compte faire

d'Alliance nationale une puissante machine de guerre en vue des prochaines élections. ● LES NOSTALGIQUES du MSI, qui se sont opposés à sa dissolution, ont tenu une pre-

mière réunion, dès dimanche, dans un hôtel de Rome. Ils veulent continuer leur combat, d'abord sur le plan juridique, en intentant un recours légal pour essayer de récupé-

rer certaines des permanences du mouvement et surtout le symbole de celui-ci : la flamme tricolore, adoptée également par Alliance nationale.

Alliance nationale veut rompre avec l'héritage mussolinien

Après la dissolution du Mouvement social italien, le président du nouveau parti de droite, Gianfranco Fini, est aujourd'hui le plus populaire des hommes politiques de la péninsule

FIUGGI
de notre envoyée spéciale
Un sourire enfin détendu sur son visage crispé par cinq jours de débats, au milieu des cris d'enthousiasme de milliers de militants en liesse, dans une scénographie de lasers, musiques électroniques et jeux de lumières qui n'aurait pas déçu à l'allié fidèle, Silvio Berlusconi, Gianfranco Fini pouvait savourer sa victoire, dimanche 29 janvier : il avait pleinement gagné son pari, opérer la transformation d'un parti aux origines sulfureuses, le Mouvement social italien (MSI), héritier direct du fascisme, en une potentielle grande formation de droite démocratique et moderne, Alliance nationale, future machine de guerre pour les élections. « Chers militants, déclarait Gianfranco Fini en clôture du XVII^e et dernier congrès du MSI, je vous ai demandé beaucoup, mais, à partir de ce soir, nous pourrions dire que nous avons été à la hauteur du devoir que l'Histoire nous a confié. La démocratie de l'alternance est à portée de main, les électeurs vont nous bénir. »

Le pari est à la mesure de l'ambition de ce jeune leader politique de quarante-trois ans, le plus « professionnel » de l'Italie d'aujourd'hui, le plus populaire aussi, puisqu'il dépasse de dix points dans les sondages les mieux placés de ses rivaux. Obtenir de ses militants qu'ils acceptent l'antifascisme comme « valeur démocratique fondamentale » et condamner tout racisme et antisémitisme

(« La honte incommensurable des lois raciales brûlées à jamais dans notre conscience ») n'était pas, a priori, une entreprise aisée, et, de fait, quelques centaines de nostalgiques menacent de faire scission (lire ci-dessous).

« PÉCHÉ ORIGINEL »
Mais c'était le risque, et le sacrifice nécessaire pour effacer le « péché originel » d'un MSI trop longtemps resté un groupuscule laissé à l'écart. En arrivant de façon inespérée au pouvoir au printemps 1994, dans les fourgons d'un Silvio Berlusconi en manque d'alliés, Gianfranco Fini, qui ne manque pas d'intuition politique, avait compris que, pour aller de l'avant, il lui faudrait un jour opérer une rupture avec le passé, afin de se donner une nouvelle crédibilité, comme l'avait fait avant lui son vieil adversaire communiste Achille Occhetto, qui, en 1990, avait piloté la transformation du PCI en Partito democratico della sinistra (PDS).

Pour l'en convaincre, la levée de boucliers qui, en Europe, avait suivi la nomination des cinq ministres de sa formation, de même que la stupeur causée par quelques-uns de ses propres déclarations, dont le fameux « Mussolini est le plus grand homme d'Etat du siècle », avaient été des incitations non négligeables. Et, paradoxalement, c'est à Gianfranco Fini, l'expulsi- on de Giorgio Almirante, élu à la tête du parti pour son orthodoxie, mais vite devenu plus opportuniste par nécessité politique,



qu'est revenue la tâche de « liquider » le passé.

Cette rupture, à laquelle le MSI est préparé depuis un an, avec la naissance de cet « habillage électoral » plus large qu'a d'abord été l'Alliance nationale aux législatives de 1994, a finalement pris peu de temps. Et nul doute que l'odeur enivrante du pouvoir a aidé les plus réticents à opérer, au nom de

la raison électorale, cette mue politique à laquelle ils n'étaient pas encore tout à fait prêts.

D'autant que, se prévalant d'une réputation d'honnêteté au moment où la plupart des grands partis payaient durement le prix des compromissions et de la corruption des décennies passées, le MSI avait marqué, dans l'opinion publique, une remontée, ces der-

niers mois, qu'il convenait de consolider. Enfin, dans les jeux destructeurs que se sont livrés au gouvernement les alliés ennemis, Silvio Berlusconi et Umberto Bossi, le MSI, en jouant les modérateurs, a réussi à mordre à l'occasion sur l'électorat des deux autres. Se gagnant, face à la nébuleuse inachevée de Forza Italia, ou à la contradiction permanente de

la Ligue, une image responsable et professionnelle.

Mais à présent que le gouvernement est tombé, il convenait de préparer l'étape suivante : les élections et la reconquête du pouvoir. Et c'est sans doute la plus difficile partie à jouer du pari de Gianfranco Fini. Samedi et dimanche, Fiuggi, les parrains n'ont pas pu que pour assister aux premières officielles d'Alliance nationale. Outre M. Berlusconi, qui a été le premier coup de pouce pour sortir le MSI du ghetto, il y a l'ex-président de la République, Francesco Cossiga et, parmi les autres leaders politiques, religieux, venus prendre leur part du changement « historiquement quel par leur présence. Ammon- naient leur aval, une déléguée du PDS conduite par Ugo La Malfa, qui fut lui-même un an « partisan » communiste pendant la guerre. En d'autres termes, l'Alliance nationale est reconnue pour ce qu'elle veut être : un parti démocratique en règle avec son passé. Une image qu'est tenue involontairement renforcer la colère des « nostalgiques » du MSI.

SANG NEUF

Mais reste le plus délicat, trouver sa place sur l'échiquier politique. Et ce n'est pas un hasard si, parmi les discours, le plus attendu – bien que sifflé à l'occasion – a été celui du centriste Rocco Buttiglione, secrétaire du PPI, l'héritier de la démocratie-chrétienne. Un adversaire de taille pour les visées ambitieuses de M. Fini, car à présent que la Ligue du Nord d'Umberto Bossi est sortie de l'Alliance de droite façonnée tant bien que mal par Silvio Berlusconi, convient de réparer les brèches en important du sang neuf. Face à une gauche encore mal à l'aise dans ses alliances et en manque de leader charismatique, une coalition très large au centre, centre droit à toutes ses chances. M. Buttiglione, très oscillant dans ses choix, et qui à l'occasion a fait des alliances ponctuelles avec la gauche, rêve en fait de reconstituer un grand centre, susceptible d'attirer la droite. Gianfranco Fini, qui caresse, lui, l'idée inverse de faire un grand parti de droite, quitte à fusionner, pour mieux se l'attacher, avec Forza Italia, voudrait tirer le centre vers la droite. Entre ces deux adversaires, qui se sont peut-être un jour associés, c'est un nouveau pari, plus incertain encore à gagner.

M.-C. D.

Marie-Claude Decamps

Un bel acquis électoral

● Les élus. Alliance nationale (AN) est actuellement le troisième parti d'Italie, derrière Forza Italia de Silvio Berlusconi et les ex-communistes du PDS, avec 13,4 % des votes aux élections législatives de 1994. AN compte 109 députés, 48 sénateurs, 11 députés européens, 44 maires, 2 600 conseillers communaux, 176 conseillers provinciaux et 45 conseillers régionaux.

● Les militants. Le Mouvement social italien - Alliance nationale revendiquait 250 000 inscrits en 1994 et 8 412 sections à travers tout le pays. Les Clubs AN auraient 20 000 membres fondateurs et 40 000 sympathisants actifs. Dans la mouvance du parti gravitent plusieurs organisations, comme le Front de la jeunesse, qui annonce 30 000 membres, le Front universitaire Alliance nationale (4 000 membres) et l'Union nationale des combattants et anciens de la République sociale Italienne.

Les nostalgiques du MSI entrent en dissidence

FIUGGI
de notre envoyée spéciale
C'est fini. Sur l'estrade du dix-septième congrès du MSI, quelqu'un a entonné une dernière fois l'hymne à Rome, mais, ce vendredi soir 27 janvier, les vieux camerati ont la voix voilée, et certains esulent une larme. Ce n'est plus qu'un chant funèbre pour saluer la mort du parti, survenue quelques minutes plus tôt, lorsqu'une écrasante majorité ont été adoptés les nouveaux statuts, en particulier l'article qui stipule que « l'antifascisme a rétabli la démocratie en Italie ». Quelques remous dans la salle, quelques cris – « Traîtres, vous nous avez trahis ! » –, une intervention étonnante de Gianfranco Fini pour demander à ses troupes de « rompre avec les valeurs d'un siècle qui n'est plus, pour mieux écrire les pages de l'histoire à venir », et le tour était joué.

Pino Rauti, le vieil apôtre de la « troisième voie », anticapitaliste et anticomuniste, l'ex-combattant de la République de Salò, condam-

né à mort, emprisonné plusieurs fois, ne décollait pas. « Nous devons honorer de rester nos valeurs, c'est répugnant ! Les antifascistes, il y en a eu de sincères, mais comment pourrions-nous glorifier ces partisans à la solde de Staline qui nous trahissent dans le dos ? », s'emportait-il, titubant sur les feuilles officielles entre ses mains fines d'intellectuel. « Ils ont coupé nos racines, soulagé l'esprit de ce parti de manière insultante », confiait-il au Monde.

« Ce qui me préoccupe le plus, ajoutait-il, c'est qu'ils n'ont aucun projet social. Dans leurs statuts il n'y a pas un mot sur l'environnement, les femmes, ou même le problème du Mezzogiorno, où nous avons pourtant tant d'électeurs. Ils exaltent les thèmes du capitalisme le plus sauvage, et veulent faire de notre parti un quelconque parti conservateur d'ex-

trême droite, mais ils le feront sans moi. » Quant à l'expérience du MSI au gouvernement, Pino Rauti n'est guère plus tendre : « Je me demande ce qu'ont fait nos ministres en huit mois ? A part faire la guerre aux juges de Milan, participer à l'occupation de la Rai au nom de la Fininvest de Berlusconi, et faciliter ses manœuvres les plus tordues. De toute façon, Fini n'a aucun background personnel, aucune existence propre, il s'est contenté de récolter le consensus que nous avons fait naître, nous les vieux « survivants » du passé, comme il dit, en risquant notre peau pendant toutes ces années. Lui fasciste ? Il serait n'importe quoi, thachérien, néo-gaulliste, pourvu que cela serve ses intérêts. »

L'avenir, Pino Rauti, qui a refusé d'entrer dans le nouveau mouve-

ment Alliance nationale, le voit tous jours dans le MSI : « Pourquoi refonder le MSI, il existe déjà, dit-il, il suffit de le maintenir. Je crois pouvoir mobiliser 20 % des troupes de Fini. » En attendant, avec quelques centaines d'autres déçus du congrès de Fiuggi, qui estiment que toute l'opération a été « entièrement manipulée par les hommes de Gianfranco Fini », voire trahie par leur vieil ennemi – « les forces monarchiques » –, il a déjà tenu une première réunion dimanche, dans un hôtel de Rome. Au programme : continuer le combat, et d'abord sur le plan juridique, en intentant un recours légal pour essayer de récupérer certaines des permanences, et surtout le symbole du MSI, la flamme tricolore, adoptée également par Alliance nationale.

Un demi-siècle pour passer au « post-fascisme »

● 20 décembre 1946. Fondation du Mouvement social italien (MSI), à Rome, par « un groupe de jeunes rescapés » du Biscapulaire sociale de Salò, d'anciens du Duce, Benito Mussolini, et d'organisations fascistes. Le MSI joue la carte de la légalité et participe aux élections générales d'avril 1948, où il obtient six députés et un sénateur.

● 27 au 29 juin 1948 à Naples. Premier congrès du MSI. Giorgio Almirante, un des fondateurs, est élu secrétaire. L'article premier des statuts du parti, qui ne fait aucune référence directe au fascisme, se contente de parler de « continuité ininterrompue » et d'« alternative corporatiste ». Le mot d'ordre est : « Ne rien renier, ne rien restaurer. » Au congrès suivant à Rome en juillet 1949 prévaient la ligne modérée d'alliance électorale avec les monarchistes et de dialogue avec la Démocratie chrétienne, d'Augusto De Marsanich, élu nouveau secrétaire. Le troisième congrès est interdit une première fois, puis reporté en 1952, le ministre de l'intérieur de l'époque, Mario Scelba ayant menacé de dissoudre le MSI. Ce qui

n'empêche pas le parti, aux législatives de 1953, de passer de 2 % à 5,8 % des voix.

● 24 au 26 décembre 1956. Au cinquième congrès, à Milan, le parti est déchiré entre trois courants : le courant social de gauche, celui modéré et antirévolutionnaire ; celui de la jeunesse radicale, animé par Pino Rauti, adepte du philosophe radical de droite Julius Evola. Les modérés et leur stratégie « d'insertion » dans la vie politique du pays l'emportent encore, mais Pino Rauti et ses amis quittent le MSI pour fonder l'Ordre nouveau. En 1960, le MSI, qui a permis, par son seul appui, la naissance du gouvernement Tanzi, est à un pas du pouvoir. La réaction de protestation dans la rue est violente, le gouvernement tombe, s'ouvre pour le MSI une nouvelle période d'isolement, qui sera profitable aux mouvements d'action comme l'Ordre nouveau, ou prêts au coup d'Etat, comme ce sera le cas du Front national du prince Valerio Borghese.

● 21 au 23 novembre 1970. Le neuvième congrès à Rome marque la fin de la traversée du désert. Retourné à la tête du parti

en juin 1969, Giorgio Almirante a fait revenir les « exclus » d'Ordre nouveau et lance sa nouvelle stratégie : créer une droite nationale capable de catalyser les milieux conservateurs. Les nouveaux textes du parti exaltent les choix démocratiques et réfutent les « nostalgies » et les « tentations subversives » ; les couleurs tricolores remplacent les vieux symboles fascistes. Une transformation accueillie avec succès : aux législatives de 1972, le MSI-droite nationale obtient 8,7 % des voix, et 55 députés. Mais le parti, entouré encore de trop de violence, fait peur. Certains de ses éléments les plus démocratiques le quittent en 1976.

● 10 au 14 décembre 1987. Au quinzième congrès à Sorrente, Giorgio Almirante impose son potlache, Gianfranco Fini, élu secrétaire contre Rauti. La ligne est de lutter contre la « partitocratie » qui a fait mal à basse sur le pouvoir. Le 24 mai, Almirante meurt. M. Fini, très contesté, démissionne à la fin de l'année. Au seizième congrès, à Rimini, en janvier 1990, c'est Pino Rauti qui prend la tête du parti avec pour mot d'ordre original de regarder à

gauche, et de proposer comme alternative, après la chute du communisme, la solution sociale du MSI-DN. Mais les piètres résultats aux élections administratives (le parti perd près de la moitié de son consensus électoral) favorisent le retour du « traditionaliste » Gianfranco Fini en juillet 1991 à la tête du parti.

● 25 au 27 janvier 1995. A Fiuggi se tient le XVII^e et dernier congrès du MSI. Sous la houlette de Gianfranco Fini, le MSI, qui se définit à présent comme « post-fasciste », a recueilli 13,4 % de suffrages aux élections législatives du printemps 1994, et est entré dans le gouvernement de son allié, Silvio Berlusconi, confirmant le succès obtenu quelques mois plus tôt aux municipales. Le gouvernement a démissionné en décembre 1994 mais, pour le MSI, c'est l'heure du virage historique : acceptation de l'antifascisme comme valeur démocratique et condamnation de l'antisémitisme. Le 28 janvier, le MSI se fonde dans un nouveau parti, Alliance nationale. Le 29 janvier, Gianfranco Fini est élu président d'AN, qui se définit comme un parti de droite moderne, libéral et démocratique.

Le chômage en 1994

- Chiffres
- Analyses
- Les propositions des candidats.

Demain dans les pages "France"

Le Monde

هكذا من الأصل

M. Major s'oppose à toute accélération de la construction européenne

Les travaillistes tentent de rallier les électeurs favorables à l'union économique

Le gouvernement de M. John Major ne perd pas une occasion d'affirmer sa réticence face à toute accélération de la construction européenne.

Cette tactique est destinée à refaire l'unité du parti, très divisé sur la question européenne. Elle laisse le champ libre à l'opposition travailliste.

liste, dont le dirigeant, Tony Blair, reprend à son compte le thème du réalisme - l'Europe se fera de toute façon, autant en être.

LONDRES

de notre correspondant

Les propos tenus à Davos par Jacques Santer, qui s'est dit « plus optimiste qu'il y a un an » sur le passage en 1997 à la monnaie unique et a proposé de mettre au point, d'ici à la fin de cette année, un Livre vert sur les conditions de la transition vers l'union économique et monétaire, ont eu pour effet immédiat de relancer la polémique sur l'Europe en Grande-Bretagne, et particulièrement au sein d'un Parti conservateur de plus en plus divisé. Le nouveau président de la Commission européenne, dont John Major, le premier ministre conservateur, avait dit qu'il était « l'homme qu'il fallait, au poste qu'il fallait et au moment qu'il fallait », paraît désormais honni des eurosceptiques d'entre-Manche, autant que son prédécesseur Jacques Delors.

Répliquant à M. Santer, le président du Parti tory, Jeremy Hanley, a affirmé qu'il était « impossible » d'introduire la monnaie unique en 1997, et le héros des anti-europhobes, le ministre de l'emploi, Michael Portillo, a jugé « très difficile » de parvenir d'ici là au respect des critères de convergence. En revanche, l'ancien premier ministre, Sir Edward Heath, a mis en garde contre le risque pour la Grande-Bretagne d'être laissée au bord de la route par ses partenaires européens.

Et fait, depuis la fin de 1994, John Major semble avoir rallié le petit noyau d'eurosceptiques

pourtant mis au ban du parti en novembre dernier. Le premier ministre, qui a longtemps passé pour un pro-européen, modéré et à la manière britannique, certes, a, depuis lors, distillé petites phrases et gestes indiquant sa volonté de durcir le ton à l'égard de Bruxelles, non seulement sur les objectifs à discuter l'an prochain lors de la conférence intergouvernementale sur Maastricht, mais même sur le fonctionnement des institutions actuelles. Dernier exemple en date : John Major a déclaré, dimanche 29 janvier à la BBC, que l'heure était au « déclin du centralisme et du fédéralisme » en Europe, et qu'on se dirigeait vers « une Union à forme plus variable ».

Redoutable tacticien, excellent à se sortir des situations les plus périlleuses, M. Major avait, l'an dernier, mis son veto à la candidature du Belge Delors à la succession de Jacques Delors, uniquement pour se sortir d'un mauvais pas au lendemain d'élections européennes désastreuses. Cette fois-ci, face à la révolte d'une partie des tories menés par l'aile droite et les nostalgiques du Thatcherisme, il a resserré la carte, usée mais toujours payante, de l'euroscepticisme.

M. Major connaît les réticences de l'opinion et de militants de son parti chauffés à blanc contre l'Europe. L'œil sur les élections de 1997, il a affirmé publiquement son opposition à la monnaie unique et son refus de tout pro-

grès vers l'intégration lors de la conférence intergouvernementale, et dans la foulée lâché les conservateurs pro-européens, au premier chef Douglas Hurd. Le secrétaire au Foreign Office fait l'objet d'attaques - parfois surnommées - des ministres les plus à droite, qui souhaitent le voir quitter le gouvernement. Le choix de David Davis, qui a récemment mis en doute la « légitimité » du Parlement européen, pour préparer la position britannique pour 1996 et la composition de la commission ministérielle chargée de revoir la politique étrangère et de défense, confirment cette évolution.

Pour Jeremy Hanley, président des Tories, il est « impossible » d'introduire la monnaie unique en 1997

Cette commission a beau être présidée par M. Hurd, qui vient de réaffirmer que « personne ne peut prétendre que la Grande-Bretagne puisse quitter l'Europe ou que l'on puisse revenir à un monde moins compliqué », elle est en majorité eurosceptique. Et son mandat est clair : afin de cimenter l'unité du parti, il faut bloquer tout nouveau transfert de compétences vers Bruxelles et repasser tout le terrain possible sur les institutions européennes.

Londres croit pouvoir trouver des soutiens à sa politique sur le continent. Les eurosceptiques entretiennent d'excellents rapports avec Sir James Goldsmith, qui est élu au Parlement européen sur la liste de Philippe de Villiers, passe

pour leur bailleur de fonds, et est en train de fonder un parti britannique pour le référendum sur l'Europe. M. Hurd lui-même s'efforce de convaincre la France de se rapprocher du point de vue britannique. Lors d'une conférence à l'Institut français de relations internationales, le 12 janvier, il déclarait : « Ni la Grande-Bretagne ni la France n'ont rejoint la Communauté pour assister au dépeçement de l'Etat-nation. Nos deux gouvernements rejettent clairement la notion que le seul bon Européen est celui qui croit au transfert des pouvoirs à un exécutif et à un Parlement européens. » Mais, comme le faisait remarquer le *Financial Times*, ces efforts pour un partenariat spécial franco-anglais sont voués à l'échec, en raison de l'hostilité fondamentale du gouvernement britannique à la conception de l'Europe partagée par les autres membres de l'Union.

Le chef du Parti travailliste, dont la cote fléchit dans les derniers sondages, tente de profiter de l'isolement du gouvernement pour relancer à la fois sa politique européenne et son offensive contre les Tories. Le 10 janvier à Bruxelles, Tony Blair déclarait, devant des hommes d'affaires ayant chacun payé 500 livres pour l'entendre, que, partout en Europe, « les gens discutent de l'union monétaire et de la convergence. C'est un dialogue auquel on veut bien participer et y exercer notre influence, ou bien que nous refusons, pendant ainsi encore de notre influence ». Le Labour veut attirer les électeurs européens. Il cherche aussi le soutien des industriels britanniques, traditionnellement pro-conservateurs mais qui ont bien compris l'intérêt de l'union pour leurs affaires. Comme en France, l'Europe est désormais au cœur du débat politique britannique.

Patrice de Beer

La Russie met en place une administration directe en Tchétchénie

Les combats se poursuivent à Grozny

MOSCOU

de notre correspondant

Alors que la « première étape », armée, de l'opération de restauration de l'ordre constitutionnel russe dans la République séparatiste de Tchétchénie est loin d'être terminée, Moscou est passé à la « seconde phase », politique. Même si les combats se poursuivaient, lundi 30 janvier, à Grozny - dont Moscou ne cesse d'annoncer la chute « imminente » -, un « département territorial du pouvoir fédéral exécutif » a été installé en Tchétchénie par oukase du Kremlin. Toutefois, cette administration n'est pas encore en place puisque la délégation de l'OSCE n'a pu rencontrer, samedi, qu'un de ses représentants, non pas à Grozny mais au nord de la capitale, à Znamensk, l'un des fiefs de l'opposition tchétchène.

Le chef de ce « département » russe en Tchétchénie, Nikolai Semenov, ex-patron du Parti communiste à Grozny, se voit flanqué de trois adjoints tchétchènes. Omar Avtouranov, le chef du « conseil provisoire » de l'opposition tchétchène, et Salambek Khadjiev, chef d'un « gouvernement » fantôme de « renaissance nationale » créé par Moscou, sont ainsi nommés « premiers adjoints ». Beslan Gantemirov, l'ex-maire de Grozny devenu l'un des chefs militaires de l'opposition, devient un simple adjoint.

Les attributions exactes de ce « département » sont encore floues. On ignore ainsi s'il s'ajoute aux autres « structures » déjà créées par les Russes ou s'il les remplace. Le fait que les nouveaux leaders tchétchènes deviennent les suzerains de l'administration russe tend à montrer l'échec des formules de « gouvernement » et autres « conseils » antérieures.

Ce choix reflète aussi la prudence du Kremlin face à des hommes qui, pour acquiescer à une certaine popularité, peuvent être tentés de s'opposer à Moscou (Le Monde du 21 jan-

vier). Ainsi M. Khadjiev a-t-il déjà déclaré que des « élections libres » ne seraient possibles en Tchétchénie qu'une fois les troupes russes parties. Une autre solution, déjà tentée sans grand succès par l'opposition financée par Moscou, serait de s'assurer les bonnes grâces des Tchétchènes en payant le prix fort.

Pour le premier vice-premier ministre russe, les fonds nécessaires à cette opération proviendraient tout simplement des recettes pétrolières tchétchènes. Au forum économique de Davos, Anatoli Tchoubais a ainsi laissé entendre qu'une fois la Tchétchénie remise au pas Moscou organiserait la réparation des installations pétrolières et contrôlerait les recettes de leur exploitation.

Malgré la présence de la délégation de l'OSCE, les forces russes ont poursuivi ce week-end leurs attaques aériennes massives et leurs pilonnages d'artillerie, bombardant Grozny et les villages du sud et de l'est. A Grozny, les forces russes, qui « repoussent les attaques de petits groupes armés illégaux », selon un communiqué du Kremlin, semblent toujours rencontrer autant de difficultés. Un commandant russe a ainsi, admis qu'il fallait encore « nettoyer » Pouest de la ville, pourtant théoriquement « sous contrôle » russe.

Jean-Baptiste Naudet

■ DIPLOMATIE : Klaus Kinkel, ministre allemand des affaires étrangères, a estimé, sur une radio allemande, samedi 28 janvier, que Boris Eltsine « risque de perdre son image de démocrate » dans le conflit tchétchène. Il a toutefois ajouté que l'Allemagne continuerait à ne pas demander de sanctions à l'égard de la Russie, dont l'adhésion au Conseil de l'Europe devait être examinée à Strasbourg à partir du lundi 30 janvier. - (AFP)

Les Pays-Bas continuent d'hésiter entre le Tigre et l'Apache

Pressions européennes et américaines ont fait encore reporter l'achat d'un hélicoptère armé

LA HAYE

de notre correspondant

Confronté à un clivage politique interne et aux pressions des partenaires européens, d'une part, et des alliés américains, de l'autre, le ministre-président des Pays-Bas, une nouvelle fois, remis à plus tard ce qu'il s'était engagé à faire cette semaine. Tout comme en décembre 1994, Wim Kok a décidé de repousser de plusieurs semaines au moins la décision qui padivise son cabinet : l'hélicoptère de combat qui équipera l'armée néerlandaise sera-t-il l'Apache, fabriqué par Mc Donnell Douglas et soutenu par les responsables de la défense, ou le Tigre, du consortium franco-allemand Eurocopter, que préfère le ministère de l'économie pour ses retombées favorables en termes d'emploi.

La question est d'importance. Non seulement parce qu'il s'agit d'un marché équivalent à 4 milliards de francs (bienvenue pour Eurocopter, qui en 1994, pour la troisième année consécutive, ne sort pas du « rouge »), mais aussi du fait que les Néerlandais sont, hormis les pays constructeurs, les premiers en Europe à devoir choisir leur nouvel hélicoptère. Depuis plusieurs semaines, La Haye est donc le lieu d'un lobbying actif des deux camps. Des délégations de haut niveau de représentants des industriels font le siège des ministères et des industriels pour les convaincre que leur dossier offre la plus forte valeur ajoutée en termes de compensations industrielles.

Siegfried Sobotta, coprésident d'Eurocopter, est même apparu à la télévision pour affirmer que le groupe néerlandais Fokker, gravement touché par la crise aéronautique, bénéficierait de retombées à hauteur de près de 500 millions de francs. Les partisans de l'Apache, que l'on trouve principalement au ministère de la défense et dans les armées, passent à la presse des rapports « confidentiels », dont un, notamment, concluait que l'appareil américain offre plus de sécurité pour l'équipage que le Tigre. Les mêmes ont affirmé aux

journalistes néerlandais que le Tigre « n'existe que sur plan », si bien qu'Eurocopter s'est senti obligé de les inviter à voler dans les prototypes à Marseille-Mariagnan.

UN APPEL AUX BRITANNIQUES

Bill Clinton s'est personnellement impliqué, de même que de nombreux hommes politiques français et allemands. Derniers en date, pour l'instant, d'un défilé étonnant, Alain Juppé et Helmut Kohl ont profité d'un séjour aux Pays-Bas pour plaider directement la cause du Tigre sur le thème : « Vous voulez vous rapprocher du couple franco-allemand ? Joignez donc la parole aux actes ».

Pour tenter d'échapper à cette alternative qui déplaît, de toutes façons, à un pays au et frustré, Hans Van Mierlo, ministre des affaires étrangères, a fait une tentative : pourquoi ne choisirions-nous pas ensemble l'appareil qui équipera nos armées, a-t-il en substance suggéré à son homologue anglais, qui s'apprête aussi à débattre de l'achat de quatre-vingt-dix hélicoptères, trois fois plus que la commande néerlandaise ? « Proposition sans avenir », regrette le porte-parole du ministère en constatant : « Ou nous prenons la bonne décision en premier et nous faisons école en Europe avec toute la responsabilité que cela implique, ou bien nous faisons le mauvais choix et notre armée se retrouve isolée ».

Dans ces circonstances, le gouvernement pourrait ressortir de son chapeau les hélicoptères qui n'ont pas passé le stade des discussions préliminaires : l'A-219, de l'italien Agusta, ou le Super-Cobra, du groupe américain Bell. Une autre solution consisterait pour la coalition à accepter de réduire les coupes dans le budget de la défense, comme le réclament le ministre et son secrétaire d'Etat, tous deux libéraux, en échange de leur ralliement au Tigre. Le Parti social-démocrate (PvdA) de Wim Kok a déjà envoyé des signaux clairs en ce sens.

Alain Franco

La démission du ministre des finances pourrait entamer le crédit international de la Hongrie

SIX MOIS SEULEMENT après son investiture, le nouveau gouvernement de coalition, dominé par les socialistes (ex-communistes réformateurs), est progressivement en train de ruiner l'image de « bon élève » de la Hongrie. La démission, samedi 28 janvier, du ministre des finances, Laszlo Boksi, qui passait pour le garant de la poursuite des réformes libérales, risque d'ébrancher encore le capital de sympathie et de confiance qui avait permis à ce pays de dix millions d'habitants d'accumuler près de la moitié des investissements étrangers à l'est depuis la chute du communisme, il y a cinq ans.

Le départ de M. Boksi, âgé de cinquante-deux ans, confirme la reprise en main insidieuse des principaux postes-clés de l'économie par le premier ministre, Gyula Horn, dont les dévies inquiètent de plus en plus ses alliés libéraux, groupés dans l'Alliance des démocrates libres créée par les pionniers de la dissidence anticommuniste.

Avec la démission de Laszlo Boksi, le gouvernement se trouve dans une position bien embarrassante : il n'y a plus de ministre des finances, plus de directeur pour l'Agence des privatisations, destiné début janvier, ni de directeur de la banque centrale, contraint de quitter son poste en novembre (Le Monde du 14 janvier). Ces déficiences menacent la stabilité politique qui avait jusqu'alors distingué la Hongrie de la plupart de ses voisins post-communistes.

MESURES IMPOPULAIRES

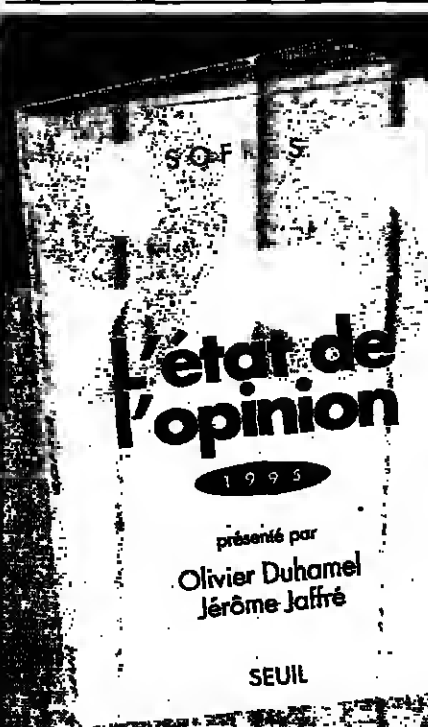
Le « sacrifice » de M. Boksi est le reflet des profondes divisions au sein du Parti socialiste, grand vainqueur des législatives en mai 1994. Même s'il est dirigé par d'anciens communistes réformateurs, qui se sont singularisés à l'est en jouant un rôle courageux contre la vieille garde du PC lors de la transition démocratique, ce parti est obligé de ménager son puissant allié syndical, favorable à une politique de relance,

contradictoire avec l'austérité budgétaire défendue par M. Boksi.

Le hasard du calendrier veut que l'offensive de Gyula Horn contre les hommes qui incarnent une continuité dans les réformes intervienne après d'importantes augmentations de prix depuis le 1^{er} janvier. Ces mesures, forcément impopulaires, sont pourtant indispensables dans un pays qui possède l'une des plus importantes dettes par tête d'habitant au monde et qui est confronté à un inquiétant déficit public.

A défaut de pouvoir répondre aux attentes de sa base, M. Horn se montre de plus en plus imprévisible. Son ministre de l'Intérieur l'a d'ailleurs récemment accusé « d'entretenir de fausses illusions ». A force de tergiverser, Gyula Horn risque, non seulement, de fragiliser la cohésion de son gouvernement mais aussi d'entamer le crédit de la Hongrie.

Yves-Michel Riols



LA BIBLE DES ACCROS DE LA POLITIQUE

S.P.B. L'Express

Un recueil de l'actualité de la veille de l'élection présidentielle des Français précieux.
Le 1^{er} du 1995 de l'état de l'opinion est assez exceptionnel. Les élections de la France.
Les élus politiques d'un vieux pays en transe.

Editions du Seuil

L'Europe se dote d'une Agence pour l'évaluation des médicaments

Le nouvel organisme se veut comparable à la puissante FDA américaine

La dynamique européenne prend un nouvel essor dans le champ de la pharmacie avec la création de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments

(EMEA). Cette structure, basée à Londres et dirigée par le Français Fernand Sauer, permettra une meilleure harmonisation des politiques de santé en Europe.

LONDRES
de notre envoyé spécial
C'est au sein de l'étrange autant que sinistre quartier d'affaires de Canary Wharf, à quelques minutes de City Airport, que s'installera très bientôt la toute jeune Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (EMEA). La création de cette structure constituera une étape décisive dans le processus d'harmonisation des politiques des pays de l'Union dans le champ de l'industrie pharmaceutique et de la santé publique. On ne peut éviter, ici, le parallèle avec la FDA (Food and Drug Administration) américaine, agence fortement centralisée dont la compétence scientifique et l'autorité font presque toujours référence à l'échelon mondial.

La création de l'EMEA marque l'entrée en vigueur du nouveau système pour l'autorisation et la surveillance des médicaments humains et vétérinaires au sein de l'Union européenne dont les bases juridiques (trois directives et un règlement) avaient été adoptées en 1993 par le conseil des ministres. Après une dizaine d'années de coopération entre les autorités nationales d'enregistrement au niveau européen, il avait fallu quatre années de négociations pour aboutir à ce nouveau système. On passe ainsi d'une action basée sur un volontariat à la contrainte unanime définie et acceptée. Après le choix de Londres (reçu en dépit des offres de Barcelone et de Copenhague) et la nomination du directeur exécutif (le Français Fernand Sauer, quarante-cinq ans, pharmacien et juriste de formation, spécialiste renommé des questions internationales), la dynamique européenne prend aujourd'hui un nouvel essor dans le champ de la pharmacie.

« En pratique, le nouveau système

visait à prendre en compte de manière conjointe les intérêts des patients comme ceux des professionnels, nous a expliqué M. Sauer. Les patients bénéficieront, demain, de manière plus rapide de médicaments innovants grâce à des délais réduits. Une formation claire et de qualité sera disponible lors de l'autorisation de mise sur le marché à l'adresse des professionnels de santé et des consommateurs. De plus, la surveillance des médicaments après

La crédibilité de l'Agence tient à la nature des liens financiers et scientifiques entre les experts du médicament et l'industrie pharmaceutique

leur autorisation de mise sur le marché sera améliorée grâce à la coordination des activités nationales de pharmacovigilance. D'autre part, les nouvelles procédures permettent, pour la première fois, d'établir une dimension véritablement européenne de l'autorisation de mise sur le marché des médicaments. Cela ouvre la voie pour les industriels à une réduction significative des coûts de recherche et des coûts administratifs. »

Dans une première période, jusqu'en 1998, deux procédures de mise sur le marché coexisteront. Les firmes productrices de médicaments hautement innovants, issus des nouvelles biotechnologies, de-

ront obligatoirement passer devant l'Agence de Londres, qui instruit ces dossiers, ses conclusions s'imposant, quelles qu'elles soient, à l'ensemble des Etats membres. Par ailleurs, une procédure dite « décentralisée », concernant les autres produits pharmaceutiques, permettra aux firmes de s'adresser aux agences nationales. Passé l'année 1998, les procédures nationales seront réservées aux seuls médicaments dits « d'intérêt local » ou encore aux médicaments géographiques, l'Agence de Londres tranchant en cas de conflit entre les fabricants et les agences nationales.

Cette agence disposera pour l'année 1995 d'un budget opérationnel de 20 millions d'euros et d'un effectif d'une centaine de personnes (ces deux données chiffrées devant doubler d'ici à l'an 2000). Une liste européenne de mille six cents experts travaillant en équipes pluridisciplinaires et plurinationales a été constituée sous l'égide du comité des spécialités pharmaceutiques, comité qui vient d'être élu comme président le professeur Jean-Michel Alexandre, l'un des spécialistes français disposant d'un grand renom international.

On sait à Londres que les défis sont multiples, qu'il s'agit de s'efforcer de respecter entre cette nouvelle structure nécessairement centralisée et les impératifs de subsidiarité ou encore des équilibres entre les puissantes agences nationales française, britannique et allemande et celles des autres Etats membres. On sait aussi que la crédibilité de la nouvelle agence tient pour beaucoup dans la nature des liens financiers et scientifiques qui existent entre les experts du médicament et les firmes de l'industrie pharmaceutique.

Jean-Yves Nau

Un ancien député allemand jugé pour collaboration avec l'Est

Le social-démocrate Karl Wienand avait été un proche de Willy Brandt

Une note rédigée peu avant sa mort par Willy Brandt relance les accusations portées contre Karl Wienand, qui fut le secrétaire général du groupe parlementaire

social-démocrate. La veuve de l'ancien chancelier allemand, l'historienne Seebacher-Brandt, saisit cette occasion pour démissionner du SPD.

APRÈS des mois de conflit avec son parti à propos de l'héritage de Willy Brandt, sa veuve, l'historienne Brigitte Seebacher-Brandt, a démissionné mardi 24 janvier du Parti social-démocrate. Le prétexte a été la publication d'une note de trois pages rédigée peu avant sa mort par Willy Brandt et conservée dans un coffre-fort de la fondation Friedrich-Ebert, proche du SPD. Ecrite début 1992, après une conversation, à Bonn, avec Valentin Faline, responsable des relations extérieures au comité central du PC soviétique et ancien ambassadeur en RFA, ce texte a relancé les accusations portées contre Karl Wienand, secrétaire général du groupe parlementaire social-démocrate jusqu'en 1974, actuellement jugé pour avoir collaboré avec les services de l'Est. Au groupe parlementaire, Karl Wienand était le bras droit d'une des figures légendaires du SPD, Herbert Wehner, qui a joué un rôle déterminant en 1974 dans la démission de Willy Brandt après la

découverte dans l'entourage de ce dernier de l'espion est-allemand Günther Guillaume.

Au début de 1994, Brigitte Seebacher-Brandt avait lancé, dans la presse conservatrice, une campagne insinuant que Wehner - ancien communiste qui avait séjourné à Moscou pendant la guerre - aurait continué à travailler pour ses anciens amis. Mais les documents sur lesquels elle s'appuyait ne comportaient pas d'accusations explicites.

La publication de la note de Willy Brandt lui donne l'occasion de repartir à l'offensive. Par une mystérieuse coïncidence, un correspondant anonyme avait prévenu le procureur chargé de l'instruction en cours contre Karl Wienand de l'existence de cette note. Personnage ambigu, l'ancien secrétaire du groupe parlementaire SPD avait dû abandonner son mandat de député en 1974 pour trafic d'influence ; il était soupçonné d'avoir versé de l'argent, dont il est apparu plus tard qu'il provenait d'Allemagne

de l'Est, à un député CDU afin qu'il vote en faveur de Brandt, en 1972, dans un scrutin serré qui aurait pu coûter son poste à l'ancien chancelier. Karl Wienand, âgé de soixante-huit ans, est accusé aujourd'hui d'avoir été « collaborateur informel » de la Stasi, l'ancienne Sécurité d'Etat est-allemande.

Dans une phrase sibylline de sa note sur sa conversation avec Faline, Brandt écrit que, après 1975, Wienand « s'est laissé aller dans un engagement à l'égard des services de la Stasi ». Brigitte Seebacher-Brandt affirme que son mari désignait ainsi le RGB. Faline dément avoir tenu de tels propos, mais l'ancien chancelier avait jugé bon de prévenir le chef des services de renseignement allemands, le BND, Konrad Poerner. Les recherches de ce dernier furent vaines. Mais ce nouvel épisode du feuilleton d'espionnage Est-Ouest dont l'Allemagne a été le théâtre jette une lumière trouble sur vingt ans d'Ostpolitik.

Henri de Bresson

La multiplication des « affaires » éclabousse le gouvernement tchèque

PRAGUE

de notre correspondant

Les services secrets tchèques espionnent-ils les partis parlementaires, y compris ceux de la coalition conservatrice au pouvoir ? Dix jours après les accusations portées dans ce sens par le vice-premier ministre Jan Kalvoda, le gouvernement a répondu, mercredi 25 janvier, par la négative et souhaite clore l'affaire. La violente polémique qui s'est développée va laisser des traces entre les partenaires de la coalition. Et la question de fond reste posée, puisque la commission parlementaire de contrôle sur le Service d'information et de sécurité (BIS) n'a pas encore rendu son verdict et poursuit son enquête.

M. Kalvoda, président de l'Alliance démocratique civique (ODA), qui grignote progressivement des points dans les sondages à l'ODS, le parti du premier ministre, avait notamment commis la maladresse de faire part de ses soupçons à la presse avant d'en parler à ses collègues du gouvernement. Le numéro deux du gouvernement s'est donc retrouvé seul face aux dix-huit autres ministres, y compris ceux de son parti, lors du vote, mercredi, d'une déclaration blanchissant le BIS. Ses adversaires soupçonnent Jan Kalvoda d'avoir voulu détourner l'attention d'une affaire de financement douteux de son propre parti (ODA) qui avait éclaté au grand jour peu auparavant et dans laquelle est égale-

ment impliquée l'Union chrétienne-démocrate (KDU), un autre parti de la coalition. L'ODA avait, en effet, emprunté en 1992 52 millions de couronnes (10 millions de francs) à une banque, Kreditni a Prumyslova Banka, aujourd'hui au bord de la faillite et dont le directeur est inculpé pour malversations et fraudes. M. Kalvoda figure au premier plan de ce prêt douteux, car le garant de l'emprunt est une société dont il a été actionnaire. La KDU est également impliquée dans ce scandale, car elle avait aussi emprunté de l'argent à cette même banque.

RÈGLEMENTS DE COMPTES

La mise au jour de ces affaires, quelques semaines après une polémique sur le financement de l'ODS par des entreprises d'Etat, prend l'allure de sombres règlements de comptes entre partis de la coalition. Face à la menace de manipulation des services secrets à des fins partisans, le président Václav Havel a demandé que toute la lumière soit faite sur le rôle du BIS et les moyens existants pour contrôler ses activités. Mais la plupart des Tchèques commencent à douter de l'issue des enquêtes officielles. Aucune des affaires politico-financières ayant éclaté depuis deux ans n'a jamais abouti à la démission des responsables en cause ni à l'ouverture d'un procès.

Martin Plichta

Parcours rebelles en Europe communiste

L'ÉPILOGUE, comme il se doit, inspire la mélancolie. Recrus de batailles, de victoires inespérées,



BIBLIOGRAPHIE

Les sorts divers. Václav Havel reste en son château de Prague, président-philosophe comme il fut opposant réveur, aujourd'hui comme hier exemplaire et marginal. Lech Walesa lui aussi a son palais officiel, fraîchement rénové. Le visage et l'ego un peu bouffis, il continue, imprévisible comme jamais, à ferrailer sans relâche. Mais désormais contre tout le monde et pour lui-même, pour préserver son pouvoir. Des avant-postes, il est passé à l'arrière-garde et il prétend, seul, à force de vetos et de savantes manœuvres, empêcher les « néo-communistes » de régner sans partage. Le Roumain Vasil Parashchiv, lui, n'a jamais pu vraiment goûter la déconfiture de ses oppresseurs : trop de coups, trop d'humiliations, trop de menaces l'avaient contraint au silence, alors que, sans le savoir, il touchait presque au but.

C'est le parcours de ces « insoumis », et de beaucoup d'autres, de la fin du « printemps de Prague » à l'évanouissement subtil des régimes communistes est-européens en 1989, que Christian Duplan et Vincent Giret évoquent dans le second tome de leur *Vie en rouge*. Le premier, *Les Pionniers*, avait le très

grand mérite de rappeler, et parfois de révéler, ce que signifiait, pour des êtres humains, leurs femmes et leurs enfants, tenter d'enrayer la marche du stalinisme, puis d'entreprendre, avec des moyens insignifiants, de démonter la machine (« *Le Monde des livres* » du 27 mai 1994).

Le second ouvrage relève un défi plus difficile encore pour les auteurs, qui hésitent parfois entre le récit des événements - et les quelques six cent pages, bien entendu, n'y suffisent pas - et l'évocation du rôle personnel de leurs héros. Cette histoire là est trop fraîche, trop confuse, et un sens trop connu, mais de manière trop superficielle, pour que l'entreprise puisse être qualifiée de total succès.

COURAGE EXEMPLAIRE

Il est donc tout à fait logique que les passages consacrés aux pays où l'opposition fut la plus diffuse, la plus généralisée, la plus complexe et la plus forte, convainquent moins que la très remarquable évocation du cas roumain. Ceux qui ont un peu connu la Roumanie de Ceausescu, cet univers désespéré et faux, fait de beaucoup de lâcheté mais aussi d'un extraordinaire et rare courage, apprécieront tout particulièrement.

Toutes réserves faites, on ne recommandera jamais assez ces deux gros tomes « rouges », non seulement à ceux qui s'intéressent à l'Europe de l'Est, mais aussi aux responsables occidentaux qui ont hâte, désormais, de regarder ailleurs, comme si rien d'essentiel n'avait jamais eu lieu là-bas, ou

comme si le passé y était définitivement conjuré.

Il restera bien sûr à risquer, plus tard, une véritable analyse de ces événements. A se demander si ces rebelles d'hier ont eu tort ou raison de faire preuve de tant d'élégance, de « tirer un trait » et de dispenser de tout procès ceux qui, naguère, les avaient si souvent jetés en prison et avalés, aussi, fait couler le sang. La question revient avec de plus en plus d'insistance en Pologne : les « post-communistes » sont au pouvoir, mais on se remet à manifester dans la rue pour leur demander des comptes. Et un paysan, dont l'existence avait été brisée, a pris sur lui de frapper d'une pierre au visage le général Jaruzelski, plongeant tout le monde dans le malaise. Il y a - il y aura toujours - de la place pour un autre épilogue.

Jan Krauze

★ *La Vie en rouge*, tome II, *Les Insoumis, 1968-1989*, de Christian Duplan et Vincent Giret, Seuil, 735 p., 160 F.

36.15

ISRAËL

Tout sur Israël

Plus l'actualité au quotidien en direct.

1,27F la minute

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

AUTOROUTE A 585

Projet d'antenne du Val de Bléone et déviation de DIGNE-LES-BAINS

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique avec modification des plans d'occupation des sols de certaines communes.

Le préfet du département des Alpes-de-Haute-Provence INFORME le public, qu'en exécution de l'arrêté préfectoral n° 95.90 du 19 janvier 1995, il sera procédé, sur le territoire des communes d'AGLUN, CHATEAU-ARNOUX-SAINT-AUBAIN, DIGNE-LES-BAINS, LE CHAFFAUT-SAINT-JURSON, L'ESCALE, LES MEËS, MALLIAI, MONTFORT, PEYRUIS, pendant 32 jours consécutifs, du 17 février 1995 au 20 mars 1995, à une enquête publique portant :

- sur l'utilité publique du projet de création de l'AUTOROUTE A 585, antenne du VAL-DE-BLEONE et déviation de DIGNE-LES-BAINS.

- sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées, à l'exception de celle du CHAFFAUT-SAINT-JURSON non couverte par un tel plan.

Les pièces des dossiers de l'enquête seront déposées pendant cette période dans les mairies visées ci-dessus, ainsi qu'à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public des bureaux. A savoir :

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence à DIGNE-LES-BAINS : Bureau de l'urbanisme, de l'environnement et du tourisme

- du lundi au vendredi, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h

DIGNE-LES-BAINS :

- du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h

LE CHAFFAUT-SAINT-JURSON :

- lundi, mardi, mercredi, vendredi, de 9 h à 12 h ; jeudi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30

MALLIAI :

- du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h

L'ESCALE :

- du lundi au vendredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h

LES MEËS :

- lundi, mercredi, vendredi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h

- mardi et jeudi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30

MONTFORT :

- du lundi au vendredi, de 15 h à 19 h

PEYRUIS :

- du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h

CHATEAU-ARNOUX-SAINT-AUBAIN :

- du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; samedi, de 10 h à 12 h

AGLUN :

- lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8 h à 12 h et de 16 h à 18 h ; mercredi, de 14 h à 18 h ; samedi, de 10 h à 12 h

Toutes les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête, ouverts à cet effet dans chacune des communes et à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, ou être adressées par écrit à M. le président de la commission d'enquête, à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence - Bureau de l'urbanisme, de l'environnement et du tourisme - 8, rue du Docteur-Roussier, 04016 DIGNE-LES-BAINS CEDEX, qui les joindra aux registres.

La commission d'enquête, désignée par M. le président du tribunal administratif de MARSEILLE, est composée comme suit :

Membres titulaires :

- M. Pierre REYNIER, technicien supérieur forestier en retraite, domicilié 9, rue Bayard, à GAP, président de la commission.

- M. Georges FEID, directeur de services municipaux en retraite, domicilié rue P.-Ange Les Planiers, à MANOSQUE.

- M. Pierre ANTIQ, géomètre expert DPLG, domicilié 9, rue des Tournelles, à MANOSQUE.

Membre suppléant :

- M. Edouard MALEVAL, chef de service administratif en retraite, domicilié 24 ter, rue de Valserres, à GAP.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- En mairie de DIGNE-LES-BAINS : mercredi 8 mars et lundi 20 mars 1995, de 14 h à 18 h.

- En mairie de MALLIAI : vendredi 10 mars et lundi 20 mars 1995, de 15 h à 18 h.

- En mairie de CHAFFAUT-SAINT-JURSON : jeudi 9 mars et lundi 20 mars 1995, de 9 h à 12 h.

- En préfecture des Alpes-de-Haute-Provence à DIGNE-LES-BAINS : mardi 7 mars et lundi 20 mars 1995, de 13 h 30 à 17 h.

- En mairie des MEËS : mardi 14 mars 1995, de 13 h 30 à 17 h 30.

- En mairie de MONTFORT : mercredi 15 mars 1995, de 15 h à 19 h.

- En mairie de PEYRUIS : jeudi 16 mars 1995, de 15 h à 18 h.

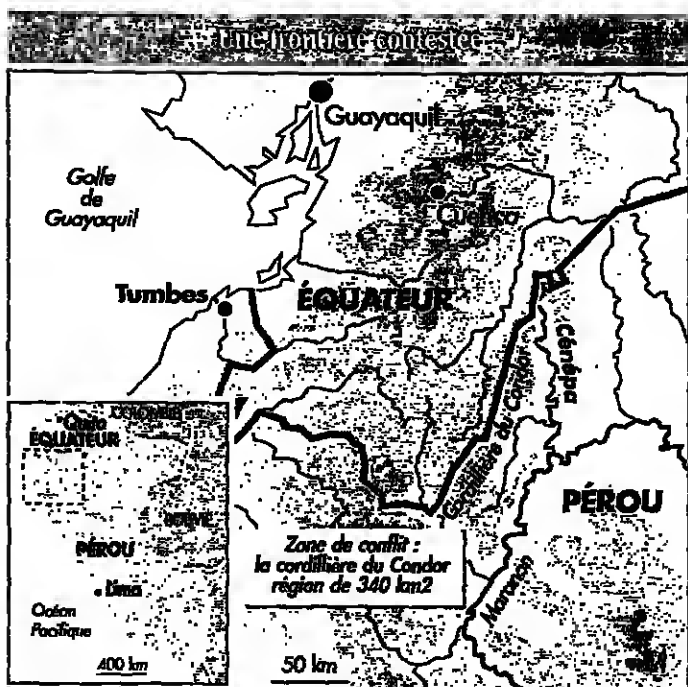
Copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête seront déposées à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence à DIGNE-LES-BAINS et dans chacune des communes concernées, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant une durée d'un an.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication de ces mêmes documents, en s'adressant à M. le préfet du département, bureau de l'urbanisme.

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence.

Le Pérou et l'Équateur se livrent à une escalade dans leur conflit frontalier

Une issue diplomatique demeure possible



Le Pérou et l'Équateur ont utilisé, dimanche 29 janvier, des avions de combat, franchissant un pas supplémentaire dans les affrontements déclenchés depuis jeudi à propos du contrôle d'une zone frontalière contestée depuis cinquante-cinq ans, située dans la cordillère du Condor, autour de la vallée amazonienne du fleuve Cenepa.

Les forces armées péruviennes ont utilisé ces appareils, en plus de leurs hélicoptères, dans le cadre d'une offensive apparemment destinée à déloger les troupes équatoriennes de six avant-postes installés, selon Lima, au-delà de la frontière établie par le protocole de Rio de Janeiro du 29 janvier 1942 mais contestée par Quito depuis 1961. Ce protocole stipulait que la zone en litige, longue de 78 kilomètres, restait à délimiter précisément en fonction de la ligne de partage des eaux des fleuves Morona et Santiago. La découverte du cours du fleuve Cenepa, affluent de l'Amazonie - précieux accès -, a compliqué les interprétations.

Pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités, un responsable péruvien - le général Vladimir Lopez Trigos, commandant des troupes à la frontière - a établi un bilan des pertes, qui s'élevaient à trente-six morts (trente soldats équatoriens et six péruviens). De leur côté, les autorités équatoriennes ont indiqué avoir abattu deux hélicoptères, faisant au moins sept morts côté péruvien. La perte d'un hélicoptère a été confirmée de source officielle à Lima.

Au moment même où les deux pays intensifiaient leurs actions sur le terrain, évacuant les populations civiles de la zone frontalière, le Pérou a invité le vice-ministre des affaires étrangères équatorien à se rendre à Lima, afin de préparer une rencontre de haut niveau susceptible de régler le conflit. Le vice-ministre péruvien des affaires étrangères, Eduardo Ponce, a indiqué que le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Cesar Gaviria, dans sa mission de bons offices entre les deux capitales, s'était chargé de transmettre cette invitation à Quito. Cette rencontre, a-t-il souligné, pourrait aussi réunir « les ministres des affaires étrangères des pays garants du protocole de Rio » (États-Unis, Chili, Brésil et Argentine). « Notre initiative est une preuve de bonne volonté. Nous espérons qu'elle sera fructueuse », a conclu M. Ponce.

Un peu plus tôt, le président équatorien, Sixto Duran Ballen, s'était déclaré prêt à accepter un cessez-le-feu qui conduise les deux parties à chercher, à travers les voies légales, à établir « dans la paix et la dignité, la délimitation finale [des] frontières ». S'il a qualifié un tel cessez-le-feu d'« inconditionnel », il a cependant ajouté : « Nous ne reculerons pas. Nos forces armées savent qu'elles ont raison. » M. Duran Ballen a de nouveau accusé le Pérou d'être à

l'origine des tensions réapparues depuis quatre jours.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a annulé, samedi, la réunion d'urgence qu'il devait tenir sur le différend frontalier, afin de privilégier d'autres canaux diplomatiques, en particulier les initiatives des pays garants du protocole de Rio. Depuis Davos (Suisse), où il participe au Forum économique mondial, le président argentin, Carlos Menem, a annoncé que les chefs de la diplomatie de ces quatre pays étaient prêts à se réunir « dans un proche avenir », afin d'« assurer le respect, avec une totale impartialité, du protocole de Rio et faire en sorte que cessent les affrontements ». L'Équateur a demandé pour sa part une réunion du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) et a dit accepter la présence d'observateurs militaires des pays de la région sur le terrain.

Enfin, les présidents bolivien, colombien, panaméen et vénézuélien, tout comme le chef de la diplomatie espagnole, Javier Solana, ont appelé Quito et Lima à mettre un terme au conflit. Le gouvernement panaméen a proposé son territoire pour l'ouverture de négociations de paix entre les deux pays et le gouvernement chilien a proposé ses bons offices.

CONSIDÉRATIONS ÉLECTORALES

Après avoir survolé samedi la région frontalière, le président péruvien, Alberto Fujimori, a cependant indiqué que ni l'OEA ni les Nations unies ne pouvaient agir comme médiateur dans le conflit. A ses yeux, seuls les pays garants du protocole de Rio peuvent le faire. M. Fujimori, nous indique notre correspondant à Lima, Nicole Bonnet, semble bien décidé à récupérer sur le terrain la zone litigieuse, censée renfermer de l'or et du pétrole, avant d'entamer des négociations avec l'Équateur. L'approche de l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu le 9 avril, a peut-être joué un rôle dans la détermination de M. Fujimori : il brigue un second mandat mais vient de perdre six points dans les sondages au cours du mois.

« Le conflit avec l'Équateur ne doit pas être utilisé pour des besoins de politique intérieure », a averti l'ex-secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, principal adversaire de M. Fujimori. Il a dénoncé, auprès d'une mission d'observateurs de l'OEA, les « nombreuses irrégularités » qui entachent, selon lui, cette campagne électorale : intervention directe de l'armée et des autorités gouvernementales auprès des électeurs, utilisation des ressources du Trésor public, intimidation des candidats de l'opposition, etc. L'offensive de l'armée péruvienne a également relégué au dernier plan la bataille entreprise par M. Fujimori, l'épouse séparée du chef de l'État, pour faire valider sa liste de candidats aux législatives, ainsi que les accusations menant plusieurs généraux au trafic de cocaïne.

Le gouvernement égyptien lance une nouvelle offensive contre les islamistes

Le pouvoir applique une politique de la carotte et du bâton dans tous les domaines

Dans sa lutte contre les extrémistes musulmans, le gouvernement du président Hosni Moubarak combine un renforcement de la répression poli-

cière contre les groupes armés - douze terroristes ont été tués par la police samedi 28 janvier en haute Égypte - à une vaste campagne contre

la propagation des idées répandues par les mouvements islamistes. Cette politique a réduit la marge de manœuvre des uns et des autres.

LE CAIRE

De notre correspondant
Douze extrémistes musulmans ont été tués par la police, samedi 28 janvier, dans la province de Minia, en haute Égypte. Selon le ministère de l'Intérieur, 250 kilos d'explosifs, des bombes artisanales, des fusils d'assaut et des croquis de plusieurs postes de police de Minia ont été saisis.

Cet accrochage - le plus meurtrier depuis le début, au printemps 1992, de l'affrontement entre les extrémistes et le gouvernement - est la riposte des forces de l'ordre à l'assassinat de huit policiers, le 2 janvier, dans la province de Minia. Cette région est devenue, depuis quelques mois, le principal théâtre d'opérations des extrémistes de la Djamaa Islamiya, qui ont fui leur fief d'Assiout, quadrillé par les forces de l'ordre.

Depuis près d'un an, les extrémistes musulmans limitent à la seule haute Égypte leurs actions, qui ont aussi changé de cibles. À l'exception de trois attentats contre des touristes, qui ont fait deux morts et six blessés, c'est désormais la police qui est visée, l'objectif des islamistes étant de venger les « martyrs » tombés sous les balles des forces de l'ordre. L'agression dont a été victime, le 14 octobre 1994, le Prix Nobel de littérature, Naguib Mahfouz, est l'exception qui confirme cette nouvelle règle.

C'est là le principal résultat de la politique mise en œuvre, dès avril 1993, par le ministre de l'Intérieur, le général Hassan El Ali, maniant

la carotte et le bâton. Pour encourager la délation, des primes allant jusqu'à l'équivalent de 90 000 francs (quarante ans de SMIC égyptien) ont été octroyées et des centaines d'extrémistes « repentis » ont été graciés.

Le général El Ali s'est aussi attaqué à ce qu'il considère comme la branche politique des extrémistes : la puissante confrérie des Frères musulmans, qui n'a plus d'existence légale depuis 1954, mais dont l'activité était tolérée (Le Monde daté 29-30 janvier). Il a récemment accusé les Frères de « financer les attentats extrémistes musulmans » et d'avoir transformé les syndicats qu'ils dominent en « foyers du terrorisme ». Vingt-huit Frères, dont un ex-député et des responsables syndicaux, ont été arrêtés, le 22 janvier. Aux yeux de l'opposition islamiste, cette opération vise à la « décapitation » pour empêcher de participer aux élections législatives et syndicales prévues cette année.

PEU D'EFFETS TANGIBLES

Toutefois, cette opération ne constitue qu'un des aspects de l'offensive générale lancée contre l'islamisme. Après avoir mené une purge contre les enseignants proches des islamistes - plus d'un millier ont été mutés à des fonctions administratives ou limogés - et commencé à « épurer » les programmes d'enseignement des textes « incitant à l'intolérance », le ministre de l'Éducation, Mohamed Bahaa El Din, s'est attaqué, cet été, au symbole par excellence de l'is-

lamisme : le voile. Il a publié, fin juillet, un arrêté interdisant « le port d'un couvre-chef » dans le primaire et exigeant une demande écrite des parents dans le secondaire. Le port du Négab (voile intégral) a été prohibé. Il reste cependant toléré dans les universités, mais celles qui le portent sont la cible de tracasseries. Le courant islamiste a perdu, cette année, les élections aux unions d'étudiants dans plusieurs facultés.

De son côté, le ministère de la culture, dont dépend le plus grand éditeur égyptien, l'Organisation générale du livre, a fait publier des dizaines de titres attaquant non seulement « le terrorisme » (terme lemeot « le terrorisme » (terme officiel désignant les extrémistes) mais encore l'islamisme en général. Les lauréats des prix décernés aux meilleures œuvres, à l'occasion de la Foire internationale du livre du Caire, étaient pour la plupart des opposants à l'islamisme. Le ministère de l'Information, accusé par les laïcs de favoriser ce lui-ci, a lui aussi participé à l'offensive. Il a produit plusieurs feuillets attaquant l'intégrisme et diffusé « les aveux » d'extrémistes repentis.

Le ministère des waftis (biens religieux) a commencé à accélérer le rythme de ce que des islamistes qualifient de « nationalisation des mosquées ». Des milliers de mosquées construites par des particuliers et connues pour être proches des extrémistes, ont été rattachées au ministère, qui s'est empressé d'y nommer des imams modérés. Même la direction du

trafic routier participe à l'offensive. Lors de la vérification des véhicules, les agents contrôlent aussi la teneur des cassettes : malheur au chauffeur découvert en possession d'enregistrements de discours critiquant le régime.

Resque que ces mesures récentes n'ont pas encore donné de résultats tangibles. Selon un récent sondage, publié par l'hebdomadaire officiel de langue anglaise El Ahram Weekly, l'action sociale des islamistes « modérés » est jugée « positive » par deux personnes sur trois.

Alexandre Bucciardi

■ Les revenus du tourisme ont augmenté de près de 30 % en 1994. Après la publication dans Le Monde du 17 janvier d'un article intitulé « L'Égypte brade ses croisières sur le Nil pour faire revenir les touristes », le ministre égyptien du tourisme nous a fait savoir que « diverses initiatives » ont été prises qui « ont permis de rassurer l'étranger voyageur ». « Les chiffres le confirment », ajoute-t-il. Durant les six derniers mois de l'année 1994 et par rapport à la même période de l'année précédente, pour une croissance en nombre de touristes de 17 %, les revenus de ce secteur ont marqué une croissance de 29 %, totalisant un montant de 832 millions de dollars. « Mandouh El Behaguy insiste aussi sur le développement du « tourisme de festivals, de foires et de congrès », l'« amplification » du tourisme de loisirs au Sinaï et le long du littoral de la mer Rouge.

BOUYGUES

Le Conseil d'Administration, réuni le 24 janvier 1995 sous la présidence de Martin Bouygues, a examiné l'activité et les estimations de résultats du Groupe en 1994 et les perspectives 1995.

BÉNÉFICE NET 1994 : + 22 %

(millions de F)	1994 (estimé)	1993 (retraité)	1994/1993	1993
Construction	54 000	52 158	+ 4 %	52 162
Immobilier	4 100	4 627	- 11 %	4 627
Diversification	19 700	19 820	- 1 %	19 816
Activité totale	77 800	76 605	+ 2 %	76 605
Chiffre d'affaires	70 400	68 942	+ 2 %	61 183

La cotation 1993 (retraité) a pour objet de présenter pour 1993 des données comparables à celles de 1994. TF2 y est consolidée par intégration globale comme en 1994 alors qu'elle était mise en équivalence. Ce changement de comptabilisation résulte de l'augmentation de la participation de Bouygues dans TF2 de 25 % à 37,5 %.

(millions de F)	1994 (estimé)	1993 (retraité)	1994/1993	1993
Bénéfice net				
Total	1 050	947	+ 11 %	602
Intérêts minoritaires	480	478	-	133
Part du Groupe	570	469	+ 22 %	469

Les bénéfices de la Construction et de la Diversification ont repris leur progression. La division Immobilière a enregistré une perte pour l'exercice 1994 estimée à 280 millions de F contre 152 millions de F en 1993.

STRUCTURE DU BILAN

À fin décembre 1994, les capitaux propres sont estimés à 12,2 milliards de F, soit 9,3 milliards pour la part du Groupe. Les dettes financières s'élèvent à 6 milliards de F.

La trésorerie disponible atteint 8,8 milliards de F bien que le montant des investissements ait doublé par rapport à celui de 1993 : 5,7 milliards de F contre 2,9 milliards de F.

PERSPECTIVES 1995

(millions de F)	1995 (estimé)	1994 (estimé)	1995/1994
Chiffre d'affaires	75 000	70 400	+ 6 %
Bénéfice net	1 100	1 050	+ 5 %
Part du Groupe	580	570	+ 2 %

La direction de l'immobilier prévoit pour 1995 une activité de 1,9 milliards de F en progression de 2 %. Le chiffre d'affaires consolidé devrait être de 71 milliards de F. Le chiffre d'affaires consolidé de la division Diversification est de 22,5 milliards de F, soit 2,5 milliards de plus qu'en 1994. Les progrès de la division Diversification sont dus à la mise en œuvre de l'Est, aux

كلنا من الأصل

Des Etats caraïbes s'opposent au passage de déchets nucléaires

Greenpeace est à l'origine des protestations

500 000 personnes ont été ainsi dispersées arbitrairement à travers le pays sans aucun contrôle ni secours, tandis que les violences entre tribus ont fait, ces quatre dernières années, un millier de morts.

J.-M. Ct.

(16^e arrondissement.)
Pour extrait conforme délivré à M. le
Procureur Général sur sa réquisition.
P/ LE GREFFIER EN CHEF,

مجلس الأمن الرابع

Des Etats caraïbes
s'opposent au passage
de déchets nucléaires
Greenpeace: A...

L'incertitude sur le vote du Congrès mine la confiance à l'égard du Mexique

La « base » parlementaire renâcle toujours à adopter le programme d'aide américain

Quatre pays sud-américains (Brésil, Argentine, Chili et Colombie) ont décidé d'accorder au Mexique un prêt commun de 1 milliard de dollars (plus de 5 mil-

liards de francs). A Washington, le plan de soutien de 40 milliards de dollars (soit plus de 200 milliards de francs de garanties de crédits se heurte

toujours à l'hostilité de l'opinion malgré l'annonce du prêt de 7,75 milliards de dollars (40 milliards de francs) du Fonds monétaire international à Mexico.

WASHINGTON

de notre correspondant
Le Congrès américain n'est pas convaincu par les arguments avancés par Bill Clinton en faveur du plan de sauvetage de l'économie mexicaine: si un vote intervenait dans les prochains jours, il risquerait de se solder par un rejet du programme de 40 milliards de dollars (220 milliards de francs) de garanties de crédit, promis au Mexique par Washington. Deux sénateurs influents, le républicain Phil Gramm et le démocrate Sam Nunn, l'ont réaffirmé, dimanche 29 janvier. Or un modéré comme M. Nunn déclare ne pas être persuadé qu'il soit de l'intérêt vital des Etats-Unis d'approuver cette aide à de quoi inquiéter la Maison Blanche.

Car, en se prolongeant, une telle incertitude parlementaire mine un peu plus la confiance qui, déjà, fait défaut au Mexique. Le président américain, ainsi que les responsables républicains et démocrates, mesurent les risques qu'un pour-

risement de la situation fait peser sur l'économie mexicaine, et sur celle des Etats-Unis. Pourtant, la « base » parlementaire continue de renâcler. Les républicains prennent prétexte de l'immobilisme de leurs adversaires pour justifier leur refus de s'engager ouvertement, et vice versa. L'explication de ce jeu du chat et de la souris relève de préoccupations électorales.

Un récent sondage du Los Angeles Times montre que 81 % des Américains sont opposés au plan de soutien au Mexique. Mais, à dessein ou non, les chefs de file du Congrès ne se sont pas donné la peine d'expliquer que ces 40 milliards n'entrent ni les réserves du Trésor ni les revenus des contribuables, flattaient ainsi une opinion publique de plus en plus encline à refuser que les « dollars de l'Amérique » soient dépensés au profit d'un pays réputé victime de sa propre gabegie. Bill Clinton a beau répéter que, en aidant leur voisin, les Etats-Unis s'aident eux-mêmes

(un Mexique plongé dans la récession cesserait de devenir un marché d'exportation pour l'industrie américaine), il ne semble pas suivi.

Comme pour rejeter à l'avance la responsabilité d'un éventuel échec, Newt Gingrich et Robert Dole, respectivement chefs de la majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat (eux-mêmes favorables au plan de l'administration), accusent M. Clinton de ne pas être suffisamment convaincant. Le « message », simple en soi, ne « passe » pas: le Trésor américain n'agira dans cette affaire que comme « assureur », pour garantir les titres d'Etat que le gouvernement mexicain va devoir émettre afin de renflouer sa trésorerie et de pourvoir une croissance appuyée par l'emprunt sur les marchés internationaux.

Le seul risque - minime selon la plupart des experts - serait que le Mexique soit déclaré insolvable. Un tel cas de figure entraînerait des conséquences dépassant le

sort des contribuables américains, puisque c'est l'ensemble du système financier international qui serait touché. Il s'agit là d'un scénario pessimiste, mais que les hésitations américaines actuelles renforcent. Le gouvernement Clinton comptait beaucoup sur l'effet d'entraînement que devait provoquer le prêt de 7,75 milliards de dollars (40 milliards de francs) accordé la semaine dernière à Mexico par le Fonds monétaire international.

Les parlementaires américains étaient censés être favorablement impressionnés par cette mobilisation sans précédent des instances financières internationales, tout comme les investisseurs étrangers. Le « défilé » ne s'est pas encore produit. Les marchés financiers - y compris la Bourse de Mexico - ont ainsi clairement indiqué que le retour de la confiance dans l'économie mexicaine est étroitement dépendant du vote du Congrès.

Laurent Zecchini

L'Argentine, le Brésil, le Chili et la Colombie prêtent un milliard de dollars

DAVOS (Suisse)

de notre envoyé spécial

« Un geste de solidarité mais aussi de confiance à l'égard d'un pays frère. » C'est en ces termes que le président argentin Carlos Menem a présenté le 29 janvier, à Davos, le prêt d'un milliard de dollars au total (5 milliards de francs), sur un an, que son pays ainsi que le Brésil, le Chili et la Colombie ont décidé de mettre à la disposition du Mexique pour l'aider à surmonter la grave crise financière qu'il traverse depuis la dévaluation du peso, le 19 décembre. L'Argentine et le Brésil devaient apporter chacun 300 millions de dollars, le Chili et la Colombie, 200 millions chacun. « Mais », a ajouté M. Menem, « étant donné que les réserves du Brésil sont plus importantes que celles de l'Argentine, il n'est pas exclu que la part du Brésil soit un peu supérieure [à 300 millions de dollars] et celle de notre pays un peu inférieure ».

M. Menem a rappelé qu'en 1985, alors que

l'Argentine éprouvait un certain nombre de difficultés « qui n'étaient pas aussi graves que celles que connaît aujourd'hui le Mexique », son pays avait bénéficié d'une aide de un milliard de dollars, fournie alors par le Mexique, le Brésil, le Chili et la Colombie. Résumant l'idée selon laquelle cette mobilisation serait « un peu tardive », le président argentin a souligné que les Etats-Unis, « le pays le plus intéressé par une solution rapide à la crise », n'avaient pas encore pu faire valoir par le Congrès le schéma mis au point par les autorités américaines et portant sur quelque 40 milliards de dollars.

Comme le Brésil, l'Argentine est l'un des principaux pays de la région à avoir subi une solution rapide à la crise mexicaine, avec une de voir sa propre économie contaminée. Selon le président Menem, le taux de croissance de l'Argentine, initialement fixé à 6,5 % dans le budget 1995, pourrait être ramené à 4,5 % dans le pire des scénarios. Quant à l'in-

flation, prévue à 3,5 % dans un premier temps (après 3,9 % en 1994, le chiffre le plus bas depuis plus de cinquante ans), son taux devrait remonter légèrement sous « l'effet Mexique », mais elle devrait être contenue autour de 4 % pour les douze mois de l'année en cours.

Pour sa part, Domingo Cavallo, le ministre argentin de l'économie, a indiqué que la crise mexicaine ne devrait pas affecter beaucoup les besoins de financement de l'économie argentine, si ce n'est pour le secteur privé qui aura un peu plus de mal à lever des capitaux en bourse. Quant à l'Etat, le service de sa dette à court terme repart à échéance en 1995 (5,2 milliards de dollars, nous intéresseront un total de 71 milliards), devrait être assuré sans problème.

« Il est affirmé: les sommes provenant des privatisations permettent à l'Etat d'honorer cette traie.

Serge Marti

Un transfert de pouvoir est prévisible en Afghanistan

L'ÉMISSAIRE des Nations unies

pour l'Afghanistan, l'ancien ministre des affaires étrangères tunisien Mahmoud Mestiri, est arrivé dimanche 29 janvier à Kaboul, venant du Pakistan. Il a annoncé que, dans les huit jours, un conseil intermédiaire recueillerait les pouvoirs détenus à présent par le président Burhanuddin Rabbani. M. Mestiri a dit espérer que les factions islamiques s'entendront sur une liste de personnalités appelées à former cette administration intermédiaire. Il a indiqué qu'il souhaitait soumettre cette liste, qui compte vingt-quatre noms, au chef des présidentialistes, l'ancien ministre de la défense, Ahmad Shah Massoud, et au principal adversaire de M. Rabbani, le chef in-

tégriste Gulbuddin Hekmatyar.

Cependant, les forces du général Rashid Dostum - ancien chef des milices ouzbèkes pro-communistes aujourd'hui rallié à M. Hekmatyar - ont revendiqué la prise, sans combats, de la ville stratégique de Koundouz, située à 270 km au nord de la capitale afghane. Un porte-parole de M. Rabbani a démenti cette information. Il a assuré que les forces présidentielles avaient repoussé l'assaut de leurs opposants. Un porte-parole du général Dostum, Maulvi Turkistani, a, lui, expliqué, à Islamabad, que plus de 500 hommes appartenant à des tribus locales, qui soutenaient naguère M. Rabbani, avaient aidé les forces du général Dostum à s'emparer de Kound-

douz: « Nous en avons pris possession sans effusion de sang, a-t-il assuré. Nous contribuons aussi à la route du Salang » (qui donne accès au sud du pays, à travers la chaîne de l'Hindou Kouch). Un autre proche du général Dostum a annoncé peu après la chute de Khamabad, localité située au sud-ouest de Koundouz. M. Turkistani a encore dit que les présidentielles s'étaient repliés vers la province voisine de Takhar. Un diplomate afghan au Pakistan a dit ne pas avoir d'informations sur la situation à Koundouz. Si la prise de la ville se confirmait, il s'agirait là de la plus importante victoire des opposants au président Rabbani depuis qu'ils ont été chassés de leurs bases à Kaboul. (Reuters)

Les écrivains marocains dénoncent les entraves au droit de réunion

L'INTERDICTION de fait opposée à l'humoriste Ahmed Sanaoui, dit « Elia », de présenter un spectacle, les 6 et 7 janvier, à Marrakech, continue de provoquer des réactions (Le Monde du 18 janvier). Dans une mise au point tardive, diffusée par le ministère de l'Intérieur et de l'Information, la wilaya (préfecture) de Marrakech a indiqué que « l'artiste en question » n'ayant jamais pris contact avec l'autorité locale, habilitée à délivrer l'autorisation, « il est clair que ses services ne (lui) ont jamais interdit de présenter son œuvre ». Contestant cette version officielle, M. Sanaoui a précisé au quotidien marocain Libération que le responsable de l'agence Zouanat, qui le représentait, « est resté trois jours sur place », y a rencontré les autorités concernées qui l'ont informé « oralement » de l'interdiction du spectacle.

Dans une lettre ouverte à Driss Basri, ministre d'Etat à l'Intérieur et à l'Information, l'Union des écrivains du Maroc (UEM) et l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) rappellent que « la Constitution consacre la liberté d'expression dont un des véhicules principaux est la réunion publique », soumise, selon la loi, à une « simple déclaration ». Ils regrettent que « les walis (préfets) et les gouverneurs refusent souvent de remettre un récépissé de la déclaration qui leur est faite et pratiquent le régime de l'autorisation », comme ce fut le cas, « à plusieurs reprises, à l'égard de M. Sanaoui ».

Au moins 70 personnes massacrées au Burundi

BUJUMBURA. L'ambassadeur des Etats-Unis au Burundi, Robert Krueger, a annoncé dimanche 29 janvier avoir constaté lui-même le massacre d'au moins soixante-dix personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, au cours d'un voyage dans la province de Kayanza, au nord du pays. Selon des témoignages recueillis par M. Krueger, ces massacres sont le fait de personnes portant des uniformes de l'armée burundaise. L'armée est essentiellement composée de Tutsis - qui représentent environ 15 % de la population - et la région de Kayanza est peuplée à 98 % de Hutus.

Le premier ministre tutsi du gouvernement d'union nationale, Anatole Kanyenkiko, a été exclu de l'unité pour le progrès national (UPRONA, parti tutsi) parce qu'il avait refusé de démissionner comme le lui avait demandé l'UPRONA. Le président Sylvestre Ntibantunganya, membre du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, hutu), a convoqué un conseil des ministres extraordinaire et annoncé que les ministres qui ne s'y rendraient pas seraient considérés comme démissionnaires. (AFP, Reuters)

Jean Paul II :

« Jamais plus d'antisémitisme »

ROME. « Jamais plus d'antisémitisme. Jamais plus l'arrogance des nationalismes. Jamais plus de génocides », s'est écrié Jean Paul II lors de l'Angelus sur la place Saint-Pierre à Rome, dimanche 29 janvier, au lendemain du 50^e anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz. « A Auschwitz, comme dans d'autres camps de concentration, tant d'innocents de diverses nationalités moururent. En particulier les fils du peuple juif, dont le régime nazi avait programmé l'extermination systématique, subirent la dramatique expérience de l'holocauste », a rappelé le pape. Jean Paul II s'était rendu, en juin 1979, au camp d'Auschwitz, qui faisait partie de son diocèse de Cracovie. Malgré de nombreuses interventions sur ce thème, un document du Vatican sur l'holocauste n'a toujours pas été rédigé.

EUROPE

■ ALLEMAGNE: le congrès du parti communiste réformateur allemand (PDS, Parti du socialisme démocratique), réuni les 28 et 29 janvier à Berlin, a adopté une motion scellant « de manière irréversible » la rupture avec le centralisme démocratique et la dictature du prolétariat. Réélu à la présidence du parti, le professeur Lothar Bisky, cinquante-trois ans, avait fait de l'adoption de cette motion la condition de son maintien à la direction.

■ HONGRIE: le Parti chrétien-démocrate, membre du précédent gouvernement conservateur, s'est doté d'un nouveau président, dimanche 29 janvier, en élitant György Giczy, un historien de quarante et un ans, à la tête du parti. Il remplace l'ancien ministre de la santé, Laszlo Surjan. (AP)

■ SLOVÉNIE: le nouveau ministre des affaires étrangères, Zoran Thaler, souhaite dissocier l'ouverture des négociations sur l'adhésion de la Slovaquie à l'UE de son litige avec l'Italie concernant les anciens biens italiens en Istrie, nationalisés par le régime communiste yougoslave. Rome, qui souhaite racheter ces biens, oppose depuis plusieurs mois son veto à toute association de la Slovaquie à l'UE. (AFP)

■ BOSNIE: deux à trois mille personnes ont manifesté à Paris, samedi 28 janvier, pour marquer le millième jour de siège de la capitale bosniaque et dénoncer l'inaction de la communauté internationale.

AFRIQUE

■ ALGÉRIE: une marche officielle, organisée, dimanche 29 janvier, à Alger, pour protester contre « l'accord de Rome », conclu entre les principales formations de l'opposition, n'a rassemblé qu'une dizaine de milliers de personnes. Cependant, une nouvelle personnalité politique, Moussa Moghni, membre du Conseil national de transition (CNT) a été assassinée. (AFP)

■ AFRIQUE DU SUD: le nouveau directeur de la police a été nommé dimanche 29 janvier par le président Mandela. Il s'agit du général George Fivaz, un blanc de quarante-neuf ans. Il succède au général Johan van der Merwe, qui a fait valoir ses droits à la retraite, et a été chargé de compter avec « le passé malheureux » de la police sud-africaine. Le nouveau directeur s'est entouré de quatre adjoints, blanc, noir, asiatique et métis. (AFP)

■ DJIBOUTI: Jean-Michel Fouchete a été libéré, sous contrôle judiciaire, jeudi 26 janvier, de la prison de Fleury-Mérogis. Président de l'association SOS Africa, il avait été arrêté à Djibouti par le gouvernement qui l'accusait de soutenir la rébellion afar et condamné le 2 octobre 1994 à huit mois de prison. Le 30 décembre il avait été transféré en France.

■ UNION DU MAGHREB ARABE: la Libye a refusé d'assumer, à compter du mois de mars, la présidence tournante de l'Union du Maghreb arabe (UMA), a déclaré, dimanche 29 janvier, à Tunis, le ministre de l'Unité. A son avis, l'UMA « n'a pas réussi à concrétiser les aspirations des peuples maghrébins à l'unité, à l'intégration économique et à la liberté de mouvement ». (AFP)

A partir d'un certain niveau de responsabilité, on rencontre souvent un Ancien du Collège des Maîtres ESSEC.

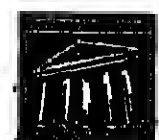


François Lucart
M.S. ESSEC « Management et Ingénierie Logistique » 1989
Ingénieur L.S.T. Paris VI
Coordonnateur Souffler Logistique Intégrée Industrielle (Dessins Assistés)

Neuf formations de 3^{ème} cycle

- M.S. Gestion Marketing
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Management des Systèmes d'Information et de Décision
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Gestion des Entreprises Agro-alimentaires (en partenariat avec FERREIRER, FENSA et FENSA-AC)
- M.S. Assurance - Finance
- M.S. Gestion des Collectivités Locales et Environnement Urbain
- M.S. Vente et Stratégie du Changement

Journées Portes Ouvertes
samedi 11 mars 1995
10h / 18h à l'ESSEC
(92 - La Défense)



Cérémonie des inscriptions
vendredi 5 mai 1995

Collège des Maîtres ESSEC
Avenue Bernard Hirsch • B.P. 105 • 95021 Cergy • Fontaine Cedex
Téléphone : (1) 34.43.30.83 • Télécopie : (1) 34.43.30.30



Courrier

CETTE SEMAINE



AUSCHWITZ

Pourquoi les alliés n'ont rien fait
Enquête: pourquoi le camp de la mort n'a jamais été bombardé

THE JERUSALEM REPORT

Roosevelt envisageait d'intervenir, les militaires américains refusèrent

NEWSWEEK

Et aussi...

UN SUPPLÉMENT GRATUIT
QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

En vente chez votre marchand de journaux

CHAQUE JEUDI, L'ESSENTIEL DE LA PRESSE MONDIALE EN FRANÇAIS

DROITE La réunion des parlementaires et autres élus du RPR favorables à Edouard Balladur, samedi 28 janvier, à Paris, a officialisé la fracture du mouvement gaulliste.

Deux ans et demi après le référendum sur le traité de Maastricht, le parti recréé par Jacques Chirac en 1976 se retrouve scindé, les chefs de file du « non » à l'Union euro-

péenne, Charles Pasqua et Philippe Séguin, ayant fait, cette fois, des choix opposés. ● PHILIPPE DE VILLIERS Candidat au nom du Mouvement pour la France, M. de Villiers,

député européen, ex-UDF, entend mener campagne contre l'Europe de Maastricht et se fait fort d'être présent au second tour. ● PARTI RÉPUBLICAIN Le conseil national du

PR, réuni à Lyon, a apporté un soutien massif à M. Balladur, appuyant ainsi la candidature de son président d'honneur, François Léotard, au poste de premier ministre.

La réunion des balladuriens officialise la fracture du RPR

Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy ont organisé, au sein du RPR, le rassemblement des partisans d'Edouard Balladur, devant lesquels le chef du gouvernement a affirmé son appartenance au gaullisme et précisé les termes de son débat avec Jacques Chirac

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR sait se rendre indispensable. La réunion organisée pour Edouard Balladur par les hommes de Charles Pasqua, samedi 28 janvier, dans un grand hôtel parisien, avait un double but : prouver que le premier ministre-candidat n'est pas isolé au sein du RPR, même si Jacques Chirac bénéficie d'un fort soutien des parlementaires et de l'appui quasi unanime de l'appareil du mouvement ; démontrer qu'en

COMMENTAIRE DEUX « MEUTES »

IL EST donc acquis, au moins pour trois mois, que les légataires universels du pompidolisme gaullien ne chasseront pas en une seule bande, mais en deux « meutes » : les chiraquiens et les balladuriens. Il y a, désormais, deux Rassemblements pour la République : le premier constitue le plus gros morceau du parti du même nom derrière M. Chirac ; le second tente de s'échapper de ses frontières partisans avec M. Balladur, en montrant, toutefois, qu'il n'est pas soluble dans le libéralisme, comme dirait le chiraquien Philippe Séguin. Au-delà du divorce à l'intérieur d'une famille dont le président par intérim, Alain Juppé, se contraint au silence de la « bonne conduite », ce sont les contours d'une hypothétique majorité balladurienne qui sont en train de se modeler.

Nicolas Sarkozy est, sur ce point, plus direct que Charles Pasqua. Si le ministre de l'Intérieur, qui avait aidé M. Chirac en 1974 contre l'appareil favorable à Jacques Chaban-Delmas, veut se donner la stature d'un chef de la majorité, d'un « premier ministre », le ministre du budget prévient, d'emblée, qu'il tirera, lui, au sein du RPR, les conclusions d'une victoire de M. Balladur.

Olivier Biffaud

matière de gaullisme le chef du gouvernement n'a rien à apprendre du maire de Paris. Avec la complicité de Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du candidat, M. Pasqua a ramené sept cents à huit cents personnes, venant surtout de province, car l'appareil parisien du parti est aux mains des chiraquiens. Un drapeau tricolore frappé de la croix de Lorraine, emblème du gaullisme, accompagnait le slogan : « Le rassemblement avec Edouard Balladur. » Sur la tribune, quatre autres ministres RPR avaient pris place : Michel Barnier (environnement), Bernard Debré (coopération), François Fillon (enseignement supérieur et recherche) et Dominique Perben (DOM-TOM). Chacun d'eux a apporté sa contribution orale à la campagne, avant que M. Balladur ne prononce son premier discours depuis sa déclaration de candidature du 18 janvier.



Après avoir souligné « l'engagement gaulliste incontestable » de M. Balladur, le ministre de l'Intérieur a relevé que « pour être élu, il faut rassembler au-delà de son camp » et cela « dès le premier tour » de l'élection présidentielle. Cette capacité de rassemblement, M. Pasqua ne la voit que d'un seul côté. Pour autant, rassemblement ne signifie pas alliance, a souligné M. Sarkozy pour répondre à la polémique que les chiraquiens veulent susciter sur les relations supposées du premier ministre avec l'extrême droite. « Edouard Balladur n'est pas homme à être pris en otage, même par ses propres amis politiques », a lancé le ministre du budget. M. Balladur lui-même a indirectement répondu à ces attaques en soulignant que Vichy avait été « un régime de culpabilisation et d'auto-dénigrement » de la France.

Tout au long de son intervention, le premier ministre-candidat

a multiplié les références au général de Gaulle, qui « n'est pas pour lui, seulement, un objet d'admiration et de fidélité ». « S'il o lais message, c'est parce que c'était autre chose : de Gaulle, c'était l'obession de la cohésion du peuple français », a affirmé M. Balladur, en rappelant que le général avait « conjugué le patriotisme avec l'ouverture ou l'indulgence, l'autorité de l'Etat et la liberté, l'unité du pays et la tolérance ». Définissant le premier président de la V^e République comme « l'homme de l'unité française, patriote et européen », M. Balladur a ajouté : « C'est pourquoi je l'ai servi. » Non sans préciser, à destination de ceux qui doutent de sa filiation : « Je n'ai jamais eu d'autre engagement politique. »

« CONSENTEMENT NATIONAL » Evoquant sa candidature, M. Balladur a assuré qu'elle est « la suite, dans une certaine mesure, de sa décision d'accepter la fonction de premier ministre », fin mars 1993, alors que « la situation était difficile ». Il a ajouté que les « premiers résultats » l'ont également motivé. Il s'est fixé d'affirmer la croissance, de continuer la lutte contre le chômage, de sauvegarder la protection sociale, de développer la formation des jeunes et de faire progresser l'Europe « avec et grâce à la France ». M. Balladur a annoncé qu'il présentera « quatre ou cinq grands objectifs, illustrés par quelques propositions » qui seront soumises aux Français, en soulignant que la campagne électorale soit « positive, sereine, optimiste et exempte de toute polémique ».

Après avoir exposé sa méthode — « le consentement national, sans lequel il n'y a pas de profondes réformes et de profonds changements » —, M. Balladur a émis le souhait que les Français en débattent, aussi, puisque « cette conception [lui est] parfois reprochée ». Il a demandé, enfin, qu'on ne caricature pas ses positions en confondant « dialogue et immobilité ».

O.B.

83 députés, 28 sénateurs

SECON UNE LISTE arrêtée au 27 janvier par les partisans du premier ministre, 83 députés et 28 sénateurs du RPR apportent leur soutien à Edouard Balladur, soit 111 parlementaires au total. Par comparaison, une liste établie au 25 janvier par l'autre camp indiquait que 225 parlementaires RPR soutiennent Jacques Chirac : 168 députés et 57 sénateurs.

Deux députés figurent dans les deux listes : Bernard de Froment (Creuse) et Marcel Porcher (Vendée). Il en est de même pour trois sénateurs : Dominique Leclerc (Indre-et-Loire), Jean-Paul Hamann (Bas-Rhin) et Roger Fossé (Seine-Maritime). On trouve, ci-dessous, la liste des parlementaires soutenant M. Balladur (les noms des sénateurs sont en italique) :

Ain : Lucien Guichon ; Hautes-Alpes : Patrick Ollier ; Alpes-Maritimes : Jean-Paul Barety ; Ardennes : Jacques Saurdille ; Aube : Yann Goillord ; Bouches-du-

Rhône : Jean-Bernard Raimond, Bernard Leccia ; Cantal : Alain Marleix ; Charente-Maritime : Jean-Louis Léonard, Jean de Lipkowski ; Côte-d'Or : Louis de Broissia, Alain Suguenot, Maurice Lombard ; Côtes-d'Armor : Marc Le Fur, Daniel Penner ; Creuse : Bernard de Froment ; Dordogne : François Roussel ; Dombes : Georges Gruillot ; Eure : Jean-Claude Asphe ; Eure-et-Loir : Gérard Cornu, Martial Toussaud ; Finistère : Bertrand Cousin ; Haute-Garonne : Robert Huguénard, Jean Diebold ; Gers : Yves Ripart ; Gironde : Jean Vallet, Philippe Dubourg, Jean-Claude Bieau, Jean-Claude Barran, Jacques Valode, Gérard Cœur ; Hérault : Bernard Serron ; Indre-et-Loire : Michèle Beuzelin, Dominique Leclerc ; Isère : Michel Hannoun, Philippe Langenieux-Villard, Charles Descaux ; Jura : Jacques Pellissard, André Jourdain ; Loire-et-Cher : Patrice Martin-Lalande ; Loire : Lucien Neuwirth ; Loire-

Atlantique : Olivier Guichard, Michel Hunault ; Lot-et-Garonne : Georges Richard ; Manche : Jean-François Legrand ; Haute-Marne : Jacques Delang ; Mayenne : Henri de Gastines ; Meuse : Arsène Lux ; Moselle : Jean-Louis Masson ; Nord : Emmanuel Dewees, Jacques Vernier, Christian Vanneste, Claude Dhinin ; Oise : Olivier Dassault ; Pas-de-Calais : Désiré Debovalaere ; Pyrénées-Orientales : Claude Barate ; Bas-Rhin : Jean-Paul Hamann ; Haut-Rhin : Jean-Luc Reitzer, Hubert Hoenzel ; Rhône : Jean-Claude Bahu ; Haute-Saône : Christian Bergelin ; Saône-et-Loire : Jean-Paul Anclaux ; Sarthe : Pierre Lefebvre, Jean-Marie Geveaux, Jacques Chaumont ; Paris : Philippe Goujon, René Galy-Dejean, Jean Chéniaux ; Seine-Maritime : Denis Merville, Roger Fossé ; Seine-et-Marne : Jean-Claude Mignon, Pierre Quillet, Charles Cova, Didier Julia ; Yvelines : Etienne

Pinte, Jacques Masdeu-Arus, Gérard Larcher ; Somme : Gautier Audinot ; Tarn : Philippe Bonnet, Bernard Carayon, Jacques Limouzy ; Vancluse : Thierry Mariani ; Vienne : Jean-Yves Charnaud ; Vosges : Gérard Cherpion, François Vannson, Christian Poncet ; Yonne : Philippe Auberger, Yves Van Haecke, Jean Chamant ; Essonne : Georges Tron ; Hauts-de-Seine : Patrick Balkany, Jacques Baumel, Charles Ceccaldi-Reynaud, Patrick Devedjian, Christian Dupuy, Jean-Jacques Guillet, Frantz Talttinger, Paul Graziani, Jean-Pierre Schostek ; Val-de-Marne : Gilles Carrez, Richard Dell'Agnola ; Val-d'Oise : Jean-Pierre Delalande, Marcel Porcher ; Nouvelle-Calédonie : Jacques Lefleur, Maurice Nenou-Pwataho, Simon Loueckhote ; Polynésie française : Jean Juvenin ; Français de l'étranger : Paulette Briseferre, Charles de Cuitoli, Paul d'Ornano.

M. de Villiers condamne la « méthode Balladur »

LES RESPONSABLES DES COMITÉS de soutien à Philippe de Villiers, présidés par le cancérologue Lucien Israël, se sont réunis à Paris, dimanche 29 janvier. Le député européen leur a fait part de ses pronostics. « A la suite du naufrage de la gauche, la voie est ouverte. Le candidat socialiste ne peut pas être présent au second tour. C'est comme si c'était la proportionnelle et une première grandeur nature », a affirmé M. de Villiers devant plus de mille sympathisants.

Pour le fondateur du Mouvement pour la France, l'enjeu est donc de « virer en deuxième position à la bouée du soir du 24 avril ». M. de Villiers a expliqué que « les Français vont finir par constater qu'il n'y a pas de différence réelle dans les projets » d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac, parce qu'ils ont longtemps réfléchi, pensé, travaillé, gouverné ensemble. Leur « dispute [...] va procurer progressivement un effet de lassitude, dans un effet d'éviction », qui doit lui donner toutes ses chances de participer au second tour.

PARLER DE L'IMMIGRATION Pendant plus d'une heure et demie, le candidat à l'élection présidentielle s'est efforcé de montrer combien ses idées le distinguent des autres candidats de la majorité. Naturellement réfractaire à la construction européenne dessinée dans le traité de Maastricht, M. de Villiers a d'abord appelé de ses vœux un nouveau traité européen et refusé la perspective de la monnaie unique, parce que, « qui dit monnaie unique, dit Etat unique ».

M. de Villiers s'est prononcé pour une nouvelle politique de l'immigration, passant par « le rétablissement des contrôles aux frontières » et « la réforme du code de la nationalité ». « Chaque » par les propos « indignes et irréalistes » tenus sur le sujet par Jean-Marie Le Pen, M. de Villiers a affirmé qu'il ne suffit pas « d'écraser » pour trouver des solutions. Il estime qu'il faut traiter le problème « avec la plus grande fermeté », tout en considérant « avec la plus grande humanité » les problèmes individuels. « Ce n'est pas parce que M. Le Pen parle d'immigration qu'il faut ne pas en parler », a-t-il ajouté.

Le candidat à l'élection présidentielle a repris ses propositions pour une « révolution fiscale ». « Il ne faut pas être surpris par le mot », a-t-il souligné, en indiquant que ses deux objectifs, qui passent notamment par la suppression de l'impôt sur le revenu et par celle de la taxe professionnelle, sont « qu'il redevienne légitime de gagner de l'argent par le travail » et « qu'il redevienne profitable de créer des emplois pour ses semblables ».

M. de Villiers a décliné des mesures en faveur de la famille et de l'école. Favorable au « salaire familial », pour assurer la prise en charge tant des enfants que des

personnes de plus de soixante-quinze ans. Il s'est dit favorable à la création de « centres d'accueil pour mères en détresse », afin de proposer une solution de rechange à l'avortement.

Le président du conseil général de Vendée a mis en garde M. Balladur contre son penchant pour les réformes sans fracture, en estimant qu'une telle méthode est inopérante en matière de « souveraineté », de « lutte contre la corruption » et de « lutte contre la drogue ». Il oppose méthode à méthode.

Gilles Paris

La veillée en Bourbonnais

LA QUESTION est délicate, mais elle brûle visiblement les lèvres. « Et pour le second tour ? La probabilité la plus forte, c'est tout de même qu'il n'y soit pas ? » Un ange, véloce, passe. « Philippe fait partie de la majorité, il appellera à voter pour un candidat de la majorité », répond sobrement à son hôte le responsable fédéral du Mouvement pour la France. Ils sont sept, ce soir-là, autour de la table, recouverts d'une carte du département, dans ce coin de campagne où la liste conduite aux élections européennes par le président du conseil général de Vendée a obtenu gaillardement plus de 15 % des voix en juin 1994.

On passe en revue des délégués cantonaux désignés pour la surveillance des bureaux de vote : les forces vives ne manquent pas, même si « les associations familiales catholiques ont toujours du mal à s'engager ». L'affichage sur les panneaux officiels ne pose guère davantage de problèmes. Un sympathisant s'inquiète des dommages physiques que pourraient éventuellement causer, à cette occasion, de mauvaises rencontres. Le responsable départemental le rassure en vantant l'excellent esprit qui préside désormais, à l'en croire, à ces corvées obligées de cam-

pagne électorale. Les choses débute pourtant mal. « Pasqua nous lâche », « Griottier soutient Balladur », « Poniatowski aussi ! » : les ralliements au premier ministre tombent comme à Cravelotte. Le député PR local verrouille l'appareil départemental. Qu'importe ! « Les sympathisants, eux, voteront Villiers. » « C'est évident ! Vous auriez entendu les coups de téléphone, le soir du 7 sur 7 de Philippe ! » Et le RPR va mal... Les parlementaires du département, tous membres de la majorité, ont, de toute façon, mauvaise presse, témoin ce sénateur centriste, trop tolérant à l'égard des programmes de Fun-Radio, et dont les réunions politiques sont surveillées de très près.

La soirée ne passe pas sans une bonne nouvelle. Charles-Henri de Lobkowicz, fils d'une Bourbon-Parme, « serait » intéressé par la candidature et par les idées de Philippe de Villiers. Il « l'aurait » même fait savoir. Un Bourbon-Parme ! L'assise apprécie. Le délégué se replonge dans sa carte. Cela ne « ré-rait » que commencer.

G.P.

Le PR revendique sa « part de responsabilité »

LYON de notre envoyé spécial Le Parti républicain n'a pu éviter un succès écrasant. Réunis en conseil national dans la banlieue de Lyon, samedi 28 janvier, les militants PR ont confirmé massivement, par plus de 93 % des mandats, le choix de leurs principaux dirigeants en faveur d'Edouard Balladur. Engagés dans d'autres perspectives présidentielles, Alain Madelin, vice-président du PR, et Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, ont été battus. Les deux hommes avaient, il est vrai, refusé à l'avance de compter leurs soutiens.

Plaidant, l'un comme l'autre, pour une réforme dont le premier ministre ne peut être, à leurs yeux, le promoteur, les deux hommes n'ont guère recueilli que des lazzi. « L'élection ne peut donner lieu à un rassemblement incohérent et hétéroclite, sans référer à aucun projet », a assuré M. Millon, qui plaide pour un candidat UDF. Alain Madelin, acquis à Jacques Chirac, n'a pas été plus tendre avec le premier ministre lorsqu'il a expliqué pourquoi il ne peut soutenir sa candidature. « Je ne crois pas que l'on puisse faire les réformes de l'an 2000 avec les méthodes de réglementation sociale des années 60, a-t-il affirmé. Je crains que les choix les plus prudents ne soient, aussi, les choix les plus dangereux. »

Ces objections ont été balayées par les interventions de

Jean-Claude Gaudin, José Rossi, Gérard Longuet et François Léotard. M. Longuet, qui a sobrement évoqué ses difficultés judiciaires en indiquant qu'il engage « un très long parcours », a expliqué que le PR, en cas de victoire de M. Balladur, devra « prendre [sa] part du pouvoir ».

M. Léotard est convenu que le PR revendique une « coresponsabilité dans la victoire comme dans l'échec ». Il s'est efforcé de rechercher « les bonnes pièces », même si le long développement dont il a gratifié les militants du PR sur la « nation », la « réforme » et le « pouvoir » a pu avoir les allures d'un programme de futur premier ministre.

« COLÈRE ET MÉPRIS » « Nous ne soutenons pas un homme dont nous ne connaissons rien, comme des ovengues qui suivent un autre aveugle », a assuré M. Léotard, avant de récusier « presque avec colère, avec un mélange de mépris et d'ironie, l'occultation formulée de tous côtés d'une attitude conservatrice » de M. Balladur. Le ministre de la défense a stigmatisé « les dénégations de gauche et celles de droite ». Il a eu recours à cette occasion à un singulier emprunt à l'Histoire — le très pédagogique « Père, gardez-vous à droite ! Père, gardez-vous à gauche ! », adressé à Jean le Bon par son fils à Poitiers —, qui renvoie pourtant à une bataille... perdue.

G.P.

Le PS a une semaine pour départager M. Jospin et M. Emmanuelli

Les deux candidats se sont montrés aux côtés du chef de l'Etat

La procédure de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle est entrée dans sa dernière phase avec la campagne interne des deux prétendants,

Lionel Jospin et Henri Emmanuelli. Tous deux se sont retrouvés, samedi 28 janvier, aux côtés de François Mitterrand.

CHÂTEAU-CHINON
de notre envoyé spécial
En ce samedi 28 janvier, Château-Chinon n'avait rien de gai. Un ciel aussi bas que le moral des socialistes, un bonjour désert comme une section des Bouches-du-Rhône: la petite capitale du Morvan ne s'était pas mise en liesse pour célébrer, en un seul banquet, les noces d'or de François Mitterrand avec la Nièvre et le quatorzième anniversaire de sa déclaration de candidature de 1981. Une double commémoration, organisée sur le tard, pour tenter d'offrir à la France entière l'image apaisée d'un Parti socialiste rassemblé autour de deux candidats-camarades d'une totale sérénité.

Le décor de cette programmation tardive: une salle des sports aux couleurs tristes, ornée, sur ses balcons, de quelques drapeaux tricolores et de «poings à la rose» d'un autre temps. Les spectateurs: quatre cent cinquante militants niervais toujours prêts à accourir pour voir et entendre «le» François, et qui s'en seraient bien contents. Les acteurs: le couple présidentiel ému dans son isolement, sa dernière cour amoureuse par les fidèles zélés Roland Dumas et Jack Lang, quelques vétérans du socialisme et quelques hussards du moment.

Ce banquet dit républicain aurait pu être une belle petite fête, simple, familiale. En ce samedi midi, les socialistes et les médias attendaient de M. Mitterrand un souffle de sagesse sur les braises du PS. Pour les photographes, avant son arrivée, MM. Emmanuelli et Jospin avaient accepté de trinquer à leur santé et leur candidature, assis à la table pré-

sidentielle-rehaussée par une petite estrade, on fit disposer les deux candidats en quête de trêve à deux chaises de la droite et de la gauche du chef de l'Etat. M. Lang s'appropriait le bout de la nappe. Le préche pouvait commencer.

«JUSTE COMPÉTITION»
Comme espéré, M. Mitterrand dispensa les mots les plus apaisants et conciliants, ne voulant pas accorder plus d'importance à ces luttes fratricides qu'aux rivalités dans le club de ping-pong Jarnac-Charente qu'il avait beaucoup fréquenté dans sa jeunesse. Cravés, il admit que, s'il avait lui-même à choisir en tant que simple militant, il serait bien dans l'embarras, que les socialistes avaient le don d'exagérer leurs affrontements, mais il expliqua qu'entre M. Emmanuelli et M. Jospin il n'y avait là que «juste compétition». Naturelle pour un parti qui entend respecter la démocratie interne. Edifiante pour un RPR qui ne semble pas avoir, à ses yeux, les mêmes dispositions.

Ni juge ni arbitre, François Mitterrand s'est refusé à faire valoir ses préférences. Il a eu quelques mots aimables pour «la bonne discipline» de M. Lang, candidat de sept jours, et a réconforté ses amis en certifiant que, le moment venu, sa préférence ira, bien entendu, «à l'un de ses compagnons de toujours», dont Raymond Barre, a-t-on pu comprendre, n'est pas.

M. Mitterrand ne pouvait faire ni plus ni moins. Il s'était livré à cette prestation avec plus de lassitude que d'agacement. Comme si toutes ces comédies de boulevard du PS ne le concernaient déjà plus. Certes, la petite comédie, tentée,

comme à son habitude, de faire l'exégèse du propos présidentiel. De déceler quelques indices de préférences à partir des places réservées des deux candidats et de leurs apartés. On a fait valoir que M. Emmanuelli avait en le privilège d'accompagner le président au Musée du septennat. Petits jeux convenus, stupides.

Ce samedi à Château-Chinon, cette fausse fête de famille n'aura pas servi à grand-chose. Le même jour, dans un entretien à Sud-Radio, M. Jospin a regretté amèrement que M. Emmanuelli, qui l'avait assuré, à l'en croire, qu'il ne se présenterait pas, ait pris la responsabilité de ces «primaires» qui ne font qu'accentuer «la perte de fraternité dans le parti». Les appels et pétitions en tout genre, avec les inévitables rectifications et revirements, ont repris de plus belle. M. Mitterrand n'a pas rassuré le militant socialiste. Beaucoup craignent, désormais, les lendemains de vote.

Daniel Carton

M. Mitterrand s'inquiète de «l'obligance» des médias envers M. Balladur

Le président de la République confirme sa «préférence» pour un socialiste

M. Mitterrand a participé à un banquet, samedi 28 janvier, à Château-Chinon, pour l'anniversaire de sa désignation comme candidat du PS à l'Elysée en 1981. Il s'est

inquiété de «l'obligance» des médias envers un candidat - M. Balladur - qu'il n'a pas nommé, et il a confirmé sa «préférence» pour celui que choisissent les socialistes.

CHÂTEAU-CHINON
de notre envoyé spécial
Évoquant la rivalité entre Lionel Jospin et Henri Emmanuelli, samedi 28 janvier, lors d'un banquet socialiste à Château-Chinon, François Mitterrand a déclaré: «Je ne me pose pas en arbitre ou en juge. Je trouve tout à fait normal qu'une formation démocratique organise en son sein une juste compétition pour savoir quel est le candidat qui convient le mieux à cette compétition (...). Ce que je trouve très choquant, c'est cette campagne pour tenter de discréditer le Parti socialiste parce qu'il y a plusieurs candidats à la candidature. Est-ce que ce n'est pas le BA, BA de la vie politique? Entre les socialistes qui ont deux candidats - dont l'un s'efforcera pour être le premier supporteur et le premier militant de l'autre - et les deux candidats du RPR, qui, on le sait, ne se le pardonnent pas, si j'étais journaliste, je soulignerais plutôt la deuxième situation que la première!»

«Être concurrents ne veut pas dire être ennemis», a expliqué M. Mitterrand. Je sais bien que les querelles ou les rivalités socialistes prennent souvent un tour excessif, mais c'est avoué et reconnu. De mon temps, les socialistes se disputaient plutôt plus. Finalement, cela s'arrangeait, et, ensemble, on a remporté quelques victoires... Reconnaissant qu'il serait «plutôt embarrassé» s'il était «encore membre du PS», le chef de l'Etat a affirmé: «Nul ne peut, naturellement, imaginer que ma préférence pourrait aller à un autre qu'à l'un de mes compagnons de toujours.»

«CONSTRUISEZ L'EUROPE!»
M. Mitterrand a adressé trois «recommandations» à son successeur à l'Elysée. Définir «un nouveau contrat social»: «Il faut, a-t-il dit, que le retour à la croissance soit accompagné par un retour au dialogue (...). Le grand problème devient celui de la redistribution, le partage des bénéfices. Cette redistribution, ce partage doit être négocié.» Le chef de l'Etat a insisté, sans le nommer, sur Jacques Chirac: «Je suis heureux d'avoir fait de nouveaux dis-

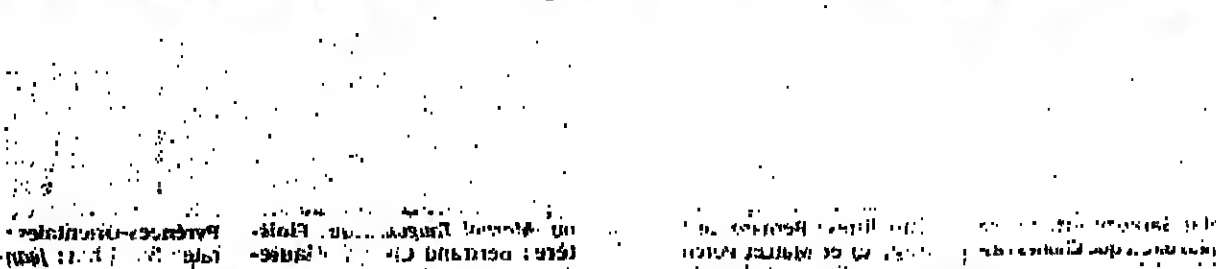
ciptes. Si j'ai proposé un nouveau contrat social pour l'emploi, c'est devenu le pain quotidien d'un candidat important, qui ne nous avait pas habitués à cela.»

La deuxième recommandation de M. Mitterrand est de poursuivre la construction de l'Europe: «Il faut réussir l'Europe, a-t-il souligné. On ne peut réussir l'Europe en menaçant ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. L'Europe, demain, sera difficile à vivre, mais il sera plus difficile encore de vivre sans Europe. (...) Voyez grand, construisez l'Europe!»

Enfin le chef de l'Etat a insisté sur «les garanties de la démocratie». S'alarmant, notamment, «de l'obligance des médias» - sans préciser envers qui -, M. Mitterrand a conclu: «Cette démocratie, il faut la protéger. Je suis quelquefois inquiet quand je vois la manière dont se déroule ce commencement de campagne. La manière dont cela commence peut laisser poser des questions sur la manière dont cela peut se terminer.»

D. C.

PLUS VOUS AUREZ LE CHOIX, PLUS VOUS CHOISIREZ AIR INTER.



Abonnés, ou comment faire gagner des abonnés en leur évitant d'en perdre. Air Inter vous propose de bénéficier d'une multitude d'avantages: des réductions allant de 10% à 20% sur les éventuelles listes d'attente, l'accès prioritaire en cabine Business, l'accompagnement de la carte d'embarquement au moment de l'achat du billet, l'accès prioritaire aux avions, et même la possibilité de gagner des billets d'Air Inter en participant au programme Fréquence Plus Air Inter. Et si vous deveniez privilégié?

GRUPE AIR FRANCE

AIR INTER
Pourquoi vivre sans ailes!

Le PK revendique sa part de responsabilité

FO a réuni dix mille personnes pour défendre la «Sécu»

LE TEST EST RÉUSSI POUR Marc Blondel. Le secrétaire général de Force ouvrière voulait démontrer, avant l'élection présidentielle, la capacité de sa confédération à se mobiliser pour défendre sa conception de la Sécurité sociale «pour tous». Premier dirigeant syndical à «faire Bercy» - c'est-à-dire à remplir le Palais omnisports de Paris - dimanche 29 janvier, M. Blondel pourrait faire des émules.

Dans une enceinte plongée dans l'obscurité, où des projecteurs éclairaient alternativement les tribunes et l'estrade, plus de dix mille militants avaient répondu «présent» à l'appel. Arrivés à 14 heures, surtout pour écouter le discours de «Marc», prévu à 15 heures 30, l'auditoire n'a pas su cacher son impatience devant les spectacles liminaires, que ce soit celui de Michel Legrand, les témoignages vidéo pour sauver la «Sécu» sur écran géant, dont un de Mireille Mathieu, ou la chorale des enfants de Bondy.

Lancé à partir de 15 heures 15, le secrétaire général de FO a discoursé pendant une heure et demie. Martelant sur le thème d'une «Sécurité sociale des salariés financée par des cotisations sociales», il a lancé un avertissement solennel à l'actuel gouvernement et au futur président, dont un des grands chantiers de réforme sera, inévitablement, «de combler le trou de la Sécu». Pour finir, M. Blondel a réitéré l'affirmation selon laquelle «la défense de la Sécurité sociale mérite une grève générale interprofessionnelle». «Nous y sommes prêts si nécessaire», a-t-il ajouté, avant que l'assistance n'entonne l'Internationale.

CONTRE L'«ÉQUITÉ»
La défense de la Sécurité sociale s'est articulée en trois points dans le discours du secrétaire général. En premier lieu, la Sécurité sociale appartient aux salariés; elle doit, par conséquent, être gérée par les partenaires sociaux. En deuxième lieu, «la Sécu est fongible»: elle peut disparaître. La tentation est forte de la transformer en «un ré-

gime à minima». Enfin, M. Blondel a dénoncé «les prédateurs de la Sécurité sociale», ceux qui estiment qu'elle relève d'une «conception trop solidaire, trop collectiviste» et qui sont, de fait, favorables «à un système individuel, à l'américain»: les assureurs, «qui veulent gérer pour gagner de l'argent», et les tenants de la fiscalisation, bête noire de l'orateur. La fiscalisation ferait «dépendre la Sécurité sociale des fluctuations du budget de l'Etat» et elle verrait «l'Etat décider de supprimer telle recette ou telle prestation». Elle est, aussi, «incompatible» avec «l'indépendance du mouvement syndical».

Visiblement sensible à l'accusation de «ringardise» ou à celle de vouloir «figer la situation actuelle» lancées contre lui, M. Blondel s'est surtout appliqué, tout au long de son discours, à opposer aux trois critères économiques de convergence de Maastricht - inflation limitée, déficit public limité, dette publique limitée -, qu'il appelle «la nouvelle Bible économique», le triptyque «salaire, emploi, Sécurité sociale». Dénonçant l'«illusion consensuelle» qui «s'appuie sur le droit à la différence pour mieux affirmer la différence des droits», M. Blondel est parti en guerre contre la conception défendue par Alain Minc de l'«équité», «poimade destinée à justifier la montée des inégalités». «L'équité, quand elle est opposée à l'égalité, suppose un droit fluctuant, l'appréciation étant laissée à celui qui décide», a-t-il dit.

L'état-major de FO était satisfait de l'ampleur du rassemblement, résultat des centaines de réunions préparatoires. Il n'en a pas moins incité les adhérents de la centrale syndicale à soutenir les prochaines manifestations organisées pour défendre la Sécurité sociale: la journée d'action nationale de la CGT, prévue pour le 4 février, et la journée d'information du front CDT-Mutualité de France-FEN-FSU, fixée au 8 février.

Alain Beau-Méry

2,5 millions d'électeurs sont conviés à renouveler les chambres d'agriculture

Le scrutin mesurera la représentativité des organisations « officielles » et des contestataires

Les élections du mardi 31 janvier, d'où sortiront les 4 200 représentants qui siégeront jusqu'en 2000 dans les 94 chambres départementales

d'agriculture, mesureront la représentativité des organisations syndicales. Un test d'autant plus important pour le pouvoir paysan que l'état des

forces dans les chambres d'agriculture peut favoriser ou contrarier la campagne des candidats à l'élection présidentielle.

A L'INSTAR de plusieurs chambres de commerce, certaines institutions consulaires agricoles représentent des puissances politiques, des lobbies et des caisses de résonance particulièrement déterminants, comme, par exemple, dans l'Aisme, le Finistère, la Corrèze ou l'Aveyron. D'autres chambres d'agriculture semblent plutôt léthargiques. L'objet de cette consultation du 31 janvier est donc d'autant plus important qu'avec l'élection présidentielle en arrière-plan, la répartition ou la concentration du pouvoir paysan au sein des chambres peut, dans telle ou telle région, avoir des incidences sur la campagne des candidats.

Les élections (au scrutin de liste majoritaire avec une dose de proportionnelle) se déroulent à travers cinq collèges : les exploitants, qui constituent le groupe le plus important puisqu'ils disposent de presque la moitié des sièges de l'assemblée plénière de chaque chambre, qui compte, selon les départements, 45 à 48 membres ; les propriétaires (y compris des forêts) et usagers ; les salariés agricoles ; les employés des groupements professionnels (crédit, coopératives, mutualité sociale) ; les anciens exploitants et leurs conjoints. Les élus départementaux désignent à leur tour les membres des 26 chambres régionales. Au niveau national, l'assemblée permanente des chambres d'agriculture - dont le président, Pierre Comorre, achève dans quelques jours son mandat - rassemble les présidents départementaux et régio-

naux. Elle est l'interlocuteur constant des pouvoirs publics et l'un des acteurs obligés de la cogestion de la politique agricole qui caractérise invariablement l'action des gouvernements depuis 1960.

La « chambre d'agriculture type » comprend 67 salariés dont 48 cadres, ingénieurs et techniciens agricoles. Son budget tourne autour de 30 millions de francs alimentés, pour moitié, par une taxe additionnelle à l'impôt sur le foncier non bâti, ce qui n'est pas sans révéler un paradoxe puisque les syndicats agricoles majoritaires (FNSEA et CNJA) réclament régulièrement la diminution voire la suppression de cet impôt qui touche évidemment, au premier chef, les exploitants. Les autres recettes des chambres proviennent de diverses subventions des collectivités locales, de l'Etat, des offices et de Bruxelles, ainsi que de l'Association nationale de développement agricole qui gère un budget de 600 millions de francs. Les chambres, qui sont des établissements publics, tirent aussi quelque 20 % de leurs recettes de ventes, de prestations de services ou de redevances diverses. Des ressources qui, pour cette dernière fraction, leur ont été, ici et là, reprochées par les exploitants. Les chambres ont été, ici et là, reprochées par les exploitants. Les chambres ont été, ici et là, reprochées par les exploitants.

Le conseil aux agriculteurs (plans d'épandage, suivi agronomique, nouvelles technologies) représente,

d'une manière générale, 52 % de l'activité des salariés des chambres ; 8 % relèvent de la « recherche-développement » et de l'environnement (protection des eaux des rivières) ; 6 % de la formation. L'animation de projets et le développement rural local (accueil à la ferme par exemple) ne représentent que 4 à 5 % de l'activité. Un constat qui ne laisse pas d'étonner, au moment où l'aménagement du territoire rural devient aussi important pour les agriculteurs que la culture ou l'élevage proprement dits et où des organismes comme les syndicats ou les Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ont ostensiblement compris, pour leur part, l'impérieuse nécessité de cette mutation des missions et des fonctions.

« PLUS FORTS ENSEMBLE »

Présentant des listes et un front commun dans la quasi-totalité des départements - sauf, par exemple, dans l'Aveyron, fief du secrétaire général adjoint de la FNSEA, Michel Tesseyron, dans la Somme ou la Manche, où se trouvait Jacques Chirac le 27 janvier -, la FNSEA et le CNJA ont conduit une campagne très active autour du slogan « Plus forts ensemble ». Pour les deux syndicats majoritaires, les élections sont un enjeu de pouvoir essentiel, puisque les connivences et les similitudes de langage sont, en définitive, très nombreuses entre les chambres et ces syndicats. Aux élections de 1989, les listes FNSEA-CNJA avaient recueilli 66 % des suffrages dans le collège des chefs d'exploitation, contre 63,9 % en 1983. Dans le collège des salariés, c'est la CFDT qui traditionnellement réalise les meilleurs scores.

Concurrents principaux de la FNSEA, le CNJA, la Confédération paysanne (gauche) présente

des listes dans 80 départements. Elle entend sanctionner la « ruineuse cogestion » des syndicats officiels et réclame notamment le plafonnement des aides « qui vont toujours aux mêmes » ainsi que la réduction de la taille des ateliers d'élevage ou d'élevage intensif (chez les producteurs bretons de porcs notamment). Elle escompte 25 % des voix. Le Modef (proche des communistes) et la Coordination rurale, qui s'est distinguée par ses actions contre la réforme de la politique agricole commune (PAC), vont chercher aussi à grignoter un pouvoir qui n'avait échappé à la FNSEA et au CNJA que dans trois chambres en 1989.

Ces élections ont lieu à un moment où le calme règne dans les campagnes. Le revenu agricole a fortement augmenté en 1994, mais après trois années de baisse. La loi de modernisation que vient de faire voter Jean Puech, ministre de l'Agriculture, a incontestablement ouvert des perspectives positives à une agriculture qui depuis la réforme de la PAC et la conclusion du cycle de l'Uruguay dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) semble regarder l'avenir avec davantage de réalisme et d'optimisme. En fait, le principal test sera le taux de participation (59 % en 1989) car un faible déplacement d'agriculteurs vers les urnes constituerait, pour le CNJA et la FNSEA essentiellement, un relatif échec. Ce serait le signe qu'en raison de la lassitude ou du « confort » des innombrables primes, le monde paysan n'est plus prêt, comme hier, à partir à l'assaut des sous-préfectures et à barrer les routes.

François Grosrichard

Bataille syndicale en « Chiraquie » rurale

LIMOGES

de notre correspondant
« Depuis les élections de 1989, la traversée d'un été rude. On peut imaginer que cela aura des répercussions sur le scrutin, mais je ne me hasarderai pas à jouer les Madame Soleil ! » Ce jeune paysan du bassin de Brive avoue ne pas encore savoir pour qui il votera mardi lors du renouvellement de la chambre d'agriculture : « Il y a eu Maastricht, la réforme de la politique agricole commune, le cycle de l'Uruguay, la loi de modernisation agricole... et j'ai du mal à apprécier les conséquences particulières que tout cela peut avoir à notre niveau départemental. »

La chambre d'agriculture de la Corrèze est présidée par Michèle Chezalviel, qui fut, en 1983, la première femme à prendre la tête d'une assemblée consultative départementale. Vice-présidente de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, elle brigue un troisième mandat corrézien, à la tête de la liste FNSEA-CNJA. En 1989, elle avait obtenu 61,49 % des suffrages et dix-sept sièges, contre 19,36 % à la Confédération paysanne (deux sièges) et 19,15 % au Modef (deux sièges).

En Limousin, il existe dans la paysannerie une forte tradition de gauche. Or la Corrèze, c'est la « Chiraquie » ! Michèle Chezalviel est la conseillère, officieuse mais écoutée, de Jacques Chirac sur les problèmes agricoles. Sa liste comprend deux candidats de même sensibilité : Pierre Chevalier, président national de l'Office des viandes et du lait, vice-président de la Fédération de la viande bovine, conseiller général RPR d'Eygues-

rande et vice-président de l'assemblée départementale ; et Lucien Renaudie, suppléant du député RPR de Tulle, Raymond-Max Aubert.

Michèle Chezalviel résume tout mélange des genres : « Les chambres d'agriculture sont un outil professionnel, et non une instance politique. Dans la complexité de la situation actuelle, l'essentiel c'est d'avoir une profession soudée et un syndicalisme puissant et unitaire. » Elle a mené une campagne active, avec pratiquement une réunion par canton : « La chambre d'agriculture et le conseil général ont élaboré un projet pour l'agriculture corrézienne qui nécessite l'unité de la profession. »

Ses adversaires lui retournent l'argument. Pour Jean-Marie Tronche (Coopération paysanne), la chambre d'agriculture « a été conquise et verrouillée par une famille politique qui refuse toute unité professionnelle. On réunit le minorité deux fois par an pour la session budgétaire. Ensuite, on la tient à l'écart, sans aucun travail en commission. La majorité de la chambre travaille dans une opacité inquiétante. » Il cite en exemple le dossier, « particulièrement épineux », du lait.

Un supplément de quotas de 2 millions de litres a été attribué aux exploitants de la montagne corrézienne. « Ces quotas sont répartis individuellement ; on n'a aucun moyen de savoir à qui et selon quels critères. » Conclusion féroce : « Il n'y a pas que dans la liste alphabétique que la Corrèze est toute proche de la Corse. »

Maurice Fournial (Modéf) parle aussi de « verrouillage » : « En Corrèze, il y a urgence. En 1994, il y a eu 90 installations de jeunes pour 500 départs en retraite. Il y a eu 9 000 électeurs exploitants inscrits sur les listes, soit une chute de 37 % par rapport à 1989. » « Nous voulons prendre tous les problèmes à bras le corps, ajoute-t-il. Il faudrait une grande commission départementale qui réunisse toutes les composantes du syndicalisme agricole et de la profession, le conseil général, les élus, les diverses instances économiques. C'est moins que jamais le moment d'avoir une politique sectorielle d'exclusion des minoritaires. »

Georges Chatain

Connaissez-vous vraiment les hommes politiques ?

3617

POLITISCOPE

5,48 l. la minute

2000 biographies détaillées parlementaires, élus locaux, cabinets haut-fonctionnaires, journalistes...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE TARN-ET-GARONNE AVIS AU PUBLIC ENQUÊTE HYDRAULIQUE PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A 20 BRIVE-MONTAUBAN

Une enquête publique au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1982, est ouverte dans les communes de MONTAUBAN, SAINT-ETIENNE-DE-TULMONT, ALBIAS, CAYRAC, REALVILLE, CAUSSEADE, MONTALZAT, MONTPEZAT-DE-QUERCY, comme suite à la demande de M. le président des Autoroutes du Sud de la France, pour le projet de construction de l'autoroute A 20 BRIVE-MONTAUBAN dans le département du Tarn-et-Garonne.

Pendant la période du 15 février 1995 au 17 mars 1995 inclus, un dossier relatif au projet susvisé restera déposé dans les mairies de MONTAUBAN, SAINT-ETIENNE-DE-TULMONT, ALBIAS, CAYRAC, REALVILLE, CAUSSEADE, MONTALZAT, MONTPEZAT-DE-QUERCY.

Le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverte à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à savoir :

Mairie de MONTAUBAN, du mardi au samedi, de 8 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h ; le samedi, 12 h 30 à 17 heures.

Mairie de SAINT-ETIENNE-DE-TULMONT, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 h 30.

Mairie d'ALBIAS, du mardi au samedi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Mairie de CAYRAC, le lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 13 h 30 à 16 h 30.

Mairie de REALVILLE, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ; le vendredi à 17 heures.

Mairie de CAUSSEADE (siège de l'enquête), du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 heures ; le samedi matin, de 9 heures à 12 heures.

Mairie de MONTALZAT, du mardi au vendredi, de 9 heures à 12 heures.

Mairie de MONTPEZAT-DE-QUERCY, le lundi de 15 heures à 18 heures ; le mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 15 heures à 18 heures ; le samedi matin, de 8 h 30 à 12 heures.

Les observations pourront également être adressées par correspondance au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête, à la mairie de CAUSSEADE.

Par décision du tribunal administratif de TOULOUSE en date du 7 décembre 1994, une commission d'enquête a été nommée ; elle est composée des membres suivants :

- M. Georges ROUË, président,
- M. René VILLENEUVE,
- M. Georges PASSERINI,
- M. Marcel MAGNANO (suppléant).

Un membre de la commission siégera à la mairie de CAUSSEADE, les jours et heures suivants :

15 février, 22 février, 1^{er} mars, 8 mars, 17 mars 1995, de 14 heures à 17 heures.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public aux mairies de MONTAUBAN, CAUSSEADE, SAINT-ETIENNE-DE-TULMONT, ALBIAS, CAYRAC, REALVILLE, MONTALZAT et MONTPEZAT-DE-QUERCY, ainsi qu'à la préfecture et à la sous-préfecture (Castelsarrasin), pendant un délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

M. Strauss-Kahn (PS) est hostile à une fédération avec Radical

L'ANCIEN MINISTRE socialiste Dominique Strauss-Kahn a réitéré son hostilité au projet de créer une fédération entre le Parti socialiste et Radical. Il a affirmé, dimanche 29 janvier au « Grand Jury RTL-Le Monde », que « le rassemblement de la gauche ne passe pas par un axe privilégié entre le PS et Radical ». Il a précisé qu'il ne serait « certainement pas dans une fédération qui serait présidée par l'actuel président de Radical », Jean-François Hory.

Interrogé sur Bernard Tapie, M. Strauss-Kahn a affirmé : « J'admire sa capacité à avoir des contacts spontanés avec les exclus en banlieue, mais il y a en lui un autre versant que je n'aime pas et qui est celui que la justice révèle (...). La France a besoin d'hommes qui dépossèdent la vie politique, cela ne veut pas dire qu'il faille des aventuriers. » L'ancien ministre a encore déclaré que Jack Lang a « politiquement bien fait » de retirer sa candidature à l'investiture socialiste, avant d'ajouter : « Il a renoncé à être candidat socialiste. J'espère qu'il a renoncé à être candidat tout court. »

Marche silencieuse contre la violence à Bastia

PLUS DE DEUX MILLE CINQ CENTS personnes ont manifesté silencieusement contre la violence, samedi 28 janvier, à Bastia. Le long cortège était guidé par Edith Muzi, la veuve du jeune nationaliste Franck Muzi, tué par balles, le 28 décembre 1994 près de son domicile. En tête de la manifestation, figuraient aussi Laetitia Sozzi, veuve d'un autre militant nationaliste, Robert Sozzi, dont l'assassinat le 6 juin 1993 avait été revendiqué par le FLNC « canal historique ». Un seul slogan sur l'unique banderole portée par d'anciens prisonniers politiques de la cause nationaliste : « Tuer Muzi et Sozzi, c'est tuer le peuple corse. » De fait, tous les partis nationalistes étaient présents, sauf Corsica Nazione, composé de A. Cuncola (proche du FLNC « canal historique ») et de Verdi Cori (les Verts). Contrairement à l'attente des organisateurs, de nombreux militants du PS et du PCF s'étaient joints à la manifestation, contestant ainsi les consignes de non-participation prononcées par leurs appareils respectifs. Surprenante aussi la présence dans le cortège des manifestants de Camille de Rocca-Serra, conseiller général RPR de Corse du Sud. Il est vrai que son père, Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR et président de l'Assemblée de Corse, avait cautionné la veille le principe de cette manifestation contre la violence. (Corresp.)

■ CORSE : José Galletti (div. d.) a été élu maire de Lucciana, samedi 28 janvier, en remplacement de Jean-François Filippi, assassiné le 26 décembre 1994. M. Galletti, dont le père fut maire de Lucciana, est ancien président du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) et membre de la chambre d'agriculture de Haute-Corse.

■ MUNICIPALES : démission du maire de Bayonne. Premier magistrat (UDF-Rad) de Bayonne depuis 1959, le docteur Henri Grenet a fait part, vendredi 27 janvier, de sa démission au préfet des Pyrénées-Atlantiques, M. Grenet, qui va avoir quatre-vingt-sept ans, a officiellement pris cette décision « pour raisons de santé ». Cette démission intervient quelques jours après la candidature de son fils, Jean, comme tête de liste de la majorité pour les élections municipales. Jean Grenet est déjà premier adjoint depuis 1993. Suppléant d'Alain Lamassoure, il est devenu député lorsque celui-ci a été nommé ministre des affaires européennes. Appartenu au groupe RPR de l'Assemblée nationale, il est aussi conseiller général (UDF) à Pau. (Corresp.)

■ INDÉCISION : selon un sondage réalisé par l'institut SCP-Communication et publié lundi 30 janvier dans l'Info-Matin, 61 % des personnes interrogées ne savent pas encore pour qui elles voteront à l'élection présidentielle. Le plus fort pourcentage d'indécis, 80 %, se situe dans la tranche d'âge des 18-24 ans. Ce sondage a été réalisé du 18 au 23 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 993 personnes.

■ CHOMAGE : près des deux tiers des Français (61 %) estiment que l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) joue un « rôle plutôt positif », selon un sondage de la SOFRES réalisé entre le 26 et le 28 décembre auprès de 1 000 personnes et publié lundi 30 janvier par Le Figaro. 29 % des personnes interrogées estiment, au contraire, qu'il faudrait la supprimer.

Deux élections cantonales partielles

CÔTE-D'OR : canton de Chantonay (1^{er} tour).

L. 11 174 ; V. 6 468 ; A. 42,11 % ; E. 6 034.
Gérard Villette, c. s., RPR sout. UDF, 3 073 (50,92 %)..... ÉLU.
Maurice Bedon, UDF, 1 720 (28,50 %) ; Luc Coutant, PS, 867 (14,36 %) ; Jean-Pierre Bardy, PC, 191 (3,16 %) ; Daniel Perret, écol., 183 (3,03 %).

[Ce scrutin partiel faisait suite à l'invalidation de l'élection, en mars 1994, de Gérard Villette. Le tribunal administratif de Nantes avait en effet accepté la requête de Maurice Bedon tendant à faire constater le dépassement du plafond électoral par son adversaire victorieux. Les électeurs ont confirmé, en l'appliquant, leur choix antérieur, puisqu'ils ont réélu M. Villette, appuyé par la majorité départementale, dès le premier tour de scrutin. M. Bedon, ancien conseiller général de Chantonay, recule de cinq points, en partie victime de l'abstention. C'est manifestement le cas à Chantonay, où il est battu de près de mille voix par son adversaire de droite. Le socialiste Luc Coutant est également en recul.]

20 mars 1994 : L. 11 239 ; V. 8 232 ; A. 26,88 % ; E. 7 674 ; Gérard Villette, RPR, 2 732 (35,60 %) ; Maurice Bedon, c. s., UDF, adj. m., 2 557 (33,32 %) ; Luc Coutant, PS, 1 282 (16,70 %) ; Louis-Marie Barbault, divd., 354 (7,21 %) ; Jean-Pierre Bardy, PC, 276 (3,59 %) ; Marcel Taillobout, FN, 273 (3,53 %).

CORSE-DU-SUD : canton d'Ajaccio-3 (2^e tour).

L. 3 731 ; V. 1 738 ; A. 53,41 % ; E. 1 629.
Francis Gambarelli, bonapartiste, adj. m. d'Ajaccio, sout. RPR et UDF, 846 (51,93 %)..... ÉLU.

Pierre Santoni, RPR, c. m. d'Ajaccio, 783 (48,06 %).

[Il s'agissait de pourvoir au siège rendu vacant par la démission de Marc Marcangeli, maire bonapartiste d'Ajaccio, devenu député à la suite de la nomination de José Rossi comme ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur. En dépit de sa forte avance du premier tour, Francis Gambarelli, partisan déclaré d'Edouard Balladur, soutenu par M. Rossi et M. Marcangeli, n'est finalement élu que de justesse, avec seulement 63 voix de plus que son adversaire. Avec une participation plus faible qu'au premier tour, il n'améliore son résultat que de 176 voix, alors que son adversaire RPR, Pierre Santoni, fait plus que doubler son score. M. Santoni, qui avait reçu des « encouragements » de Jacques Chirac et le soutien de Pierre Pasquini (RPR), député et maire de l'île-Rousse, a bénéficié d'une partie des voix qui s'étaient portées sur les candidats de gauche et nationalistes au premier tour.]

22 janvier 1995 : L. 3 731 ; V. 1 886 ; A. 49,45 % ; E. 1 819 ; Francis Gambarelli, 670 (36,83 %) ; Pierre Santoni, 358 (19,68 %) ; Jacques Casanova, PC sout. PS et Radical, 323 (17,75 %) ; Jean-Thomas Ceccaldi, MPA, 171 (9,40 %) ; Paul-André Casanova, FN, 99 (5,44 %) ; François Allouf, UPC, 78 (4,28 %) ; Dominique Ferrat, CN, 64 (3,51 %) ; Tina Casarelli, divd., 56 (3,07 %).

29 mars 1992 : L. 3 554 ; V. 2 941 ; A. 17,24 % ; E. 2 612 ; Marc Marcangeli, c. s., divd., adj. m., 1 162 (44,14 %) ; Edouard Cutzo, RPR, adj. m., 885 (33,62 %) ; Jacques Casanova, PC, 585 (22,22 %).

**Pendant que le maire de la capitale
fait campagne pour l'Élysée,
son premier adjoint veille sur l'Hôtel de ville**

PORTRAIT Conseil de Paris, la fédération RPR de la capitale, tout ce formidable dispositif chirurgical est contrôlé par un homme, flegmatique, aussi fidèle et dévoué qu'un lieutenant de la garde impériale : Jean Tiberi.

C'est encore dans ce canton-là qu'il a recruté ses plus proches collaborateurs : Claude Gimondi, son directeur de cabinet à la mairie du quatrième, et Dominique Came, seul secrétaire permanent de la fédération RPR de Paris. Tels sont les premiers maillons, dans un réseau, de « pays » qui, en répondant, bien d'autres, comme on le soupçonne, à Ger Romani, questeur du Conseil de Paris, et même son vieil allié, Jacques Dominati, le patron des UDF chiraquiens de Paris.

**Il reste
aussi corse
que Chirac
peut être corrézien**

Pour la passion politique, on ne sait qu'a précédé l'autre. Jean Tiber distinguait un journal gaulliste alors qu'il portait encore une culotte courte. Après des études de droit sur la place du Panthéon — où donnent aujourd'hui son appartement privé et son bureau d'édile — et une courte carrière de magistrat, il est entré en politique à trente ans, sur les talons du grand juriste et gaulliste de gauche René Capitan. D'abord comme conseiller municipal, puis comme député, enfin comme maire du cinquième arrondissement.

Voici trois décennies qu'il arpente l'arrondissement, dont il connaît chaque immeuble et chaque commerçant. Il a méthodiquement quadrillé de militants RPR cette circonscription où les intellectuels seraient volontiers à gauche. Pour les amateurs, M. Tibert a demandé avec une opiniâtreté de montagnard corps - et obtenu - tous les équipements possibles : crèches, écoles, installations sportives, bibliothèques, théâtres, logements sociaux, foyers de personnes âgées, etc. Et il veille encore personnellement, chaque jour, à leur bon fonctionnement.

C'est aussi dans le cinquième qu'en 1977 Jean Tiberi a accueilli Jacques Chirac partant à l'assaut de l'Hôtel de Ville de Paris. La position était déjà sûre; elle l'est encore davantage aujourd'hui. Elle a d'ailleurs servi de modèle lorsque, dans les années 80, on a confié à son défenseur la réorganisation d'un ensemble beaucoup plus important: la fédération RPR de la capitale.

Avec son PC installé à quelques enjambées du Palais-Bourbon, ses vingt et une circonscriptions, dont les responsables sont réunis tous les mois en temps normal et quasiment tous les jours en période électorale, ses vingt-six mille adhérents et son système pyramidal de mobilisation

stéphonique, elle constitue une formidable machine à gagner, que ses adversaires redoutent. L'homme qui visite l'état-major plusieurs fois par semaine. Et, quotidiennement, il est en contact avec lui par téléphone.

A l'Assemblée nationale toute proche, le député de Paris a aussi ses entrées. Il siège à la commission des lois et, dans l'hémicycle, il joue les sommets d'alaïme pour FHSEI de Ville. « Quand on aperçoit Thiberi dans les travées, dit un de ses collègues, vous pouvez être sûr que le texte en discussion concerne Paris. Il veille au grain et défend tout à la fois les intérêts de la capitale et ceux de Chirac. »

C'est tout, de même à l'Hôtel de Ville que le premier adjoint réserve le meilleur de son temps et de ses capacités. Depuis trente ans qu'il y travaille, d'abord comme conseiller de base, puis chef du groupe gaulliste, ensuite deuxième adjoint de Jacques Chirac en 1977 (chargé des secteurs sensibles que sont le personnel et le logement), enfin premier adjoint depuis 1983, il connaît parfaitement l'horlogerie de l'assemblée municipale et la mécanique lourde, complexe, des services municipaux.

Assisté d'un cabinet de vingt-sept fonctionnaires sortis du rang - l'ancien petit juge se méfie des grosses têtes -, Jean Tiberi est capable de conduire la municipalité même lorsque le maire est appelé ailleurs. Il l'a prouvé entre 1986 et 1988 alors que Jacques Chirac s'activait à Matignon. Il en sera de même cette fois-ci.

Dans le rôle de factotum qui ne profite pas des circonstances pour prendre la place du maître on se fâche de la publicité, M. Tibert peut être cité en exemple. Il y déploie les qualités des chefs d'œuvre qui commencent au kilomètre : une capacité de travail impressionnante, une bonne connaissance de tous les dossiers (notamment ceux concernant les blessés laissés à Alain Juppé), une mémoire d'épave, le sens du dialogue et de la négociation, le sang-froid et même, quand il le faut, du courage physique ; mais aussi, au bout, immédiatement pour ces mérites, un certain nombre de défauts qui nuisent à son rôle de collaborateur : une capacité de chasser que l'on prend pour de la dissimulation (certains l'appellent le Chinois, d'autres Ramnagrobis) et surtout le peu d'envie de ses interventions.

Mais pour la gestion ordinaire il a l'œil à tout. Il préside deux réunions d'état-major par semaine, parcourt les plus importantes des centaines de lettres de son courrier quotidien, contrôle les innombrables délibérations qui seront présentées au Conseil, préside les séances quand le percherois est vacant, n'oublie rien et se tient toujours prêt à servir de bouclier à Jacques Chirac. Faut-il aller affronter l'abbé Pierre et ses sans-logis en plein hiver, s'agit-il de « mettre en musique » les fameuses réquisitions qui ont semé la panique, le fidèle, fiable, inébranlable Théri est toujours là.

l'État, et, si effacé que le monde l'oublie perdrait dans les statistiques publiques qu'il distribue autour de lui, sera-t-il enfin récompensé ? On lui avait consacré en 1976 un portefeuille de secrétaire d'État aux industries alimentaires : un poste invraisemblable, dépendant de deux ministères différents et d'ailleurs supprimé au bout de huit mois à peine. Depuis, même durant le gouvernement Chirac, entre 1986 et 1988, pas le moindre strapontin ministériel : « *Liberté, c'est Paris* », dit-on dans l'entourage du candidat à l'Élysée. Sera-t-il un jour maître de cette capitale qu'il aime et qu'il connaît si bien ?

Son pénon, qui a démissionné de la présidence du RPR pour faire campagne, a jalousement conservé son palais municipal, d'où il continue, quit qu'on en dise, à surveiller les affaires de la ville. S'il échoue aux portes de l'Elysée, il y a fort à parier, comme vient de le rappeler précisément son premier adjoint, qu'il se réfugiera à nouveau et pour six ans dans son donjon. Jean Tibéri continuerait alors, comme par le passé, à faire sentinelle.

Marc Ambroise-Rendu

En donnant son aval à la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire, le Conseil constitutionnel a validé un amendement destiné à affaiblir la position du sénateur socialiste du Nord

LILLE
— de notre correspondant —
Quand Pierre Mascary, sénateur du Nord, maître de Lille et actuel président de la Communauté urbaine de Lille (CUDI), découvrit que le Sénat avait voté, un petit matin du 9 novembre 1994, l'amendement déposé par son premier vice-président à l'Assemblée communautaire, André Diligent, ancien maître CDS de Roubaix, il n'en crut pas ses yeux. D'autant que les socialistes avaient voté « pour ». Il obtint d'ailleurs que ce vote fût rectifié : le groupe PS « entendait ne pas prendre part au vote ». Mais, à l'Assemblée, qui était censée faire représenter au conseil communautaire tous les partenaires d'une communauté urbaine. Et il s'employa à organiser des contre-feux. En vain, puisque le Conseil constitutionnel a donné son aval à l'ensemble de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire (Le Monde daté 29-30 janvier), y compris l'amendement Diligent.

Son auteur se défend d'avoir fait
un coup politique à l'encontre de

un « adversaire de trente ans, et néanmoins ami, *Philippe Mauroy* ne l'avait-il pas prévu par avance ? Pourtant, son amendement, qui vise en fait à faire représenter la totalité des communes de la CUDL à l'assemblée communautaire, rendra plus hypothétique, au lendemain des élections municipales de juin, le maintien de M. Mauroy (à supposer que celui-ci ait conservé auparavant la mairie de Lille) à la tête de cette assemblée. La CUDL constitue en effet un cas à part, du fait du grand nombre de communes qu'elle regroupe : 86 communes qui, géographiquement, n'ont pas toutes le même poids démographique : Lille compte 175 000 habitants ; le village de Warمون n'en dénombre que 171.

Actuellement, 18 petites communes ne sont pas représentées directement au sein du conseil communautaire. L'amendement Dilligent leur octroie automatiquement un siège dans la prochaine assemblée et, pour éviter que les villes ne perdent des sièges, porte de 140 à 155 le nombre de conseillers. Il n'em-

pêche que le poids relatif des communes plus importantes sur moyennes va se modifier. Ainsi, à l'heure présente, autant avec un péage qu'Hambourdin, qui compte près de 15 000 habitants / Une telle assemblée saura-t-elle s'entendre sur sa raison d'être : construire une métropole, construire la « ville » ? Ne risque-t-elle pas de basculer dans un jeu de rapports de force droite-gauche, qui viendrait déséquilibrer l'arrivée de maires de petites communes élus sur des listes de « défense des intérêts communaux », peut-être plus favorables à une alliance avec des élus RPR ou UDF qu'avec des socialistes ? C'est en tout cas la crainte de la gauche.

CONTRE LE « GIGANTISME »
« Ce n'est pas une opération politicienne, mais simplement le souci de contribuer à la construction d'une métropole équilibrée qui ne sera pas contre, mais avec toutes les communes qui la composent », se défend André Diligent, qui tempête régulièrement contre « le camp de ceux qui veulent le gigantisme ».

tisme fillois ». « Quand on veut respecter la démocratie, répond Pierre Maury, ce n'est pas seulement la représentation du territoire qui compte, mais c'est avant tout la représentation de la population. » Quant au fonctionnement de la communauté urbaine, ajoute-t-on dans l'entourage du maire de Lille, il ne peut reposer que sur un consensus : il s'agit d'un établissement public de coopération intercommunale, dont le conseil n'est désigné qu'au second degré, et non d'une collectivité territoriale. Que au surcroît universel direct.

A droite, Marc-Philippe Daubresse, député et maître CDS de Lambersart, actuellement vice-président de la CUDL, ne cache pas ses appétits pour la présidence. Il a déjà effectué un galop d'essai en présidant la commission de révision du Schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU). Mais les socialistes ne veulent pas partir battus, et le maire de Lille a déjà plaidé pour que le consensus reste la règle.

Jean-René Lore



l'épargne retraite
qui se construit au rythme de votre vie

ORCHESTRAL

Versements à la carte

Sécurité des rémunérations

Revenus nets d'impôt après 8 ans

Vous voulez préparer votre retraite sans souci financier. Mais vous souhaitez également construire cette épargne à votre propre rythme, pouvoir y intégrer d'autres projets en préservant votre qualité de vie. Alors, pour vous, le Crédit Agricole a imaginé Orchestral : sécurité des rémunérations, revenus nets d'impôt après 8 ans et souplesse d'une nouvelle épargne retraite que vous pilotez en fonction de votre évolution personnelle. Bien préparer sa retraite avec Orchestral, c'est une question d'avenir. Alors, venez en parler avec votre Conseiller.

3615 CA 1,27 F la minute



L'Imagination dans le Bon Sens

INTEMPÉRIES Quarante-trois départements étaient toujours concernés, lundi 30 janvier, par les intempéries qui persistent sur la moitié nord de la France. Une rela-

tive amélioration a été observée dimanche 29 janvier sur l'Ouest, et Météo-France soulignait lundi que « les conditions météorologiques des prochaines vingt-quatre heures,

conjugées au phénomène des marées, seront déterminantes pour l'évolution de la situation », qui paraissait néanmoins « globalement stabilisée ». • DANS L'EST, en re-

vanche, la Meuse a battu tous ses records de crue, et le plan Orsec a été déclenché dans les Ardennes. Selon le ministère de l'Intérieur, le bilan global des précipitations de-

puis le 21 janvier s'établit à quinze morts, cinq disparus et quatorze blessés. • DANS LE NORD DE L'EUROPE, le niveau des eaux continue de monter.

La moitié des départements sont touchés par les inondations

La situation s'améliore lentement à l'ouest, mais le niveau des eaux continue de monter dans l'est de la France. L'Europe du Nord est également touchée.

SUR LE TERRAIN, la situation s'est améliorée dimanche 29 janvier dans la soirée en Bretagne et dans une grande partie de l'ouest de la France, mais elle restait difficile dans l'est, où la Meuse a battu tous ses records de crue, entraînant le déclenchement du plan Orsec en Champagne-Ardenne, alors que l'Île-et-Vilaine est concerné depuis le 23 janvier. Au total, indique le ministère de l'Intérieur, quarante-trois départements sont touchés par les intempéries.

Météo France prévoyant une amélioration du temps à l'ouest en début de semaine, cette partie du pays devrait bénéficier jusqu'à mardi soir d'un relatif répit sur le front des précipitations, à l'exception du Maine-et-Loire et de la Sarthe.

Dans ces deux départements, le niveau des cours d'eau restait très haut à la fin de la semaine : à An-

gers, la Maine a continué sa crue dimanche, privant un millier de foyers d'électricité et de téléphone. Les commerçants ne pouvaient s'approvisionner au marché d'intérêt général, totalement isolé. La préfecture recommandait aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école, ce lundi. Dans la Sarthe, l'eau est remontée au Mans, recouvrant à nouveau les

quartiers de la basse ville, déjà touchés en début de semaine. Là aussi, 150 foyers étaient privés d'électricité dimanche soir.

A Oustreham, dans le Calvados, la situation était qualifiée de stationnaire. Selon la préfecture, quelque 600 logements n'ont été touchés par les inondations. A l'aide de pompes, les pompiers ont pu faire baisser le niveau de

l'eau de 20 centimètres. Un ouvrier de quarante-six ans, qui n'avait pas suivi les conseils des services de secours, a été retrouvé noyé dans la journée dans le garage de sa maison inondée.

AMÉLIORATION EN BRETAGNE

En Bretagne, en revanche, la situation est meilleure, l'annonce de dégrèvement se confirmant dans l'ensemble de la région. Selon la préfecture, il n'y avait plus aucune maison sous les eaux dans le Finistère. Dans le Morbihan, le plan Orsec a été levé à la mi-journée. Néanmoins, l'inquiétude demeure dans certaines zones. Selon Météo France, le cumul des précipitations enregistrées durant douze jours, du 17 au 28 janvier, sur les collines bretonnes et normandes, correspond au tiers du cumul annuel habituel.

C'est toutefois à l'autre extrémité du pays, dans les Ardennes,

qu'elles sont les plus grandes : dimanche soir, la Meuse atteignait 5,95 mètres à Charleville-Mézières, et les pluies persistantes annoncées faisaient redouter une nouvelle hausse de 10 centimètres.

Le préfet des Ardennes décidait donc de déclencher le plan Orsec en fin de soirée. Et 24 heures, les services de secours avaient évacué 632 personnes à titre préventif, dont 140 à Charleville-Mézières. Le centre-ville n'était plus accessible que par une seule rocade.

A Paris, la cote de la Seine atteignait lundi, à 7 h 30, 4,95 mètres, et les spécialistes prévoyaient que les 5 mètres seraient atteints dans le courant de la journée. Toutes les voies sur berges et les souterrains sont fermés et la navigation reste interdite sur le fleuve.

La tendance était également à la hausse dimanche soir dans le bassin de la Marne, et l'eau continuait

de monter lentement dans l'Oise et le Val-d'Oise. Notre correspondant nous indiquait que le préfet de l'Oise a déclenché le plan « inondations », qui permet la mobilisation de l'ensemble des moyens civils et militaires en cas de nécessité.

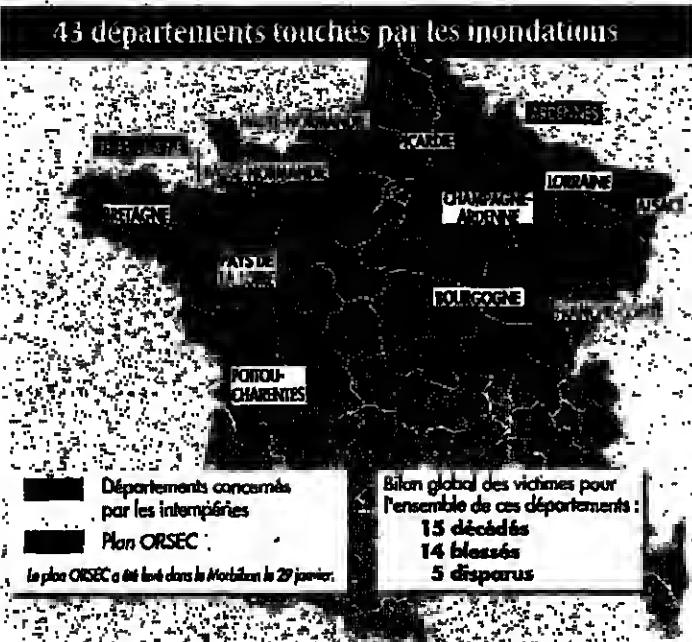
L'OISE MENAÇANTE

La situation devient en effet préoccupante dans les basses vallées de l'Oise et de l'Aisne. Les eaux devraient être à leur niveau maximum lundi ou mardi, l'Oise atteignant les 6 mètres à l'écluse de Venette (contre 6,41 mètres en 1993).

Selon le ministère de l'Intérieur, le bilan global des victimes pour l'ensemble des départements inondés est de quinze morts, cinq disparus et quatorze blessés (dont six morts et onze blessés imputables à la chute de la grue sur le lycée de Toul le 26 janvier).

Réunion interministérielle

Le premier ministre, Edouard Balladur, devait réunir lundi 30 janvier tous les ministres concernés par les intempéries qui durent depuis plus d'une semaine en France « pour évaluer la situation et faire le point sur les moyens mis en œuvre et les aides à apporter » aux victimes touchées dans les quarante-trois départements inondés, a annoncé, dimanche 29 janvier, l'Hôtel Matignon. « Toutes les dispositions ont été prises par les préfetures pour assurer la protection des personnes et assurer un fonctionnement aussi normal que possible de la vie quotidienne dans les zones touchées », souligne un communiqué. Selon le ministère de l'Intérieur, Charles Pasqua, « le décret constatant l'état de catastrophe naturelle devra être pris ».



Les intempéries ont fait des victimes en Europe du Nord

LES VAGUES de pluie et de neige qui déferlent depuis une semaine sur l'Europe du Nord-Ouest ont provoqué des inondations très étendues, du pays de Galles à la Bavière. En Grande-Bretagne, où la neige a été particulièrement abondante, notamment en Ecosse, six personnes ont trouvé la mort dans le Yorkshire à la suite d'accidents de circulation provoqués par les intempéries. Le redoux observé dimanche 29 janvier fait craindre maintenant une fonte des neiges très rapide et, donc, des inondations.

Sur le continent, c'est la montée des eaux de la Meuse et du Rhin qui a provoqué le plus de dégâts. Aux Pays-Bas, près de dix mille personnes ont dû être évacuées, dans la province du Limbourg, au sud-est, où plus de 70 000 hectares ont été submergés par la crue de la Meuse. Des milliers de volontaires civils et militaires ont passé le week-end à renforcer ou construire des digues de fortune. Quelque 500 000 sacs de sable ont été remplis sur plu-

sieurs dizaines de kilomètres. Le premier ministre, Wim Kok, qui s'est rendu samedi 28 janvier à Maastricht et dans ses alentours sinistrés, a annoncé que son gouvernement indemniserait les victimes de « dégâts irréversibles ». En décembre 1993, les inondations avaient coûté 250 millions de couronnes (800 millions de francs).

En Belgique, six personnes ont trouvé la mort dans les inondations de la Meuse et de ses affluents, depuis le début des intempéries. Samedi 28 janvier, près de Mons, deux jeunes femmes ont péri noyées après une fausse manœuvre en voiture et un motocycliste allemand s'est noyé au Luxembourg, près de la frontière belge. Le roi Albert II et la reine Paola ont rendu visite, dimanche 29 janvier, aux villages sinistrés de la vallée de la Lesse, un affluent de la Meuse. Le trafic ferroviaire a été très perturbé sur la ligne Paris-Charleroi-Liège.

C'est en Allemagne que l'inquiétude est la plus vive. Le Rhin devrait atteindre un nouveau

niveau historique lundi 30 janvier à Bonn et à Cologne. Au lever du jour, le niveau du fleuve continuait de progresser d'un centimètre par heure et, à 5 heures, la cote de 10,59 m était atteinte au pied de la cathédrale de Cologne. Lors des précédentes « inondations du siècle », fin décembre 1993, un niveau de 10,63 mètres avait été mesuré. Dès samedi, une partie de la vieille ville de Cologne était sous l'eau. Dans certains quartiers, le niveau atteignait le premier étage des maisons. Les passerelles de planches installées à deux mètres de hauteur ont parfois été submergées. A Coblenche, au confluent du Rhin et de la Moselle, l'électricité a dû être coupée. Un petit garçon de trois ans qui a échappé à la surveillance de ses parents en Westphalie est mort noyé.

Le ministre des finances, Theo Waigel, a annoncé des mesures d'aide fiscale pour les victimes des inondations. Les météorologues n'attendent pas d'amélioration avant le milieu de la semaine.

Les inondés du pays de Redon, entre fatalité et solidarité

REDON

de notre envoyée spéciale

L'eau coule de boue qui inondait depuis une semaine les quais du port et les terres riveraines de la Vilaine accablait son cours, en proie à des tourbillons de plus en plus violents. Vendredi 20 janvier, une femme de cinquante-trois ans avait été emportée par les flots, non loin de là, près de La Gacilly.

En ce dernier week-end de janvier, le niveau persistait à monter. Le pays de Redon - 40 000 habitants entre la ville de sous-préfecture et les bourgades avoisinantes - ne percevait aucune accalmie. Une attente inquiète, comme l'attente des esprits. La météo n'annonçait pour le début de semaine que de nouvelles pluies et l'irruption d'une grande marée remontant de la mer toute proche, pour atteindre son sommet le mercredi 1^{er} février.

Au pays de Redon, face à cette adversité persistante, on se sentait les coude davantage encore, tout esprit de clochellerie disparu dans l'inondation. Une fatalité venue du plus profond des âges s'était à nouveau abattue sur ce bout de Bretagne « faisant office de déversoir », savait-on, pour les rivières et les barrages situés en amont. Redon elle-même souffrait d'être au confluent de trois voies d'eau, la Vilaine, l'Oust et le canal Nantes-Brest. Depuis une semaine, le pays n'était plus qu'une presqu'île, une seule route le liant à Rennes restant praticable. Le réseau ferré ayant réussi à tenir le coup, la SNCF avait rouvert des lignes tombées en désuétude pour que l'on puisse se rendre à l'école ou au travail. Mais pour combien de temps encore ?

De jour, l'armée assurait une noria de navettes par camions bûchés avec Saint-Nicolas-de-Redon et Saint-Jean-de-la-Poterie. Rieux venait à son tour de basculer dans

le camp des nombreuses communes totalement isolées. « Ça me rappelle 1944 », ne pouvait s'empêcher de dire une des voyageuses. Des rats, affolés, sortant de leur trou, grimpèrent dans les arbustes des marais d'Aocfer, et les ragondins envahissaient les campagnes. Dans une école pour handicapés, un énorme marronnier venait de s'effondrer. Faudrait-il bientôt évacuer d'autres habitants et fermer d'autres usines ?

Déjà quatre cents personnes avaient dû quitter leur logement aux premières heures de la catastrophe, accueillies par la famille puis reléguées par la mairie dans des appartements vacants. Mille salariés se trouvaient en chômage technique. Les hôtels et restaurants étaient pour la plupart fermés.

Face à l'adversité tout esprit de clochellerie a disparu

La décrue, ailleurs amorcée, se faisait ici cruellement désirer. L'eau couillait légèrement à monter, même si ce lundi matin on observait une infime diminution du niveau. La Vilaine affichait 3 centimètres de plus dimanche soir que la veille et 16 centimètres supplémentaires depuis jeudi. Depuis jeudi, le niveau de l'Oust s'était élevé de 23 centimètres. La grande marée annoncée imposait que l'on ferme quelques heures par jour le barrage d'Arsal proche, entre Redon et le bord de mer, pour l'empêcher de déborder. Du coup, ce barrage ne pouvait plus déverser ses eaux dans la mer pour entamer

la décrue.

Le pays de Redon a une mémoire des inondations. Les crues de 1988, 1974, 1936 surtout, ont, ici, marqué ce siècle. Aussi, quand le samedi 21 janvier, au début de la tempête, circulèrent les premières mises en garde officielles, la plupart des riverains se dirent qu'ils avaient le temps, que « la crue ne pouvait être que brève, comme par le passé ». Mais ils n'en furent rien.

L'eau monta très vite, s'installa pour durer, et à un niveau jamais atteint depuis cent ans.

Juste à côté, à Saint-Nicolas-de-Redon, au coin de la rue des Tannins, transformée en rivière tumultueuse, le pavillon des Dahiez, apiculteurs, reste occupé. Une piscine apposée sur un des murs en 1936 avait immortalisé le précédent record. Désormais, elle est submergée. Alors Anne Dahiez s'est fabriquée un nouveau repère, qu'elle consulte jour et nuit « pour calmer l'angoisse ». Toute la famille s'est retrouvée « pour se reconforter » au premier étage du pavillon. Comme le jardin, le rez-de-chaussée est envahi par 80 centimètres d'eau.

Le tractopelle de la mairie de Saint-Nicolas fait la jonction entre la demeure des Dahiez, encore ornée des guirlandes du Nouvel An. Pour entrer, il faut compter les marches enroulées afin d'éviter le faux pas. Parpaings, planches, font des passages de fortune, comme dans tant d'autres endroits inondés. A l'étage, le fils et le gendre regardent les informations à la télévision, branchée sur un groupe électrogène au fioul prêt par des amis. La fille et la bru ont pris une barque pour tenter d'aller vendre des pots de miel à Rennes.

La famille Dahiez a su très vite s'organiser. Installée ici depuis dix ans, elle n'avait pas connu de grande inondation. Aussi prit-elle

peur lorsque la tempête éclata dans la nuit du 20 au 21 janvier. Bien lui eut pris. Très vite, elle transféra le magasin du rez-de-chaussée au deuxième étage, puis fit de même avec l'atelier situé en face, de l'autre côté de la rue. Anne envoya les hommes chercher du bois pour sécher les vêtements et se chauffer devant la cheminée.

Depuis, la vie s'est structurée entre la cuisine et la salle à manger. On boit de l'eau en bouteille par précaution. Dans dix-neuf autres communes du pays, dont Rénac, l'eau n'est plus potable. Une station mobile d'épuration se déplace, et les bénévoles de la Protection civile font la distribution. Dès le mardi 24, la lumière est revenue, alimentée par le groupe électrogène, remplaçant la bougie d'abaisse. « On se sent mieux », reconnaît Anne avec un sourire. « Toi-même, l'angoisse nous prenait en pleine nuit. Avec les portes qui claquent, la tempête qui souffle, un chien qui hurle à la mort et le cours de l'eau qui monte, on n'arrivait plus à dormir. »

« On n'y peut rien. Devant l'eau, on est anéanti et sans défense »

La fabrication du miel est complètement arrêtée. Au bout d'une semaine, Anne a senti le besoin de sortir, « mettre le pied sur la terre ferme. Sinon on stresse, on s'angoisse ». Mais elle ajoute, sans illusions : « Pourvu que ça baisse. On en aura bien pour quinze jours. » Il y a eu une légère décrue, « l'espoir », vite oublié dans la remontée qui suivit immédiatement.

Anne et les siens surveillent leurs repères au plus près. « On a appris à tout économiser. En une semaine, je n'ai fait que deux poubelles de déchets. J'ai brûlé tout le reste. » En ce dernier week-end de janvier, Pierre est parti avec le tractopelle emporter la première lessive chez des amis, et nourrir sa trentaine de vaches aux pils noirs en pleine gaude, dans leur ferme des environs. « On n'y peut rien. Devant l'eau, on est anéanti et sans défense », reprend Anne. « Parfois on craque. » Le nettoyage à venir promet d'être également très difficile. « J'évite d'y penser pour ne pas me faire la grosse tête et pleurer. »

Pour leur part, René Bouillot, maire RPR de Saint-Nicolas, conseiller général, et ses conseillers municipaux préparent soigneusement la future décrue. Ils ont guère dormi depuis une semaine. Ils ont aidé cent cinquante personnes à se loger et quatre cents personnes à survivre après l'arrêt des ateliers d'usines. Main dans la main avec Pierre Bourges, maire socialiste de Redon, René Bouillot a dû contourner quelques difficultés administratives. Si le pays de Redon marche comme un seul homme, les autorités des trois départements qui le composent ne sont guère coutumières du fait. La catastrophe naturelle a été déclarée mardi 24 janvier. En Île-et-Vilaine et dans le Morbihan, le plan Orsec a été appliqué, mais il ne l'est toujours pas en Loire-Atlantique.

René Bouillot a également d'autres urgences. Ce week-end, militaires et pompiers, protégés par des masques à gaz, ont dû vider les chambres froides de l'hypermarché Leclerc situé sur sa commune. Quatre-vingts tonnes de viande avariée et des milliers de poissons vont être détruits. Le local lui-même devra être refait.

« Ne vous faites aucune illusion. »

On en a encore au moins pour quinze jours... C'est en ces termes, samedi 28 janvier, en fin de matinée, que Pierre Bourges trace les points sur les l et devant cent cinquante professionnels réunis dans la salle des mariages. Un silence pesant, quelques cris amers accueillent ces propos. Ils sont industriels, artisans ou commerçants, tous du pays de Redon. Ils viennent aux nouvelles. « Dites-nous ce dont vous avez besoin », insiste l' élu. Il faudrait lister les nécessités du jour et celles à venir, quand le nettoyage et la remise en route commenceront.

A la même table siègent le maire de Saint-Nicolas, un assureur-conseil, des représentants de la chambre de commerce et d'industrie, de celle des métiers. Les questions se succèdent. Comment et quand faire ses déclarations de sinistres puisque les locaux restent inondés ? Peut-on bénéficier des aides de l'Etat pour le chômage technique ? Ceux qui ont dû cesser toute activité acceptent avec beaucoup de mal la lenteur du retour à la normale. « Et nous ? », interrogent des commerçants du centre-ville. « Nous restons ouverts. Les clients se font rares. » Pertes de chiffre d'affaires, pertes de salaire. Les élus, les responsables exhortent au micro les uns et les autres : « Il faut prévoir, centraliser pour mieux se défendre. » Au soir du samedi 28, le Théâtre du Canal a maintenu le concert de Romain Didier. Ce chanteur donne son cachet et le théâtre ses recettes en solidarité avec les sinistrés. La tempête souffle toujours. La pluie tombe toujours. Les plus touchés n'ont « pas eu le cœur » de venir retirer les places gratuites qu'on leur offrait. Les autres, plus ou moins affectés, n'ont « pas la tête à s'amuser ». La ville reste déserte.

Danielle Rouard

La petite délinquance s'est très fortement accrue depuis 1950

En près d'un demi-siècle, le nombre des vols et des cambriolages a augmenté de 1300 %. Selon une équipe de chercheurs, cette croissance est la première responsable du sentiment d'insécurité ressenti par les Français

Quatre chercheurs ont minutieusement étudié les séries statistiques fournies par la police et la justice concernant la délinquance depuis 1950. Au-delà des multiples méthodes de comptage et de classement

qui obligent à la prudence, leur étude montre que l'augmentation de la délinquance est principalement liée à la forte croissance des vols et des cambriolages. En une quarantaine d'années, leur nombre a

progressé de 1300 %. Dans la même période, celui des homicides augmentait faiblement. Cette forte hausse des petits délits ne reçoit pas de véritable réponse judiciaire. La police n'a souvent guère de

temps pour des affaires mineures. Le taux d'élucidation des destructions et vols est ainsi de 15 %, contre 74 % pour les homicides. Démunis face à une demande de sécurité de proximité, les gouvernements ont

essentiellement réagi en augmentant fortement les peines concernant les infractions les plus graves. Sans pour autant enrayer le sentiment d'insécurité exprimé par les Français dans les sondages.

L'AUGMENTATION de « la » délinquance n'est pas liée à la croissance des infractions graves telles que les meurtres ou les vols, mais à l'incroyable explosion, depuis le début des années 50, des vols et des cambriolages. Telle est la conclusion de quatre chercheurs, Philippe Robert, Bruno Aubusson de Cavaray, Marie-Lys Pottier et Pierre Tournier, qui ont étudié les séries statistiques fournies depuis près d'un demi-siècle par la police et la justice françaises. Leur recherche offre un tableau plus nuancé que la simple comptabilisation annuelle des crimes et délits que le ministère de l'Intérieur vient de rendre publique pour 1994 (+ 0,81 % par rapport à 1993 et 3 913 194 crimes et délits enregistrés - *Le Monde* des 22 et 23 janvier 1995).

Ces quatre chercheurs reconnaissent que le débat sur les chiffres de la délinquance se réduit souvent à des slogans simplistes. « Les statistiques sont dispersées, d'accès malaisé et difficiles à comprendre, soulignent-ils dans un livre de référence sur « les » mesures « des » délinquances. Du coup, les chiffres volent, mais leur signification reste souvent douteuse. » Dans un premier temps, ils constatent que l'augmentation de la délinquance n'est pas un mythe, puisque, en quarante-deux ans, de 1950 à 1992, le total des « faits constatés » par la police et la gendarmerie est passé de 574 000 à 3 800 000.

Mais ces chercheurs s'entourent de précautions : les méthodes de comptage sont si importantes que la dépenalisation des chèques sans provision suffit à fausser la courbe de la délinquance. « Ces

chiffres ont beaucoup de défauts : ils ne font pas la distinction entre les « tentatives » et les infractions réelles, ils mentionnent les faits enregistrés à la fois par la police et la gendarmerie, et ils ne comprennent ni le contenu de la circulation routière ni celui des impôts, des douanes, de l'inspection du travail ou des services vétérinaires.

Plus que les atteintes aux personnes, ce sont les atteintes aux biens qui expliquent pour l'essentiel l'augmentation de la délinquance. Amorcée dans les années 50, la formidable croissance

voitures couchent sur la voie publique, remarquent les auteurs. Dans les sociétés traditionnelles, la communauté locale exerçait une surveillance efficace sur les allées et venues de chacun. Survenait-il un méfait, la pression communautaire poussait souvent les intéressés à le régler par un arrangement. Tout cela a changé.

Cette forte hausse qui explique sans doute le sentiment d'insécurité des Français ne reçoit pas de véritable réponse judiciaire. Absorbée par le traitement de la grande délinquance, la justice reste paralysée par l'inefficacité des services de police.

LA JUSTICE PARALYSÉE

Alors que le taux d'élucidation des homicides volontaires est de 74 %, il chute à 15 % en moyenne pour les destructions et les vols. En 1992, il était de 22 % pour les vols avec violence, de 13 % pour les cambriolages, de 9,5 % pour les vols de véhicules et de 7 % pour les vols commis dans les véhicules. Depuis une quarantaine d'années, ce taux ne cesse en outre de baisser : de 1950 à 1992, il est passé de 36 % à 15 %.

Concentrée sur d'autres contentieux, la police renonce le plus souvent à se lancer dans des investigations longues et incertaines. « Voici un cas flagrant de divergence entre professionnel et citoyen ordinaire », remarquent les chercheurs. Pour le policier, en effet, « rien de très passionnant dans cette répétition de plaintes pour vols et cambriolages. Investir sérieusement dans leur élucidation coûterait cher en temps et en moyens ». Pour le plaignant, au contraire, « l'événement peut avoir occasionné des dommages matériels et parfois sentimentaux. Il peut avoir salevé des émotions durables ».



Démunis face à cette demande de sécurité de proximité, les gouvernements de ces dernières décennies ont réagi en augmentant considérablement les peines sanctionnant les infractions graves. Le nouveau code pénal a renforcé la longueur des peines, maintenu les périodes de sûreté et créé une peine de réclusion criminelle de trente ans. En restaurant la perpétuité « réelle » pour les assassins et les violeurs d'enfants, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a parachevé cet ouvrage. Dans le même temps, les magistrats se sont montrés de plus en plus sévères. Les prisons, qui comptaient 223 condamnés à perpétuité il y a vingt ans, en comptent aujourd'hui près de 500. Ces initiatives ne répondent cependant pas à l'insécurité de proximité. La surveillance préventive n'est pas aisée. « L'invocation incantatoire de l'État ne représente qu'une tentative assez peu effective pour réintroduire sur le mode marginal ce qui constituait la base même du travail policier d'antan », estiment les auteurs. Déçus par la réponse de l'État, les citoyens se tournent donc de plus en plus vers le marché privé : en dix ans, de 1981 à 1991, les coûts privés de sécurité ont progressé de près de 70 %.

Anne Chemin

* Les Comptes du crime, de Philippe Robert, Bruno Aubusson de Cavaray, Marie-Lys Pottier et Pierre Tournier, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 330 pages. Les auteurs travaillent au Centre de recherches sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), 4, rue de Mondovi, 75002 Paris. Tél. : 44-77-60-61.



**Faire le tour de France des concours, c'est sportif...
Présenter l'ISC Paris, c'est sérieux.**

2289 candidats* ont présenté le concours en 1994 !

ISC - 22, Boulevard du Fort de Vaux - 75017 Paris - Tél : (1) 40.53.99.99.

* Issus de classes préparatoires aux Grandes Ecoles de Commerce - Concours 1994 - Géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP)

Si nous comptons aujourd'hui parmi les **Grandes Ecoles de Commerce** parisiennes auprès des décideurs, ce n'est pas un hasard. Avec **18 entreprises partenaires**, fédérées au sein d'un comité de perfectionnement pédagogique qui s'implique dans la formation et dans nos **9 options de 3e année**, nous sommes volontairement tournés vers l'avenir. A côté d'un **curriculum pédagogique de pointe**, nous avons développé une **politique de stages opérationnels** dont 50 % débouchent sur un emploi. **26 associations** résolument **professionnelles** par leur fonctionnement et leurs objectifs de résultats permettent aux étudiants de se confronter aux réalités du terrain. S'insérer dans les entreprises au niveau mondial, c'est aussi vivre quotidiennement une **ouverture internationale** : en plus d'une pratique intensive des langues étrangères, nous avons passé **22 accords d'échange** et de **partenariat en Europe et aux U.S.A.** Avec tout cela, rien de surprenant à ce que le salaire d'embauche d'un jeune diplômé de l'ISC soit de **170-180 KF** par an (source : l'Expansion "Avril 1994"). Alors toujours convaincu de la nécessité d'un tour de France des Ecoles ?



INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE
Diplôme visé par l'Etat

La rue du Dragon a vécu deux journées sous haute surveillance policière

L'inauguration par l'association Droit au logement d'un lieu contre l'exclusion n'a pu avoir lieu

L'inauguration de l'espace socioculturel créé 52, rue de Rennes (Paris 6^e) par l'association Droit au logement (DAL),

n'a pu avoir lieu, samedi 28 janvier. La préfecture de police de Paris avait interdit, « pour des raisons de sécurité », l'accès du bâtiment (Le Monde

daté 29-30 janvier). Les responsables des associations ont cependant organisé à l'extérieur une fête, placée sous haute surveillance policière.

ON A COMPTÉ par dizaines les véhicules des forces de l'ordre, qui ont notamment bloqué, samedi 28 et dimanche 29 janvier, la rue du Dragon, la police ne laissant passer que les riverains (dont les occupants de l'immeuble situé au numéro 7) et obligeant les commerçants à fermer leurs portes. Cette présence de plusieurs centaines de CRS - dont certains armés de fusils lance-grenades - a paru totalement disproportionnée, dimanche, face à une petite assistance (environ cinq cents personnes) de militants pacifiques. Même et surtout s'il était tenu compte des quelques incidents de la veille.

En effet, samedi eo début d'après-midi, un millier de personnes se présentaient pour l'inauguration de l'espace Droits devant 1, au premier rang desquelles les quatre coprésidents de la nouvelle association, les professeurs Albert Jacquard et Léon Schwarzenberg, Mgr Jacques Gaillot et le chanteur Jacques Higelin. L'entrée du 52, rue de Rennes restant murée en raison de la décision préfectorale et la foule commençant à empiéter sur la chaussée, des cordons de CRS repoussèrent les participants sur les trottoirs. S'ensuivit des bousculades, et des policiers, « pris de panique », selon les organisateurs, distribuèrent alors des coups de matraque.

La préfecture de police indiquait, en fin d'après-midi, que neuf membres des forces de l'ordre avaient été blessés, dont deux hospitalisés. Cette « réalité » d'appareils télévisés ni sur les bandes vidéo tournées par les cinéastes présents, DAL, qui ne comptait ni blessé ni interpellation dans ses rangs, demandait des explications. Dimanche matin, un commissaire



de police, mentionnant ces incidents, ne faisait plus état que de quatre CRS blessés. Léon Schwarzenberg exigeait alors, en sa qualité de médecin, de leur rendre visite. La réponse officielle lui parvenait enfin : au bout du compte, tout le monde était rentré chez soi, guéri.

Evoquant ces heurts, finalement sans gravité, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, déclarait, dimanche 2 : « Il y a ceux qui sont réellement intéressés par l'action d'entraide en faveur des exclus et puis une exploitation politique qui était visible. Il y en a qui étaient venus pour faire un peu d'agitation, voire en découdre avec la police. » Mal renseigné, le ministre d'Etat ? D'une part, le service d'ordre des associations a veillé à ce qu'aucun perturbateur ne se glisse dans la

manifestation et, d'autre part, si on a remarqué la présence de Jack Ralite (PCF), Bertrand Delanoë (PS) ou Dominique Voynet (Verts), aucun représentant politique ne s'est exprimé publiquement. Ni prise de parole ni badge. Les dirigeants de Droits devant 1 et de DAL tiennent à être « très clairs » sur ce point : il en sera toujours ainsi au sein du futur espace socioculturel.

Certes, s'agissant de pauvreté, d'exclusion et de revendication de droits multiples - « à la santé, au logement, à l'emploi, à la citoyenneté, aux savoirs, à la justice, aux loisirs, à la création, à la fonction sociale et à la liberté de circuler » -, l'université populaire prévue rue de Rennes ne véhiculera certainement pas une idéologie conservatrice. Mais des courants de pensée très divers devraient la traverser, et, déjà, plus de deux cents intel-

lectuels et créateurs - philosophes, sociologues, architectes, écrivains, cinéastes, hommes de théâtre, graphistes, linguistes, bibliothécaires, etc. - se passionnent pour ce projet, qui a bien pris corps en quelques semaines. Est-ce, comme le pense un universitaire, « cette transversalité entre les mondes de la pensée, de la création et de la solidarité » qui « inquiète le Pouvoir, avec un P majuscule » ?

Le premier ministre, Edouard Balladur, a répété ce week-end qu'« une réforme réussie ne se fait pas contre le peuple mais avec son consentement ». Or, tout se passe dans l'« affaire » de l'espace Droits devant 1 comme si le pouvoir cherchait à étouffer dans l'ouf cette initiative populaire contre l'exclusion, phénomène qu'il assure vouloir combattre par ailleurs.

Dans un premier temps, l'autorité préfectorale a invoqué des « raisons de sécurité » : c'était assurément justifié au milieu de la semaine dernière, lors du passage de la commission ad hoc. Les responsables du bâtiment de Saint-Germain-des-Près ont procédé, assurément-ils, aux révisions nécessaires et ils devaient réclamer, au début de cette semaine, une nouvelle visite officielle des lieux pour procéder à l'inauguration le week-end prochain. Dans un deuxième temps, s'agit-il, comme le craignent des militants, de « faire pression » sur tout un quartier et particulièrement sur ses commerçants pour tenter de rendre cette université populaire « indésirable » par « des troubles de jouissance » ? Toujours est-il que les forces de l'ordre continuaient, lundi matin 30 janvier, d'occuper le terrain.

Michel Castaing

Les chefs d'établissement du second degré obtiennent d'importantes mesures de revalorisation

Après des semaines de grève administrative, ministère et syndicats ont abouti à un accord

LA GRÈVE ADMINISTRATIVE entamée début décembre 1994 par les chefs d'établissement du second degré, et qui commençait à gêner la préparation de la rentrée 1995-1996, devrait cesser dans les prochains jours.

Après plusieurs semaines de négociations avec les représentants syndicaux, notamment le Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN-EEN), qui regroupe les trois quarts des 13 000 chefs d'établissement, le ministère de l'Éducation nationale a arrêté, dimanche 29 janvier, un important train de mesures, notamment financières, dont la mise en œuvre s'étalera sur quatre ans. Accélération des carrières, promotions internes et relèvement des indemni-

tés : le montant total de la revalorisation devrait s'élever, au terme du délai de mise en œuvre, à 235 millions de francs par an. Soit une augmentation moyenne d'environ 18 000 francs par an et par personne.

Le SNPDEN avait insisté sur la faible attractivité de la profession, notamment pour les certifiés et les agrégés. Lors de la dernière rentrée, 652 postes (essentiellement des postes d'adjoint) étaient restés vacants. D'où leur revendication : que l'entrée dans la nouvelle fonction soit marquée par une augmentation d'échelon, donc de salaire, ce qui n'est pas le cas actuellement. Ce devrait être chose faite à partir du 1^{er} septembre. Un chef d'établissement certifié débutant verra ainsi sa

fiche de paie majorée d'environ 2 000 francs mensuels.

En cours de carrière, la proportion accédant, par promotion interne, au grade d'agrégé (et au salaire correspondant) passera de 30 % actuellement à 40 %, la totalité du corps devant y accéder avant le départ à la retraite. Enfin, le montant des diverses indemnités liées à la fonction est relevé.

SÉCURITÉ ET RESPONSABILITÉ

Outre cet important volet financier, le relevé de conclusion aborde le dossier de la responsabilité en matière de locaux et d'installations scolaires. Après la condamnation récente de deux proviseurs, à Saint-Denis et à Grenoble (Le Monde des 27 et 28 novembre 1994), jugés responsables

de deux accidents, le SNPDEN réclamait que soient renforcés leurs moyens de contrôle. Une commission spécialisée, habilitée à décider de l'urgence des travaux à entreprendre, sera mise en place entre les régions et les départements (propriétaires et gestionnaires des locaux), les préfets et l'éducation nationale.

Les compétences des commissions départementales de sécurité, actuellement limitées aux risques d'incendie, seront élargies à « l'ensemble des risques affectant les locaux, installations et matériels ». Enfin, un « livre de bord de la sécurité » sera établi dans chaque établissement.

Les chefs d'établissement ont également demandé que soient clarifiées les règles relatives à la surveillance des élèves, pendant et hors le temps scolaire. Le ministre s'est engagé à réviser et à reformuler dans un texte unique l'ensemble des dispositions actuellement éparpillées et souvent dépassées relatives à la vie scolaire.

Les périodes électorales sont propices à l'examen de la situation des « patrons » des collèges et des lycées puisque déjà, en janvier 1993, deux mois avant les élections législatives de mars 1993, un « protocole d'accord » avait été signé entre les organisations syndicales et Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale. Plusieurs mesures financières que l'actuel protocole relève de plusieurs crans étaient alors entrées dans les faits. En revanche, les problèmes de responsabilité avaient été évoqués sans qu'aucune décision réelle ne s'ensuive. François Bayrou a cette fois pris une légère longueur d'avance puisqu'il lui reste quatre mois pour procéder au toilettage des textes et pour mettre en place les structures nouvelles prévues par le nouveau protocole.

Christine Garin

Paris va intervenir en faveur des beurs condamnés au Maroc

PLUSIEURS MINISTRES FRANÇAIS ont indiqué que Paris allait intervenir auprès des autorités marocaines après la condamnation à mort par la cour d'appel de Fès, samedi 28 janvier, de trois beurs de la région parisienne ayant participé à la campagne d'attentats organisée en août 1994 au Maroc (Le Monde daté 29-30 janvier). « Je souhaite que le roi Hassan II ne procède pas à l'exécution malgré la gravité des faits qui sont reprochés », a déclaré le ministre de la défense, François Léotard, au cours de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1.

« Après le verdict de Fès, des voies de recours sont ouvertes », a estimé le Quai d'Orsay, ajoutant que « les autorités françaises continueront à suivre de près le déroulement de la procédure ». Enfin, le ministre de l'Intérieur a indiqué à « L'heure de vérité » sur France 2 qu'« il est bien évident que le gouvernement interviendra ». Sans faire « aucun commentaire sur la nature du verdict » et en précisant que « la justice est souveraine au Maroc comme ici », M. Pasqua a regretté « qu'on n'ait pas pu arrêter les instigateurs » de la campagne d'attentats.

Catastrophe de Barbotan : le parquet de Toulouse se pourvoit en cassation

LE « PARCOURS DU COMBATTANT » judiciaire engagé par les familles des vingt-et-une victimes de la catastrophe de Barbotan-les-Thermes (Gers), au lendemain du drame du 27 juin 1991, s'est enrichi d'une péripétie supplémentaire qui pourrait repousser la date du procès. Après le renvoi devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse (Le Monde du 19 janvier), le parquet général vient de former un pourvoi devant la Cour de cassation pour contester la compétence du tribunal d'Auch. Le procès, attendu pour l'automne 1995, pourrait ne pas avoir lieu avant le printemps 1996. D'autant plus que l'on évoque la possibilité d'autres recours en cassation, sur le fond. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **CORRUPTION** : le préfet de l'Aisne souhaite que l'inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGAS) puisse examiner les conditions d'attribution des marchés passés par le Centre hospitalier universitaire de Grenoble depuis le début de 1994. Une demande allant dans ce sens a été adressée, vendredi 27 janvier, au ministère de la santé. Cette démarche fait suite à l'incrimination du directeur des services techniques du CHU, Claude Moreau, mis en examen pour « corruption passive, recel d'abus de biens sociaux et participation frauduleuse à une entente anticoncurrentielle ». C'est en examinant la comptabilité de la Société dauphinoise de Travaux (SDE), impliquée dans l'affaire Névache, que les enquêteurs ont été amenés à s'intéresser à des travaux réalisés par cette entreprise au CHU de Grenoble.

■ **INRA** : deux organisations syndicales, la Fédération nationale agroalimentaire et forestière (CGT) et CGT-INRA s'élèvent depuis quelques semaines contre « l'insupportable insuffisance du budget » de leur organisme. Dénonçant « le désengagement régulier et croissant de l'Etat dans ce secteur essentiel à la vie, à l'économie et à l'indépendance de notre pays », ils estiment qu'« on veut soumettre l'INRA aux orientations de Bruxelles et de Maastricht ». Le budget de l'institut (3 086 millions de francs), voté en décembre, est en progression de 2,5 % par rapport au budget primitif de 1994 (3 010 millions de francs). La direction reconnaît toutefois que l'INRA, « comme tous les établissements publics, est amené à prendre part à l'effort demandé aux administrations pour maîtriser leurs dépenses budgétaires ».

■ **GRUE** : les cours doivent reprendre mardi 31 janvier, à Toul (Meurthe-et-Moselle), dans le groupe scolaire privé Jean-Baptiste Vatelot, dont six élèves ont été tués, jeudi après-midi, par la chute d'une grue (Le Monde du 28 janvier). Pour des raisons de sécurité, certains cours seront dispensés dans une salle de cinéma de la ville.

■ **CORSE** : un attentat à l'explosif a été perpétré contre une agence de voyage, à Ajaccio, dans la nuit de dimanche à lundi 30 janvier, provoquant des dégâts limités. Selon les premières constatations, la charge, de faible puissance, avait été déposée devant la façade de l'agence Kallistour, située dans le centre ville. La déflagration a notamment fait voler la vitrine en éclats. L'attentat n'a pas été revendiqué.

■ **FAITS DIVERS** : deux fuyards poursuivis par la police ont été tués dans l'accident de leur voiture, lundi 30 janvier, à Paris, vers quatre heures. La poursuite avait duré environ une heure. Le troisième passager de la voiture en fuite a été grièvement blessé. Selon la police, une Renault 5 signalée volée a d'abord été prise en chasse dans le dix-septième arrondissement de Paris. Un appel général a alors été lancé. Poursuivie par plusieurs véhicules de police, la RS s'est engagée sur le boulevard des Maréchaux avant de faire un plongeon spectaculaire sur la voie d'accès au tunnel de la Porte Chamont à la Porte de la Villette située en contre-bas.

Toulon : prison avec sursis pour Roland Courbis

L'ANCIEN ENTRAÎNEUR du Sporting-Club de Toulon et du Var, Roland Courbis, a été condamné à trois ans de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende par la sixième chambre du tribunal correctionnel de Marseille, lundi 30 janvier. Poursuivi pour des irrégularités financières commises entre 1986 et 1988 et portant sur quelque 13 millions de francs, Roland Courbis avait été jugé en décembre 1994 (Le Monde du 14 décembre 1994). Actuellement entraîneur du Toulouse Football Club, Roland Courbis a estimé cette condamnation « tout à fait logique ». « Le sursis, a-t-il ajouté, démontre que le tribunal a été conscient de ce que ces irrégularités ont été commises au bénéfice unique du Sporting Club à une époque où c'était le système D ». Au début de l'affaire, en 1990, Roland Courbis avait été provisoirement incarcéré durant cent jours. Le tribunal a également condamné Eric Gofran, directeur administratif du club, et AlainASSE, son président, à deux ans de prison avec sursis et à une peine d'amende. (Corresp.)

“Papa, comment on fait pour devenir Président ?”

Vraies questions et idées fausses, les magazines Okapi et Astrapi répondent à toutes les interrogations des 7-15 ans sur les élections présidentielles.

En vente dès le 27 janvier chez votre marchand de journaux.

ASTRAPI 7-11 ans

OKAPI 10-15 ans

LES MUTATIONS DE LA FAMILLE

FEVRIER 1995

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DISPARITIONS

James Grant

Le héraut des enfants du monde

JAMES GRANT, directeur général de l'UNICEF, est décédé d'un cancer le samedi 28 janvier à New York. Il était âgé de soixante-deux ans. Son nom est indissolublement lié à celui de l'UNICEF. Sa vision du monde et son travail infatigable en faveur des enfants du monde ont fait de l'UNICEF l'agence la plus active et la plus respectée des Nations unies. Son décès marque la fin d'une ère pour l'organisation internationale.

James Grant avait annoncé sa démission le 26 janvier (Le Monde du 28 janvier).

Nommé à la tête de l'UNICEF en 1980, l'Américain James R. Grant a aussitôt lancé une révolution en faveur de la survie des enfants. Annonçant « avec une grande douleur et tristesse personnelle » la mort de James Grant, le secrétaire général de l'ONU M. Boutros Boutros Ghali décrit sa vie ainsi : « Très peu d'hommes ou de femmes ont fait autant de bien dans le monde que James Grant, et encore moins nombreux sont ceux qui ont su saisir cette opportunité avec un engagement aussi entier et consciencieux. »

En 1994, James Grant a reçu la médaille de la liberté - la plus haute

distinction décernée par le président des États-Unis - pour « la compassion et le courage dont il a fait preuve lors de sa croisade en faveur des enfants de la planète et pour ses efforts inépuisables visant à soulager la souffrance dans le monde ». Luttant, littéralement, jusqu'au dernier jour de sa vie pour les enfants du monde, James Grant a écrit, le 27 janvier, une lettre au président Clinton le remerciant d'avoir évoqué les enfants et leur sort dans son discours sur l'état de l'Union et plaidant, une dernière fois, pour la ratification par les États-Unis de la convention sur les droits des enfants.

Se concentrant sur les techniques simples et peu coûteuses, James Grant a réussi à vaincre la plupart des menaces sérieuses qui pèsent sur la vie des enfants. La couverture vaccinale dans le monde en développement est passée de 20 % en 1980 à 80 % aujourd'hui, évitant la mort de plus de trois millions d'enfants par an. Le nombre d'enfants victimes de la polio est chuté d'un demi-million à moins de cent mille par an. Dans un entretien téléphonique, le professeur Jonas Salk, découvreur du vaccin contre la po-

lio, évoque ainsi James Grant : « Il nous manquera énormément pour la vision et l'enthousiasme avec lesquels il a inspiré le monde. Le succès de l'immunisation globale des enfants aura été dû à ce grand homme. »

Homme de terrain, James Grant était souvent parmi les premiers à affronter les situations d'urgence, recrutant, d'ailleurs, la plupart de ses personnels parmi les organisations non gouvernementales, avec lesquelles il travaillait de très près. Avec son autorité morale et ses méthodes innovatrices, il a réussi à donner une audience à l'UNICEF, mobilisant des personnalités célèbres telles que Audrey Hepburn ou Liv Ullmann comme porte-parole de son agence et attirant ainsi de nombreux dons privés.

li, évoque ainsi James Grant : « Il nous manquera énormément pour la vision et l'enthousiasme avec lesquels il a inspiré le monde. Le succès de l'immunisation globale des enfants aura été dû à ce grand homme. »

Homme de terrain, James Grant était souvent parmi les premiers à affronter les situations d'urgence, recrutant, d'ailleurs, la plupart de ses personnels parmi les organisations non gouvernementales, avec lesquelles il travaillait de très près. Avec son autorité morale et ses méthodes innovatrices, il a réussi à donner une audience à l'UNICEF, mobilisant des personnalités célèbres telles que Audrey Hepburn ou Liv Ullmann comme porte-parole de son agence et attirant ainsi de nombreux dons privés.

NOMINATION

Consistoire central israélite de France

JEAN KAHN a été élu, dimanche 29 janvier, président du Consistoire central israélite de France.

Il cumulera jusqu'en mai ses fonctions à la tête du CRIF. Jean Kahn a été facilement élu. Dès le premier tour, il a obtenu la majorité requise : 109 voix sur 175 suffrages exprimés, au sein d'un collège de 213 présidents régionaux de consistoires, de communautés et de rabbins. Il a largement devancé Jacob Naouri (41 voix) et Armand Amsellen (22 voix).

Cette élection marque la fin d'une période de crise au sein de l'instance nationale chargée de l'exercice du culte juif en France, qui s'était traduite, le 28 juin 1994, par la démission de Jean-Pierre Bansard, homme d'affaires, devenu président du Consistoire central en 1992. Celui-ci était devenu la cible d'une grande partie de l'establishment laïc et religieux juif, qui avait mis en cause ses dépenses jugées somptueuses, le manque de transparence de sa gestion et même l'existence d'une trésorerie parallèle.

pectabilité » à cette institution, entretenir des rapports « plus étroits et harmonieux » avec les autres instances de la communauté, notamment le Fonds social juif et le grand rabbinat de France. En décembre, M. Sitruk, grand rabbin de France, avait cru bon démentir l'information selon laquelle M. Kahn avait obtenu son soutien.

RÉGULARISATION NÉCESSAIRE

L'un des objectifs poursuivis par M. Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), était la réintégration, dans cet organisme fédératif, du Consistoire central. A la tête des deux instances, M. Kahn est bien placé pour procéder à la régularisation nécessaire.

A ceux qui s'étonnent d'un tel cumul, M. Kahn rappelle qu'il doit quitter le 21 mai la présidence du CRIF - après deux mandats de trois ans - et qu'Alain de Rothschild avait également été, à la fin, président du CRIF et du Consistoire central. Enfin, créateur du CRIF en 1943, Léon Meiss n'était autre que le président du Consistoire central de l'époque.

AGENDA OFFICIEL

PREMIER MINISTRE
- Mercredi 1^{er} février :
- 10 heures : conseil des ministres.
- 12 heures : le premier ministre préside une réunion de ministres consacrée à la présidence française de l'Union européenne.
- 18 heures : le premier ministre reçoit Hubert Fihaut, nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.
- 18 h 30 : le premier ministre procède à une remise de décorations à la mairie du XV^e arrondissement de Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 28 janvier sont publiés :
● **Hôpitaux** : un décret fixant le taux de la contribution due au fonds pour l'emploi hospitalier par certains établissements. Ce taux est de 0,45 % des traitements et rémunérations soumis aux retenues pour retraites et pensions.
● **Agriculture** : un décret adaptant certaines dispositions du code rural relatives aux procédures d'aménagement foncier, en application des lois de janvier 1992 et de janvier 1993.

FÉLIX DE BOECK, peintre belge, est décédé dans son village natal de Drogenbos, il était âgé de 97 ans. Né en 1898, étudiant à Bruxelles, puis aux Pays-Bas, il épousa en 1919 la cause de l'abstraction, étant alors proche de Mondrian.

Par la suite, s'éloignant peu à peu de la géométrie, il revint à un art plus figuratif, exécutant de nombreux portraits et des paysages urbains. Fort estimé en Belgique, il avait donné à sa ville natale, en juin 1994, plus de six cents tableaux qui devaient être réunis en un musée à son nom.

WILLIAM HORTON, chanteur du groupe vocal américain The Silhouettes, est mort, vendredi 27 janvier, d'une crise cardiaque à son domicile de Philadelphie. Il était âgé de soixante-cinq ans. Né à Hickory, en Caroline du Nord, William Horton avait participé à plusieurs formations de gospel avant de former, au milieu des années 50, The Silhouettes, une formation de rhythm'n'blues, qui a connu le succès, en 1958, avec la chanson *Get a Job*. The Silhouettes s'étaient séparés au milieu des années 60 et William Horton, continuant de se produire régulièrement dans différents clubs,

FIN DE « LA LUTTE DES CLANS »

Une offensive menée par les présidents des puissantes communautés locales de Marseille, Lyon, Nice, Grenoble, Lille - dont la plupart ont voté le 29 janvier pour M. Kahn - avait contraint M. Bansard à démissionner. Au cours de réunions très orageuses, celui-ci a récemment tenté de faire échec à la candidature de M. Kahn, mais sans succès, comme le prouve le faible résultat obtenu par M. Amsellen, associé à la précédente gestion.

Nouveau président, M. Kahn souhaite mettre fin à « la lutte des clans » dont le Consistoire central a donné le spectacle depuis deux ans, redonner une image de « res-

Henri Tincq

[Né le 17 mai 1929 à Strasbourg, d'une vieille famille alsacienne, Jean Kahn est docteur en droit. Il est devenu président de la communauté juive de Strasbourg en 1972, président du CRIF en 1989 et du Consistoire du Bas-Rhin en 1990. Président du Congrès juif européen, il a participé aux récentes commémorations à Auschwitz du cinquantième anniversaire de la libération des camps.

Depuis un an, il est également président du comité européen chargé de la lutte contre le racisme et la xénophobie, mis en place après le conseil européen de Corfou et qui siège à Bruxelles.]

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance
- Maman en Normandie, Paris en Provence, souhaitent un bon anniversaire à Fabien pour ses dix-huit ans et sont heureux de l'honorer du titre de Citoyen.

- Lisieux, La Valette, 31 janvier 1977-1995.

- Patrice Covo, 18 ans, élève de la classe de philosophie, ont le double inénarrable d'annoncer le décès de M^{me} Beate Angela COVO, survenue le 27 janvier 1995, après une longue et pénible maladie.

« Dieu a donné, Dieu a repris ».

Ses obsèques et l'inhumation auront lieu le mercredi 1^{er} février, à 15 heures, au cimetière parisien de Pantin.

10, rue Léon-Flopié, 75020 Paris.

- M^{me} Jean Labey, née Lise Piel, 79 ans, M^{me} Thierry Labey, M^{me} Daniel Dewavrin, M^{me} Nathalie Labey, M^{me} et M^{me} Jean-Stéphane Irion, ses petits-enfants, M^{me} et M^{me} Patrick Martin, et leurs enfants, Les familles Labey, Le Bas, Guy Fieux, Kéroux, Chauvire, Remy et Olivier, ont la tristesse de faire part du décès de M. Jean LABEY, président d'honneur du Syndicat national de la robinetterie, croix de guerre 1939-1945, survenue le 26 janvier 1995, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16.

26, rue Marbeuf, 75008 Paris.

- Jean Frère, son père, M^{me} et M^{me} Sophie Frère, ses enfants, Jeanine, Jean et Frédéric Vernier, ses sœurs, frère et sœur, Marie-Jeanne Chauveau et ses enfants, Camille Frère et ses enfants, Elisabeth et André Frères, Emilie Vincent et ses enfants, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Jean-Robert FRÈRE, survenue le 25 janvier 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} février, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-en-Laye, 1, rue des Loges.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue du Maréchal-Joffre, 78110 Le Vésinet, 540, rue de la Gare, 78330 Orgeval.

- Le 29 janvier 1993, Jacques MONDIER quittait sa famille et ses amis.

Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

« And life is eternal and love is immortal, and death is only an horizon, and an horizon is nothing save the limit of our sight ».

Souvenirs

- Il y a cinquante ans, à la forteresse de Soubourg (Prusse-Orientale), dans la nuit du 30 au 31 janvier 1945, Jacques LACASCADE, résistant, membre du réseau OCM, était assassiné par les nazis en même temps que huit cent dix-huit de ses camarades déportés.

Nous, ses enfants et petits-enfants, pensons encore et toujours très fort à lui.

« Or, du fond de la nuit, nous témoignons encore ».

Robert Desnos, 1942.

Communications diverses

- Renseignements mardi 31 janvier 1995, 19 h 30, au Centre universitaire Edmond-Piel, 8 bis, rue de l'Épée, Paris-6, métro Odéon.

Itinéraire de Dreyfus à Vichy : un passé incassable ?

Avec Paul Webster, journaliste au *Guardian*, auteur de *L'affaire Pétain*, éditions du Félin ; Pascal Froment, auteur de *René Bouquien*, éditions Stock ; Georges Bensoussan, historien, auteur de *L'idéologie du rejet*, éditions Marenne. Le débat sera animé par Bernard Friede.

Décès

- Roland AKOUN, avocat honoraire au barreau de l'Essonne (ancien avoué), oot la tristesse de faire part de son décès, survenue le 23 janvier 1995.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre, section B, de la Cour d'Appel de Paris, en date du VENDREDI 12 MARS 1995.

LEUNG Frédéric, né le 15 juin 1959 à HONGKONG (Chine), tueur de fonds, de nationalité française, demeurant 31, Sentier Sous-Chateaudun 94130 NOGENT-sur-MARNE, a été condamné à QUINZE MOIS d'EMPRISONNEMENT AVEC SURES ET À VINGT MILLE (20 000) francs d'amende pour, en qualité de dirigeant de fait de la SARL PAO PAO, - fraude fiscale (soustraction frauduleuse à l'établissement et au paiement de la taxe à la valeur ajoutée pour la période du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1986 par dissimulation des sommes sujettes à cet impôt pour les années 1985 et 1986), - fraude fiscale (soustraction frauduleuse à l'établissement et au paiement de l'impôt sur les sociétés dû pour les exercices 1984, 1985 et 1986 par omission volontaire de faire une déclaration dans les délais prescrits pour l'impôt sur les sociétés relatif à 1986 et par dissimulation des sommes sujettes à l'impôt sur les sociétés dû au titre des années 1984, 1985 et 1986), - et d'omission de passer d'écritures, faits commis à PARIS, courant 1985, 1986 et 1987.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :
1) la publication de cet arrêt, par extraits, au *Journal officiel de la République Française*, ainsi que dans les journaux, *le Figaro* et *le Monde*.
2) l'affichage de cet arrêt, également par extraits, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de NOGENT-sur-MARNE 94130.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER.

Anniversaires

- Il y a cinquante ans, le 31 janvier 1945, Robert BALTENBERGER, un des cent trente mille Alsaciens mosellans incorporés de force dans l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, est décédé à l'âge de vingt ans au camp de prisonniers soviétique de Tarnob (Russie).

« Ses enfants et ses petits-enfants, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence ».

Anniversaires

- Il y a cinquante ans, le 31 janvier 1945, Robert BALTENBERGER, un des cent trente mille Alsaciens mosellans incorporés de force dans l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, est décédé à l'âge de vingt ans au camp de prisonniers soviétique de Tarnob (Russie).

« Ses enfants et ses petits-enfants, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence ».

Anniversaires

- Il y a cinquante ans, le 31 janvier 1945, Robert BALTENBERGER, un des cent trente mille Alsaciens mosellans incorporés de force dans l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, est décédé à l'âge de vingt ans au camp de prisonniers soviétique de Tarnob (Russie).

« Ses enfants et ses petits-enfants, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence ».

Anniversaires

- Il y a cinquante ans, le 31 janvier 1945, Robert BALTENBERGER, un des cent trente mille Alsaciens mosellans incorporés de force dans l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, est décédé à l'âge de vingt ans au camp de prisonniers soviétique de Tarnob (Russie).

« Ses enfants et ses petits-enfants, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence ».

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO SPÉCIAL CLASSES PRÉPAS

Le point complet sur la réforme des classes prépas en vigueur dès la rentrée prochaine.

Dans ce numéro :

- Les modalités d'inscription et le classement des lycées selon leur niveau de recrutement réalisé par « le Monde de l'éducation ».

FÉVRIER 1995 - 25 F

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les Asiatiques investissent en Grande-Bretagne.

Demain dans les pages "Entreprises"

Le Monde

MOINS CHER PLUS RAPIDE GESTION DE PORTEFEUILLE GRAPHES INTRADAY

3614 0,57 % / Min. 3615 0,59 % / Min.

TELESTORE

LES MUTATIONS DE LA FAMILLE

12

Paris va intervenir en faveur des beurs condamnés au Mali

Catastrophe de Barbotan : le pays de Toulouse se pourvoit en cassation

Toulon prison avec sursis pour K... et ses amis

LES MUTATIONS DE LA FAMILLE

Le réveil des juifs de Hongrie

Cinquante ans après le génocide, la plus forte communauté d'Europe centrale réapprend à exister. Après avoir joué la carte de l'assimilation durant la période communiste.



la Shoah, c'est difficile d'avoir la foi. D'autant plus que les gardiens de la tradition, les juifs orthodoxes, ont quasiment tous été exterminés pendant la guerre. « Bien des survivants sont ensuite partis au lendemain de l'écrasement de la révolution de 1956 et après le conflit israélo-arabe de 1967 », souligne Agnes Fenyo, de la prestigieuse revue juive *Mifal Hapo* (Passé et avenir). Aujourd'hui, il ne reste que quelques centaines d'orthodoxes à Budapest. D'ailleurs, les magasins casher de la capitale, dont une boulangerie, ouverte seulement trois fois par semaine, se comptent sur les doigts de la main.

Déjà menacés dans les années 30, de nombreux juifs hongrois, définitivement traumatisés par la seconde guerre, ont volontairement joué la carte de l'assimilation. Ensuite, le communisme, avec son cortège d'intimidation religieuse et de vérités sélectives, a brouillé encore davantage les repères des juifs magyars. « Pendant quarante ans, les manuels scolaires ont fait l'impasse sur le caractère antisémite de la Shoah », raconte la sociologue Ildiko Szabo. Il n'était question que de victimes du fascisme.

RÉVÉLATEUR de cette nouvelle quête d'identité, un vif débat a divisé la communauté pendant les premières années du changement de régime pour savoir si les juifs devaient être inclus, ou pas, sur la liste des minorités nationales du pays, élaborée par le gouvernement. La proposition a finalement été rejetée. Mais cette lente réémergence d'une conscience juive fait dire à Agnes Fenyo que la première tâche des juifs hongrois est de se redécouvrir, comme l'ensemble de la société hongroise. Car, en dehors des cercles de l'intelligentsia, la réalité de la Shoah magyare demeure mal connue. Un sondage réalisé par la sociologue Ildiko Szabo, en octobre 1994, auprès de futurs instituteurs, révèle que 51 % des sondés ignorent combien de juifs ont été tués pendant la guerre, et ce en pleine année des commémorations du cinquante-naire.

Les premières années de la transition démocratique n'ont pas forcément clarifié le débat. Au tabou de l'ère communiste a succédé une mythification de l'époque horthyste, entretenue par certains dirigeants conservateurs. Ils ont cherché à dédouaner la Hongrie de toute responsabilité dans les déportations, exclusivement attribuées à l'occupant allemand, et ont placé sur un pied d'égalité le sort des juifs du pays et celui des quelque deux cent mille soldats hongrois morts sur le front russe alors qu'ils combattait aux côtés de l'armée hitlérienne. Ces amalgames, ainsi que la violente offensive xénophobe et antisémite déclenchée en 1992 par le courant minoritaire d'extrême droite du Forum démocratique, le principal parti de la coalition conservatrice alors au pouvoir, ont réveillé les peurs et incité les juifs hongrois à un surcroît de prudence.

Mais, depuis la marginalisation totale des extrémistes conduits par le démagogue Istvan Garai, dont le parti n'a pas franchi la barre des 2 % aux dernières élections législatives, et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle coalition social-libérale, les tensions se sont nettement apaisées. De l'aveu même de Gusztav Zoltai, le dirigeant de la principale association juive du pays, « les polémiques antisémites ont quasiment disparu du débat public ». Aujourd'hui, le débat avec le pouvoir est plus « technique » et porte essentiellement sur les modalités de compensation et de restitution des anciens biens juifs confisqués. Vera Nagy, comme tous les survivants du ghetto, a reçu des bons d'indemnisation d'une valeur de 88 000 forints (4 500 francs). « C'est forcément symbolique », dit-elle. « Mon enfance volée n'a pas de prix ». D'ailleurs, elle ne sait pas quoi faire de ses bons. « Je vais peut-être les encadrer et les offrir à mes petits-enfants pour qu'ils n'oublient jamais que leur grand-mère a failli mourir dans le ghetto de Budapest. »

Yves-Michel Riols

COMME il y a cinquante ans, un vent glacial soufflait, le 18 janvier 1995, dans la cour enlignée de la principale synagogue de Budapest. Un demi-siècle plus tôt, jour pour jour, l'armée soviétique avait enfoncé les murs du ghetto de Budapest où crouillaient près de 80 000 juifs hongrois. Aujourd'hui, seul un discret muret de briques rouges, surmonté de barbelés, témoigne, dans l'entrée de la plus grande synagogue d'Europe, du calvaire des victimes du dernier ghetto créé par les nazis. A deux pas de là, derrière le cimetière, un imposant saule pleureur argenté se dresse à la mémoire des 600 000 juifs magyars déportés dans les derniers mois de la deuxième guerre mondiale.

Cinquante ans plus tard, la voix grave et lente du rabbin Tamas Raj rythme les cérémonies du souvenir. Dans l'enceinte de cette cour de la synagogue de la rue Dohany, la rue du tabac, à l'époque jonchée de cadavres gelés, ce survivant du ghetto pleure un univers dépeuplé : « On sont passés les grands bourgeois juifs, les entrepreneurs juifs qui manquaient tant à ce pays, les habitués des cafés et les intellectuels ? On sont passés les commerçants de nos quartiers, les petits menuisiers, les scieries, les enseignants et les rabbins ? »

Vera Nagy se souvient aussi. Ce jour-là, le 18 janvier 1945, était un jeudi. Paris était libéré depuis cinq mois. Vera, douze ans, vivait terrée depuis des semaines dans une cave du ghetto avec sa mère et plusieurs centaines de personnes. « Plus les Soviétiques approchaient, plus les bombardements s'intensifiaient. On nous avait dit que le ghetto était miné, que les Allemands allaient tout faire sauter. Mon voisin, un vieux monsieur, hurlait tout le temps. » Mais Vera se souvient à peine de la chute du ghetto. Affamée, elle n'avait plus la force de bouger du matelas qu'elle partageait avec une amie. « Il y a eu un énorme bruit dehors et la porte de la cave s'est ouverte avec fracas. Un grand soldat russe, vêtu d'un manteau de cuir, est en-

tré. Il nous a longtemps observés et a fini par dire : vous êtes libres. » Trop affaiblie pour se déplacer, Vera a été ramenée chez elle sur un chariot, poussé par sa mère à travers les rues calcinées et enneigées de Pest, alors que les Allemands résistaient encore sur les collines de Buda, de l'autre côté du Danube. « Je ne voulais qu'une seule chose, dit-elle. Manger une pomme de terre. »

Les juifs de Budapest ont, eux aussi, bien failli être rayés du monde, comme le furent ceux de l'Europe centrale nazifiée.

Les rescapés hongrois de la Shoah font aujourd'hui partie de la plus importante communauté juive d'Europe de l'Est, en dehors de l'ex-URSS. Ils sont quatre-vingt mille à cent mille, la plupart vivant à Budapest. Seule une poignée de juifs de province ont survécu aux déportations. Les juifs de Budapest ont, eux aussi, bien failli être rayés du monde, comme le furent ceux de l'Europe centrale nazifiée.

Dans la foulée de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, l'amiral Miklos Horthy écrase en 1919 la révolution communiste de Béla Kun et édite les premières lois antijuives d'Europe. Dès 1920, un *numerus clausus* limite à 5 % le nombre de juifs dans les universités. A la fin des années 30, trois nouvelles lois antisémites achèvent la marginalisation des juifs de Hongrie. L'accès à certaines professions leur est interdit, de même que les relations sexuelles avec des « chrétiens », qualifiés de « crimes contre la pureté de la race ». Horthy donne ainsi des gages à Hitler, avec lequel il noue une alliance tactique pour récupérer les deux tiers des territoires dont le pays a été amputé par le traité de Trianon, en 1920.

Malgré cette discrimination

croissante, les juifs de Hongrie se sentent relativement épargnés pendant les premières années de la guerre. Les déportations de masse ne commencent qu'au lendemain de l'invasion allemande, le 19 mars 1944. Toutefois, dès août 1941, la police hongroise a rassemblé seize mille juifs « étrangers » et les a livrés aux nazis, à la frontière ukrainienne. En janvier 1942, près de 550 juifs sont victimes d'un pogrome de l'armée hongroise à Novi Sad (Voïvodine, aujourd'hui en Serbie). Quant aux déportations massives, elles seront orchestrées par Adolf Eichmann, le maître d'œuvre de la solution finale, en étroite collaboration avec l'administration magyare, qui, depuis plus de vingt ans, avait largement préparé le terrain psychologique et juridique. C'est en Hongrie que la machine d'extermination nazie « a atteint son record », constate amèrement l'historien Emil Horn, l'organisateur de la première grande exposition sur les persécutions des juifs en Hongrie. « En seulement cinquante-cinq jours, dit-il, du 15 mai au 9 juillet 1944, les Allemands ont déporté 437 000 juifs », essentiellement ceux de la province.

Les juifs de Budapest auraient, eux aussi, dû emprunter le chemin des camps de la mort. Mais, en juillet 1944, face à la progression des alliés, débarqués un mois plus tôt en Normandie, Horthy ordonne, bien tardivement, de libérer les survivants, l'arrêt des déportations. Elles reprendront à l'automne, lorsque l'amiral abandonnera le pouvoir aux « Croix flechées » de Ferenc Szalasi, le chef des nazis hongrois.

C'est alors que commencent les terribles marches forcées de l'hiver 1944 vers l'Autriche, au cours desquelles périront cent mille autres juifs hongrois. Début décembre, alors que l'armée soviétique est aux portes de la capitale, les fascistes magyars dressent des murs entre le petit et le grand boulevard circulaire de la ville et érigent, à la hâte, le ghetto de Budapest, dans un périmètre restreint, délimité par les rues Dob, Wesselényi et Dohany. En l'espace de sept semaines, du 2 décembre 1944 au 18 janvier 1945, jour de la libération du ghetto, près de quinze mille personnes vont mourir de

faim, de froid et de désespoir dans cet univers concentrationnaire. Seul le dévouement héroïque de quelques diplomates, dont le légendaire « ange gardien » suédois Raoul Wallenberg, déporté par les Soviétiques, permettra d'épargner de justesse plusieurs dizaines de milliers de juifs de Budapest.

CINQUANTE ans plus tard, les juifs de Hongrie vivent, pour la première fois depuis longtemps, à l'abri des menaces et des persécutions. La jeune génération n'a pas grandi à l'ombre de l'antisémitisme du régime de Horthy, de la Shoah ou de l'antisémitisme virulent des années 50. « Une longue équivoque est en train d'être levée », constate l'historien François Fejtő. « Les juifs, dit-il, ont aujourd'hui tendance à assumer leur double identité, juive et hongroise. » Singulière revanche de l'histoire, la principale association juive du pays a élu domicile dans une petite rue sombre du VII^e arrondissement de la capitale, à l'endroit même où avait été installée l'ancienne direction juive du ghetto.

Partout, à Budapest, les signes

tomme, un nouveau centre culturel a ouvert ses portes à Budapest, offrant une variété de services allant d'une bibliothèque aux stages informatiques pour les chômeurs, en passant par le club « Shalom » pour les survivants de la Shoah. Une petite agence de tourisme, Chosen Tours, organise, depuis l'année dernière, un circuit des sites juifs de la capitale, qui compte vingt-six lieux de culte, dont vingt-deux synagogues.

Le renouveau est indéniable, mais ce bouillonnement d'activité depuis la chute du communisme, au printemps 1990, est avant tout le reflet d'une communauté qui se cherche et se redécouvre. Au siège de l'école rabbinique, la seule de l'ancien bloc socialiste, le vieux rabbin Jozsef Schmideg, malgré toute son énergie qui le fait régulièrement décoller de son large fauteuil de velours rouge en éventail, ne peut dissimuler une certaine inquiétude. Seulement un ou deux nouveaux rabbins sortent de l'école chaque année. Faut-il de candidats, il a fallu faire appel à un rabbin d'Israël, qui doit assurer un service itinérant pour les commu-

Le renouveau est indéniable, mais ce bouillonnement d'activité depuis la chute du communisme, au printemps 1990, est avant tout le reflet d'une communauté qui se cherche et se redécouvre.

du réveil sont perceptibles. Deux nouvelles écoles secondaires juives ont été créées ces dernières années, tandis que le nombre, jadis symbolique, d'élèves du lycée Anne-Frank est passé de trente, avant le changement de régime, à plus de deux cents aujourd'hui. Et il existe désormais un séminaire d'études du judaïsme au sein de la principale université de lettres du pays. La communauté juive de Hongrie, somme toute modeste, dispose cependant de quatre périodiques de qualité et, à l'au-

nautés du sud et de l'est du pays. « Toutes les confessions religieuses traversent une crise de vocation », remarque-t-il.

Blasés par tant de décennies de mensonges, les Hongrois se méfient des chapelles, quelles qu'elles soient. Et les juifs hongrois plus que les autres. « Je vais toujours à la synagogue pour la commémoration de la destruction du temple », raconte Vera Nagy, rescapée du ghetto. Mais je ne suis pas pratiquante et je ne sais pas dire une prière en hébreu. Vous savez, après

האידיש

Le Monde

Déloyauté chinoise

La rupture, samedi 28 janvier, des négociations commerciales entre Washington et Pékin sur la question de la propriété intellectuelle est un nouvel épisode du conflit qui oppose, plus généralement, l'Occident à la Chine. Les vieilles nations industrielles affrontent à nouveau un défi qu'elles ont connu dans le passé, avec le Japon notamment : l'arrivée sur le marché mondial d'une grande puissance économique qui n'a pas, au départ, la même culture ni les mêmes intérêts.

La Chine connaît, depuis 1990, un développement spectaculaire, avec une croissance proche de 10 % l'an. Elle s'est en outre engagée dans une politique d'ouverture très active. Du 32^e rang en 1978, elle est devenue la onzième puissance commerciale mondiale en 1993. Attiré par ce nouvel Eldorado, l'Occident s'inquiète, à juste titre, de certains comportements de l'empire.

Le commerce mondial doit être loyal, et il ne peut l'être que si un certain nombre de règles du jeu sont respectées par tous. Des règles juridiques, économiques et sociales. L'échange passe par le respect du contrat. Il nécessite une protection des droits de propriété, notamment intellectuelle (brevets, marques, etc.). Il exclut certaines pratiques comme le travail des enfants ou celui des prisonniers politiques.

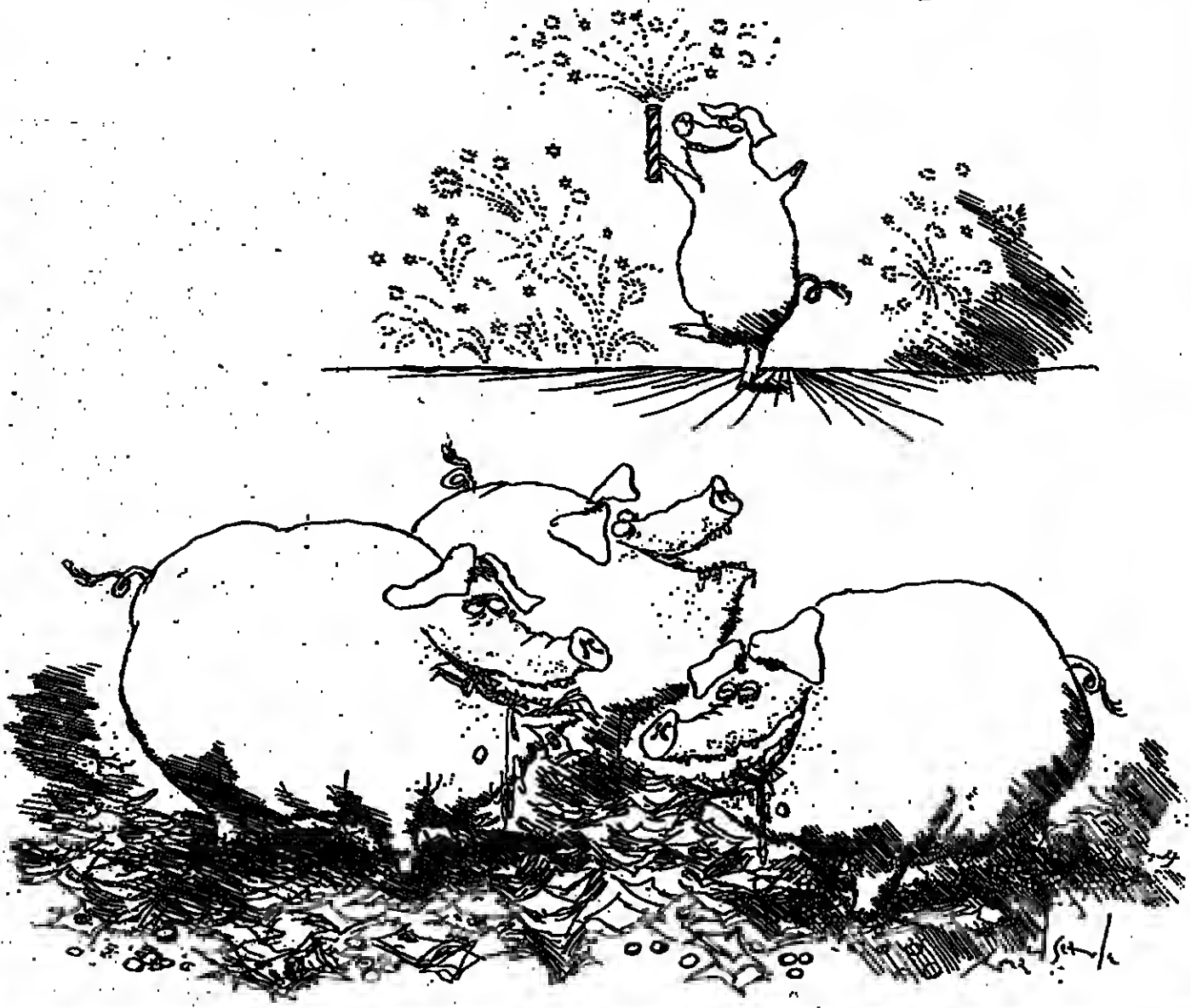
Depuis quelques mois maintenant, les entreprises américaines, japonaises et européennes s'inquiètent à cet égard d'une véritable dérive

chinoise. Les fabricants de logiciels américains sont exaspérés par le piratage pratiqué dans les usines chinoises. Un nombre croissant de firmes occidentales sont les victimes de décrets de paiement. Malgré la pression de certains industriels, Pékin continue à exporter des produits fabriqués par des détenus politiques.

La négligence ne peut être invoquée par les Chinois. Tout au long de 1994 notamment, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'Europe ont mis en garde Pékin contre les conséquences de telles pratiques. De fait, l'adhésion de la Chine à la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1^{er} janvier 1995 n'a pas été possible. La référence à une culture chinoise — dans laquelle le contrat écrit n'aurait que peu de valeur — est un argument pas davantage recevable.

Si en effet la Chine veut tirer bénéfice du commerce mondial, elle doit en accepter les règles du jeu. C'est ce que Washington signifie aujourd'hui à Pékin. C'est ce que Peter Sutherland, le directeur de l'OMC, a rappelé, ce week-end, à l'imposante délégation chinoise présente à Davos, en Suisse, à l'occasion du Forum de l'économie mondiale. C'est aussi le message transmis par les grandes banques venues exiger un retour à des pratiques financières classiques. Zhu Rongji, le premier vice-premier ministre chinois, a répondu que « le gouvernement chinois honore tous ses engagements internationaux ». Il lui reste maintenant à passer aux actes.

L'année du Cochon : l'Est rencontre l'Ouest par Ronald Searle



AU FIL DES PAGES/ECONOMIE

Bréviaire pour électeur raisonnable

C'est fou ce que des économistes français peuvent être intéressants quand ils ne sont pas gâtés par la scène médiatique. Quatorze d'entre eux, fort peu connus du grand public, ont eu la bonne idée de conjuguer leurs talents pour analyser les enjeux économiques et sociaux de l'élection présidentielle. Le résultat est un livre court, accessible au plus grand nombre, et intelligent. Comme si chacun, obligé de condenser sa pensée pour ce qui s'apparente à un exercice de style, avait été obligé de donner le meilleur de lui-même. Ce digest a justement le mérite de n'être pas indigeste. Deux cents pages aussi denses pour moins de 100 francs. Qui dit mieux ?

Sur les grandes questions de l'heure, monnaie, chômage, déficits publics, rôle de l'Etat, avenir de l'Europe, tout ce que la « science économique » peut dire de raisonnable est exposé raisonnablement. Certes, un auteur cède à la tentation à la mode qui consiste à émettre des nouveaux « droits » : droits au minimum vital, au travail et au logement bien sûr, mais aussi, au diplôme, à l'insertion, et même « à la maintenance et à la progression professionnelle » (p. 156). Un sur quatorze. Là encore, la proportion permet de raison garder.

Le mérite principal de l'ouvrage est, au demeurant, de lancer dans le débat quelques chiffres essentiels. Exemples :

Contrairement à ce qui est dit le plus souvent, les prélèvements obligatoires (im-

pôts et cotisations sociales) ne mesurent pas toute l'emprise du secteur public sur la vie économique. En France en 1993, les dépenses publiques ont atteint 56 % du produit intérieur brut (PIB). Elles ont été financées par les prélèvements obligatoires (44 % du PIB), les recettes propres des administrations (7,3 % du PIB) et l'emprunt public (5,9 % du PIB).

Tout ce que la « science économique » peut dire d'intelligent sur les enjeux de l'élection présidentielle

Un cadre dont le salaire brut est de 100 coûte 160 à son entreprise et dispose d'un revenu net allant de 40 à 55. Le rapport entre ce que paie l'entreprise et le revenu dont il dispose réellement est donc au moins de 3 à 1.

Le PIB de l'Europe des Quinze est à peine plus important que celui de l'ALENA (Etats-Unis, Canada, Mexique). Il équivaut à seulement 60 % du PIB de l'APÉC (les dix-huit principaux pays d'Asie et d'Amérique bordant le Pacifique, engagés dans une stratégie de libéralisation totale).

Loin d'être une passoire comme l'accusent ses cotoyeurs, l'Union européenne a un taux de protection de 14 % en moyenne tout compris (droits de douane et barrières non tarifaires). Elle peut donc se permettre de s'ouvrir davantage au commerce international.

D'où cette formule adressée à tous ceux qui confondent protectionnisme et défense de la souveraineté : « Parce qu'elle favorise certains au détriment d'autres, la protection est aussi une perte de souveraineté, d'une souveraineté interne cette fois-ci, au cours de laquelle l'Etat abandonne à des intérêts privés la définition du bien-être collectif. »

Du reste, l'Etat lui-même est-il encore capable de définir le bien commun ? Les « affaires » de corruption ont discrédité l'« économie mûre » à la française, les « déviances des hommes politiques », comme il est dit élégamment, doivent elles-mêmes être prises en compte dans les calculs économiques. Cruelles leçons pour les héritiers de Colbert !

Philippe Simonnot

* Enjeux économiques et sociaux, par Christian de Boissieu, Bernard Brunhes, Philippe Chalmès, Elie Cohen, Jean de Kervadoul, Gérard Lafay, Jean-Jacques Laffont, Louis Levy-Garboua, Didier Maillard, Patrick Messerlin, Christian de Perthuis, Christian Saint-Etienne, Pierre Vanlerenbergue, François Vellas, Economica (coll. « Présidentielle 95 »), 218 p., 98 F.

La course à Matignon

Ainsi le vent le poids de l'élection présidentielle dans la vie politique française : la manière dont se déroule la campagne dessine la majorité qui aura à gérer la France pendant sept ans. Or force est de constater que, pour l'heure, rien n'est encore très clair dans le camp de celui qui paraît le mieux placé pour l'emporter ou, plus exactement, que chacune des deux grandes forces qui soutiennent Edouard Balladur s'efforce de préparer un avenir favorable à ses propres dirigeants.

Du côté des héritiers du gaullisme, Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy veulent à tout prix préserver l'existence d'un mouvement autonome. Pour le ministre de l'Intérieur, il faudra, le plus vite possible, faire oublier la « dissidence » chiraquienne et reconstruire un parti permettant à ceux qui se réclament de la pensée du général de continuer à peser d'un poids déterminant sur la droite française. A ses yeux, Edouard Balladur est un « gaulliste » qui, à l'image du fondateur de la V^e République, dispose d'une capacité de rassemblement allant bien au-delà de sa famille d'origine. D'où le souhait de M. Pasqua d'une future majorité dont ne seraient pas exclus les électeurs de Philippe de Villiers, voire une partie de ceux de Jean-Marie Le Pen. Quel serait l'homme qui, à Matignon, serait le plus apte à être le chef de cette majorité, si ce n'est Charles Pasqua ?

Tout autre est la vision de

François Léotard. La majorité qu'il dessine est beaucoup plus réduite. Les villéristes en sont exclus, mais aussi, probablement, le dernier carré des chiraquiens. Pour lui, son axe est UDF, le RPR « balladurisé » ne devant y être que minoritaire. François Bayrou a la même vision, même si le président du CDS rêve que la majorité de la majorité se constitue autour des centristes, alors que le président d'honneur du PR espère que c'est son parti qui sera le pôle de regroupement. Cette analyse du ministre de la Défense explique, en tout cas, qu'il ait été partisan d'une dissolution de l'Assemblée nationale, même si aujourd'hui, par discipline, il n'évoque plus cette possibilité. Bien entendu, si cette stratégie l'emporte, le poste tant recherché de premier chef de gouvernement du septennat devra revenir à un UDF.

En assurant qu'il ne voit pas, pour l'heure, l'intérêt de provoquer de nouvelles élections législatives, en se rendant, pour sa première sortie de candidat, devant des élus RPR, M. Balladur a donné un avantage à M. Pasqua dans cette course à Matignon. Mais c'est le déroulement de la suite de la campagne qui départagera les deux rivaux du balladurisme. Le ton de la campagne chiraquienne dira si le mouvement néogaulliste peut se réunifier. Le score de son rival indiquera à M. Balladur s'il pourra s'appuyer, pour gouverner, sur ceux qui l'ont toujours soutenu ou s'il lui faudra « consolider » le RPR.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ; Directeur : Alain, directeur général ; Noël-Jean, directeur ; Directeur : Eric Fassin, directeur de la gestion ; Anne Chassagnon, directeur délégué ; Rédacteurs en chef : Thomas Parnet, Edwy Parnet, Robert Solé ; Adjoint au directeur de la rédaction : Bruno de Camille, Laurent Gribelin ; Responsable : Daniel Heymann, Bernard Le Gendre, Les Éditions ; Manuel Luchet, directeur de l'Adm. des éd. ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Roussier, secrétaire général de la rédaction ; Rédacteurs : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Joffe, président ; Olivier Billaud, vice-président ; Anciens directeurs : Robert Boyer-Méry (1944-1969), Jacques Parnet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. D'après de la société : tout est à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 520 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde » ; Association Robert Boyer-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ; Association Robert Boyer-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ; La Minde-Éditions, Jean-Marie Colombani, président du conseil ; RÉDACTION ET SERVICES SOCIAUX : 15, RUE PALAISEAU 75005 PARIS CEDEX 15 TEL. : (1) 46 45 25 25 Télécopieur : (1) 46 45 25 29 Fax : 304 3063 ADMINISTRATION : 1, PLACE HENRI-MERCIER 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 46 45 25 25 Télécopieur : (1) 46 45 30 10 Fax : 301 381

L'infinie dérive de la Corse

Suite de la première page

Jusqu'à une époque récente, les structures traditionnelles — sens de la famille, respect des vieillards, honnêteté... — avaient préservé l'île de certaines formes de délinquance. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les hold-up avec prise d'otages et même les attaques à domicile de personnes âgées, inimaginables il y a encore quelques années, sont apparus sur l'île, sans parler de la toxicomanie et de la délinquance qu'elle induit. La « une » des journaux corses, certains jours, est impressionnante, tant la violence y est omniprésente, qu'elle soit de droit commun ou politique.

Car la dérive de la violence d'origine politique achève de noyer le tableau de la Corse contemporaine. Certes, cela fait maintenant près de vingt ans que l'île est habituée à vivre au rythme des explo-

sions, même si certains attentats à l'explosif contre des cibles immobilières étaient condamnés de façon bien moins unanime qu'on s'obstinait à le croire, vu de Paris... Il faut se rappeler aussi qu'à la pire période, gendarmes et policiers tombaient sous les balles des nationalistes.

Mais ce terrorisme-là répondait au moins à des buts précis, à une stratégie définie. Aujourd'hui, la situation est plus grave. En élaborant au début des années 90 un nouveau statut de la Corse, Pierre Joxe voulait réintégrer les nationalistes dans le jeu politique, les privant, selon l'une de ses formules, de tout « prétexte » de recours à la violence. Cette orientation devait faire éclater la mouvance nationaliste, entre ceux qui accepteraient de jouer le jeu et ceux qui refuseraient la main tendue. Le gouvernement pariait, bien sûr, sur l'idée que ces derniers finiraient par se marginaliser ou rentrer dans le rang.

Ce pari aurait pu réussir. On a pu croire à ce moment-là que la société corse, dont les structures anciennes étaient en train de craquer, allait trouver un nouvel équilibre. Les nationalistes, appelés à s'assagir, pour qu'ils l'objectif théo-

rique de l'indépendance serait devenu une sorte d'utopie, auraient pu s'intégrer dans ce nouveau paysage : aux élections régionales de 1992, l'ensemble de la mouvance ne recueillait-elle pas un quart des suffrages ? Les nationalistes n'étaient-ils pas présents dans tous les secteurs économiques et sociaux ? Les sondages ne les donnaient-ils pas majoritaires chez les jeunes ? Mais ce nouvel équilibre, à peine esquissé, s'est rompu.

Le mouvement nationaliste est devenu un bateau ivre

Au lieu de se séparer en une branche « légaliste » et un dernier carré d'irréductibles, le mouvement s'est émietté. Les nationalistes avaient effectué leur percée parce qu'ils avaient été les premiers à reprendre le flambeau de la « corsitude ». Mais ils ont été victimes de leurs succès. D'autres forces politiques ou d'autres diri-

geants, Charles Pasqua en tête, se sont emparés de ce thème, au moment même où d'anciennes rumeurs sur les liaisons dangereuses entre politiques et délinquants de droit commun se précisaient.

Déstabilisé par sa perte de crédibilité et d'influence, le mouvement nationaliste est devenu un bateau ivre. La révolution s'est mise à dévaler ses enfants, et les nationalistes de diverses obédiences à se haïr, au point de se tuer entre eux, la confusion entre criminalité et action politique s'est, en outre, accentuée. Toutes les raisons sont devenues bonnes pour assassiner ou poser des bombes, même s'il s'agit seulement de faire sauter le magasin d'un concurrent...

Voilà pourquoi la Corse, plus désorientée que jamais, se demande comment arrêter un processus que plus personne ne contrôle. Ceux qui veulent rompre cette spirale mortifère tentent de réagir. Ils en appellent au sens de la responsabilité des Corses, mais aussi du gouvernement, afin qu'il restaure — ou plutôt établisse enfin — un Etat de droit qui n'a jamais vraiment existé dans l'île. Ceci expliquant, peut-être, en partie cela.

Jean-Louis Andréani

Les tentations hégémoniques de la Banque de France

par Frédéric Lordon

LES récentes déclarations du Conseil de la politique monétaire (CPM) et de son gouverneur viennent opportunément souligner que le débat sur l'indépendance de la banque centrale a probablement négligé l'essentiel : le caractère non pas statique mais dynamique et évolutif de la distribution des pouvoirs de politique économique entre la banque centrale et les instances dépositaires de la souveraineté nationale.

Que ces dernières se soient laissées déposséder du pouvoir monétaire est la conséquence triviale et jusqu'ici abondamment commentée de l'indépendance de la Banque de France. Ce qu'on semble avoir vu moins clairement, c'est que cette déposition initiale pourrait bien n'être que la première d'une série dont on distingue mal le terme. Le CPM et son gouverneur ont en effet des idées sur tout. Cela suscite l'étonnement de ceux qui persistent naïvement à croire la politique budgétaire du ressort de l'action gouvernementale. Ainsi, il y a dans l'institution de la banque centrale indépendante une dynamique potentielle de captation de tous les pouvoirs

de politique économique, et ce pour au moins deux raisons.

En premier lieu, l'analyse économique et son inextricable tableau d'interdépendances généralisées fournissent un argument en or aux tentations expansionnistes de la banque centrale. Car à l'évidence l'évolution des prix n'est pas qu'une affaire de masse monétaire et de taux d'intérêt. La dynamique de la demande, celle de l'offre, les mécanismes de formation des salaires, et tant d'autres effets économiques contribuent à sa détermination. De telle sorte que rien n'est plus simple que de justifier, sur la base en apparence clairement circonscrite de la surveillance des prix, une conception de la politique monétaire extensive au point de se confondre avec la politique économique tout court.

Dans un champ économique où tout agit sur tout, et en particulier sur les prix, il ne faut que très peu de mauvaise foi au gouverneur de la Banque de France pour s'autoriser à s'exprimer sur les sujets les plus divers tout en affectant de ne s'en tenir qu'à sa stricte mission.

Mais cet expansionnisme potentiel, et déjà avéré, trouve sa deuxième soutien dans le contexte

de surveillance des politiques économiques par les marchés financiers internationaux et la place qu'y occupe la banque centrale. Le point focal qu'elle représente pour les opérateurs financiers et le poids de sa parole la mettent en position par la seule force d'un commentaire réputé crédible de susciter la désapprobation des marchés vis-à-vis de la politique gouvernementale.

Que la Banque de France fasse connaître à voix haute son désaccord sur la politique budgétaire, et

prendre en otage toute la politique économique.

L'épisode récent des finances publiques ne fait que donner un avant-goût de ce dont la Banque est potentiellement capable. On peut le craindre : une réforme de l'Etat-providence ou une expérience de réduction du temps de travail ne manqueraient pas de susciter ses commentaires avisés en forme de convocation de l'opinion des marchés financiers - si ces réformes n'avaient pas l'heur de s'opérer dans une direction

politique budgétaire laisse mal augurer l'immédiateté d'une telle vertu démocratique que par ailleurs la campagne électorale pourrait bien mettre à l'épreuve : si d'aventure les marchés financiers, par un accès d'hystérie qui leur est coutumier et prenant prétexte d'une faveur inhabituelle de l'« autre politique », venaient à malmenager sérieusement le franc, la Banque résisterait-elle à la tentation de signifier sous une forme ou sous une autre les limites que le débat, fixé-il démocratiquement, ne saurait convenablement franchir ?

Bien sûr, à l'admonestation directe, la Banque préférera sans doute plus subtilement se contenter de rappeler à bon entendre l'intangibilité et la constitutionnalité de sa mission. Mais aussi allusive soit-elle, son intervention ne pourra éviter de signifier l'opposition à un pouvoir qui entendrait déclasser l'inflation dans la hiérarchie des priorités gouvernementales. Si elle se produisait, une telle intrusion dans le débat électoral aurait au moins le mérite de révéler le peu de cas qu'en fait la banque centrale et surtout l'ampleur véritable du pouvoir autorisant une telle négligence.

Conclusion buissonnière : la rage anti-inflationniste qui a inspiré la réforme de la Banque de France nous mène décidément sur des chemins bizarres. Alors que les années 60 se proposaient de représenter la situation d'une économie à partir du fameux carré magique - croissance, inflation, solde extérieur et emploi - M. Alphandéry, que l'innovation conceptuelle n'effraie pas, nous propose de révolutionner la géométrie économique et de considérer désormais le triangle magique. Du carré au triangle, devinez ce qui a disparu ! Encore un effort M. le ministre, le raffinement de la pensée exige qu'on se débarrasse résolument de ce qui est superflu. Le segment magique est à votre portée, ultime étape avant le point magique, celui du vrai sérieux économique où la surveillance de l'inflation a balayé tout le reste. A moins qu'au-delà encore, dans un univers de chômage, le trou noir magique...

Frédéric Lordon est économiste au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification (Cepmap).

La rage anti-inflationniste qui a inspiré la réforme de la banque centrale nous mène sur des chemins bizarres

les marchés, qui ne veulent pas manquer une occasion de s'inquiéter, se chargeront de faire leur cet avis de défiance et de lui donner une traduction concrète. Ainsi, sa capacité à prendre à témoin les marchés financiers et à orienter la force de coercition dont ceux-ci sont capables met virtuellement la banque centrale en situation de

conforme à ses vœux. En l'absence de tout garde-fou institutionnel, qu'est-il permis d'espérer, sinon que le CPM saura produire de lui-même une déontologie d'auto-limitation de son propre pouvoir spontanément expansionniste ? L'empressement gourmand mis par la Banque à s'arroger de fait la co-tutelle de la

Vichy, les archives et les historiens « raisonnables »

par Sonia Combe

La polémique sur l'accès aux archives et celle qui a trait à Vichy nous renvoient l'image d'un petit groupe d'historiens (et non d'une « communauté » des historiens) défendant son territoire, celui du temps présent, exposé à la concurrence profane et surtout à cette mémoire des témoins qui semble tant les agacer. A tel point que l'un d'eux s'est autorisé dans ces colonnes (*Le Monde* du 19 janvier) à parler d'« obsédés de la mémoire », au risque de faire grand plaisir à ceux qui s'acharnent à la nier.

On ne permettra aussi de déplorer que Nicolas Weil n'ait pas soumis aux historiens qu'il avait choisis d'interroger (*Le Monde* du 23 décembre 1994) ne serait-ce qu'une seule question posée par mon livre *Archives interdites* (Albin Michel) : pourquoi, cinquante ans après l'Occupation, n'existe-t-il aucune étude de la police de Vichy basée sur les archives du ministère de l'Intérieur puisque, selon eux, la difficulté d'accès aux archives, voire leur rétention, relèverait de la « poranofo » ? La virulence de la dénégation trahit l'enjeu du débat, qui touche au statut de l'historien de la France contemporaine, à son rapport à l'Etat et à sa fonction dans l'espace public.

Ce sont le plus souvent ces mêmes historiens qui étaient intervenus dans la discussion autour de Vichy à l'automne dernier avec un argument qui rend explicite leur position actuelle face à la communication des archives. Ils s'étaient efforcés de nous expliquer que la « complexité » de cette période était telle que seuls les spécialistes étaient en mesure de la maîtriser. Estimant pour certains d'entre eux que c'était chose faite, ils nous encourageaient même à tourner la page. Ironie de l'histoire, cette leçon nous était administrée alors que c'était l'œuvre d'un journaliste, Pierre Papon - preuve s'il en était besoin que des non-historiens peuvent faire œuvre d'historiens -, qui relançait le débat en exhumant une figure de la Résistance sur laquelle les historiens ne s'étaient guère attardés : celle de l'opportuniste, résistant tardif, personnage ambigu, fonctionnaire de Vichy et résistant à la fois.

Ces historiens se présentent comme les « détenteurs du (sic) savoir historique », revendiquent le dernier mot, celui de la « science », mais, ce qui est plus grave que leur présomption et la dérive positiviste, se permettent de contester le bien-fondé d'un débat de société concernant le droit des citoyens à accéder, à ce seul titre et conformément à la loi, à l'archive. Forts

de ce sentiment de légitimité que confère à leurs yeux le lieu d'où l'on parle, ils se contentent de jeter l'anathème et, au moment précis où la réglementation arbitraire de l'accès à la « mémoire de la nation » est mise en cause, rappellent cette évidence selon laquelle l'archive ne serait pas la vérité révélée !

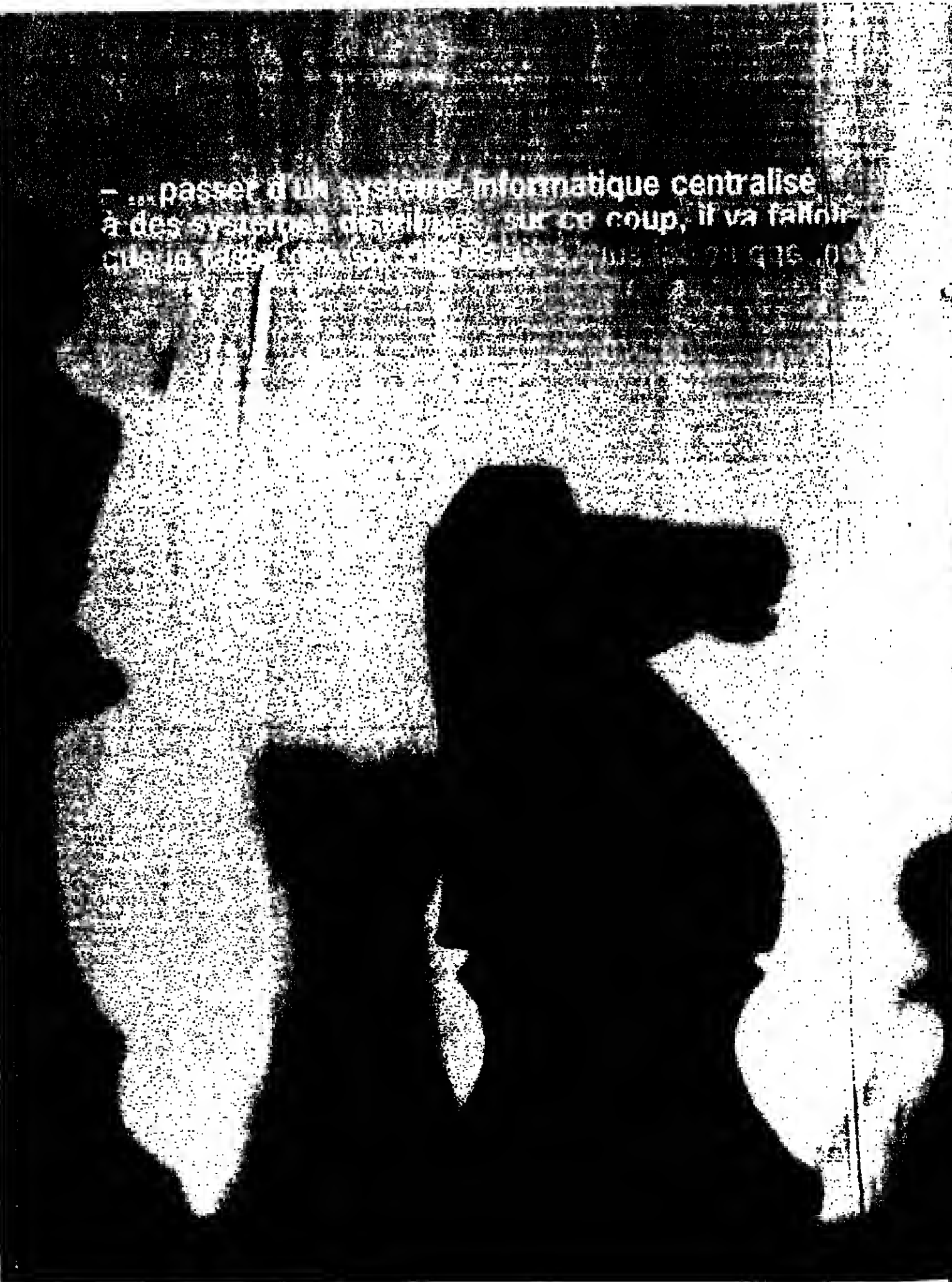
Grâce à Dieu, la fermeture totale des archives coloniales, pour ne prendre qu'un seul exemple, n'a pas empêché récemment qu'Arte diffuse un documentaire basé sur le témoignage et la presse de l'époque à propos des massacres de l'armée française en 1947 à Madagascar. Il serait simplement souhaitable que ces sources puissent être confrontées aux archives publiques. De la même manière, l'étude de Pierre Papon rappelle l'urgence d'un réexamen de la Résistance.

Vichy n'a jamais été un sujet tabou. Mais tourner la page ne se fera que pour autant qu'elle aura été lue. Aussi longtemps que la notion de « vie privée » s'appliquera aux actes des fonctionnaires, empêchant que des équipes de chercheurs se plongent dans les dossiers du personnel de Vichy (dont le délai de communicabilité est de cent vingt ans), dans les archives judiciaires (délai : cent ans), afin de les comparer pour la totalité des administrations de l'Etat français, personne ne sera habilité à dire que le procès de Vichy a été fait.

L'affirmer, en l'état actuel de nos connaissances, quand bien même ce serait avec la précaution de langage qui sied à l'historien et avec laquelle il semble vouloir marquer sa différence, correspond à une prise de position qui outrepasserait le terrain scientifique.

En s'autorisant un tel jugement, alors que l'on attend toujours le procès de ce fonctionnaire dont la carrière témoigne d'une remarquable continuité, de Vichy à la IV^e République, Maurice Papon, l'historien n'apporterait-il pas finalement sa caution à un Etat qui ne cache même plus son refus de juger un homme accusé de crimes imprescriptibles ? Cette soumission du chercheur à un abus de pouvoir de l'Etat a engendré, à mon sens, une catégorie d'historiens que je qualifie pour ma part de « raisonnables ». Car respectueux de la raison d'Etat au nom de laquelle des fonds d'archives, placés sous haute surveillance, font défaut à la recherche.

Sonia Combe est chercheuse à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC).



passer à un système informatique centralisé à des systèmes décentralisés, sur ce coup, il va falloir...

contre les mai

appi
dépa
le jou

البيان

Contre la dictature des marchés financiers

par André Gauron

POURQUOI ne ferions-nous pas, d'ici à mal prochain, l'économie de la campagne présidentielle ? De la campagne, pas de l'élection. Le fait qu'Edouard Balladur semble avoir eu l'élection gagnée avant même d'être candidat ne dispense pas du sacre démocratique. Mais, quand les candidats n'ont de sollicitude que pour les millions de pauvres, est-il bien utile de dépenser près d'un milliard de francs pour s'entendre dire que « les marchés financiers sont devenus nos arbitres » devant lesquels la politique doit s'incliner.

La classe politique (presque) tout entière fait aujourd'hui de la politique les yeux fixés sur les marchés financiers. Devant la crainte d'en subir la sanction, elle a, par avance, renoncé à tout projet qui n'ait pas pour but d'en étendre le champ. Celui-ci reste vaste, qu'il s'agisse du SMIC, des retraites, de la santé ou de l'école... Pas de quoi craindre le chômage, ni même douter qu'il n'existe plus de réformes pour nourrir les discours et justifier le volontarisme. A une condition : qu'elles déréglent et qu'elles privatisent, encore et toujours, tout ce qui ne l'a pas encore été.

Bien qu'elle se défende de croire à la recette miracle, la classe politique met tous ses espoirs dans ce qui y ressemble : la baisse des charges (des entreprises) sur les bas salaires et le développement des emplois de proximité. Jacques Chirac compris. Tout au plus, existe-t-il un débat technique sur le financement, étant entendu que, TVA ou CSG, ce sont les ménages qui paieront ce dont les entreprises seront dispensées ? A moins qu'on en vienne à supprimer des cotisations sociales en privatisant les retraites (fonds de pension) et la santé. Ce qui ne réduira en rien le prélèvement que les Français devront « obligatoirement » consentir pour s'assurer « librement » !

S'opposer à cette logique, ce serait, nous dit-on, avoir une « préférence invouée pour le chômage ». Le mot fait aujourd'hui florès, d'Alain Minc à Jacques Lesourne, et jusqu'au premier ministre qui n'a pas hésité à lui donner l'imprimatur. Mais ceux qui en font leur signe de ralliement aux marchés financiers devraient être plus prudents et se demander en quoi les mesures qu'ils proposent diffèrent de celles qu'ils accusent de créer du chômage ? Depuis 1983, quel gou-

vernement n'a pas réduit les charges sociales, déréglé le marché du travail, privatisé les entreprises publiques ? Dans ce conformisme, on cherche vainement des voix de gauche. Ceux qui, comme Michel Rocard, ne voient qu'un « champ de ruines », ne sont pas les mieux placés pour s'en inquiéter. Ces ruines sont le fruit d'un travail opiniâtre qui devait réconcilier la gauche avec l'économie de marché et qui a fini par l'entraîner à se soumettre à la dictature des marchés financiers. Se défait du col-

aux marchés financiers plutôt que le financement organisé. Cela a conduit à confondre la rigueur économique nécessaire pour rétablir la compétitivité de l'économie française avec le libéralisme social et le libéralisme européen, qui n'ont fait qu'aggraver le chômage.

De ces ruines, nous ne sortons pas en nous soumettant au diktat des marchés financiers. Si nous pouvons déplorer chaque jour l'absence de débats, c'est bien parce que nous vivons sous le règne de la « pensée unique ». Certes, il ne s'agit plus d'opposer le marché à

la sollicitude à l'égard des exclus, c'est-à-dire à renoncer.

Contre cette culture de la résignation, il est urgent d'offrir au pays une autre solution. Pour cela, il faut remettre la politique d'aplomb sur ces deux jambes. La première est européenne : se concentrer sur les solutions strictement nationales comme le fait la classe politique, c'est se condamner à l'échec. Le recul du chômage sera européen ou ne sera pas. C'est pourquoi, le premier objectif d'une politique alternative doit être de sortir de l'imbroglio du traité de Maastricht en distinguant l'union monétaire, réalisable dès 1997, de la monnaie unique.

La seconde est aux antipodes du libéralisme social qu'on nous propose. Elle doit avoir pour objet, d'une part, de revaloriser les salaires et de les faire évoluer ensuite comme la productivité, et, d'autre part, d'alléger la fiscalité supportée par les classes moyennes en abaissant le barème en contrepartie de la suppression des exonérations et autres avantages accordés aux revenus du capital.

Quant à la lutte contre l'exclusion, il convient de la faire passer de la compassion à l'intégration en

se fixant deux objectifs : reconnaître pleinement le rôle des travailleurs sociaux au contact des RMistes, des chômeurs et des jeunes des banlieues en leur donnant les effectifs, les moyens matériels et le statut social nécessaires à l'accomplissement de leurs missions ; faire obligation à l'Etat de placer en entreprise tout jeune de moins de dix-huit ans ayant quitté l'école sans diplôme avec un contrat emploi-formation d'au moins trois ans et étendre progressivement la mesure aux chômeurs de longue durée.

La gauche est aujourd'hui au pied du mur : ou elle se rend aux marchés financiers ou elle rend à la politique sa mission, qui est de confronter projets et actions. Ou elle s'aligne sur le « politiquement correct », comme les démocrates américains, ou elle incarne l'autre solution comme l'a toujours fait la social-démocratie européenne. C'est à ce prix que le débat politique renaîtra en France et que la gauche ressuscitera de son champ de ruines.

André Gauron est ancien conseiller de Pierre Bérégovoy

La gauche est au pied du mur :
ou elle se rend aux marchés financiers
ou elle rend à la politique sa mission

tisme et de l'interventionnisme légués par la droite pour revenir à un fonctionnement plus normal de l'économie de marché n'a pas toujours laissé le choix des moyens. L'erreur fut de préférer le « capitalisme néo-américain au capitalisme rhénan », comme l'a très bien montré Michel Albert, le recours

l'Etat ou la propriété privée à la publique. L'économie de marché est devenue le socle commun. Mais il faudra bien que chacun redécouvre qu'il existe plusieurs façons de gérer une société face au chômage de masse. Le conformisme consiste à glisser du plein emploi à la pleine activité et de la lutte contre le chô-

AU COURRIER DU MONDE

LE SYNDROME DE LA FORPRONU

Comme ses collègues, le général Jean Cot est atteint du « syndrome des généraux » qui a frappé quasiment tous les responsables militaires de la Forpronu en Bosnie (Le Monde du 14 décembre 1994). Ce syndrome peut se résumer de la façon suivante. Lorsqu'il débarque sur le terrain, le nouveau général croit à son mandat et à la mission humanitaire. Il minimise donc les attaques caractérisées de la part des forces serbes et multiplie les déclarations optimistes affirmant que la situation est « sous le contrôle » et que « tous les belligérants violent les cessez-le-feu (...) ». Quelques mois plus tard, lorsque les forces serbes ont encore accru leur avantage, les plus lucides réalisent alors qu'ils ont été grugés et fustigent à leur tour l'indécision politique. A la fin de son mandat, le général belge Briquemont affirmait qu'il ne lisait même plus les résolutions de l'ONU, et Jean Cot dénonce maintenant le « processus munichois ». Parfois, comme Morillon à Srebrenica, le général outre-passe son mandat et paie de sa personne pour sauver ce qui peut l'être. Lorsque ce stade est atteint, le remplacement est proche.

Mackenzie, Morillon, Briquemont, Cot, Rose... : tous les généraux médiatiques de cette guerre ont, à des degrés divers, souffert de ce syndrome, avant d'être envoyés dans de douillettes sinécures militaires ou mis à la retraite. Ces derniers peuvent alors multiplier des déclarations dignes des intellectuels les plus virulents.

Comme les « humanitaires » auxquels j'appartiens, ces généraux n'auront été, paradoxalement, que de dociles instruments de la politique de non-intervention.

Dô Alain Destexhe, Bruxelles

AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE

Votre édition du 7 janvier 1995 indique, dans son éditorial de première page, que les événements actuels « sont venus rappeler à l'Allemagne qu'elle ne pouvait pas uniquement se préoccuper de ses frontières orientales ».

A cet égard, je voudrais rappeler que dès septembre 1992, et par l'intermédiaire de la Treuhänderanstalt, les autorités allemandes avaient fait savoir qu'elles étaient prêtes à favoriser une action commune franco-allemande en Europe centrale et orientale sous le leadership allemand, ainsi que dans les pays du Sud sous le leadership français.

De nombreuses démarches ont été faites dans ce sens sans aucun écho en France, ce qui a amené les responsables allemands à abandonner cette idée dans le courant de l'année 1994.

Henri Monod, Paris

DOUANES INTERRÉGIONALES

A partir du 25 mars 1995, les accords de Schengen (plus de frontières dans l'Union européenne) vont enfin entrer en vigueur. Mais, en France, les frontières internes apparaissent !

Régionaliste de conviction, et fédéraliste par surcroît, j'ai vécu une étrange aventure qui ne manque pas de drôlerie ! J'ai voulu rejoindre pour les fêtes des amis à Bordeaux, et j'ai profité de la remise en service de la ligne Entzheim-Mérignac pour me rendre d'Alsace en Aquitaine en soixante-quinze minutes ! Ma surprise fut que, pour sortir de l'aéroport afin de rejoindre l'avion, j'ai dû passer par la douane. L'avion d'Air France a dû survoler ensuite un espace aérien étranger (Moulins, Limoges) puisque, pour rejoindre la terre d'Aquitaine, il y a donc deux frontières (l'une pour traverser les Vosges et l'autre pour traverser la Garonne). Cela m'a bien plus amusé que généré. Au moment où la France prend la présidence de l'Union européenne - tout en manifestant un anti-européisme inquiétant -, mon escapade interrégionale ne manquait pas de saveur.

J'ai toujours refusé d'accepter l'idée irrationnelle d'une nation une et indivisible, alors cette belle ambivalence du gouvernement français ne peut que me réjouir. Mais de là à installer des douanes interrégionales, c'est un peu trop ! Une France fédérale ne le tolérerait pas.

Julien Schies, Reichstett, Bas-Rhin

LE VŒU D'OBEISSANCE

Quoi qu'en pensent les progressistes, l'Eglise catholique est, aussi, une organisation humaine avec ses corollaires : unité de doctrine et discipline de ses membres.

Avant la suspension frappant Mgr Lefebvre, Paul VI avait écrit à l'évêque d'Édône : « Vous vous engagez sur la voie fuyante des opinions personnelles ! » C'est aussi, mais cette fois à l'opposé doctrinal, le cas de l'ex-évêque d'Évreux, dont le tort principal fut, probablement, de défier le magistère romain.

Intelligent et sensé, Mgr Gallot devait s'aligner ou se démettre de sa charge, en vertu de son vœu d'obéissance. Il ne pouvait douter qu'à la longue et face à ce défi le magistère ferait prévaloir la bonne et sainte autorité. L'étonnant en cette affaire, regrettable certes, est l'attitude de ses confrères, qui feignent aujourd'hui de s'étonner, alors qu'à Lourdes, récemment encore, ils applaudissaient à l'unité contre l'évêque d'Évreux et qu'ils savent parfaitement que la patience et le dialogue avec Rome ont duré plus de dix ans.

Louis Canier, Yzeure, Allier

Non, appuie-toi sur France Télécom ;
as le départ ils t'aideront à maîtriser les coûts...
toi de jouer !

France Télécom met son expertise au service
de la réorganisation de votre système d'information.

Une prise en compte de la dimension réseau
En travaillant très en amont avec vous et vos partenaires, France Télécom vous permet de prendre en compte la dimension réseau étendu dans la conception de vos applications, vous assurant ainsi une parfaite maîtrise des coûts.

Une expertise à votre service
Nous mettons à votre disposition des équipes dédiées, avec des compétences techniques confirmées et une réelle expérience de ce type de projet.

Une gamme complète de solutions
Avec Transrel® par exemple, France Télécom peut apporter une réponse adaptée pour tous types de flux et interconnecter vos réseaux locaux quels qu'en soient les protocoles et l'architecture. De plus, l'évolutivité de ces solutions garantit la montée en charge de vos applications.

Dans bien d'autres situations France Télécom peut vous accompagner.
Pour en savoir plus, contactez votre Ingénieur Commercial
ou le N° vert 05 23 01 95



France Telecom

ÉCU Wim Duisenberg, le président de la banque centrale des Pays-Bas depuis 1992 et l'homme qui a fait du florin la monnaie la plus forte d'Europe avec le deutschemark, ne croit

pas à la monnaie unique en 1997. Il considère qu'il n'y a aucune chance pour que les critères de convergence définis par le traité de Maastricht soient respectés d'ici deux ans par

une majorité de pays de l'Union européenne. ● L'ESSENTIEL dans l'union monétaire, estime d'ailleurs M. Duisenberg, ce n'est pas la monnaie unique mais des taux de

change fixes et une seule politique monétaire. Il met en garde les politiques contre l'erreur grossière qui consisterait à supprimer rapidement la circulation des monnaies nationales au profit de l'écu. ● IL RELATI-

VE, enfin, les remous financiers provoqués par la chute du peso et se refuse à parler d'une véritable crise monétaire.

Wim Duisenberg : « L'union monétaire ne sera pas possible dès 1997 »

Le président de la banque centrale des Pays-Bas prévoit qu'un nombre insuffisant de pays membres de l'Europe des Quinze respecteront les critères de convergence économiques et financiers prévus par le traité de Maastricht

AMSTERDAM
de nos envoyés spéciaux
« Comment expliquez-vous la crise monétaire qui au cours des dernières semaines s'est développée à partir du Mexique et a touché l'Europe et l'ensemble des pays émergents ? »

« Il n'y a pas eu, au cours des dernières semaines, de crise monétaire à proprement parler. Je ne crois pas qu'on puisse rapprocher les difficultés du Mexique des baisses de la lire et de la peseta qui sont la conséquence de problèmes purement politiques. L'endettement du Mexique était intenable, cela voulait dire que le peso était clairement surévalué. Le problème de la contamination à l'ensemble des pays émergents des craintes liées à l'affaire mexicaine est réel, mais il ne s'agit pas d'une crise. Nous vivons dans un monde, et il faut nous y habituer, où les capitaux ont une totale liberté de mouvement. Ils vont où ils veulent. Les investisseurs s'en vont quand ils ont des craintes et viennent quand ils ont confiance. Le message envoyé par les marchés aux politiques est clair et toujours le même. Ils doivent persister à créer un climat de stabilité et de confiance. Cela veut dire à la fois réduire les déficits s'ils sont trop importants, mais aussi créer un climat favorable à l'investissement et à l'emploi, et garder l'inflation sous contrôle. »

« La volonté de parvenir à l'union monétaire en Europe dès 1997 est forte, notamment en

France. Créer une monnaie unique est perçu comme un moyen juste d'échapper aux remous incontrôlables des marchés de change. Croyez-vous qu'il soit possible de parvenir à l'union monétaire dans deux ans ? »

« Non. Il n'y a à mon avis aucune chance pour que les critères du traité de Maastricht soient respectés par une majorité de pays européens dans deux ans. L'Allemagne devrait pouvoir s'y conformer ainsi que les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Autriche et peut-

que certains parfois le laissent entendre.

« Considérez-vous qu'il faudra un passage progressif vers la monnaie unique ou une rupture brutale, un « big bang » ? »

« La volonté de créer une monnaie unique européenne vient avant tout des politiques. Ils n'en mesurent pas toujours les difficultés pratiques. Mon sentiment, c'est qu'il faudra une très longue période de transition pour y parvenir. Pour moi, l'essentiel dans la réalisation de l'union monétaire,

pourra introduire une monnaie européenne qui circulera à côté des monnaies nationales, puis les supplantera. Mais cela prendra du temps, au moins une génération.

« C'est totalement irréaliste et c'est une erreur psychologique grossière de vouloir dans les six mois suivant l'installation de l'union monétaire introduire l'écu sous forme de billets et de pièces à la place des devises nationales. C'est pourtant ce que suggère le groupe d'experts de la Commission européenne dirigé par le banquier néerlandais Cees Maas. Il faut au contraire laisser aux gens le temps de s'habituer. Il ne faut pas sous-estimer l'importance des monnaies nationales. Le deutschemark, par exemple, a symbolisé pendant longtemps l'identité nationale allemande. Il s'agit d'un exemple différenciel, mais au Royaume-Uni vous avez des livres anglaises et écossaises qui circulent conjointement avec cet avantage. Il est vrai que leur valeur est pratiquement identique.

« Les taux d'intérêt aux Pays-Bas sont très proches des taux allemands et ont même parfois été inférieurs ? Comment expliquez-vous cette performance ? »

« Nos taux ont été inférieurs aux taux allemands et sont aujourd'hui un peu plus élevés - de l'ordre de 0,10 % -, mais ceci est technique. Je dirais que nous avons des taux équivalents à ceux du deutschemark. C'est la conséquence d'une politique qui consiste à maintenir un lien absolument fixe avec le deutschemark. Nous sommes le seul pays qui a signé un accord séparé avec les autorités monétaires allemandes pour conserver les variations de change entre le florin et le mark dans les anciennes fourchettes de fluctuation du système monétaire européen. C'est même une obligation mutuelle, pas seulement pour les Pays-Bas. C'est un message on ne peut plus clair pour les marchés. Le taux de change est l'évaluation immédiate de la valeur de la politique monétaire. Si les marchés sont convaincus que notre politique sera une constante et si l'environnement est celui d'une totale liberté de mouvement des capitaux, alors il n'y a pas de raison pour que nos taux d'intérêt soient différents de ceux de l'Allemagne. Et, dans les faits, ils ne le sont pas.

« Bien sûr, il peut y avoir sur les marchés ce que j'appellerais des aberrations temporaires, par exemple des secousses politiques ou économiques importantes au Mexique ou en Espagne qui poussent les investisseurs à re-



Wim Duisenberg

chercher la sécurité et à acheter du deutschemark. Mais au bout de quelques jours le florin retrouve sa parité de départ avec la devise allemande.

« Nous avons un taux de change stable avec le mark depuis plus de 10 ans. Depuis 1993, la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark ont des taux de change presque stables. On a tendance à l'oublier.

« L'explosion des transactions sur les marchés financiers et le développement d'outils de placement nouveaux, notamment sur les marchés dérivés, semble réduire jour après jour la capacité des banques centrales à peser sur les marchés. Êtes-vous en train de perdre le contrôle ? »

« L'influence des banques centrales est limitée mais pas négligeable, à condition qu'elles utilisent l'ensemble des instruments dont elles disposent dans leur arsenal. Il faut qu'elles soient décidées et prévisibles. Si les banques centrales veulent peser sur les marchés de change, elles doivent montrer qu'elles sont prêtes à la fois à intervenir directement mais aussi à utiliser l'arme des taux d'intérêt et à tout moment la coopération entre les Instituts d'émission est également indispensable. L'intervention d'une banque centrale seule pour soutenir sa devise est vouée à l'échec parce que les marchés connaissent très bien la limite de ses capacités.

« Pour ce qui est des marchés dérivés, ce sont des produits financiers très complexes qui permettent de gérer et mesurer les risques. Mais il faut savoir ce qu'on en fait. Ils sont très utiles et nous considérons plutôt favorablement leur développement. Ce qu'il faut, c'est que les établissements qui les utilisent contrôlent exactement les opérations réalisées et les risques pris. Il ne faut pas donner d'armes sophistiquées à des enfants.

« Vous êtes un social-démocrate, et certains vous reprochent

en tant que président de la banque centrale des Pays-Bas de prôner une politique très libérale. Comment assumez-vous cette contradiction ? »

« Madame Thatcher a dit un jour qu'il était difficile de s'entendre avec ces sociaux-démocrates à la tête des banques centrales européennes. Notre réponse à l'époque avait été de dire que Karl Ottm Poehl, alors président de la Bundesbank et lui aussi social-démocrate, et moi-même, mentionnions des politiques qui ont conduit le deutschemark et le florin à être les monnaies les plus fortes d'Europe. Il n'y a pas, à mon sens, à être de gauche ou de droite pour vouloir renforcer sa monnaie. »

Propos recueillis par
Alain Franco et Eric Leser

La phase 3 selon Maastricht

Le passage à la monnaie unique est prévu par le traité de Maastricht au plus tôt le 1^{er} janvier 1997 et au plus tard le 1^{er} janvier 1999. Mais il ne s'imposera pas à tous les États membres, les Britanniques et les Danais ayant obtenu de leurs partenaires la possibilité de le refuser.

● Le traité prévoit la possibilité de passer à la monnaie unique en 1997, à condition qu'une majorité d'États membres, soit huit sur quinze, remplissent les critères de convergence et acceptent de s'y lancer. À défaut, le passage à la monnaie unique se ferait en 1999 pour les pays qui respectent les critères retenus, quel que soit leur nombre.

● Les critères de convergence sont très stricts. Le déficit budgétaire des États ne doit pas être supérieur à 3 % du PIB (produit intérieur brut) et l'endettement public cumulé ne doit pas dépasser 60 % de ce PIB. L'inflation ne doit pas excéder de plus de 1,5 % la moyenne des trois meilleures performances nationales dans l'Union européenne pendant l'année écoulée.

● La présence des devises des pays passant à la monnaie unique au sein du système monétaire européen (SME) doit remonter au moins à deux ans (dans les bandes élargies de 15 %) et leurs taux d'intérêt moyen à long terme ne doivent pas dépasser de plus de 2 % ceux des trois États membres les plus performants.



CREDIT IMMOBILIER
DE FRANCE

LE CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE. L'activité du Crédit Immobilier de France a été particulièrement soutenue au cours de l'année.

Dans le secteur des prêts immobiliers, le Réseau a réalisé une production de 14 Milliards de Francs, en hausse de 47 % par rapport à l'année précédente.

Il s'agit pour le Crédit Immobilier de France d'un montant exceptionnel, qui résulte pour une large part de la reprise de l'activité immobilière dans notre pays et qui s'est poursuivie tout au long du premier semestre.

En revanche, la limitation du volume de ressources affectées aux prêts à l'accession à la propriété au cours du deuxième semestre, ainsi que la hausse importante des taux d'intérêt, ont provoqué une réduction sensible de l'activité en fin d'année.

Outre les prêts PAP, le Crédit Immobilier de France a pris une place de premier ordre dans la distribution des prêts à l'accession sociale (PAS), montrant ainsi sa détermination et sa capacité à satisfaire une clientèle sociale dont la motivation pour l'accession à la propriété ne se dément pas.

Dans les secteurs de la promotion immobilière et de la maison individuelle, notre activité a également bénéficié de la bonne tenue du marché, permettant ainsi un maintien de nos ventes et une stabilisation de nos stocks à un niveau toujours très bas.

Le Crédit Immobilier de France ne porte aucun risque latent de promotion.

Le résultat consolidé du Réseau devrait atteindre 800 Millions de Francs, en baisse de 5 % par rapport à 1994. Partiellement compensée par des produits d'exploitation, cette diminution résulte d'une baisse de rendement des produits de placement.

En matière de risque, le Réseau a maintenu son niveau de créances douteuses et de provision équivalente à celui de l'année précédente, traduisant la bonne maîtrise de nos activités.

LA CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE - 3CIF. Le conseil d'Administration de la 3CIF du 24 janvier 1995 a pris connaissance des résultats provisoires de l'exercice 1994.

La 3CIF a financé au total 9,7 Milliards de Francs de prêts nouveaux au cours de l'exercice et atteint en fin d'année un encours de 19,5 Milliards de Francs avec un total de bilan de 24,7 Milliards de Francs.

Les dépôts du Réseau atteignent 2,2 Milliards, Le PNB de l'exercice s'établit à 98 MF contre 75,1 MF et le résultat d'exploitation après impôt à 70,5 MF après 45 MF de réintégration comptable.

Au cours de l'exercice, la Caisse Centrale a sensiblement renforcé ses structures, notamment dans le domaine du contrôle interne. Elle a également procédé à d'importants investissements pour développer ses outils informatiques.

Ses filiales, Gérer Participations et Assurances et Conseils devraient également afficher des résultats nets après impôt en ligne avec ceux de 1993.

La justice belge considère avec circonspection le rapport d'audit commandé par Schneider

LE PRÉSIDENT du groupe Schneider, Didier Pineau-Valencienne, reprend l'initiative dans le bras de fer qui l'oppose à la justice belge. Le groupe devait diffuser, mardi 31 janvier, un Livre blanc sur la gestion contestée par le juge bruxellois Van Espen de ses deux filiales belges Cofibel et Cofimines. Cette publication intervient quelques jours après la diffusion des conclusions favorables à M. Pineau-Valencienne d'un audit commandé par le conseil d'administration de Schneider au cabinet Deloitte Touche Tohmatsu.

Les auditeurs n'ont trouvé ni prélevement de liquidités de Schneider sur Cofibel-Cofimines, ni dissimulation et donc sous-évaluation de la valeur des sociétés off-shore dépendant de Cofibel-Cofimines. Par ailleurs, le rapport indique que, « entre 1981 et 1994, le groupe Schneider, hormis les sociétés Cofibel et Cofimines, n'a bénéficié d'aucun fonds appartenant aux sociétés off-shore non consolidées ». Le cabinet d'audit met en cause Jean Verdoort, l'administra-

teur délégué des deux filiales belges, aujourd'hui décédé. Ce dernier aurait prélevé, sans autorisation, 98 millions de francs belges (15,7 millions de francs français) en bons de caisse et transféré 139 millions de francs belges (22,2 millions de francs français) au profit de tiers extérieurs. Cette somme aurait servi à renflouer certaines activités de Valentino Foti, l'homme d'affaires italien inculpé par la justice belge, ainsi qu'à permettre l'achat par ce dernier d'un appartement à Bruxelles.

LA LENTEUR DE L'INSTRUCTION
Les milieux judiciaires belges refusent de commenter cet audit. Un porte-parole du parquet de Bruxelles a seulement déclaré que cette pièce pourrait être versée au dossier si les avocats jugent utile de la produire. Le juge Jean-Claude Van Espen n'a pas encore déposé les conclusions qui permettront à la Chambre du conseil de décider ou non le renvoi devant le tribunal correctionnel. La

lenteur de l'instruction serait due à l'impossibilité d'interroger M. Pineau-Valencienne, qui a refusé de se rendre à la dernière convocation du juge en septembre dernier, mais aussi à la nécessité d'obtenir certains concours étrangers, y compris celui du Liechtenstein.

Selon le quotidien économique belge *L'Echo*, le groupe français aurait « introduit un recours auprès des autorités judiciaires suisses en vue de l'empêcher de communiquer certaines pièces à la justice belge ». La presse belge estime par ailleurs que le cabinet d'audit n'a pas eu accès à toutes les pièces de l'affaire qui sont entre les mains de la justice du Royaume.

Périodiquement, des rumeurs évoquent un éventuel arrangement amiable entre Bruxelles et Paris. Le nom de Jean Gandois, toujours président de Cockerill-Sambre, est cité parmi les médiateurs à l'œuvre.

Jean de la Guérivière
et Caroline Monnot

البيان

La justice suisse pourrait clore le dossier Sasea

Le Crédit lyonnais serait autorisé à être partie civile dans une affaire qui a coûté 19 milliards de francs français aux créanciers de Florio Fiorini

Jean-Louis Crochet, le magistrat qui instruit depuis près de trois ans à Genève le dossier de la plus grosse faillite de l'histoire helvétique, a accepté par ordonnance du 23 janvier que le Crédit

lyonnais Bank Nederland (CLBN) se constitue partie civile. Un recours peut être déposé jusqu'au 2 février. Le juge d'instruction reconnaît ainsi à la filiale du Crédit lyonnais la qualité de victime. Il

s'agit d'une étape décisive dans les procédures qui opposent l'homme d'affaires italien Florio Fiorini et ses créanciers. Le premier patron de Sasea Holding, maison mère de quelque 350 soci-

tés, est en détention à Genève pour banqueroute frauduleuse. Les seconds, CLBN en tête, ont théoriquement perdu 5 milliards de francs suisses (19 milliards de francs) dans l'affaire.

Le risque pour le Crédit lyonnais et sa filiale, le CLBN, allait bien au-delà des pertes liées à la seule faillite de la holding Sasea. Pendant quatre ans, le CLBN s'est engagé sans compter aux côtés des différents sociétés de la nébuleuse détenue par Florio Fiorini. On comprend mieux l'acharnement de la banque en 1991 pour maintenir en vie la holding. Sa disparition entraînerait mécaniquement l'écroulement de l'ensemble du groupe et donc les pertes les plus lourdes. C'est pour préserver jusqu'au bout l'espoir de ne pas perdre toute sa mise sur les filiales que le Crédit lyonnais a, un beau jour de mai 1991, consenti un prêt à Sasea Holding, le temps pour Florio Fiorini de vendre certains actifs et de rembourser ses emprunts - dont il ne payait plus les intérêts - à CLBN.

Cela s'appelle de la fuite en avant. Une pratique observée dans une autre filiale du Crédit lyonnais, Almus. Dans le cas de Sasea, les largesses du CLBN ont été d'autant plus excessives que son « client » était un génie de la man-

pulation financière. Entre 1985, date à laquelle Florio Fiorini, personnage haut en couleurs, ancien directeur financier de l'ENI (la holding pétrolière de l'Etat italien) a acheté la société Sasea pour en faire une société d'ingénierie financière, et 1990, le groupe Sasea coté à la Bourse de Genève présentait des résultats positifs, approuvés par ses commissaires aux comptes, le cabinet KPMG.

Depuis la mise en faillite de Sasea, le juge Crochet tente de démanteler les responsabilités. Sa décision de reconnaître le Crédit lyonnais Bank Nederland Bank comme partie civile - dont M^{re} Bonnant, l'avocat de Florio Fiorini, minimise la portée - pourrait être le premier signe d'un règlement rapide du dossier. Après plus de 400 audiences et un rapport élaboré par quatre experts, le juge genevois pourrait être tenté de clore son instruction. « Il a fait le tour du problème », estime M^{re} Bonnant.

PARIBAS SUISSE

A l'automne 1994, Jean-Louis Crochet avait admis que le CLBN

n'avait en rien contribué à l'écroulement du passif de Sasea, tout en maintenant la thèse de la gestion de fait. Le rapport qui lui a été remis a de plus révélé comment, pendant sept ans, Florio Fiorini est parvenu à faire vivre un groupe en état de surendettement chronique. Son endettement a été favorisé par le CLBN qui « a développé, puis maintenu, des relations de nature perverse avec Sasea, lui permettant de racheter toujours plus d'actifs dont la cession permettait de maintenir la machine en mouvement ».

Mais, et c'est la révélation du rapport, Florio Fiorini est parvenu à entraîner Paribas Suisse dans au moins trois opérations contestables. Pour les experts, le rôle de la tête de pont helvétique de Paribas s'est révélé prépondérant lors de l'acquisition de Sasea par Fiorini en 1984. La banque a en « une participation déterminante dans la préparation et l'exécution de l'augmentation de capital frauduleuse du 30 avril 1985 ». De même en 1989 où, « connaissant tout de la mécanique imaginée par Florio Flo-

rio pour augmenter fictivement le capital de Sasea, Paribas acceptera en connaissance de cause un rôle d'écran entre CLBN et Warburg Sodit, les deux autres acteurs externes de cette gigantesque bulle fictive ». Au passage, « l'un des responsables de Paribas a perçu des honoraires privés de quelque 8 millions de francs pour trois interventions auprès de Florio Fiorini ». L'autre banque épinglée dans le rapport est la Banca Popolare di Novara et sa filiale BPN, principale relation bancaire de Fiorini, qui « a été le pivot de la survie financière de Sasea par le système de garanties de paiement ».

L'instruction a fait éclater au grand jour des responsabilités qui vont largement au-delà des erreurs du CLBN. Si aucun recours de l'ordonnance n'est déposée d'ici au 2 février, le juge, qui n'a pas voulu s'exprimer à ce sujet, pourrait alors transmettre son dossier au Parquet. L'abandon de la piste lyonnaise rendrait nécessaire l'ouverture d'une instruction plus vaste au plan international que personne ne semble souhai-

ter. Le Parquet pourrait donc être bientôt appelé à se déterminer sur la juridiction qui jugera Florio Fiorini. Selon les chefs d'accusation retenus, son cas relèvera de la Cour d'assises ou de la Chambre correctionnelle. Dans ce dernier cas, les peines ne peuvent excéder sept ans et demi et ne sont purgées qu'aux deux tiers. S'il est condamné, Florio Fiorini pourrait alors être mis rapidement en liberté surveillée, ou reconduit en Italie, la justice italienne ayant demandé son extradition.

Le Crédit lyonnais sortira pratiquement indemne de l'affaire, les 800 millions de dollars d'engagements sur le groupe ayant déjà été provisionnés. Ses délégués judiciaires pourraient cependant connaître d'autres rebondissements aux Etats-Unis. La justice italienne a, début janvier, autorisé l'extradition outre-Atlantique du compère de Florio Fiorini, Giancarlo Parretti, avec lequel la banque publique est en procès, notamment sur l'affaire MGM.

Babette Stern

COMMUNICATION

Time Warner rachète un réseau câblé pour 11,9 milliards de francs

Time Warner, première société mondiale de communications et deuxième câble-opérateur américain, a annoncé, vendredi 27 janvier, le rachat de KBLCOM, un réseau câblé filiale de Houston Industries Cable Systems, pour environ 2,2 milliards de dollars (12 milliards de francs). Ce prix très élevé (plus de 600 millions de dollars de dettes de KBLCOM. Ce réseau compte 690 000 abonnés au câble (réseau en fibres optiques) au Texas, dans le Minnesota, dans l'Oregon et en Californie. KBLCOM et Time Warner étaient déjà associés à parité, depuis 1986, dans un autre câble-opérateur, Paragon, qui compte 970 000 abonnés en Floride et à New York.

Grâce à cette acquisition, Time Warner renforce sa position de câble-opérateur le mieux positionné dans les agglomérations de plus de

100 000 habitants, a souligné Gerald Levin, PDG de Time Warner. Le but de cette acquisition est d'accroître au maximum le réseau, de manière à être en position de force le jour où le commerce des télécommunications sera ouvert aux câble-opérateurs. Houston Industries enregistre, de son côté, un bénéfice net de 650 millions de dollars (3,7 milliards de francs environ) à la fin de la transaction et deviendra l'un des actionnaires de Time Warner. Les deux sociétés ont annoncé qu'elles créaient une société conjointe de services pour la gestion, en temps réel, de la consommation d'eau, d'électricité, de gaz des 10 millions d'abonnés au câble du réseau Time Warner. Houston Industries détient l'une des huit plus importantes sociétés d'énergie américaines avec Houston Lighting and Power Company.

Com-Dev se retire du câble

Après bien des tergiversations, l'accord général portant sur la cession des réseaux câblés de Communication et développement (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) à la Lyonnaise des eaux et à France Télécom a été signé jeudi 26 janvier. Avec près de 220 000 abonnés répartis sur une trentaine de sites (plus de 100 communes sont concernées), cette vente devrait rapporter près de 800 millions de francs à la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Les six réseaux « plan câble » sont cédés à France Télécom, dont la filiale TSI-

diffusion de France (TDF) reprend également les réseaux de Metz, Dunkerque et la Lorraine. Les seize réseaux « hors plan câble », construits en maîtrise d'ouvrage privée, iront à la Lyonnaise des eaux. Sur la base des statistiques de l'Avica (Association des villes câblées), la Lyonnaise des eaux devient le premier câble-opérateur français avec 33 % des prises et 31 % des abonnés. Les municipalités qui sont partie prenante du processus de décision doivent maintenant approuver l'accord conclu entre la Caisse des dépôts et les acheteurs.

Le gouvernement s'émue des déclarations de Jacques Santer sur l'audiovisuel

Le ministre français délégué aux affaires européennes, Alain Lamassouze, a demandé, samedi 28 janvier, une « mise au point sans ambiguïté » après les déclarations du président de la Commission européenne, Jacques Santer, au journal américain *International Herald Tribune* (Le Monde du 29-30 janvier). Ce dernier avait estimé que les quotas de diffusion tels qu'ils sont institués par la directive Télévision sans frontières étaient une formule « artificielle » et « protectionniste ». Alors que Paris se bat pour maintenir ces quotas de diffusion, M. Santer a affirmé sa préférence pour « des mesures d'encouragement à la production européenne plutôt que des restrictions à l'importation ».

« Je suis étonné des déclarations faites par le président Santer devant un journaliste américain, critiquant la politique audiovisuelle de l'Europe », a déclaré M. Lamassouze, samedi 28 janvier, à Lyon, en marge du conseil du Parti républicain. Le ministre délégué aux affaires européennes a demandé que la visite à Paris de la Commission présidée par M. Santer, vendredi 3 février, soit « l'occasion d'une mise au point sans ambiguïté ». « Ces propos sont d'autant plus surprenants que le président de la République et le gouvernement ont clairement mis l'indépendance culturelle de l'Europe en tête des priorités de la présidence française », a ajouté M. Lamassouze. L'association Auteurs réalisateurs producteurs (ARP), l'une des principales organisations professionnelles du cinéma français, a violemment pris à partie M. Santer qu'elle a affublé du nom de « commissaire luxembourgeois à l'audiovisuel » (CLT). Une manière pour elle de dénoncer l'alignement de M. Santer sur les thèses de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT), un groupe de communication très hostile aux quotas.

Préparez vos voyages

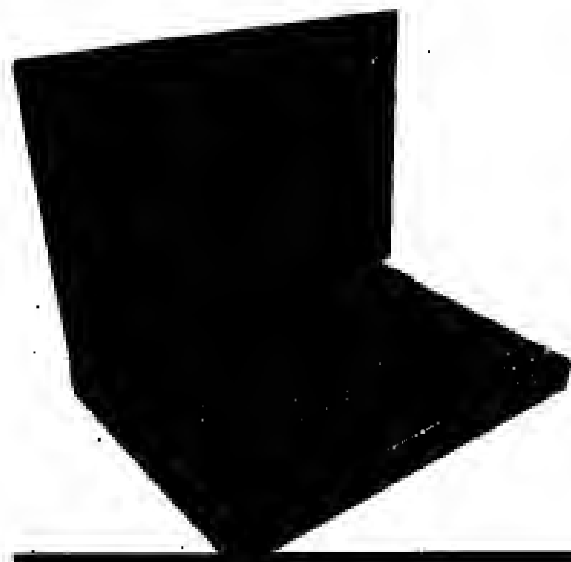
3615 LEMONDE

■ **TÉLÉVISION** : l'une des filles de Patrick Poivre d'Arvor, Solenn, dix-huit ans, atteinte d'anorexie mentale, s'est suicidée, vendredi 27 janvier, en se jetant sous une rame de métro. Le présentateur du journal télévisé de 20 heures sur la première chaîne avait raconté dans son livre *Lettres à l'absente* (Albin Michel, 1993) le calvaire vécu par Solenn, mais aussi le calvaire que lui et sa famille enduraient.

■ **PRESSE** : un débat sur la presse dans le bassin de la Méditerranée est organisé en marge de l'exposition « L'Ancien et le Nouveau Monde », et qui actuellement est installée à Marseille jusqu'au 2 février à 18 h 30, sur le thème suivant : « La fonction démocratique de la presse dans le bassin méditerranéen » aura lieu à l'hôtel du département, avec intervenants seront Abdel Charef (La Nation), Jean-Pierre Langellier (Le Monde), Sampaio Sampaio (France 3), Javier Valenzuela (El País) et Bernardo Valli (La Repubblica).

A partir du lundi 30 janvier

Voilà un prix qui a vraiment tout compris !



MICRO-ORDINATEUR I.B.M.
THINKPAD 340.
8890^F
GARANTIE 1 AN
ou 10 x 889 F - Apport 260,70 F

- Processeur IBM 486 SLC 2/50 Mhz, 4 Mo de RAM extensible à 12 Mo.
- Disque dur de 125 Mo.
- Lecteur de disquette 3 1/2 1,44 Mo.
- Ecran monochrome à cristaux liquides de 9,5".
- Emplacement PCMCIA type I, II, III.
- Logiciels : IBM PC DOS 6.3, WINDOWS 3.1.

ASSISTANCE TELEPHONIQUE 7 JOURS SUR 7, DE 9 H A 22 H GRATUITE LA 1^{re} ANNEE.

Ce micro-ordinateur est disponible (600 pièces ou total) dans tous les magasins, distributeurs habituellement cette famille de produits. Pour d'autres précisions, ainsi que les adresses, plans d'accès et services des magasins, appelez 36 15 Carrefour (0,99 F la minute).

* Payez en 10 fois avec la carte Pass pour 3% en plus du prix de vente. Coût total à crédit : 9 156,70 F (dont 260,70 F TEG ou 15/09/94 : 6,69% l'an sans escomptes facultatifs. Abonnement annuel : 30 F. Sur acceptation de votre dossier par SFR. Renseignez-vous au Stand Pass de votre magasin.

Avec Carrefour je positive! ➡

MédiaSid
21^{ème} édition
L'Annuaire de la presse et de la communication
Edité par
SID
Société d'Information et de Diffusion
du Réseau Inter-Édition
Diffusé par
La Documentation Française
59, quai Voltaire
75001 Paris, cedex 04
Téléphone : 01 47 77 11 00
Fax : 01 47 77 11 01
Prix : 150 F

INDICATEURS

La reprise de l'économie s'est renforcée.

L'investissement et l'exportation en sont les moteurs tandis que l'inflation se ralentit

INDICES ATTENDUS

- Mercredi 31 janvier : aux Etats-Unis, indice de confiance des consommateurs (janv.)
- Au Canada, PNB (novembre) ; au Japon, taux de chômage (décembre) ;
- en Allemagne, indice de production industrielle (décembre) et commandes à l'industrie manufacturière (décembre) ; en France, taux de chômage.
- Mercredi 1^{er} février : aux Etats-Unis, indicateurs avancés (décembre) et dépenses de construction (décembre) ; au Japon, réserves de changes (janv.)
- Jeudi 2 février : aux Etats-Unis, ventes d'habitations neuves.
- Vendredi 3 février : aux Etats-Unis, taux de chômage (décembre), commandes industrielles (décembre) et livraisons industrielles (décembre) ; au Canada, réserves de change (décembre) ; au Japon, balance courante (décembre) ; en Italie, indice d'inflation (décembre).

ÉVÉNEMENTS À L'ÉTRANGER

- ÉVÉNEMENTS À L'ÉTRANGER**
- Mardi 31 janvier : à Washington, ouverture de la réunion du Federal Open Market Committee (FOMC).
 - Mercredi 1^{er} février : à Washington, suite de la réunion du FOMC ; à Rome, vote de confiance du Sénat au gouvernement Dini.
 - Jeudi 2 février : à Francfort, réunion du conseil central de la Bundesbank ; à Londres, réunion de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre ; à Bonn, rapport économique officiel.

ÉVÉNEMENTS EN FRANCE

- Jeudi 2 février : rencontre entre M. Mitterrand et M. Kohl.**
● Samedi 4 février : choix de son candidat présidentiel par le Parti socialiste.

RÉGIONS

APRÈS trois ans de transition économique, la stabilité financière est encore loin d'être un fait acquis dans les Etats issus de l'URSS. A l'exception toutefois des pays baltes qui continuent de récolter les fruits d'une politique de rigueur sans concession : le ralentissement de l'inflation, spectaculaire, en 1993, s'y est confirmé en 1994 (de 2 % à 3,5 % en moyenne par mois), la Lettonie faisant jeu égal avec la Pologne. Leurs monnaies, armées au dollar ou au deutschemark, montrent une fermeté remarquable.

Dans les Etats de la CEI, la lutte contre l'inflation a été moins efficace. Des points ont été marqués ici ou là, mais sans tendance durable. En Russie, le rythme mensuel de la hausse des prix a été ramené aux environs de 4 % à 5 % durant l'été, après avoir oscillé entre 13 % et 20 % en 1993. Une baisse qui couronnait les efforts des autorités (limitation du crédit, relèvement des taux de l'escompte, devenu, en février 1994, positif en termes réels

SECTEUR

Textile-habillement : le salut par l'exportation

SORTIE de crise ? Changement de ton, en tout cas. L'industrie européenne du textile et de l'habillement, qui estime avoir payé, ces dernières décennies, « un prix élevé en termes de rentabilité et d'emplois » dans le domaine des importations, parle désormais de « renouveau ».

Dans son memorandum, Euralex, nouvelle organisation européenne de la profession, estime en effet que « les conditions d'un renouveau seront remplies si, au cours des dix prochaines années, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est capable de créer de véritables conditions de concurrence loyale et d'assurer une ouverture réelle de tous les marchés mondiaux ». Autrement dit, l'industrie européenne se dit prête à livrer la bataille de la grande exportation.

La chambre ? la conclusion du cycle de l'Uruguay et la fin de l'Accord multilatéral (AMF). Avec ses frontières ouvertes et des marchés extérieurs fermés, l'industrie textile des Douze a été contrainte à une productivité maximale, mais aussi à l'abandon des types de production où le différentiel du coût de la main-d'œuvre était insurmontable. Les chiffres le montrent, avec un déficit de la balance commerciale de 85,4 milliards de francs, se décomposant en nn excédent de 19,7 milliards pour le textile et en un « trou » de 105,1 milliards pour

et compression des dépenses budgétaires). Mais la confiance est absente, et les anticipations inflationnistes demeurent fortes : au dernier trimestre 1994, la hausse des prix retrouvait les niveaux de 1993, et le nombre était atteint de nouveaux accès de faiblesse, après un semestre de relative stabilité.

EMPRUNTS HYPOTHÉTIQUES

L'intervention militaire en Tchétchénie a fait grimper de quelques degrés les incertitudes sur l'avenir immédiat de la Russie, à telle enseigne que les investissements de portefeuilles étrangers, qui s'élevaient chaque mois depuis l'été à 500 millions de dollars en moyenne, sont brutalement tombés à moins de 100 millions en décembre et 20 millions en janvier. Une chose est sûre néanmoins : le coût des opérations militaires et celui de la reconstruction de l'économie tchétchène pèseront lourd sur le budget de 1995, dont le déficit devrait, en outre, être financé pour près de trois quarts par

des emprunts extérieurs, désormais hypothétiques. Aussi doit-on s'attendre à une mise en veilleuse des objectifs concernant l'inflation.

Par contraste, l'Ukraine semblait presque plus attractive. Sa banque centrale est d'ailleurs parvenue, en bloquant le crédit, à débarrasser le pays de l'hyperinflation, à son apogée en décembre 1993, s'était chiffrée à 90,8 %. Mais si l'indice des prix a enregistré une forte décléation à l'été 1994, il a connu une nouvelle envolée en octobre-novembre avec la reprise des subventions aux prix des biens et services de première nécessité, le versement d'aides aux plus défavorisés et, surtout, le financement d'un déficit budgétaire qui se montait à 13,3 % du PIB à la fin du troisième trimestre. Mais il s'agit là d'un retard à l'allumage qui ne devrait pas entraver la détermination des dirigeants ukrainiens à poursuivre un programme de réformes encore tout neuf, avec ou sans aide occidentale.

Les pays membres de la CEE



Le sentiment d'urgence est également présent au Kazakhstan, où il a motivé un changement de gouvernement début octobre 1994, les nouveaux promus s'engageant à mettre enfin en application une thérapie de choc à la russe et à li-

miter la hausse des prix à 5 % par mois au premier trimestre 1995, contre 30 % environ en 1994. En revanche, en Biélorussie, l'immobilisme des équipes qui se sont succédé au pouvoir se solde par une véritable faillite économique : avec

ENTREPRISE

GPI : retour aux profits annoncé

formation et à la recherche-développement. Pour ce faire, la profession cherche ce qu'elle appelle désormais un « partenariat » avec les universités publiques. « Il ne s'agit pas de tendre la main », explique Dominique Jacomet. Nous voulons seulement obtenir un meilleur accès aux programmes communautaires. » Sur les 78 milliards de francs annuels consacrés par Bruxelles à la formation, l'industrie du textile et de l'habillement n'en reçoit-elle pas que... 230 millions ?

Le pari semble jouable. Dans un secteur aussi difficile que l'habillement, 23,4 milliards de francs de chiffre d'affaires (contre un marché international en forte baisse - 5,5 % qu'il a fait reculer les importations - 1,2 %), les industriels n'ont été tirés que par l'exportation.

Quant à l'industrie du prêt-à-porter féminin (29,3 milliards de francs de chiffre d'affaires), frappée elle aussi par un marché hexagonal en recul (-3,1 %), elle a retrouvé une balance commerciale positive, les importations augmentant nettement moins (+4,4 %) que les exportations (+9,6 %). Celles-ci ont atteint 9,1 milliards de francs grâce au Japon (+27,9 %), à Hong-kong (+73,6 %), à Taïwan (+73,5 %) et à la Corée du Sud (+137,8 %). Peu l'auraient prédit.

DEPUIS qu'André Descottes, ancien PDG d'Andréx, l'un des leaders de la maroquinerie de luxe, cédée depuis au groupe LVMH, a pris entre ses mains le destin de la société Gérard Pasquier International (GPI), le groupe vit une révolution. A la veille de son premier défilé, le président a redéfini les grands axes stratégiques pour les années à venir, qui devraient permettre un retour à l'équilibre. En 1994, le chiffre d'affaires du groupe GPI devrait s'établir aux environs de 150 millions de francs, pour un résultat net en perte de l'ordre de 15 à 16 millions de francs.

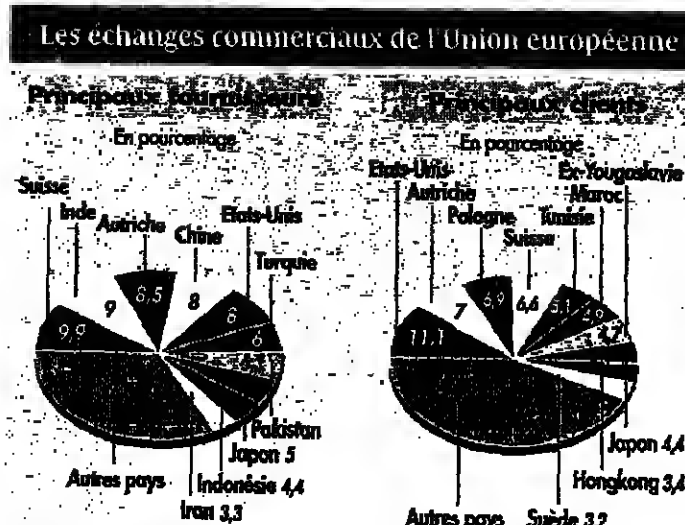
à 1 876 millions de francs. L'apport du vu sur chiffre d'affaires, divisé en quatre tranches, a été de 41 millions de francs en 1993, de 41 millions de francs à fin 1994, la nouvelle direction du groupe met en place une stratégie qui devrait permettre un retour aux profits en 1996. Au niveau de la production, les coûts de main-d'œuvre devraient diminuer grâce à un accroissement des délocalisations vers le Portugal, la République tchèque et la Hongrie. Cette amélioration de la productivité va permettre à Gécrop Pasquier International d'accroître de 90 francs (soit 50 %) les coûts matière et d'offrir à la clientèle des produits de meilleure qualité, tout en conservant un prix compétitif. La collection hiver 1995 a été rassemblée et ciblée sur les femmes actives de quarante

un taux d'inflation annuel de l'ordre de 2 600 %, ce pays se trouve aujourd'hui au point où en était l'Ukraine il y a un peu plus d'un an, mais sans présenter les mêmes prémices d'un retournement de tendance.

La situation varie tout autant entre les petits pays de la CEI. Certains, comme la Moldavie ou le Kirghizstan, ont avancé de quelques pas sur la voie de la stabilisation, mais sans que l'on puisse affirmer, du fait de leur grande vulnérabilité aux chocs extérieurs, qu'ils pourront réussir dans la durée. D'autres, comme les Etats de Transcaucasie, en proie à une très forte instabilité intérieure ou engagés dans des conflits armés, sont condamnés à laisser filer leurs indicateurs tant que l'ordre et la paix ne seront pas revenus.

Marie-Agnès Crosnier

★ Marie-Agnès Crosnier est économiste au *Courrier des pays de l'Est* (La Documentation française).



Source : CTH

Pierre-Angel Goy

Emmanuel Perrin

★ Emmanuel Perrin est président et directeur de la recherche de Continental Partners.

La RATP vise l'équilibre d'exploitation en 1997

La Régie des transports parisiens veut augmenter ses tarifs de trois points au-dessus de l'inflation et réduire la part de la contribution de l'Etat

Faute de réforme des transports parisiens et de l'ensemble de l'Île-de-France, la direction de la RATP vient de bouter son projet de plan d'entreprise pour la période 1995-1997. L'objectif visé consiste à relancer le trafic, qui baisse depuis

1990, à lancer des formules d'abonnement plus attractives et à réduire le volume des aides de l'Etat. La Régie compte augmenter ses recettes directes de 1 milliard de francs en 1997 par une progression du trafic de 1 % par an, par une

hausse des tarifs de trois points supérieure à l'inflation et par une diminution de la fraude. Une partie de l'augmentation du prix du billet vise à réduire la part du contribuable dans le financement de l'entreprise.

A DÉFAUT de contrat de plan, la Régie s'est dotée d'un projet d'entreprise sur trois ans. La réforme des transports publics en Île-de-France, qui visait à déléguer à la région et aux départements l'exploitation des transports, devait déboucher sur un contrat tripartite entre l'Etat, la Régie et la région. A défaut de contractualisation, Jean-Paul Bailly, nommé à la tête de la RATP en juin 1994, a présenté à son conseil d'administration, vendredi 27 janvier, un plan d'entreprise sur trois ans.

L'objectif central repose sur la reconquête d'une clientèle payante. Malgré une augmentation de l'offre, le trafic stagne depuis quatre ans, avec une situation dispartite suivant les réseaux. Le métro a connu, depuis 1990, une baisse de l'ordre de 5 %. Le RER a enrayé la chute du trafic en 1994. Le bus, après une augmentation de 2 % en 1993, stagne. A cela s'ajoute un taux de fraude croissant, de 9 % sur le RER et qui s'élève à 16 % dans les bus. Résultat, les recettes reculent régulièrement depuis quatre ans.

Pour reconquérir sa clientèle, la RATP doit mettre en place une véritable politique de vente. Elle devra fidéliser ses clients, au premier

rang desquels ses abonnés. Dans cette perspective, elle compte lancer « une gamme de titres d'abonnement plus attractive » et offrir des avantages supplémentaires. Mais ses efforts vont également porter sur des clientèles encore mal explorées, et jugées prometteuses, à savoir les jeunes, les personnes âgées, les visiteurs, les personnes à mobilité réduite ou les entreprises. En 1997, la RATP table sur une augmentation des recettes directes (8,2 milliards prévus en 1995) de 1 milliard de francs, grâce

FONDS AGIPI : 7,75% de rendement net pour 1994

La qualité de la gestion par AXA du Fonds AGIPI nous permet d'annoncer aux Adhérents titulaires du CLER - Compte Libre d'Epargne et de Retraite - une rémunération annuelle de leur épargne s'élevant à 7,75% net. Les versements des Adhérents au FAR - Fonds de pension Associatif pour la Retraite - investis dans le Fonds AGIPI, bénéficient également de la revalorisation annuelle de 7,75% net pour 1994. Le CLER et le FAR (éligible à la loi Madelin) sont les contrats d'assurance de groupe souscrits par l'AGIPI pour ses seuls Adhérents, auprès des sociétés d'assurance sur la vie du groupe AXA, ALPHA assurances et AXA Assurances. Depuis sa création en 1985, le Fonds AGIPI présente un rendement annuel moyen de 9,88% net.

Pour tous renseignements :
Délégation Générale de l'AGIPI
6, rue de Monceau
75008 PARIS
Tel : (1) 40 76 08 73



La force de l'association

Danone cherche à investir dans les plats cuisinés

ANTOINE RIBOUD, PDG de Danone, s'intéresse aux plats cuisinés et à l'Europe du Nord. Après la disparition d'Yves Dumon, directeur général de l'entreprise, le groupe Danone, particulièrement actif dans les plats cuisinés, cherche à développer cette activité. Le groupe Danone, qui a acquis la société de plats cuisinés de Saint Louis, a décidé de développer cette activité. Le groupe Danone, qui a acquis la société de plats cuisinés de Saint Louis, a décidé de développer cette activité.

et d'étudier des acquisitions, particulièrement dans l'Europe du Nord», révèle le PDG de Danone. L'opération permettrait de rééquiper le groupe dans les plats cuisinés, particulièrement celle de sa filiale à 65,5 % Panzalm (société dont le siège du capital est détenu par Saint Louis, qui devrait céder sa participation à Danone en 1996), qui n'est implantée qu'en France, en Espagne et en Italie.

En revanche, une acquisition majeure aux Etats-Unis est exclue. « Les Etats-Unis ne font pas partie de nos priorités », explique Antoine Riboud. Car pour prendre pied aux Etats-Unis les sommes à mettre sur la table sont considérables. Le président de Danone n'envisage pas de créer une branche d'activité pour réaliser une acquisition. « Rien n'est jamais impossible. Mais Danone dégage un cash-flow de 7 milliards de francs, grâce notamment à ses activités dans la bière et le verre. Nous pouvons donc financer nos acquisitions sans rien céder. »

Ar. L.

GROUPE DIDOT-BOTTIN

Fondé en 1796

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Monsieur Vincent HOLLARD, a arrêté les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 1994.

Le résultat d'exploitation consolidé passe de 16 189 000 francs pour l'exercice antérieur à 45 849 000 francs, ce qui traduit l'évolution favorable des entreprises du Groupe en 1994.

Le résultat net social s'établit à 2 067 100 francs contre 534 210 francs en 1993.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée un dividende inchangé de 25 francs par action, soit 37,50 francs avoir fiscal compris.

Situation et perspectives du Comptoir

Réuni le 26 janvier 1995, le Conseil d'Administration du Comptoir des Entrepreneurs a entendu une communication de son Président sur la situation de l'entreprise et a été consulté sur les diverses orientations que celui-ci lui propose.

Après en avoir délibéré, il a engagé le Président à poursuivre l'étude de la mise en place de ces mesures et à procéder aux diverses consultations nécessaires, tant externes qu'internes auprès des instances compétentes.

La mise en œuvre de l'opération de défaisance portant sur 7 milliards de F de créances se poursuit. La sélection des créances concernées est en cours et devrait être achevée avant le milieu du mois de février prochain.

Les comptes consolidés pour l'exercice 1994 du Comptoir ne pourront être arrêtés que lorsque la liste précise des créances sorties des livres du Comptoir sera fixée.

Néanmoins, les premières estimations font apparaître un déficit, hors éléments exceptionnels, proche du résultat de 1993 qui s'était élevé, également hors éléments exceptionnels, à 825 millions de F, et après un premier semestre 1994 déficitaire de 348 millions de F.

Au-delà de ce déficit d'exploitation, la nécessité d'adapter la valeur comptable des bâtiments d'exploitation du siège du Comptoir, alors que leur cession est prévue au cours de l'exercice 1995, conduit à passer une provision complémentaire de 550 millions de F pour ramener cette valeur aux données actuelles du marché. La provision sur le bâtiment de la rue de la Paix, soit 400 millions de F environ, affectera directement les comptes sociaux mais ne pèsera pas sur les comptes consolidés.

Enfin, une provision de 100 millions de F est prévue dès 1994 pour tenir compte des conséquences sociales éventuelles liées au démantèlement du siège social.

Compte tenu des incertitudes portant sur la définition du portefeuille des créances défaisancées, il n'est possible de donner, à ce stade, qu'une estimation du résultat social qui sera donc déficitaire d'un montant compris entre 1 400 millions et 1 500 millions de F.

Le Conseil d'Administration du Comptoir se réunira à nouveau à la fin du mois de février pour arrêter les comptes de 1994, et fixer définitivement le montant des pertes de l'exercice après que les Commissaires aux comptes auront procédé aux vérifications nécessaires.

L'arrêt des comptes pourra permettre alors de définir les conditions précises de la première recapitalisation de l'établissement, prévue en 1995, pour un montant d'environ 700 millions de F sur la base d'une valeur proche de l'actif net par action et, dans les jours qui suivront l'arrêt des comptes, de procéder à la reprise de cotation du titre.

S'agissant des perspectives d'activité et du plan industriel de l'établissement, le Président a donné communication au Conseil d'un courrier des Pouvoirs Publics sur l'arrêt progressif au cours des prochaines années des activités liées à la production par le Comptoir des prêts PAP.

Des négociations avec le Crédit Foncier de France vont s'engager pour définir les modalités précises du transfert de cette activité à cet établissement, sachant que cette cession sera neutre financièrement pour le Comptoir.

Sur tous les autres segments de son activité, le Comptoir s'adapte aux caractéristiques des marchés, en accentuant son recentrage sur le financement des prêts aux particuliers, avec la perspective de développer, dans ce domaine, une synergie active avec les réseaux du groupe des AGF.

Le Comptoir va engager, avec l'aide d'un cabinet extérieur, une étude en vue de restructurer l'ensemble de son organisation en fonction de ces nouvelles orientations, avec pour objectif de se mettre au meilleur niveau d'efficacité pour chacune de ses activités par rapport aux établissements concurrents. Ces mesures feront l'objet de toutes les consultations nécessaires avant leur mise en œuvre effective.

LVMH MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

PROGRESSION DE 17,4 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1994

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du Groupe LVMH a atteint 28 milliards de francs en 1994, en progression de 17,4 % par rapport à l'an passé.

Les principales caractéristiques de l'année 1994 ont été :

- une croissance en volume dans tous nos secteurs d'activité;
- une croissance des ventes sur l'ensemble de nos marchés;
- une reprise des ventes de champagne;
- une croissance néanmoins plus importante pour les bagages et les parfums que pour les vins et spiritueux, ce qui confirme le bien fondé de notre stratégie de développement;
- le succès de nombreux lancements : ligne Taiga de Louis Vuitton, Tendre Poison et Hydra Star de Parfums Christian Dior, Fleur d'Intérieur de Parfums Givenchy, Kashlya de Kenzo, ligne Bazar de Christian Lacroix, entre autres;
- une accélération de la croissance des ventes en fin d'année;
- les apports de Guerlain et de Kenzo qui ont renforcé le portefeuille des marques du Groupe pour en faire le plus prestigieux dans la parfumerie haut de gamme;
- une réduction substantielle des frais financiers.

Par branche d'activité, l'évolution du chiffre d'affaires est la suivante :

en millions de francs	1993	1994
Champagne et Vins	5.444	5.712
Cognac et Spiritueux	5.846	5.983
Bagages et Maroquinerie	5.885	6.718
Parfums et Produits de beauté	6.128	7.685
Autres Activités	736	1.866
TOTAL	23.519	27.972

Ces différents éléments permettent de confirmer une croissance du résultat net 1994 du Groupe LVMH supérieure à 20 %.

Les principales tendances de 1994 devraient se poursuivre cette année.

Nos principales anticipations pour 1995 sont en effet les suivantes :

- une poursuite de la croissance économique sur nos principaux marchés, notamment les Etats-Unis et l'Asie, mais aussi une amélioration plus nette en Europe;
- une nouvelle croissance en volume de l'ensemble des secteurs d'activités;
- une croissance néanmoins encore plus sensible dans les parfums et les bagages;
- une poursuite de l'amélioration de la rentabilité des vins et spiritueux et en particulier du champagne;
- la réalisation de la nouvelle unité de fabrication de Louis Vuitton qui doit améliorer nos capacités à faire face à la demande;
- le lancement de nombreux nouveaux produits, notamment chez Parfums Christian Dior, Parfums Givenchy, Guerlain et Louis Vuitton;
- le développement du réseau international;
- la mise en œuvre de nouvelles synergies entre les marques du Groupe, en particulier dans les domaines de la distribution, de la logistique et des ressources humaines;
- une nouvelle réduction des frais financiers.

La stratégie de développement donnant la priorité à la croissance interne sera maintenue; une croissance externe sélective pourra être envisagée en fonction des opportunités.

Tous ces éléments nous ont amenés à fixer, à nouveau pour 1995, un objectif de croissance très significative du résultat.

Les résultats définitifs du Groupe LVMH pour 1994 seront publiés le 23 mars 1995.

LVMH, PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE
Minitel : 3615 LVMH

■ LA BOURSE DE TOKYO qui a progressé lundi 30 janvier de 3,58 % a pratiquement retrouvé ses niveaux d'avant la chute du 23 janvier liée au séisme de Kôbé.

■ LE FRANC évoluait encore faiblement face au deutschemark lundi matin... La monnaie allemande s'échangeait à 3,4896 francs contre 3,4705 francs vendredi soir.

■ LE DOLLAR restait faible lundi à Tokyo où il cotait 99,18 yens contre 99,35 yens vendredi lors des dernières transactions sous l'effet d'ajustements des positions.

■ LES MARCHÉS DE TAUX anticipent une hausse d'au moins 50 points de base lors de la réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale.

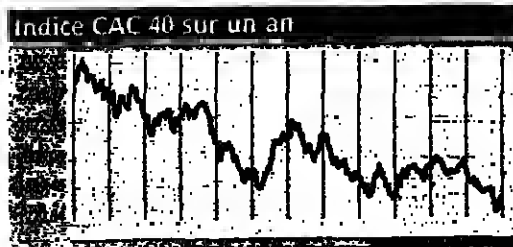
■ LA BOURSE DE PARIS a entamé la séance du lundi 30 janvier sur une hausse de 0,13 % de l'indice CAC 40 qui s'établissait à 1 816,51 points. Il avait perdu 0,67 % vendredi.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Paris indécis

La première séance de la semaine a débuté sous le signe de l'indécision à la Bourse de Paris où les valeurs françaises évoluaient autour du point d'équilibre dans une fourchette très étroite. En légère hausse de 0,13 % au début des transactions, l'indice fléchissait par la suite s'inscrivant une heure plus tard en repli de 0,11 %. Aux alentours de 12 h 30, l'indice CAC 40 était de nouveau orienté à la hausse, s'appréciant de 0,07 % à 1 816,51 points. Les transactions avoisinaient 800 millions de francs sur le marché à règlement mensuel.

L'indécision du marché n'était pas une surprise selon un boursier qui estimait que « le marché des actions devrait rester assez calme durant les premiers jours de la semaine avant la réunion de la Réserve fédérale américaine qui pourrait décider d'un relèvement des taux directeurs outre-Atlantique ». Les échanges continuèrent à être importants lundi sur Elx Aquitaine, le titre cédant

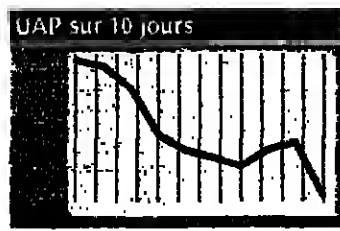


0,47 %. En nette baisse, on notait Eurotunnel, le titre perdant 2,3 % avec 2,1 millions de titres échangés. Cette valeur était pénalisée après les inquiétudes liées à la sécurité

dans le tunnel sous la Manche. Après enquête, l'hédomadaire The Observer qualifie de « crissante » la vulnérabilité des trains et navettes à un attentat terroriste.

UAP, valeur du jour

L'UAP a terminé vendredi en net recul de 3,9 % à 125,20 francs dans un volume échangé de 400 000 titres. Depuis sa privatisation, le groupe d'assurances a perdu 17,6 % sur son cours d'ouverture, qui était de 152 francs. Si le groupe de Jacques Friedmann poursuit son développement stratégique, engagé par Jean Peyrelevade, en consolidant ses participations extérieures, il doit toujours faire face notamment à l'obligation de constituer de fortes provisions liées aux



Nouvelle et forte hausse à Tokyo

Un important courant acheteur sur les valeurs de l'immobilier, du bâtiment et de la banque a permis à l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo de continuer à gagner du terrain. En clôture, lundi 30 janvier, les valeurs nipponnes ont progressé de 648,53 points, à 18 752,88 points, soit un gain de 3,58 %. Selon les observateurs, le marché a tiré parti de l'annonce, vendredi, par Sumitomo Bank d'une perte liée à des provisions pour créances irrécouvrables, mesure que le marché a jugée favorable à long terme.

Par ailleurs, de nombreux opérateurs semblent avoir compensé les pertes accusées lors de la chute du 23 janvier, dues aux inquiétudes suscitées par les conséquences du tremblement

de terre de Kôbé sur l'économie japonaise. L'indice est ainsi pratiquement revenu à son niveau d'avant lundi dernier. Les autres places asiatiques ont également terminé sur des gains sensibles : Singapour a fini en hausse de 2,37 %, et Hongkong, qui a clôturé à la mi-journée en raison du Nonvel An lunaire, a gagné 0,67 %.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 29/01	Cours au 30/01	Var. en %
Paris CAC 40	1816,51	1816,51	+0,13
New York Dow Jones	2901,20	2901,20	+0,13
London FT 100	2230,20	2230,20	+0,13
Frankfurt Dax 30	2230,20	2230,20	+0,13
Tokyo Nikkei	18752,88	18752,88	+3,58
Hong Kong Hang Seng	7212,80	7212,80	+0,67
Singapore Straits Times	2000,00	2000,00	+0,67

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

Titre	Cours au 29/01	Cours au 30/01	Var. en %
Alcoa	81	84,50	+4,32
American Express	30,25	29,87	-1,26
Allied Signal	35,62	36	+0,93
AT & T	49,87	49,87	0
Bathelheim	16,37	16,37	0
Bear Stearns	45,25	45,25	0
Caterpillar Inc.	52,62	53,75	+2,15
Chevron Corp.	46,25	46,50	+0,54
Coca-Cola Co.	52,75	51,75	-1,90
Disney Corp.	50,25	47,25	-6,00
Du Pont Nemours & Co.	54,50	56	+2,20
Eastman Kodak Co.	48,87	48,87	0
Enron Corp.	62,50	62,50	0
Gen. Motors Corp.	38,25	38	-0,65
Gen. Electric Co.	50,50	51	+0,20
Goodyear T & Rubber	35,75	36,87	+3,13
IBM	72,50	72,37	-0,18
Intl Paper	73,25	75,50	+3,07
J.P. Morgan Co.	61,87	61,37	-0,81
McCormick & Co.	50,50	48,87	-3,43
Merck & Co. Inc.	38,25	38,62	+0,97
Minnesota Mining & Mfg.	51,75	52,62	+1,68
Philip Morris	60,62	59	-1,98
Procter & Gamble Co.	64,75	63	-2,78
Sears Roebuck & Co.	45,37	44,87	-1,10
Texaco	61,50	62	+0,81
Union Carbide	36,25	37,62	+3,78
Unilever Ltd.	45	45,37	+0,84
Westinghouse Electric	13,87	13,75	-0,87
Woolworth	15,62	15,62	0

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES	Cours	Différence	Var. en %
UIC 1	80	+19,40	+23,75
Norden (Nv) 2	400	+4,86	+1,22
Sole 1	1139	+4,20	+0,37
Groupe de La Cote	127	+4,00	+3,15
Locobus 1	800	+2,87	+0,36
UIC 2	184,50	+2,50	+1,35
Immo-France 2	290	+2,40	+0,83
Bridiana Bégin 1	705	+2,32	+0,33
Degremont 1	384	+2,25	+0,59
UIC 1	419	+1,70	+0,41

BAISSES	Cours	Différence	Var. en %
Alpacor Mediac	800	-4,40	-0,55
Sole 2	211	-4,09	-1,94
Labos 2	272	-2,88	-1,06
US 2	204,00	-2,26	-1,11
UIC 3	489,00	-2,40	-0,49
SGE 1	165,00	-2,31	-1,40
Eurotunnel 1	27,25	-2,26	-8,29
Worms & Cie 1	240	-2,12	-0,89
SPM 2	990	-2,11	-0,21
Euro Disney 1	11,25	-2,08	-18,53

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Titre	Cours	Capitalisation en F
Elx Aquitaine 1	1836,00	2093070,00
Ugine S.A. 1	13,075	5387611
Genetec 1	240,00	3099400
Ugine Mont Ventoux 1	3910	3241880
Euro RSCG MW 1	6176	3097700
Peygout 1	4050	2830405
Total 1	76700	2204954,80
UAP 1	125,20	1964899
Parifin 1	8213	1989732,30
APF-Asi-Gen-France 1	9310	1678965

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES	Cours	Différence	Var. en %
UIC 2000 1	80	+19,40	+23,75
Norden 2000 1	400	+4,86	+1,22
Sole 2000 1	1139	+4,20	+0,37
Groupe de La Cote 2000 1	127	+4,00	+3,15
Locobus 2000 1	800	+2,87	+0,36
UIC 2000 2	184,50	+2,50	+1,35
Immo-France 2000 2	290	+2,40	+0,83
Bridiana Bégin 2000 1	705	+2,32	+0,33
Degremont 2000 1	384	+2,25	+0,59
UIC 2000 3	419	+1,70	+0,41

BAISSES	Cours	Différence	Var. en %
Alpacor Mediac 2000 1	800	-4,40	-0,55
Sole 2000 2	211	-4,09	-1,94
Labos 2000 2	272	-2,88	-1,06
US 2000 2	204,00	-2,26	-1,11
UIC 2000 4	489,00	-2,40	-0,49
SGE 2000 1	165,00	-2,31	-1,40
Eurotunnel 2000 1	27,25	-2,26	-8,29
Worms & Cie 2000 1	240	-2,12	-0,89
SPM 2000 2	990	-2,11	-0,21
Euro Disney 2000 1	11,25	-2,08	-18,53

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

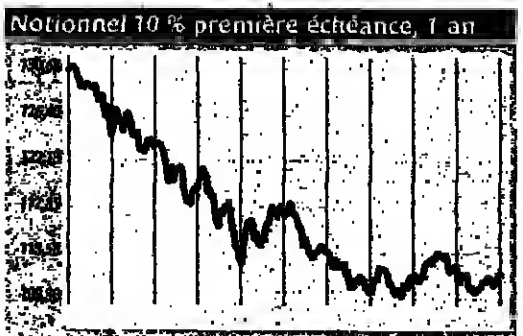
Ind. SBF 120	Cours	Différence	Var. en %
Ind. SBF 120	123,54	+0,13	+0,11
Ind. SBF 250	120,70	+0,13	+0,11
Valeurs Index	1307,17	+10,31	+0,79
1 - Energie	1297,54	+12,55	+0,97
2 - Produits de base	1298,38	+10,48	+0,81
3 - Construction	1262,11	+10,48	+0,84
4 - Biens d'équip.	1047,11	+10,48	+1,01
5 - Automobile	1021,30	+10,48	+1,04
6 - Biens consom.	1081,93	+10,48	+0,97
7 - Indus. agro-alim.	1250,89	+12,55	+1,01
8 - Services	1252,40	+11,81	+0,94
9 - Distribution	1229,11	+10,48	+0,86
10 - Autres services	897,79	+10,48	+1,17
11 - Société financière	954,15	+10,48	+1,11
12 - Sociétés invest.	1070,58	+10,48	+0,98
Ind. Second Marché	225,94	+0,21	+0,09

LES TAUX

En attendant la Fed

Les incertitudes sur l'approbation par le Congrès de l'aide américaine de 40 milliards de dollars au Mexique, et sur l'issue de la réunion du conseil de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) les mardi 31 janvier et mercredi 1^{er} février pesaient, lundi 30 janvier, sur les marchés de taux. L'attente était de rigueur alors que les analystes considéraient à une assez large majorité que la Fed devrait

procéder à un nouveau relèvement des fonds fédéraux de 0,50 %. Les marchés obligataires pourraient alors en profiter. Mais ils devraient rester prudents avant la publication vendredi des chiffres du chômage américain en janvier. En attendant, sur le Matif, l'échéance mars du notional a ouvert lundi 30 janvier en légère hausse de 10 centimes à 111,52.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

France jour le jour	5,25
Pibor 3 mois	5,44
Eurofranc 3 mois	5,44
US Bond 7,50 % 11/2004	7,75
Fed Funds	5,44
Eurodollar 3 mois	5,32
Bund 6,75 % 2004	7,48
Allemagne jour le jour	4,75
Bund 6,75 % 10/2004	5,40
Allemagne 3 mois	5,40
Royaume-Uni jour le jour	4,75

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 27/01	Taux au 28/01	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,65	7,68	100,67
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,81	7,94	100,85
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	8,07	8,15	100,94
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,15	8,25	101,91
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,45	8,54	101,79
Obligations françaises	8,30	8,40	100,74
Fonds d'Etat à TME	-0,77	-0,79	100,36
Fonds d'Etat à TME	-0,61	-0,54	100,05
Obligat. franç. à TME	-0,40	-0,65	99,61
Obligat. franç. à PBR	+0,16	+0,16	100,10

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire, 8,25 %)	Cours au 27/01	Cours au 28/01
Jour le jour	5,37	5,37
1 mois	5,36	5,48
3 mois	5,56	5,68
6 mois	5,94	6,06
1 an	6,48	6,60
PIBOR FRANCS	5,36	5,36
1 mois	5,36	5,36
3 mois	5,56	5,56
6 mois	5,94	5,94
1 an	6,48	6,48
PIBOR ECU	6,12	6,12
1 mois	6,12	6,12
3 mois	6,30	6,30
6 mois	6,50	6,50
1 an	7,06	7,06

MATIF	échéances	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
NOTIONAL 10 %						
Mars 95	157,44	111,40	111,48	111,20	111,42	
juin 95	2714	110,62	110,74	110,36	110,58	
Sept. 95	165	109,50	110	109,26	109,50	
Déc. 95						
PIBOR 3 MOIS						
Mars 95	2692	95,79	95,91	95,78	95,80	
juin 95	18175	95,36	95,45	95,35	95,36	
Sept. 95	6618	95,05	95,15	95,02	95,05	
Déc. 95	3250	94,76	94,84	94,74	94,76	
ECU LONG TERM						
Mars 95	3983	81,42	81,46	81,18	81,42	
juin 95						

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	échéances	volume	premier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
Janvier 95	29894	181	1853	1858	1811	
Février 95	14196	181,50	1842	1816	1819,50	
Mars 95	497	182,50	1846	1825,50	1827	
juin 95		1846,50	1846,50	1846,50	1807,50	

LES MONNAIES

Léger redressement du franc

Après avoir atteint 3,4715 francs pour 1 mark vendredi sur les marchés asiatiques, son niveau le plus faible depuis quinze mois, le franc avait regagné quelques fractions durant la journée, mais était resté faible sur les marchés américains à plus de 3,47 pour 1 deutschemark. Lundi 30 janvier, le franc se repréait un peu sur les places asiatiques à 3,5694 pour 1 deutschemark. Depuis la fin de la semaine dernière,

le franc fait clairement les frais de l'ouverture de la campagne électorale et reste sensible à toutes les rumeurs. Le dollar restait faible lundi 30 janvier à Tokyo, où il cotait 99,18 yens contre 99,35 yens vendredi.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 27/01	Adel	Vente
Allemagne (100 dm)	346,7800	333	357
Ecu	6,5335	—	—
Euro (100 F)	16,6170	16,2000	17,3000
France (100 F)	309,4200	—	—
Italie (1000 li.)	3,2750	3,0800	3,5000
Danemark (100 kr)	87,8300	83	99
Irlande (100 p)	8,2545	7,8500	8,6000
Grèce (100 dr)	6,3450	7,9000	8,7500
Grèce (100 dr)	2,2250	1,9500	2,4500
Suède (100 kr)	70,4300	66	76
Suisse (100 F)	412,0900	398	422
Norvège (100 kr)	79,1800	74	83
Autriche (100 sch)	49,2920	47,9000	50,6000
Espagne (100 pes.)	3,9660	3,6500	4,2900
Portugal (100 esc)	3,3550	3,9500	3,5000
Canada 1 dollar ca	3,7157	3,4000	4,0000
Japon (100 yens)	5,2860	5,1000	5,4500

L'OR

	cours 27/01	cours 28/01
Or fin (0,999)	64100	64000
Or fin (en lingot)	63700	64350
Onoz d'Or Londres	380,50	380
Pièce française (20F)	364	370
Pièce suisse (20F)	371	379
Pièce Union lat (20F)	371	370
Pièce 20 dollars us	2520	2505
Pièce 10 dollars us	1260	1260
Pièce 50 pesos mex.	2370	2380

LE PÉTROLE

	cours 27/01	cours 26/01
WTI (New York)	16,35	16,43
Brent (Londres)	16,38	16,44
Cruiser Oil (New York)	17,04	18,23

البيان

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MARDI 31 JANVIER 1995 / 25

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 30 JANVIER
Liquidation : 21 février
Taux de report : 5,25
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40
PARIS

-0,11 %
CAC 40 : 1812,12

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists various French stocks and their price movements.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists international stocks.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of international stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of international stock market data.

COMPTANT

Une sélection 'Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 30 JANVIER

Table with 4 columns: Obligations, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists bond market data.

Table with 4 columns: Actions, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists stock market data.

Table with 4 columns: Actions, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of stock market data.

SECOND MARCHÉ

Une sélection 'Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 30 JANVIER

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of second market data.

SICAV

Une sélection 'Cours de clôture le 27 janvier

LUNDI 30 JANVIER

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists SICAV data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of SICAV data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of SICAV data.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
Acquis par mail : 3615 code LEMONDE
Publité financière Le Monde : (7) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL AMÉRICAIN Les Forty-niners de San Francisco ont remporté la vingt-neuvième édition du Super Bowl en battant les Chargers de San Diego (49-26). Grâce à

ce cinquième titre, l'équipe californienne devient la plus titrée de l'histoire du football américain. ● FAVORIS des pronostics et des ordinateurs, les joueurs de San Fran-

cisco n'ont pas entretenu longtemps le suspense, marquant un premier touch down dès la deuxième minute face à une équipe qui s'était qualifiée à la surprise générale contre

Pittsburg. ● BAPTISÉE 49th en souvenir de l'héroïque ruée vers l'or de 1849, l'équipe de San Francisco devait sa supériorité, dans les années 80, uniquement au génie créatif de

son entraîneur, Bill Walsh, ou au talent de Joe Montana, son quarterback. Aujourd'hui, l'équipe gagne toujours, mais sur un registre infiniment plus collectif.

San Francisco s'offre un cinquième Super Bowl

Après leur facile victoire sur San Diego, dans une finale 100 % californienne, les « Niners » deviennent l'équipe la plus titrée dans le sport favori du public américain

MIAMI

correspondance
L'angoisse du premier geste, ce trac stupide qui saisit parfois lorsque la saison débute, Jerry Rice n'a pas le souvenir de l'avoir déjà connue. A trente-deux ans, le wild receiver des San Francisco 49th disputait à Miami son quatrième Super Bowl. On le dit usé par dix années passées à se froter sans ménagement à toutes les défenses du pays. Il répond d'une grimace agacée et d'une longue course qui se termine derrière le camp de San Diego. Un premier touch down qui achève la partie alors même qu'elle débute à peine. La rencontre n'a pas commencé depuis deux minutes. Le décor de la cérémonie d'ouverture disparaît à peine dans les entrailles du stade. Jerry Rice a déjà dit l'essentiel.

Annoncé comme un match joué d'avance, le 29^e Super Bowl obéit aux prédictions de l'ordinateur. A la veille de la finale, celui-ci avait avalé les forces respectives des deux équipes, machouillé longuement les statistiques et digéré les parcours en championnat. Puis la machine avait craché son verdict : victoire des 49th par un écart « supérieur à vingt points ».

L'ordinateur avait vu juste. Dimanche soir à Miami, la logique n'a jamais voulu désertier l'enceinte du Joe-Robbie Stadium. Cette fois, l'impossible n'a pas eu lieu. Les 49th de San Francisco, baptisés ainsi en souvenir de la ruée vers l'or de 1849, ont inscrit pour la cinquième fois leur nom

au palmarès du Super Bowl. Les voilà seuls au monde, une marche au-dessus des Pittsburgh Steelers et des Dallas Cowboys, vainqueurs à quatre reprises.

De cet instant d'histoire, ils tirent pourtant une fierté somme toute modeste. « Nous étions venus pour remporter le Super Bowl. Nous l'avons fait. Voilà », commente Steve Young, le quarterback des 49th. A l'évidence, le cauchemar d'un échec sur la pelouse du Joe-Robbie Stadium n'avait à aucun moment troublé ses nuits. Dans les années 80, il était de bon ton d'attribuer sa supériorité au génie créatif de son entraîneur Bill Walsh ou au talent unique de Joe Montana, son quarterback. Les deux hommes condensaient tous les regards. A tort, sans doute. L'équipe actuelle joue sur un registre infiniment plus collectif. Au souvenir encore vivant de ses glorieux aînés, elle oppose une somme de talents. Joueurs, entraîneurs et dirigeants se renvoient de longs regards d'estime, convaincus d'incarner chacun ce qui se fait de mieux dans le genre.

UNE PROMESSE ÉCRITE

Le mérite en revient pour beaucoup à son propriétaire Eddie J. DeBartolo junior, petit homme dont les origines italiennes se devinent à son nom avant de se lire sur son visage. Avant d'avoir quarante ans, il a fait fortune dans la région de Pittsburgh où ses initiales s'inscrivent en lettres géantes sur les plus fréquentes

des centres commerciaux. En 1977, Eddie DeBartolo junior rachète les 49th à la famille Morabito. Depuis, il ne s'est pas passé une année sans qu'il ait cherché à faire fructifier son investissement. « Au début de chaque saison, Eddie DeBartolo junior vient me voir, explique Carmen Polley, président des 49th. Nous en discutons. Je lui suggère quelques idées pour améliorer le rendement de l'équipe et lorsqu'il quitte mon bureau, j'ai la certitude que le moindre de mes projets sera réalisé ».

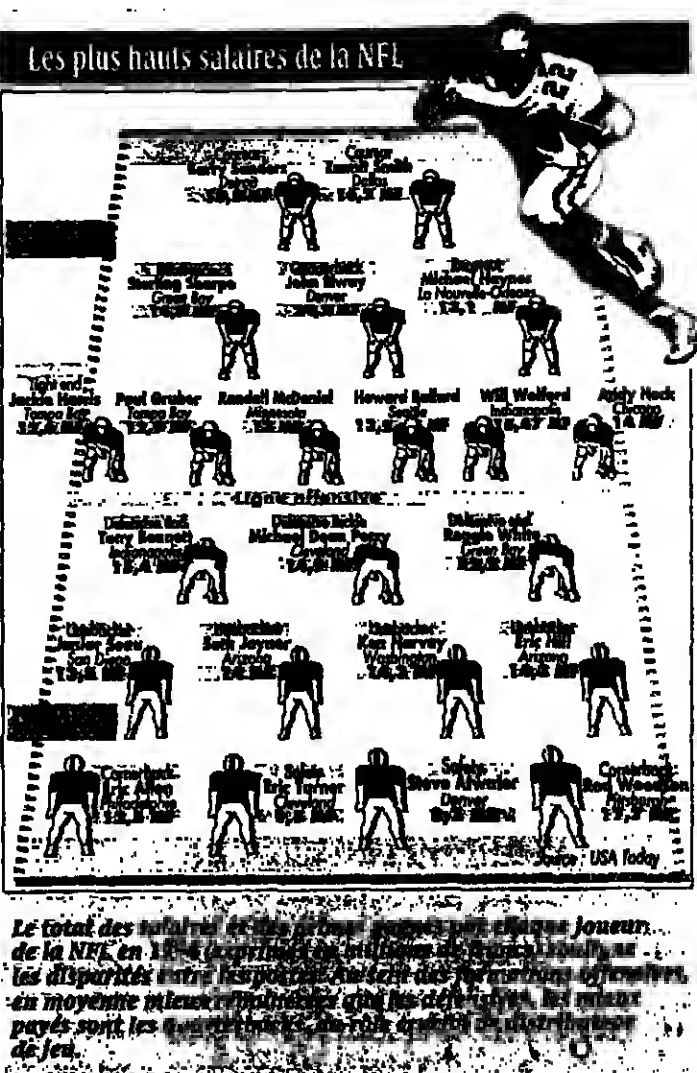
L'été dernier, Eddie DeBartolo junior a réformé la porte exportant sous le bras la promesse écrite que la saison 1994-1995 verrait les siens remporter un cinquième Super Bowl. Puis il en a informé George Siefert, l'entraîneur en chef, un ancien étudiant en zoologie qui n'a guère d'expérience pour la stratégie à pousser vers le stade dès sa sortie de l'université. Et les deux hommes ont composé une équipe dont chaque pièce, jusqu'au pion le plus anodin, a été choisie en songeant à la victoire. Le résultat a sans doute dépassé les espérances de l'entraîneur. De toutes les équipes que je connais, dit-il, celle-ci est de loin la plus réussie. Elle est composée d'un extraordinaire mélange de personnalités. J'ai pris un plaisir fou à la diriger tout au long de la saison.

Curieusement, l'argent n'explique pas seul la richesse de l'effectif californien. « Il ne compte pas lorsque l'on poursuit depuis l'enfance le rêve de remporter un Super Bowl », souligne Rickie

Jackson, grand bébé joufflu qui roule des biceps et dodéline du ventre au cœur de la défense des 49th. En fin de saison dernière, La Nouvelle Orléans avait déployé sous ses yeux un chèque de 500 000 dollars pour l'entraîner dans son équipe. Rickie Jackson a refusé l'offre. Chez les 49th, il gagne à peine le tiers mais se dit « heureux comme un gosse » de porter l'ancre qui récompense le vainqueur du Super Bowl.

An coup de sifflet final, George Siefert a fêté d'un sourire son entrée dans l'histoire du foot américain. En six années passées à la tête des 49th, son compte personnel affiche 84 victoires pour 24 défaites. Un record. Ken Norton junior, fils de l'ancien champion du monde des poids lourds, a poussé lui aussi la porte de l'histoire. Vainqueur des deux précédents Super Bowls, sous le maillot de Dallas, il a quitté le Joe-Robbie Stadium de Miami les poches pleines d'un troisième titre consécutif. Quant à Delon Sanders, surnommé « Prime Time » pour sa science consommée du spectacle et son goût de l'apparat, il a gravé son nom dans la pierre. Touche-à-touche génial mais souvent désordonné, il pratique le base-ball et le foot américain. Le premier de ces deux sports l'a vu participer au World Series en 1992 pour le compte des Braves d'Atlanta. Le second vient de lui offrir le plaisir d'un Super Bowl.

Aldin Merder



Christophe Auguin, cap sur le Horn

Les treize navigateurs solitaires du BOC Challenge ont quitté Sydney pour la troisième étape, à destination de Punta del Esté, en Uruguay

SYDNEY

de notre correspondant
Les treize concurrents encore en course ont déjà couvert la moitié des 27 000 milles de cette circumnavigation commencée le 27 septembre à Charleston (Caroline du Sud). Héroïne des deux premières étapes, d'abord heureuse avec sa victoire au Cap, puis très malheureuse après son naufrage, Isabelle Autissier est restée à Sydney jusqu'au départ, dimanche 29 janvier, de la troisième étape, par « solidarité avec les autres concurrents ». Avec le recul, elle admet avoir eu une chance folle de garder la vie sauve : « 99,9 % du temps, je me trouvais à des endroits où j'aurais dû être décapité du bateau. Et là, c'était fini... », affirme-t-elle.

Si cette troisième étape est la plus longue en distance, « elle ne le sera pas en temps puisque nous sommes surtout au port », précise Jean-Luc Van den Heede, qui se prépare à passer le cap Horn pour la quatrième fois. Arrivé deuxième à Syd-

ney après s'être échoué sur une plage à quelques kilomètres au sud pour s'être endormi à la barre, il a beaucoup répaté au cours de cette halte : une pièce d'étrave, tous les chandeliers, les balcons avant et arrière. Il a surtout refait toute l'électricité qui avait pris l'eau, changé la borne du mât d'arçon et fait venir de France une grand-voile, en l'occurrence celle du précédent Vendée-Entreprises.

LE DANGER DES ICEBERGS

Le bilan de ces réparations est mitigé : « La borne de l'étrave est plus lourde, la grand-voile a déjà servi dans un Vendée Globe et dans quatre transatlantiques. Tout cela m'a surtout coûté très cher, mais je suis toujours en course... », dit Jean-Luc Van den Heede, troisième au classement général, qui compte « faire une très belle dernière étape » avec, peut-être, une grand-voile neuve.

Christophe Auguin considère pourtant « VDH » comme l'un des concurrents dangereux de cette étape. Avant l'abandon d'Isabelle Autissier, il avait jugé « la course ouverte », suite à sa performance

dans la deuxième étape. A présent, même s'il est devenu favori, Christophe Auguin « refuse » de tenir compte de son avance au classement général (un jour et demi). « Cette manche peut être très serrée », dit-il, estimant que trois de ses adversaires vont aussi se battre pour la victoire : Jean-Luc Van den Heede (Vendée-Entreprises) et deux Américains, Steve Petenigil (Hunter's Chili) et David Scully (Coyote). « Il ne va pas tellement s'agir de technologie, et Jean-Luc Van den Heede ne devrait pas être handicapé par l'état de son bateau, aussi rapide que le mien au port », dit-il.

Un certain nombre de mises au point ont été faites à bord de Scat-California, en vertu de notes prises par le skipper au cours de l'étape précédente : « Sur la forme des voiles, leur taille, sur des détails qui vont rendre certaines manœuvres plus pratiques et la vie à bord plus confortable... ».

« Dans le BOC comme dans l'America, chaque étape est un banc d'essai », pense Christophe Auguin, déjà vainqueur du précédent BOC et qui, à l'image de Philippe Jeantot (1982, 1986), aimerait doubler sa victoire. La température dans la cabine de Scat-California devrait à présent pouvoir dépasser les 10 degrés, grâce à des toiles qui vont isoler la partie à chauffer du bateau des autres parties.

Car l'étape à venir a ceci de commun avec la précédente : froid et tempêtes seront au rendez-vous. Avec une source de danger supplémentaire : les icebergs. « On sait qu'il y a en avoir, beaucoup, beaucoup trop », dit Christophe Auguin, qui garde de cette étape courue il y a quatre ans un « souvenir d'inconscience et de folie ». L'accent a beau avoir été mis sur la sécurité, le vainqueur pressenti de cette course ne nie pas son trac avant de reprendre la route vers le Sud et conclut : « Dans cinq jours, on sera tous dans la machine à laver. »

Florence de Charney

André Agassi se pose en héritier

Vainqueur du n° 1 mondial Pete Sampras en finale des Internationaux d'Australie de tennis, l'Américain convoite la place de son compatriote

MELBOURNE

correspondance
André Agassi a prévenu : l'héritier, c'est lui. En remportant son deuxième tournoi du Grand Chelem en quatre mois, le dauphin de Pete Sampras a confirmé sa volonté de jouer au tennis « pour de vrai ». La tension de cette nouvelle finale n'était pas retombée que Brad Gilbert, juché dans les tribunes, jouait les sémaphores. Il informait déjà son élève de la suite du programme : s'élancer à Roland-Garros, puis à Wimbledon. Boucler la boucle. Aligner quatre victoires consécutives en Grand Chelem. Réussir là où Sampras a échoué l'an passé.

Agassi a adressé à Gilbert, son entraîneur depuis dix mois, un signe de tête reconnaissant. La main sur le cœur, les yeux embués. Fini les grands shows à l'américaine dont Dédé avait gratifié les foules à Wimbledon en 1993 et à l'US Open l'an dernier. Oublié l'entrainement hollywoodien tapageur. Le spectacle se passera désormais sur le court. C'est en tout cas ce qu'annonçait la face-à-face de dimanche mettant aux prises les actuels deux meilleurs joueurs mondiaux. Un plateau rêvé par n'importe quel organisateur de tournoi. Mieux que ça. Le commencement d'une nouvelle rivalité, tant attendue dans le tennis masculin, qui est apparue suffisamment convaincante pour durer.

« Ça ne dépend que d'André, Pete sera toujours là », avait lâché Tim Likhonin, l'entraîneur de Sampras, au début de la quinzaine. Le nouvel André - il a la manie d'annoncer de bonnes résolutions à chaque début de saison - a répondu au défi. Mais cette fois, c'est manifeste, il a changé. Ses manières sont plus douces, son langage plus châtié. Il s'est acheté une conduite. Le personnage est plus sobre malgré sa tenue de boucanier gentiment barboisée - image et sponsor obligent. Il y a bien toujours ce jet

privé pour le garder des affaires des transports en commun, mais il évite désormais les arrivées en fanfare. Le garçon semble sorti d'une adolescence à rallonge, mûri par cette opération au poignet d'il y a treize mois qui aurait pu lui coûter sa carrière. Il est temps de rattraper les années passées le nez en l'air.

Tout devrait se jouer sur la terre battue de Roland-Garros

En gracieux vainqueur, il a rendu un véritable hommage à Sampras : « On voit passer beaucoup de champions, mais ce dont Pete a fait preuve sur le court et en dehors nous inspire tous, et nous pourrions le prendre pour exemple. Je crois qu'il vient de nous montrer à tous pourquoi il est numéro un mondial ».

Le pendant, lui, recouvrait lentement ses esprits. Sampras se sentait seul au monde. La tête rejetée en arrière, il ne voulait plus rien voir. Sous ses paupières fermées défilait probablement les pénibles moments traversés. Lui à qui tout a toujours souri, lui le plus gâté - selon son propre aveu - de ses quatre frères et sœurs, capable de tout gagner, de retourner sur un court les situations les plus difficiles. A vingt-trois ans, le numéro un mondial se frotte pour la première fois aux aînés de la vie. Les blessures d'abord, de cet été, puis de cet automne. Le décès de Vitas Gerulaitis, un ami cher. Et brusquement cette série d'incidents cardiaques (trois en l'espace de deux mois) frappant Tim Likhonin, l'entraîneur-camarade, ancien joueur du circuit seulement âgé de quarante-deux ans. Comme si on l'avait réveillé bru-

talement d'une enfance insouciante, Pete s'est mis à sangloter sur le court en quart de finale. A la barbe d'un Jim Courier médusé, à travers le rideau de ses larmes, tout l'être révolté du numéro un mondial s'était tendu jusqu'à la victoire, ahurissante, sur son vieux copain.

Pendant deux jours, il n'a pu parler de cet irrépressible chagrin. Finalement, il a expliqué : « Je suis content que les gens voient que je suis normal, je ne suis pas un robot. Les joueurs de tennis ne sont pas des êtres supérieurs ». Accroché à la rambarde de l'escalier, éreinté par sa quinzaine, Pete s'est hissé jusqu'à la tribune officielle pour recevoir son trophée. Sa voix s'est encore brisée lorsqu'il a dédié cette finale à Tim, retourné aux Etats-Unis. Sampras mettra sans doute un peu de temps à se reconstruire, mais il est content d'avoir « évolué en tant qu'être humain ».

A Melbourne, Sampras n'a perdu qu'une bataille. Le duel ne fait que commencer. Malgré les points engrangés par Agassi, l'avance historique qu'avait prise Pete sur ses suivants au classement mondial le met à l'abri pour encore au moins un trimestre. Tout devrait donc se jouer sur la terre battue de Roland-Garros, qui s'est déroulée par deux fois sous les pieds d'Agassi. Et que Sampras ne maîtrise pas encore.

Patricia Jolly

INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE
Simple messieurs, finale : A. Agassi (Et.) n° 2 b. P. Sampras (Et.) n° 1 4-6, 6-1, 7-6 (8-6), 6-4.
Double messieurs, finale : J. Palmer-R. Rensberg (Et.) b. M. Knowles-D. Nestor (Bah., Can.) 6-3, 3-6, 6-3, 6-2.
Double dames, finale : A. Sanchez-I. Novotna (Esp., Tch.) b. G. Fernandez-N. Zvereva (Et., Ukr.) 6-3, 6-7 (3-7), 6-4.
Double mixte, finale : R. Lindstedt-Zvereva (Et., Ukr.) b. C. Suk-G. Fernandez (Tch., Est.) 7-6 (7-4), 6-7 (3-7), 6-4.
Juniors messieurs, finale : N. Kiefer (Aut.) b. J.-M. Lee (Aus.) 6-4, 6-4.
Juniors dames, finale : Brodman (Aus.) b. Ellwood (Aus.) 6-3, 4-6, 7-5.

OISE
La tradition de l'enseignement des langues
Oxford - Cambridge - Dublin - Francfort

OISE est une Ecole d'étude intensive de l'anglais et de l'allemand. La rigueur de son enseignement s'adresse à des jeunes et des adultes déterminés à effectuer de réels progrès. L'excellence des résultats de OISE repose sur un enseignement focalisé individuellement sur chaque élève, en fonction de ses objectifs spécifiques. En Angleterre, en raison de la qualité de ses stages, OISE est agréée depuis des années par le British Council.

21 rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS
Jeunes/Étudiants Tél. 44 19 66 66 - Adultes Tél. 44 19 66 60

الرياضيات

Le Monde

L'assassinat d'un supporter genoais illustre la montée de la violence dans le football italien

Des bandes de hooligans sont à l'origine d'affrontements lors du match Genoa-Milan AC

La violence dans le football italien a atteint son paroxysme, dimanche 29 janvier, à Gênes, où un supporter local a été poignardé par des Mila-

nais, peu avant Genoa-Milan AC. L'annonce de sa mort, et l'arrêt du match à la mi-temps, ont entraîné des affrontements dans le quartier du

stade. En Italie et dans le reste de l'Europe, des bandes organisées regroupent des supporters de plus en plus jeunes, et prônent l'ultra-violence.

LA VICTIME, âgée de vingt-cinq ans, faisait partie d'un groupe de tifosi genoais qui a été attaqué en début d'après-midi, peu avant l'entrée dans le stade, par une vingtaine de jeunes gens partisans du Milan AC. Vincenzo Spagnolo aurait été tué alors qu'il tentait de défendre sa sœur. Les Gênois agressés - une quinzaine de personnes - s'apparentent, semble-t-il, à aucun groupe violent. « C'étaient des supporters pacifiques », assure Fabio Bruno, un journaliste spécialisé dans l'étude du phénomène « ultra » et présent sur place. Les agresseurs, en revanche, étaient parfaitement organisés. Ils ne portaient aucun insigne, aucune écharpe permettant de les identifier comme Milanais. Après cette première bagarre, ils ont commis des actes de vandalisme et s'en sont pris à d'autres spectateurs, aux abords du stade.

Atteint d'un coup de couteau au cœur, Vincenzo Spagnolo a été hospitalisé dans un état désespéré. Il est décédé en salle d'opération. La nouvelle, diffusée par la radio, s'est vite répandue sur les travées. Les « ultras » genoais ont alors commencé à s'en prendre à leurs rivaux, regroupés dans une tribune du stade Marassi. Ces débordements ont fait des dizaines de blessés, dont un adolescent de dix-sept ans évacué dans un état grave. Face à cette situation, l'ar-

bitre a interrompu la partie. Les échafaudages se sont alors poursuivies à l'extérieur du stade. Alors que les Milanais (environ un millier) étaient toujours retenus dans les gradins, les « ultras » genoais se livraient à des batailles de rue contre la police. Le calme est revenu tard dans la soirée, après l'intervention des forces anti-émeute.

Vincenzo Spagnolo est le cinquième supporter mort en Italie depuis 1980. Il est aussi la troisième victime des Milanais. En 1984, un supporter de la Cremonese, Marco Fonghesi, vingt et un ans, avait été égorgé lors d'un match à Milan. L'assassin avait dix-huit ans. En 1989, c'est un ultra de l'AS Roma, Antonio De Ralchi, dix-huit ans, qui avait succombé à une crise cardiaque à Milan après avoir été agressé par des hooligans locaux.

« VENDETTA DES TRIBUNES »
Ce décès pose une nouvelle fois au football italien la question du hooliganisme et des groupes ultras, qui rassemblent au total 60 000 à 80 000 jeunes pour l'ensemble du Calcio. Tous ne sont pas violents. Mais des bandes extrémistes sont entrées, depuis 1992, dans une logique d'ultra-violence. Les plus redoutées se trouvent dans le sillage des clubs romains (AS Roma et Lazio) et affichent des idées d'extrême droite.

Les « durs » du Milan AC, moins marqués politiquement, sont coutumiers des agressions armées. « C'est leur spécialité », nous indique un jeune supporter genoais. En 1994, lors d'un match disputé à Naples entre le Milan AC et la Genoa, un Gênois avait été blessé à coups de couteau. Le Calcio s'enflamme bel et bien dans une sorte de « vendetta des tribunes ».

Ces dernières années, de sévères mesures de sécurité avaient pourtant permis aux policiers de démanteler des groupes dangereux, comme ceux de Vérone. A chaque match, les supporters sont fouillés à l'entrée des stades. Des circuits vidéo permettent de surveiller la foule à l'intérieur comme à l'extérieur des enceintes. Il arrive aussi que des hélicoptères survolent la ville et le stade, notamment pour suivre le cortège des supporters visiteurs de la gare au stade. Les hooligans pris en flagrant délit de violence ou de comportement raciste sont interdits de manifestations sportives pendant un ou deux ans. Ils doivent se présenter au commissariat de police de leur quartier à l'heure du match de leur équipe.

Ces mesures n'ont pas empêché de nouveaux incidents depuis le début de la saison en cours. Les plus graves avaient eu lieu le 20 novembre, lors de la rencontre Brescia-AS Roma. Une vingtaine de personnes avaient été blessées

au cours d'affrontements entre partisans des deux camps. Un responsable de la police locale avait été grièvement blessé d'un coup de couteau à l'abdomen. Le ministre de l'Intérieur avait alors annoncé un nouveau projet de loi durcissant encore les sanctions contre les auteurs de trouble.

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

24^e journée
Strasbourg - Metz 2-1
Nantes - Lille 1-0
Lyon - Auxerre 2-0
Paris - Saint-Etienne 1-0
Marseille - Montpellier 1-0
Toulouse - Nancy 1-0
Bordeaux - Lens 1-0
Clermont - Amiens 1-0
Rennes - Caen 1-0
Nîmes - Orléans 1-0
Lorient - Evry 1-0
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0
Clermont - Amiens 1-0
Rennes - Caen 1-0
Nîmes - Orléans 1-0
Lorient - Evry 1-0
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2
23^e journée
Bordeaux - Caen 2-0
Amiens - Nancy 0-1
Valenciennes - Metz 0-2
Lorient - Evry 1-1
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0
Clermont - Amiens 1-0
Rennes - Caen 1-0
Nîmes - Orléans 1-0
Lorient - Evry 1-0
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0

Philippe Broussard

Un nouveau championnat de rugby à quarante clubs

LES PRÉSIDENTS de soixante-neuf clubs de première division, réunis à Paris, samedi 28 janvier, ont fait connaître leur préférence pour une nouvelle formule du championnat de France de rugby à quatre poules de dix clubs. Consultés par le président de la Fédération (FFR), Bernard Lapasset, ils ont en revanche repoussé l'idée d'un championnat très élitiste, à vingt clubs, et celle d'une adaptation de la formule actuelle à trente-deux équipes. Selon le projet retenu, les deux premières poules, qui regroupaient l'élite, qualifieraient quatre ou cinq clubs pour les huitièmes de finale, tandis que deux ou trois qualifiés sortiraient des deux autres.

Le comité directeur du 17 février à Paris, convoqué en marge de France-Ecosse, devra préciser les modalités de ce nouveau championnat et surtout statuer sur sa date de mise en place. La FFR s'était en effet engagée à maintenir en l'état la saison prochaine le championnat actuel, dont la deuxième phase (le Top 16) a commencé dimanche 29 janvier. L'avis des juristes sera déterminant pour savoir si la FFR peut courir le risque d'actions en justice en lançant son nouveau championnat dès septembre.

Succès suédois dans le Prix d'Amérique
COMME IL FALLAIT S'Y ATTENDRE (Le Monde du 28 janvier), le Prix d'Amérique, hier à Vincennes, a donné lieu à un duel franco-suédois serré et la victoire est revenue à une jument nordique, mais d'origine américaine, âgée de six ans, Ina Scot. Elle a battu de justesse sur le poteau la jument française *Vourazie*, grande favorite des turfistes. La lauréate était pilotée par Helen Johansson, trente-trois ans, remplaçant son mari qui s'estimait trop lourd pour mener cette tâche à bien. La patience, le sang-froid et le sens tactique du driver, première femme à s'imposer dans cette épreuve, ont été déterminants dans le résultat.

Pour faire prendre un avantage décisif à Ina Scot, sa partenaire, M^{me} Johansson, contrairement aux autres jockeys, ne lui donnait pas un seul coup de cravache. Bien calée sur son sulky, elle stimulait la jument par un mouvement de balancier du corps et des rênes, l'accompagnant dans son effort. En force et en souplesse. Un doigté efficace que les puristes et les sportifs, de même que les amis des animaux, ont apprécié. Là était probablement le véritable exploit de ce Prix d'Amérique.

ATHLÉTISME: l'Algérien Noureddine Morceli, meilleur athlète mondial en 1994, a échoué de 13 centèmes seulement dans sa tentative contre son propre record du monde en salle de 1 500 m, lors de la réunion d'athlétisme « Les Masters », dimanche 29 janvier à Grenoble. Morceli a couru en 3 min 34 s 29, contre 3 min 34 s 16, en février 1991 à Séville.

Les ambitions déçues du Nîmes-Olympique

Après un début de saison désastreux, le club lutte pour son maintien en deuxième division

NÎMES

de notre correspondant

Une photo prise en début de saison montrait les dernières recrues du Nîmes-Olympique. Fabrice Henry, Christophe Galtier, José Bray et Mario César posaient au coude à coude. Plus aucun ne fait aujourd'hui partie de l'effectif. Ils ont été remerciés. Tout comme le manager général du club Michel Mézy, l'entraîneur Josip Skoblar et son successeur René Girard. La raison de ce remue-ménage est simple. L'été dernier, le président Jean Bousquet rêvait d'un retour parmi l'élite du football français et constituait a priori une des meilleures équipes du championnat de France de deuxième division. Vingt-trois recrues plus tard, les « Crocodiles » végètent à la dernière place du classement avec seulement deux victoires à leur actif.

A Nîmes, le licenciement de Michel Mézy est de loin celui qui a provoqué les plus grands déchirements. « Le public scandalisé son nom pendant des matches entiers, se souvient Patricia Escario, responsable d'un des quatre clubs de supporters de la ville. C'était l'effort du club. L'ancien joueur qui symbolisait les derniers fastes du Nîmes-Olympique, quand on jouait encore dans le « choudron » de Jean-Bouin. Il nous a semé que les raisons invoquées, principalement le désintérêt de Michel Mézy pour le club, étaient fausses et servaient à masquer une lutte d'influence entre lui et Jean Bousquet. »

Le maire (UDF) de Nîmes ne dément pas. « Ce qui nous arrive est assez incroyable. Il y a quatre ans, nous avions des joueurs comme Blanc, Vercauteren ou Cantona. Je crois que, si ça n'a pas marché, c'est en raison d'une mauvaise structure du club. Le poste de manager général était mal positionné car il avait des responsabilités identiques à celles du président. » Du coup,

Jean Bousquet a resserré sa garde. Il a décidé de ne pas remplacer Michel Mézy et a appelé au poste d'entraîneur Pierre Barlaguet, soixante-trois ans, ancien capitaine de la période la plus faste (fin des années 50, début des années 60) et jusqu'ici directeur du centre de formation.

« Ce club, il fallait le reprendre à la base, explique Jean Bousquet. Nettoyer les choses et revenir vers nos jeunes joueurs avec peut-être moins d'ambition. » Pierre Barlaguet refuse de s'exprimer sur les raisons du malaise nîmois. En bon soldat, il préfère parler de l'avenir et du climat qui, dit-il, est en train de changer. « Sur onze titulaires, j'en ai vu sept débiter au centre de formation. C'est peut-être un avantage. » Depuis son entrée en fonctions, le 26 décembre, Pierre Barlaguet a obtenu une victoire et deux matches nuls, mais son équipe n'a pas pu battre Beauvais (1-1), samedi 28 janvier, dans une rencontre déterminante entre les deux plus mal classés.

Michel Mézy ayant été rappelé à Montpellier par Louis Nicollin, Jean Bousquet est aujourd'hui le seul maître à bord du Nîmes-Olympique. C'est vrai au plan sportif, mais aussi au plan financier puisque sa société, Cacharel, dernier sponsor important du club, a versé 15 millions de francs, à devancer le principal actionnaire, la ville et le conseil général du Gard - de la société d'économie mixte qui gère l'équipe professionnelle.

Frappé par sa récente mise en examen dans le cadre de fausses factures qui auraient servi à alimenter les caisses du club (Le Monde du 10 janvier), Jean Bousquet sait le pari risqué. Car, à quelques mois des élections municipales, il n'a maintenant plus de solution de rechange. Aux yeux du public nîmois, souvent sévère, le maire-président sera finalement seul comptable des bons ou des mauvais résultats des « Crocodiles ».

Richard Benguigui

RÉSULTATS

BASKET-BALL

COUPE ROBERT BUSNEL

1^{re} de finale
Cholet (Pro A) - Pau-Orthez (Pro A) 78-63
Tours (Pro B) - Villeurbanne (Pro A) 72-61
Evreux (Pro B) - Levallois (Pro A) 69-62
Limoges (Pro A) - Dijon (Pro A) 86-74
La Rochelle (Pro B) - Le Havre (Pro B) 74-76
Hyères-Toulon (Pro B) - Lyon (Pro A) 105-82
Caen (Pro B) - Antibes (Pro A) 72-61
PSG-Racing (Pro A) - Nancy (Pro A) 101-90
Les clubs qualifiés sont en gras

CYCLO-CROSS

CHAMPIONNATS DU MONDE « OPEN »

1. D. Ruyter (Sué) ; 2. R. Grossmann (Aut) ; 3. B. Wabbel (Sué) ; 4. A. Van der Poel (P-B) ; 5. S. H. Hoegger (Sué) ; 6. P. Van Sarsse (Bel) ; 7. D. Arnold (Fra).

ESCRIME

COUPE DU MONDE D'ÉPÉE

Tournoi de Montréal
Classement : 1. E. Srecki (Pse) ; 2. A. Schmitt (Alb) ; 3. M. Szustka (Alb) et O. Jacquet (Sué) ; 5. A. Mazzoni (Ita).

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

24^e journée
Strasbourg - Metz 2-1
Nantes - Lille 1-0
Lyon - Auxerre 2-0
Paris - Saint-Etienne 1-0
Marseille - Montpellier 1-0
Toulouse - Nancy 1-0
Bordeaux - Lens 1-0
Clermont - Amiens 1-0
Rennes - Caen 1-0
Nîmes - Orléans 1-0
Lorient - Evry 1-0
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0
Clermont - Amiens 1-0
Rennes - Caen 1-0
Nîmes - Orléans 1-0
Lorient - Evry 1-0
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2

23^e journée
Bordeaux - Caen 2-0
Amiens - Nancy 0-1
Valenciennes - Metz 0-2
Lorient - Evry 1-1
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0
Clermont - Amiens 1-0
Rennes - Caen 1-0
Nîmes - Orléans 1-0
Lorient - Evry 1-0
Angers - Troyes 1-0
Grenoble - Valenciennes 1-0
Le Havre - Saint-Etienne 1-0

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

20^e journée (match en retard)
Blackburn - Ipswich 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0
Sheff Wed - Nott Forest 1-0

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

19^e journée
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0
Celta Vigo - Athletic Bilbao 1-0

CHAMPIONNAT D'ITALIE

18^e journée
Cremone-Parme 1-1
Foggia-AS Rome 0-1
Gênes-Inter Milan 0-0 (arrêt 45')
Inter Milan-Torino 2-1
Juventus-Brescia 2-1
Lazio-Rai 1-2
Padova-Sampdoria 1-4
Reggina-Naples 1-2
Cagliari-Fiorentina 2-0
Classement : 1. Juventus, 39 pts ; 2. Parme, 36 ; 3. Lazio et AS Rome, 31 ; 4. Inter Milan et Sampdoria, 28 ; 5. Fiorentina, 27 ; 6. Rai, 26 ; 7. Cagliari, 25 ; 8. Foggia et Inter Milan, 24 ; 9. Torino, 23 ; 10. Naples, 21 ; 11. Cremonese, 18 ; 12. Gênes et Padova, 17 ; 13. Reggina, 12 ; 14. Brescia, 9.

FOOTBALL AMÉRICAIN

SUPER BOWL

San Francisco 49ers-San Diego Chargers 49-26

HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE 1

18^e journée
Châteauneuf-Val d'Ay 30-25
Châteauneuf-Val d'Ay 24-24
Gagny-Bordeaux 26-25
Pontois-Combaux - Saint-Brieuc 35-24
Lyon-Clermont 17-22
Clermont-PSG-Autrans 20-22
Lyon-Montpellier 22-31
Classement : 1. Montpellier, 38 pts ; 2. Châteauneuf-Val d'Ay, 31 ; 3. PSG-Autrans, 26 ; 4. Clermont, 25 ; 5. Pontois-Combaux, 18 ; 6. Gagny, 18 ; 7. Châteauneuf-Val d'Ay, 17 ; 8. Lyon, 13 ; 9. Saint-Brieuc, 12 ; 10. Lyon-Clermont, 11 ; 11. PSG-Autrans, 10 ; 12. Pontois-Combaux, 9 ; 13. Gagny, 8 ; 14. Lyon-Montpellier, 7 ; 15. Clermont-PSG-Autrans, 6 ; 16. Lyon-Clermont, 5 ; 17. Pontois-Combaux, 4 ; 18. Gagny, 3 ; 19. Saint-Brieuc, 2 ; 20. Lyon-Montpellier, 1 ; 21. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 22. Lyon-Clermont, 0 ; 23. Pontois-Combaux, 0 ; 24. Gagny, 0 ; 25. Saint-Brieuc, 0 ; 26. Lyon-Montpellier, 0 ; 27. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 28. Lyon-Clermont, 0 ; 29. Pontois-Combaux, 0 ; 30. Gagny, 0 ; 31. Saint-Brieuc, 0 ; 32. Lyon-Montpellier, 0 ; 33. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 34. Lyon-Clermont, 0 ; 35. Pontois-Combaux, 0 ; 36. Gagny, 0 ; 37. Saint-Brieuc, 0 ; 38. Lyon-Montpellier, 0 ; 39. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 40. Lyon-Clermont, 0 ; 41. Pontois-Combaux, 0 ; 42. Gagny, 0 ; 43. Saint-Brieuc, 0 ; 44. Lyon-Montpellier, 0 ; 45. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 46. Lyon-Clermont, 0 ; 47. Pontois-Combaux, 0 ; 48. Gagny, 0 ; 49. Saint-Brieuc, 0 ; 50. Lyon-Montpellier, 0 ; 51. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 52. Lyon-Clermont, 0 ; 53. Pontois-Combaux, 0 ; 54. Gagny, 0 ; 55. Saint-Brieuc, 0 ; 56. Lyon-Montpellier, 0 ; 57. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 58. Lyon-Clermont, 0 ; 59. Pontois-Combaux, 0 ; 60. Gagny, 0 ; 61. Saint-Brieuc, 0 ; 62. Lyon-Montpellier, 0 ; 63. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 64. Lyon-Clermont, 0 ; 65. Pontois-Combaux, 0 ; 66. Gagny, 0 ; 67. Saint-Brieuc, 0 ; 68. Lyon-Montpellier, 0 ; 69. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 70. Lyon-Clermont, 0 ; 71. Pontois-Combaux, 0 ; 72. Gagny, 0 ; 73. Saint-Brieuc, 0 ; 74. Lyon-Montpellier, 0 ; 75. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 76. Lyon-Clermont, 0 ; 77. Pontois-Combaux, 0 ; 78. Gagny, 0 ; 79. Saint-Brieuc, 0 ; 80. Lyon-Montpellier, 0 ; 81. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 82. Lyon-Clermont, 0 ; 83. Pontois-Combaux, 0 ; 84. Gagny, 0 ; 85. Saint-Brieuc, 0 ; 86. Lyon-Montpellier, 0 ; 87. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 88. Lyon-Clermont, 0 ; 89. Pontois-Combaux, 0 ; 90. Gagny, 0 ; 91. Saint-Brieuc, 0 ; 92. Lyon-Montpellier, 0 ; 93. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 94. Lyon-Clermont, 0 ; 95. Pontois-Combaux, 0 ; 96. Gagny, 0 ; 97. Saint-Brieuc, 0 ; 98. Lyon-Montpellier, 0 ; 99. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 100. Lyon-Clermont, 0 ; 101. Pontois-Combaux, 0 ; 102. Gagny, 0 ; 103. Saint-Brieuc, 0 ; 104. Lyon-Montpellier, 0 ; 105. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 106. Lyon-Clermont, 0 ; 107. Pontois-Combaux, 0 ; 108. Gagny, 0 ; 109. Saint-Brieuc, 0 ; 110. Lyon-Montpellier, 0 ; 111. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 112. Lyon-Clermont, 0 ; 113. Pontois-Combaux, 0 ; 114. Gagny, 0 ; 115. Saint-Brieuc, 0 ; 116. Lyon-Montpellier, 0 ; 117. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 118. Lyon-Clermont, 0 ; 119. Pontois-Combaux, 0 ; 120. Gagny, 0 ; 121. Saint-Brieuc, 0 ; 122. Lyon-Montpellier, 0 ; 123. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 124. Lyon-Clermont, 0 ; 125. Pontois-Combaux, 0 ; 126. Gagny, 0 ; 127. Saint-Brieuc, 0 ; 128. Lyon-Montpellier, 0 ; 129. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 130. Lyon-Clermont, 0 ; 131. Pontois-Combaux, 0 ; 132. Gagny, 0 ; 133. Saint-Brieuc, 0 ; 134. Lyon-Montpellier, 0 ; 135. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 136. Lyon-Clermont, 0 ; 137. Pontois-Combaux, 0 ; 138. Gagny, 0 ; 139. Saint-Brieuc, 0 ; 140. Lyon-Montpellier, 0 ; 141. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 142. Lyon-Clermont, 0 ; 143. Pontois-Combaux, 0 ; 144. Gagny, 0 ; 145. Saint-Brieuc, 0 ; 146. Lyon-Montpellier, 0 ; 147. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 148. Lyon-Clermont, 0 ; 149. Pontois-Combaux, 0 ; 150. Gagny, 0 ; 151. Saint-Brieuc, 0 ; 152. Lyon-Montpellier, 0 ; 153. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 154. Lyon-Clermont, 0 ; 155. Pontois-Combaux, 0 ; 156. Gagny, 0 ; 157. Saint-Brieuc, 0 ; 158. Lyon-Montpellier, 0 ; 159. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 160. Lyon-Clermont, 0 ; 161. Pontois-Combaux, 0 ; 162. Gagny, 0 ; 163. Saint-Brieuc, 0 ; 164. Lyon-Montpellier, 0 ; 165. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 166. Lyon-Clermont, 0 ; 167. Pontois-Combaux, 0 ; 168. Gagny, 0 ; 169. Saint-Brieuc, 0 ; 170. Lyon-Montpellier, 0 ; 171. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 172. Lyon-Clermont, 0 ; 173. Pontois-Combaux, 0 ; 174. Gagny, 0 ; 175. Saint-Brieuc, 0 ; 176. Lyon-Montpellier, 0 ; 177. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 178. Lyon-Clermont, 0 ; 179. Pontois-Combaux, 0 ; 180. Gagny, 0 ; 181. Saint-Brieuc, 0 ; 182. Lyon-Montpellier, 0 ; 183. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 184. Lyon-Clermont, 0 ; 185. Pontois-Combaux, 0 ; 186. Gagny, 0 ; 187. Saint-Brieuc, 0 ; 188. Lyon-Montpellier, 0 ; 189. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 190. Lyon-Clermont, 0 ; 191. Pontois-Combaux, 0 ; 192. Gagny, 0 ; 193. Saint-Brieuc, 0 ; 194. Lyon-Montpellier, 0 ; 195. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 196. Lyon-Clermont, 0 ; 197. Pontois-Combaux, 0 ; 198. Gagny, 0 ; 199. Saint-Brieuc, 0 ; 200. Lyon-Montpellier, 0 ; 201. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 202. Lyon-Clermont, 0 ; 203. Pontois-Combaux, 0 ; 204. Gagny, 0 ; 205. Saint-Brieuc, 0 ; 206. Lyon-Montpellier, 0 ; 207. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 208. Lyon-Clermont, 0 ; 209. Pontois-Combaux, 0 ; 210. Gagny, 0 ; 211. Saint-Brieuc, 0 ; 212. Lyon-Montpellier, 0 ; 213. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 214. Lyon-Clermont, 0 ; 215. Pontois-Combaux, 0 ; 216. Gagny, 0 ; 217. Saint-Brieuc, 0 ; 218. Lyon-Montpellier, 0 ; 219. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 220. Lyon-Clermont, 0 ; 221. Pontois-Combaux, 0 ; 222. Gagny, 0 ; 223. Saint-Brieuc, 0 ; 224. Lyon-Montpellier, 0 ; 225. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 226. Lyon-Clermont, 0 ; 227. Pontois-Combaux, 0 ; 228. Gagny, 0 ; 229. Saint-Brieuc, 0 ; 230. Lyon-Montpellier, 0 ; 231. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 232. Lyon-Clermont, 0 ; 233. Pontois-Combaux, 0 ; 234. Gagny, 0 ; 235. Saint-Brieuc, 0 ; 236. Lyon-Montpellier, 0 ; 237. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 238. Lyon-Clermont, 0 ; 239. Pontois-Combaux, 0 ; 240. Gagny, 0 ; 241. Saint-Brieuc, 0 ; 242. Lyon-Montpellier, 0 ; 243. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 244. Lyon-Clermont, 0 ; 245. Pontois-Combaux, 0 ; 246. Gagny, 0 ; 247. Saint-Brieuc, 0 ; 248. Lyon-Montpellier, 0 ; 249. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 250. Lyon-Clermont, 0 ; 251. Pontois-Combaux, 0 ; 252. Gagny, 0 ; 253. Saint-Brieuc, 0 ; 254. Lyon-Montpellier, 0 ; 255. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 256. Lyon-Clermont, 0 ; 257. Pontois-Combaux, 0 ; 258. Gagny, 0 ; 259. Saint-Brieuc, 0 ; 260. Lyon-Montpellier, 0 ; 261. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 262. Lyon-Clermont, 0 ; 263. Pontois-Combaux, 0 ; 264. Gagny, 0 ; 265. Saint-Brieuc, 0 ; 266. Lyon-Montpellier, 0 ; 267. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 268. Lyon-Clermont, 0 ; 269. Pontois-Combaux, 0 ; 270. Gagny, 0 ; 271. Saint-Brieuc, 0 ; 272. Lyon-Montpellier, 0 ; 273. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 274. Lyon-Clermont, 0 ; 275. Pontois-Combaux, 0 ; 276. Gagny, 0 ; 277. Saint-Brieuc, 0 ; 278. Lyon-Montpellier, 0 ; 279. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 280. Lyon-Clermont, 0 ; 281. Pontois-Combaux, 0 ; 282. Gagny, 0 ; 283. Saint-Brieuc, 0 ; 284. Lyon-Montpellier, 0 ; 285. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 286. Lyon-Clermont, 0 ; 287. Pontois-Combaux, 0 ; 288. Gagny, 0 ; 289. Saint-Brieuc, 0 ; 290. Lyon-Montpellier, 0 ; 291. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 292. Lyon-Clermont, 0 ; 293. Pontois-Combaux, 0 ; 294. Gagny, 0 ; 295. Saint-Brieuc, 0 ; 296. Lyon-Montpellier, 0 ; 297. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 298. Lyon-Clermont, 0 ; 299. Pontois-Combaux, 0 ; 300. Gagny, 0 ; 301. Saint-Brieuc, 0 ; 302. Lyon-Montpellier, 0 ; 303. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 304. Lyon-Clermont, 0 ; 305. Pontois-Combaux, 0 ; 306. Gagny, 0 ; 307. Saint-Brieuc, 0 ; 308. Lyon-Montpellier, 0 ; 309. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 310. Lyon-Clermont, 0 ; 311. Pontois-Combaux, 0 ; 312. Gagny, 0 ; 313. Saint-Brieuc, 0 ; 314. Lyon-Montpellier, 0 ; 315. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 316. Lyon-Clermont, 0 ; 317. Pontois-Combaux, 0 ; 318. Gagny, 0 ; 319. Saint-Brieuc, 0 ; 320. Lyon-Montpellier, 0 ; 321. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 322. Lyon-Clermont, 0 ; 323. Pontois-Combaux, 0 ; 324. Gagny, 0 ; 325. Saint-Brieuc, 0 ; 326. Lyon-Montpellier, 0 ; 327. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 328. Lyon-Clermont, 0 ; 329. Pontois-Combaux, 0 ; 330. Gagny, 0 ; 331. Saint-Brieuc, 0 ; 332. Lyon-Montpellier, 0 ; 333. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 334. Lyon-Clermont, 0 ; 335. Pontois-Combaux, 0 ; 336. Gagny, 0 ; 337. Saint-Brieuc, 0 ; 338. Lyon-Montpellier, 0 ; 339. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 340. Lyon-Clermont, 0 ; 341. Pontois-Combaux, 0 ; 342. Gagny, 0 ; 343. Saint-Brieuc, 0 ; 344. Lyon-Montpellier, 0 ; 345. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 346. Lyon-Clermont, 0 ; 347. Pontois-Combaux, 0 ; 348. Gagny, 0 ; 349. Saint-Brieuc, 0 ; 350. Lyon-Montpellier, 0 ; 351. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 352. Lyon-Clermont, 0 ; 353. Pontois-Combaux, 0 ; 354. Gagny, 0 ; 355. Saint-Brieuc, 0 ; 356. Lyon-Montpellier, 0 ; 357. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 358. Lyon-Clermont, 0 ; 359. Pontois-Combaux, 0 ; 360. Gagny, 0 ; 361. Saint-Brieuc, 0 ; 362. Lyon-Montpellier, 0 ; 363. Clermont-PSG-Autrans, 0 ; 364. Lyon-Clermont, 0 ; 365. Pontois-Combaux, 0 ; 366. Gagny, 0 ; 367. Saint

Le Salon des marchands de mariage

On se marie peut-être de moins en moins
mais quand on consent, c'est en grand. Les professionnels sont là

Il y a le mariage à l'américaine, en tout cas celui de la mythologie cinématographique, cinq minutes utiles à Reno ou à « Vegas », sans chichis ni famille. Avec un homme de loi approximatif et un conjoint rencontré la veille. Et puis il y a l'autre, le vrai, le nôtre, celui qui nous fait parfois regretter l'Amérique.

Le mariage en blanc immaculé, bourratif, romantique, codifié à l'extrême et décliné à l'envi, avec tante Jeanne et des enfants dans les jambes, les recommandations de maman et des serments d'éternité. Comment se porte-t-il, celui-là ? A en croire les statistiques, plutôt moyennement. Les Français dédaignent ou retardent, plus nombreux, l'heure de se passer la bague au doigt. Et le divorce, co hausse constante, même malgré la crise économique, renforce le camp des célibataires serins ou forcés. Mais le dire, l'écrire doit énerver les défenseurs de notre plus vénérable institution, pour ce parler que de la France.

A preuve, l'indignation de Georges Abbou, commissaire général du Salon du mariage et de l'union, qui s'est tenu, du 20 au 23 janvier, à l'Espace Champeret, à Paris : « Il faut en finir, estime-t-il, dans l'introduction du dossier de presse, d'une part, avec ce doux snobisme qui tente de reléguer le mariage au rang des accessoires inutiles, des institutions poussiéreuses, des modes surannées... On crie sur tous les tons qu'un couple sur quatre échoue. C'est oublier que trois sur quatre se donnent toutes les chances de réussir ! (...) Il faut en finir, d'autre part, avec ce terrorisme intellectuel qui voudrait dévaloriser la « noce ».

Soit. Il a saos doute raison, M. Abbou. La vie à deux, ça va, ça vient. Pourquoi parler forcément sur le pire ? Le promettre à tout coup aux Jouvenceaux ? D'autant que le commissaire général du Salon du mariage, et de l'union ne s'intéresse, lui, par profession, qu'aux beaux jours de nos attentes affectives. En fait, au premier jour. Justement celui des ré-



commandations de maman, des histoires belges du cousin René et de la pièce montée. Après, chacun va son chemin. Et ce premier jour mérite toujours une belle et bonne fête, comme au temps de nos grands-parents.

SIGNES CONVENTIONNELS

Pour cette occasion, quoique, même pour les mariages à répétition, on est bien obligé de donner raison à ce M. Abbou : à l'heure des noces, les Français présentent toujours la tradition. La crise, les années, les modes n'ont rien effacé. Les jeunes filles, ou leurs mères, à observer cette luxuriante vitrine du mariage, rêvent tou-

jours de calèches enrubannées et de robes de taffetas. Sinon, pourquoi ce neuvième Salon du genre aurait-il exposé autant de ces signes conventionnels qui font les épousailles réussies ? Les accessoires de cortège, les coussins de satin ourlé pour alliances, en forme de cœur, et le joli papier à lettres de remerciement, avec son texte déjà rédigé ?

Au food, c'est une bonne idée que celle de réunir, en un même lieu, tous les professionnels du « plus beau jour de notre vie ». L'avantage appréciable d'un gain de temps, en cette époque pressée qui veut nous marier vite fait, entre deux empêchements. C'est

pratique. Le rêve sous la main, détaillé un stand après l'autre, avec en prime les conseils du notaire et les offres d'assistance des différentes religions. Comment présenter une liste de mariage ? Grave question. Où louer un smoking pour le père, avec le haut-de-forme en supplément ? Les dragées personnalisées sont plus chères bien sûr, mais les amis de Marie-France et de Jacques seront heureux de conserver leur boîte imprimée.

Un messe nuptiale, n'est-ce pas plus émouvant au son d'un vieux gospel ? Possible. Vous avez le choix, selon les entreprises, entre la cassette enregistrée ou la chanteuse en chair et en os. Les imprimeurs proposent le faire-part, la carte d'invitation, la carte-réponse, la carte de menu, la carte des vins, la « carte de table », etc. Un vrai mariage, comme dans le film *4 mariages et 1 enterrement*, c'est-à-dire avec un petit côté british, suppose qu'on les prenne tous, ces cartons. Car, en plus de l'objet, à ce Saloo, on vous en prescrit l'usage, et de stand en stand on définit pour vous une sorte de norme de bienséance.

PAS DE FAUX PAS

Ce qui se fait de mieux, mais, davantage encore, ce qui se fait. La référence aux bonnes familles, presque à l'aristocratie, est implicite dans tous les catalogues. Votre fille, madame, votre future épouse, monsieur, mérite bien cela. Discrètement, on veut vous éviter les faux pas, les fautes de goût. En ce beau jour, tout le monde a bien le droit de se prendre pour une riche princesse, ou un bérurier. Alors, il y a, en prime, sous les photographies des gracieux symboles, un rappel bienveillant, un peu paternaliste, de la perfection.

Il y a le coiffeur, la maquilleuse à domicile. Le banquier, pour le prêt aux jeunes époux. L'officier d'état civil. Et même l'assureur, car le mariage continue après les noces, et peut même buter sur une tragédie. Alors, l'assureur... Ne manque que l'homme des pompes funèbres. Mais il ne faut pas tenir la fête, donc, et rien qu'elle. Avec ses feux d'artifice, à partir de 5 900 francs, le lâcher de ballons personnalisés, à 2 000 francs, les orchestres, autour de 7 000 francs, la danseuse du ventre pour mariage oriental, et les violons tziganes. Votre grand bal d'un soir, on peut vous le colorer à l'antillaise ou à la brésilienne. Vous entourez des chants yiddish ou arabes. La sono peut tout. La régie lumière s'occupe de tout.

Madame, votre fille vaut bieu un château de circonstance. Il en est à louer à la journée. Autour de Paris, comme en province. La mariée fera son entrée en cariole, même tirée par un âne, ou en Bentley 1965 (3 900 francs pour 30 kilomètres). A moins que les amis de fac du futur époux, avant une folle nuit « rock », avec rayons laser garantis, se proposent d'offrir au jeune couple une balade en Cadillac 1941 (4 500 francs). Les parents souhaiteront peut-être quelque chose de plus discret, comme le vrai taxi londonien. A moins que le cousin Francis, qui a toujours eu la folie des grandeurs, n'ait déjà retenu un hélicoptère.

Si, après cela, la mariée boude encore, c'est à désespérer du mariage. Enfin, du premier jour du mariage. Et se sentir déjà client virtuel du Salon du divorce. Il existe, parole ! Parce que c'est une autre bonne idée pratique, pour une aussi vieille institution.

Philippe Boggio

Top model

par Claude Sarruute

Moi, je donnerais n'importe quoi pour m'appeler Claudia. Claudia qui ? Ben, bien, Schiffer, comme si vous ne le saviez pas ! Elle est plus célèbre, aujourd'hui. Elle est plus encensée que Bardot naguère. 88, les nanas en étaient jalouses à crever. Là, pas du tout. Fallait nous voir, la semaine dernière, pendant les défilés des collections automne-été à la télé. On bavait d'admiration, bouche ouverte, fourchette en l'air. Pas devant les robes, à peine si on les regardait, devant les filles : l'as vu un peu ses jambes... C'est laquelle, tu crois, Karen ou Nadja ?

Des mannequins ? Je vous demande bien pardon, des top models. Dit en anglais, c'est tellement plus chic, plus glamour et plus flatteur. Surtout pour un garçon. Parce que ça y est, là, à force de jouer du muscle, les top mecs se sont hissés à la une des journaux. Des bêtes splendides eux aussi, mais moins cotées sur le marché de la beauté, de la jeunesse et de la santé. Normal, rayon hommes, la moyenne de la clientèle trouve qu'ils taillent un peu grand, ces athlètes de la séduction. Alors, elle, elle prend moins large.

Pas nous. Nous, on s'écrase, bonnes pommes, devant les idoles en vogue. Autrement, nos rêves de minidettes s'inscrivent ou dans le Gotha ou sur un écran de cinéma. A présent, les princesses n'ont pas l'élégance de tenir leur rang, et les actrices refont le rôle de star. Elles tiennent absolument à s'imposer par leur talent, leur personnalité et leurs excès. Un reportage-photo ? OK, d'accord, mais en jean, dans ma cuisine, devant une pile de scripts ou à la clinique Betty-Ford pendant ma cure de désintoxication.

Du coup, notre civilisation de l'image s'est mise à fabriquer -

faut bien répondre à la demande - des déesses qui ne sont que ça, une image. Une apparence très substantielle, traduite en chiffres : âge, poids, taille, mensurations, heures de vol. Total : entre 60 et 90 000 balles pour une séance de pause. Claudia Schiffer, la femme la plus chère du monde, gagne 200 000 francs par jour... Oui, vous avez bien lu. Sans compter de fabuleux contrats pour des marques de parfums. Pub à la clé.

Entre les couvertures des magazines - il y en a même un qui leur est entièrement consacré -, les affiches et les matraques télé, ils devraient nous sortir par les yeux, ces tops des tops. On les écarquille, au contraire, moi la première. On se précipite, à longueur d'article, dans leur suite au Ritz. On gambade sur les plages des Seychelles en monokini avec leur petit ami. Et on lèche les vitrines de Prénatal, rapport au bébé d'Estelle. C'en est arrivé au point que, aux Etats-Unis, l'irruption sur les podiums de Kate Moss, la nouvelle Twiggy, a soulevé une énorme vague de colère indignée : déjà que nos gamines se trouvent toutes trop grosses, vous n'allez pas achever de les affamer en leur permettant de s'identifier à une anorexique montée en graine.

Remarquez, elles risquent d'être détrônées bientôt, ces reines de la mode. Parfait que les couturiers en ont ras l'ourlet. Pourquoi se piler aux exigences et aux caprices de femmes-citrons qui éclipse les fringues accrochées à leurs selles ? Suffirait qu'ils coupent dans leur budget pour qu'elles cessent de nous la couper ! Cendrillon est bien jolie, mais, si son carrosse se change en citrouille, quel intérêt ?

AUTOMOBILE

Une certaine Felicia Skoda

La Felicia, nouvelle arme de conquête de la firme Skoda, arrive en France. Cette petite familiale connue en d'autres temps sous le nom de Favorit, distribuée depuis quelques jours dans l'hexagone par un réseau de deux cents concessionnaires, présente certains atouts supplémentaires par rapport au modèle précédent. Pour autant, le principal attrait de cette berline, Phénix solide et bruyant venu de l'Est, reste essentiellement celui du prix auquel elle est offerte dans les peu nombreuses versions disponibles.

Les qualités de ce véhicule plus proche que jamais de certains modèles de Volkswagen d'ancienne génération, mais aussi de fabrication actuelle, profitent d'une amélioration de l'aérodynamisme, d'une modification du système de freinage et de l'arrivée, sur le train arrière, d'une barre stabilisatrice. Ce qui n'était pas de trop. Rien d'étonnant à cela, puisque le groupe allemand qui a pris le contrôle de la marque tchèque a fait appliquer naguère sur ses propres voitures des modifications comparables.

Les normes de qualité en usage désormais dans les usines proches de Prague ne prennent plus, apparemment, de retard sur celles que Volkswagen exige dans ses propres unités de production. En conséquence, les Felicia sont garanties trois ans, pièces et main-d'œuvre (ou 100 000 kilomètres), ce qui entraîne une assistance gratuite vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Toutefois, la principale difficulté que connaît encore la marque sur les marchés occidentaux, et ce mal-

gré tous les progrès dont on peut la gratifier, reste la mauvaise image qui pénalise les automobiles venues des pays de l'ancien bloc communiste. A propos de ces Felicia, appellation empruntée à une série de voitures décapotables distribuées dans les années 50 par Skoda avec un certain succès, elle ne semble plus justifiée. Finition soignée, soudi esthétique dans le dessin et la matière qui constituent le tableau de bord et les contre-portes, confort des sièges, sont des efforts qu'il faut apprécier.

La boîte de vitesses est d'un maniement facile, la tenue de route, globalement satisfaisante, ne laisse plus apparaître dans le train avant les vibrations intempestives autrefois ressenties sur les Favorit. Il reste des négligences en revanche dans l'insonorisation générale du véhicule - moteur et bruits aérodynamiques - et l'absence de direction assistée ou d'un miroir de courtoisie, qui laisse à penser que cette automobile, pour Skoda, n'est pas destinée aux femmes.

Domage, car la Felicia convient avant tout aux conductrices des temps modernes, qui demandent qu'une voiture soit sûre, d'entretien léger et d'usage quotidien durable et peu coûteux (consommation de 6 à 8 litres aux 100 kilomètres, tarifs d'assurance modestes). Les équipements embarqués - complets - et des rétroviseurs réglables de l'intérieur ne compensent pas ces étranges lacunes.

Claude Lamotte

* Tarifs : Felicia Spécial (5 CV pour 54 ch) 46 990 F. Felicia Super (5 CV pour 68 ch) 49 190 F. Felicia Confort (5 CV pour 68 ch) 54 900 F. Tous les modèles, tous en cinq places, cinq portes, sont livrés avec un moteur de 1 289 cm³.

AUTOMOBILE

MERCEDES E 280

B.M. 24 Soupapes
Modèle 94 - 9.700 Km
Climatiseur - Rénové da Noyer
Appui tête arrière - Alarme
210.000 F, garantie 24 mois
Tél : 69.21.35.90

PONTIAC FIREBIRD

Coupé, Boite méca.
T. Pot, Couleur Varta.
A.M. 95, 1.500 Kms.
Vendue 155.000 Francs
Garantie 30 mois
Tél : (16).37.34.13.73
SO. DI. CAR. 28110 LUCE

RENAULT 21 GTX

année 88 - 90.000 Km
Très bon état
PRIX (à débattre)
Tél : 40.99.95.90 (Bor.)

OMEGA GL 2.5 TD

9.000 Km - bordeaux - 95
SAFRANEZ 2 SI
22.000 Km - gris foncé - 95
AUDI 80 TDI, BK
17.000 Km - gris clair - 94
Possibilité financement
Autres véhicules disponibles
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 69.10.19.00

PORSCHE 911 CARRERA 4

juillet 89 - modèle 90
gris ardoise métal - intérieur cuir noir
ABS - Alarme - coupe circuit
carnet d'entretien
concessionnaire Porsche
205.000 F
Tél. 45.38.98.66 ap 20 h. Répondeur.

205 Style - 1993

7 cv - 37.000 Km
Prix Argus : 45.000 F à débattre
Tél. bur. : 40.65.26.96
" dom : 69.40.23.31

VDS FORD CAPRI 2000 GT

S.A. - Mod. USA 1973
Factures - Etat collection
PRIX : 25.000 F à débattre
Tél : (1) 43.71.76.56 (Rép.)

VEHICULES NEUFS 95

Safrane RT 2LS DT, 156 900 F TTC
Peugeot 605 SRDT 2LS, 158 200 F TTC
Xantia TD SX climatisée, 128 500 F TTC
Espace TD Allée 153 500 F TTC
Rover 825 SD lux 155 000 F TTC
et d'autres : citro, 308, Golf, etc...
Sté ECOMAUTO - 78500 Sartrouville
Tél : 39 57 57 33 - Fax : 39 57 57 65
Mandat indépendant 123/85

BMW 730IA - 91

75.000 Km - T.B.E.G.
Nombreuses options
100.000 F
à débattre / urgent
46.78.99.90. (répondeur)

Où vous lisez bien,

j'achète votre voiture
comptant, immédiatement
(1) 46.54.44.77

PORSCHE 968 - 83, 22.000 Km

MERCEDES 300 CE - 88
CALIBRA 2L6S, tous options 95
(1) 45.31.51.51

PORTE DE

VERSAILLES AUTO
32, rue du Hammeu, 75015 PARIS
Tél : 45.31.51.51
Fax : 40.43.92.24

BMW M3 T. de Corse T.O., cuir
MERCEDÉS 2,5 L Diesel 92 T.O.
CLIO 19 S, T.O.E., alarme,
chaîne, ABS
NISSAN NX 94, Cuir, alarme,
clim, T.O., 13.000 Km
NISSAN PRIMERA 20 GLX,
ABS, clim, radio, 93

PROCHAINE

PARUTION
LUNDI 06/02
CONTACTEZ :

Paula GRAVELOT
LE MONDE Publicité
44.43.76.23

OU

Fax : 44.43.77.31

Mondeo

VOITURE DE
L'ANNEE 1994



Air conditionné - Airbag - Dir. assistée - ABS.

Sadeva Paris Ouest

129, Bld J-Jaures - 92 CLICHY 47.39.71.13

Ford

Mondeo



Turbo Diesel

58.000 F*

* Location longue durée 2 ans
payable au comptant ou prix spécial
de 58 000 F, sans dépôt de garantie
ni mensualité ultérieure. Restitution
de la voiture en fin de contrat
(23 000 Km/an). Durée supérieure,
nous consulter.

Venez découvrir

et essayer
la gamme 1995 chez

Adam Clayton

CONCESSIONNAIRE

JAGUAR

77, Av. Pierre Grenier

92100 BOULOGNE

(1) 46 09 15 32

مركز السيارات

Top model

Douceur et humidité

NOTRE PAYS reste soumis à un flux général d'ouest doux et humide ; mais les perturbations circulent moins vite que la semaine dernière, ce qui permettra de nettes améliorations entre les passages pluvieux ; ce sera le cas de la journée de mardi.

Sur les régions proches de la Manche - Bretagne, Normandie et Nord-Pas-de-Calais -, ce sera, tout au long de la journée, un temps gris, faiblement pluvieux, et venteux : le vent de sud-ouest atteindra 80 km/h sur les côtes, 60 km/h dans l'intérieur ; ces pluies ou bruines seront faibles, surtout sur le sud de ces régions.

Sur les pays de Loire, le Bassin parisien, Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, de nombreux passages de nuages élevés voleront le ciel. Attention aux bancs de brouillard matinaux en Lorraine et en Alsace au lever du jour. Sur les Ardennes, les nuages seront plus épais et pourront donner quelques gouttes au cours de la journée.

En Auvergne et sur les Alpes du Nord, les résidus ouageux, présents au lever du jour, laisseront vite la place à un franc soleil. Sur les Charentes, le Poitou, la Bourgogne et la Franche-Comté, la matinée sera bien ensoleillée, tandis que, l'après-midi, un voile de nuages élevés viendra couvrir le soleil.

Sur le Sud-Ouest et le Limousin, après dissipation de quelques bancs de brouillard matinaux, ce sera une belle journée. Sur l'ensemble du Sud-Est, le temps sera ensoleillé dès les premières heures de la journée. Dans le Midi, mistral et tramontane souffleront assez fort le matin, avec des rafales jusqu'à 70 km/h ; ils faibliront ensuite progressivement.

Les températures resteront légèrement supérieures aux normales : les minimales seront comprises entre 0 et 3 degrés sur le Nord-Est, la région Rhône-Alpes et l'intérieur de la Provence, entre 3 et 6 degrés en général sur le reste du pays, jusqu'à 8 degrés sur les zones littorales ; les maximales seront comprises entre 7 et 9 degrés sur le Nord-Est et Rhône-Alpes, entre 10 et 13 ailleurs, jusqu'à 15 degrés sur la Côte d'Azur et la Corse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

atteindra 80 km/h sur les côtes, 60 km/h dans l'intérieur ; ces pluies ou bruines seront faibles, surtout sur le sud de ces régions.

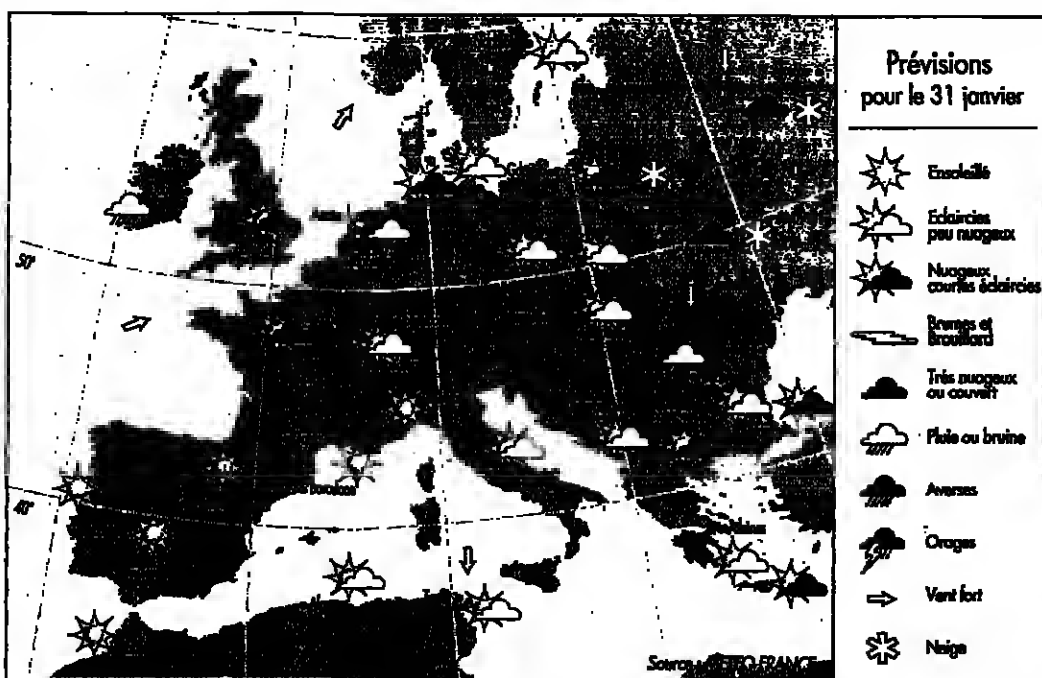
Sur les pays de Loire, le Bassin parisien, Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, de nombreux passages de nuages élevés voleront le ciel. Attention aux bancs de brouillard matinaux en Lorraine et en Alsace au lever du jour. Sur les Ardennes, les nuages seront plus épais et pourront donner quelques gouttes au cours de la journée.

En Auvergne et sur les Alpes du Nord, les résidus ouageux, présents au lever du jour, laisseront vite la place à un franc soleil. Sur les Charentes, le Poitou, la Bourgogne et la Franche-Comté, la matinée sera bien ensoleillée, tandis que, l'après-midi, un voile de nuages élevés viendra couvrir le soleil.

Sur le Sud-Ouest et le Limousin, après dissipation de quelques bancs de brouillard matinaux, ce sera une belle journée. Sur l'ensemble du Sud-Est, le temps sera ensoleillé dès les premières heures de la journée. Dans le Midi, mistral et tramontane souffleront assez fort le matin, avec des rafales jusqu'à 70 km/h ; ils faibliront ensuite progressivement.

Les températures resteront légèrement supérieures aux normales : les minimales seront comprises entre 0 et 3 degrés sur le Nord-Est, la région Rhône-Alpes et l'intérieur de la Provence, entre 3 et 6 degrés en général sur le reste du pays, jusqu'à 8 degrés sur les zones littorales ; les maximales seront comprises entre 7 et 9 degrés sur le Nord-Est et Rhône-Alpes, entre 10 et 13 ailleurs, jusqu'à 15 degrés sur la Côte d'Azur et la Corse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES du 30 janvier 1995

	max/min
FRANCE	12/8
ALGER	18/7
AMSTERDAM	10/7
ATHÈNES	15/7
BANGKOK	32/25
BARCELONE	17/5
BERLIN	10/6
BOMBAY	33/25
BRUXELLES	10/5
CARACAS	28/21
CHICAGO	-2/-7
COPENHAGUE	3/-1
DAKAR	25/19
DIJON	10/6
DUBLIN	10/6
FRANCFORT	10/6
GENEVE	9/6
HANOI	15/10
HELSINKI	-3/-1
HONGKONG	14/1
ISTANBUL	15/5
IRERUSALEM	15/5
KIOTO	3/-1
KINSHASA	22/24
LE CAIRE	19/9
LIMA	28/22
LISBONNE	18/15
LONDRES	12/5
LOS ANGELES	18/11
LUXEMBOURG	7/5
MADRID	19/9
MAKRAKRECH	24/-2
MEXICO	24/10
MILAN	12/-1
MONTECARLO	-2/-12
MOSCOW	6/-2
MUNICH	9/5
NAIROBI	25/10
NEW DELHI	23/10
NEW YORK	-1/-5
PALESTINE	15/2
PEKIN	6/-5
PRAGUE	8/6
PRETORIA	32/18
RABAT	19/10
RIO DE JANEIRO	30/25
ROME	16/9
SAN FRANCISCO	12/11
SANTO DOMINGO	27/14
SEVILLE	16/3
ST-PETERSBURG	9/-1
STOCKHOLM	-5/-10
SYDNEY	29/19
TENERIFE	22/14
TOKYO	10/4
TUNIS	19/7
VARSOVIE	7/5
VIENNE	9/2

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde La reconstruction de Londres

APRÈS QUATRE ANNÉES de bombardements qui ont fait de Londres une des capitales les plus éprouvées d'Europe, un gigantesque effort de reconstruction s'impose. Le professeur Patrick Abercrombie vient de publier un plan de reconstruction qui dépasse, dans ses conceptions, celui élaboré par Sir Christopher Wren il y a deux cent quatre-vingt ans, après le grand incendie de la ville.

Le plan Abercrombie prévoit, essentiellement, la division de Londres en quatre ceintures : d'abord, une ceinture urbaine centrale, s'étendant jusqu'à environ 4 ou 5 kilomètres au sud de Charing Cross ; ensuite, une ceinture suburbaine, allant jusqu'à quelque 12 kilomètres de Charing Cross, constituée surtout par des constructions datant des trente dernières années ; puis une ceinture dite de verdure, comprenant des forêts et des campagnes telles que les Epsom Downs ; et, finalement, la ceinture champêtre, groupant un certain nombre de villages et de fermes ainsi que des champs.

Le professeur Abercrombie prévoit qu'aucune construction nouvelle ne devra s'élever à l'intérieur des ceintures urbaines et suburbaines. De plus, un million d'habitants du centre devront être évacués et réinstallés dans une dizaine de villes, entièrement nouvelles, éparpillées le long de la ceinture champêtre, groupant chacune environ 60 000 habitants. Les usines du centre de Londres devront être transférées, avec leurs ouvriers, à l'extérieur, et les entreprises qui s'étaient repliées pendant la guerre seront invitées à rester là où elles se trouvent actuellement.

M. Abercrombie voit grand. Le plan de Sir Christopher Wren n'a jamais été réalisé. Verra-t-on jamais l'exécution du plan Abercrombie ?

Henri Pierre (31 janvier 1945.)

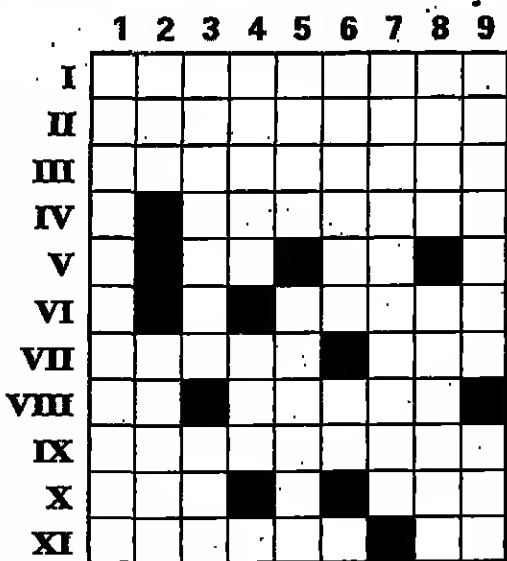


Situation le 30 janvier 1995, à 0 h 00, TU

Prévision pour le 1er février 1995, à 0 h 00, TU

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6487



HORIZONTALEMENT
1. Une femme spécialiste de la recherche.
II. Complètement écorchés. - III. Peut être prise

LES SERVICES DU Monde

Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE
accès ABO
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : (1) 43-37-66-11
Films à Paris et en province : (1) 43-37-66-11
Films à Paris et en province : (1) 43-37-66-11

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme à capital variable, dont le siège social est à Paris, 12, rue M. Gounod, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation écrite de la direction. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Impression du Monde : 12, rue M. Gounod, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. PRINTED IN FRANCE. 1995

ABONNEMENTS

Le chèque	France	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-40-32-90.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____ 501 MQ 001
Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° _____
Signature et date obligatoires _____
Changement d'adresse :
• par écrit 10 jours avant votre départ.
• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Forfait à domicile • Suspension vacances.
• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 49-40-32-90 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCFORT. Le 1er février, les passagers d'Air France au départ de Francfort pourront utiliser un nouveau salon. Aménagé spécialement pour la détente et pour le travail, ce salon est le premier d'une série qui sera installée progressivement dans plusieurs aéroports européens et Hambourg-Zurich-Genève. (AFP)

■ MANCHE. Deux des quatre navettes circulant dans le tunnel sous la Manche sont tombées en panne simultanément vendredi 27 janvier. Conséquence : une cinquantaine de voitures et leurs passagers ont été transférés sur des ferries de la compagnie britannique P and O. (AFP)

■ ITALIE. Presque neuf trains italiens sur dix (87 %) sont arrivés à l'heure en 1994. Cette ponctualité est en hausse de deux points par rapport à l'année 1993. (AR)

■ ESPAGNE. Un million et demi de véhicules circulent sans assurance en Espagne. A partir de données fournies par la Caisse de compensation des compagnies d'assurances et la direction générale de la circulation routière, l'association des compagnies d'assurances (UNESA) estime que le nombre des véhicules non assurés est en augmentation constante depuis quelques années. (AFP)

■ NORMANDIE. Pas plus du côté d'Honfleur que du côté du Havre les automobilistes ne se sont bousculés pour figurer parmi les premiers utilisateurs du pont de Normandie, ouvert à la circulation jeudi 26 janvier à 13 heures. (AFP)

PARIS EN VISITE

Mardi 31 janvier

■ LE QUARTIER CHINOIS pendant les fêtes du Nouvel An chinois (55 F), 10 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy devant l'escalier roulant (Pierre-Yves Jaslet).

■ MUSÉE D'ORSAY (34 F + prix d'entrée) : Une œuvre à voir, les Déchargeurs de charbon, de Claude Monet, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSÉE DU PETIT-PALAIS (25 F + prix d'entrée) : Cycle XIX^e, l'impressionnisme et ses sources, 12 h 30 ; Scènes de genre du XVII^e au XIX^e siècle, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ LES EGOUTS PARISIENS (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du

RER Pont-de-l'Alma (Monuments historiques).

■ L'HÔTEL-DIEU et la médecine autrefois (50 F), 14 h 30, entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrui).

■ L'HÔTEL DROUOT et sa salle des ventes (45 F + 25 F), 14 h 30, 13, rue de la Grange-Batelière (S. R. Joo-Kern).

■ MUSÉE CARNAVALET : Paris de Balzac à Proust (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ LE QUARTIER CHINOIS lors des fêtes du Nouvel An chinois (55 F), 14 h 30, porte de Choisy devant la BNP (Christine Merle).

■ HOTELS ET JARDINS DU MARAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ LA MAISON DES COMPAGNONS du tour de France (40 F), 15 h 30, place Saint-Gervais (Approche de Paris).

JEUX

LOTTO SAMEDI 28 JANVIER 1995

19/95	6	16	20	27	30	32	45
-------	---	----	----	----	----	----	----

20/95

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

LOTOS OFFICIELS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Dans une grande Université CALIFORNIE FLORIDE Stages linguistiques ou Etudes. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

LE MONDE diplomatique Chaque mois, un regard différent sur l'environnement international.

MIDEM Le Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM) a ouvert ses portes, dimanche 30 janvier, à Cannes. Le plus important Salon du disque au

monde les fermera le 3 février. L'INDUSTRIE DISCOGRAPHIQUE pèse environ 6,2 milliards de francs dans l'Hexagone et 175 milliards de francs dans le monde. Cinq groupes

(EMI, Sony, BMG, Polygram, Warner) contrôlent 80 % du marché mondial. En France, le secteur de la distribution est dominé par les hypermarchés, qui réalisent 50 % des ventes,

tandis que quarante-deux magasins FNAC occupent 25 % du marché, contre 6 % à Virgin Megastore. Les indépendants, producteurs ou distributeurs, ont du mal à s'y retrouver.

● **NOUS AVONS RENCONTRÉ** Gilbert Ohayon, PDG de la branche française du groupe britannique EMI, troisième compagnie discographique mondiale.

Les indépendants du disque bataillent contre les majors

Les grandes surfaces réalisent la moitié des ventes en France et la FNAC un quart. Cette concentration de la diffusion, qui a accompagné celle de l'industrie discographique, pénalise l'originalité artistique

« LE DANGER, dit Louis Brizard, directeur général d'Audius, serait de faire croire que le disque n'a pas plus de valeur que les matériaux qui servent à le fabriquer. » L'heureux producteur de la bande originale de *Tous les matins du monde*, le film d'Alain Corneau (600 000 exemplaires vendus, selon Audius) et de celle de *Farinelli*, de Gérard Corbiau (240 000 exemplaires en un mois), est l'un des derniers survivants de la guerre menée par les majors du disque contre les labels indépendants pour s'assurer le contrôle du marché mondial.

Objet artistique conçu en toute subjectivité, le disque est un produit de grande consommation, dont la fabrication relève de la puissance industrielle. Objet culturel, il recouvre des réalités aussi différentes que Jordi et le compositeur contemporain Pascal Dusapin, le Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan et la danse bon marché de Cernone. Hier, un PDG de major était choisi pour son flair artistique. Aujourd'hui, pour ses compétences en marketing. Ainsi, Hervé Lasseigne vient-il d'arriver à la tête de BMG-France, et Alfredo Gangotena à la présidence de Polygram France. Le premier est passé par la Générale Biscuit, Bongrain et Finon-Sofecome, le second par Euro-Disney, Procter et Gamble.

Naguère, les disquaires commençaient leur affaire. Ils ne sont plus aujourd'hui qu'une poignée, tués par la guerre des prix,



des remises, des commandes obligatoires et autres dictats des puissances. La moitié des disques - près de 70 millions d'unités annuelles - s'acquiert désormais dans les grandes surfaces. Pour comprendre le marché du disque, il faut intégrer « la règle commerciale des 80-20 », explique Patrick Zelnik, président du Syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP), du groupe Virgin Disques et du réseau Virgin Megastore : « Les éditeurs de disques et les grandes surfaces réalisent 80 % de leur chiffre d'affaire avec 20 % des références. Un magasin spécialisé, au contraire, travaille essentiellement sur un fonds de catalogue qui coûte très cher à gérer. » Cent mille disques référencés dans une FNAC parisienne, ou un Virgin Megastore, sept à

huit mille dans l'un des cent treize magasins Carrefour nantis d'un linéaire de disques.

Si la diminution des stocks permet de diminuer les coûts, elle pénalise d'emblée les éditeurs phonographiques indépendants. « Physiquement, les rayons des disques n'étant pas extensibles, nos concurrents les plus gros, nous poussent, explique Gilbert Castro, PDG de Celluloid/Mélie, spécialisé sur les musiques du monde. Nos produits sont trop pointus pour les hypermarchés qui ne représentent que 5 % de nos ventes et nous privent d'ouverture sur la moitié du marché français. » Gilbert Castro revendique pourtant son droit à diffuser des produits atypiques, qui parfois « prennent » à merveille, tels le *Sôdade* de la chanteuse cap-verdienne Cesária Évora (passée en distribution chez BMG en 1994), ou l'étrange *Lambarena*, mélange de Jean-Sébastien Bach et de musique pygmée, vendu à plus de 30 000 exemplaires. « Cela repose sur l'intuition des vendeurs, qui lisent les journaux, écoutent les disques, décident de les exposer quand ils les aiment. »

Depuis deux ans, le principe de la gestion unitaire - qui permet de suivre chaque disque depuis son entrée en stock jusqu'à sa vente - a été adopté par les réseaux FNAC et Virgin. Les magasins spécialisés marcheraient-ils sur les traces des grandes surfaces ? « Ce n'est pas encore tout à fait vrai, mais c'est une tendance, poursuit Gilbert Castro. De plus en plus, on nous demande de préciser une stratégie de promotion. Evidemment, celui qui arrive avec un clip en rotation six fois par jour sur M 6, un budget pub de plusieurs millions de francs, des passages assurés à la télévision, un plan promo costaud, a toutes les chances de voir les commandes se multiplier. » Dans le cas contraire, l'acheteur prendra « trois exemplaires, pour voir ».

GESTION À L'UNITÉ Avec un système de rotation des stocks de plus en plus rapide, les disques invendus sont renvoyés au producteur indépendant dans les trois mois. Les multinationales refusent les retours dans la plupart des cas. « La gestion unitaire n'est qu'un outil », précise

Thierry Hidoux, le responsable du produit disque du groupe FNAC où, dit-il, « les vendeurs et chefs de rayon restent les seuls responsables des commandes, fluctuantes et parfois aussi imprévisibles que les goûts du public ».

Cette gestion à l'unité que le PDG de Méloclie qualifie de « version idiote de gestion en flux tendu » n'exclut pourtant ni les erreurs, ni les rapports de force. Ainsi, BMG aurait massivement mis sur le marché les derniers albums de Roch Voisine et de Patrick Bruel, acceptant le retour des invendus en échange de précommandes généreuses. Contrainte de durcir sa position initiale au vu de résultats de vente décevants, la multinationale se serait attirée les foudres des grands disquaires spécialisés, submergés par des albums difficiles à écouler en si grand nombre. A la fin de 1994, le label *Bibliothèque Productions* (Figalle, les Garçons Bouchers) avait voulu mettre tout le monde d'accord en vendant aux distributeurs tous ses albums à 62,50 francs TTC, afin que le consommateur les achète 100 francs tout ronds. Sans l'appui

de disquaires fans l'opération eût été impossible.

Longtemps les multinationales du disque ont joué avec le feu. Il y avait mille disquaires il y a quinze ans, il y en a deux cents aujourd'hui. Certains s'organisent, et une trentaine de points de vente se sont fédérés en coopérative sous l'enseigne Starter.

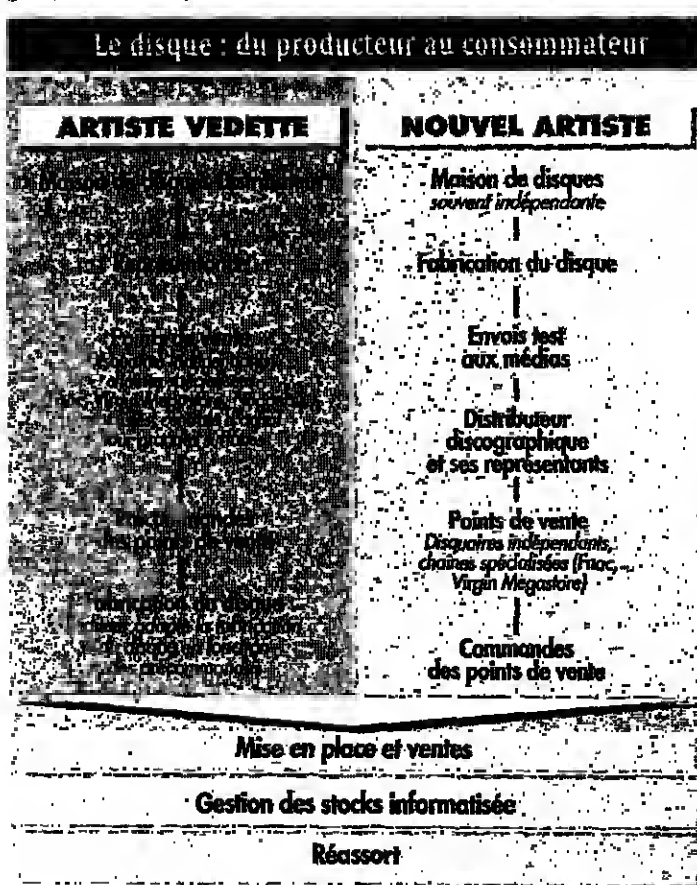
L'EXEMPLE DU LIVRE

Directeur de ce réseau, Christian Lemanach fustige le double laogage des multinationales : « Elles ont fait de l'argent facile, il y a quelques années, en privilégiant la grande distribution. Elles auraient pu prendre exemple sur le livre, où les éditeurs favorisent la création de librairies, et accordent des facilités de paiement. Dans le disque, ils auraient plutôt tendance à nous mettre des bâtons dans les roues. »

De son côté, Jean-Paul Lorenzo, responsable musique de Carrefour, refuse d'endosser la responsabilité de la mort du petit commerce. « Il est faux de dire que nous vendons du disque comme de la lessive. Je suis un passionné. Nous répondons aux besoins de la ménagère, aux nouveaux modes de consommation. Les majors ont favorisé le développement de la grande distribution, en privilégiant un certain type de produit, en oubliant de développer de nouveaux artistes afin de constituer des fonds de catalogue. »

« 20 % » sur toutes les nouveautés, parcourez « variétés françaises » à la FNAC, prix « découvertes » mis en place par les majors, fête du disque organisée par le SNEP du 4 au 19 février : la profession s'agit, saisie par l'urgence d'inverser un mouvement où l'originalité n'a plus sa place.

S. D. et V. Mo.



La télévision est le premier support publicitaire

LES ÉDITEURS PHONOGRAPHIQUES se sont longtemps battus pour obtenir des pouvoirs publics français une chaîne de télévision hertzienne dévolue à la musique. Aucun émetteur ne leur ayant été attribué, ils se sont rabattus sur la publicité à la télévision. Pour le plus grand bénéfice des chaînes. En 1994, les majors du disque ont investi 975 millions de francs en publicité télévisée contre à peine 693 millions de francs en 1993. Cette hausse doit être nuancée. Ces chiffres sont bruts, et des ristournes ont été consenties par les différents médias aux plus gros annonceurs. Les professionnels s'accordent à diminuer les données brutes d'environ 20 %.

Même réduite d'un tiers, la hausse de 300 millions de francs entre 1993 et 1994 demande à être expliquée. La raison tient en un mot : la « compil ». Ces regroupements de titres d'un chanteur ou des interprétations d'un grand chef d'orchestre ont occupé l'essentiel des investissements publicitaires télévisés des maisons

de disques. En 1993, les éditeurs injectaient déjà près de 0,5 milliard de francs (466 millions bruts) pour vendre leurs diverses compilations. Ce chiffre a atteint 696 millions de francs en 1994. « C'est à partir de 1988-1989 que ce sous-secteur de l'industrie du disque est devenu prépondérant », explique l'un des responsables du service publicité d'une grande chaîne de télévision. Au point d'occuper 71 % des investissements publicitaires des maisons de disques, contre 8,3 % pour la presse et 0,5 % pour l'affichage.

La publicité du disque n'a été autorisée à la télévision qu'à partir de la fin des années 80. Le média télévison orienterait-il aujourd'hui la politique éditoriale des maisons de disques ? Les coproductions entre chaînes de télévision et marques de disques se développent. Et, en dehors de la compilation, les investissements restent minces : les disques pour enfants ne recueillent que 17,6 millions de francs en 1994 (moins 2 millions de francs par rapport à 1993),

et le secteur variétés françaises et internationales passe de 203 à 260 millions de francs. La musique classique effectue une hausse notable en un an, passant de 29,5 à 53,4 millions de francs... dont une bonne part pour les rééditions, version classique de la « compil ».

Quelles chaînes recueillent cette manne publicitaire ? Celles qui se caractérisent par une audience « jeune ». TF1 arrive donc en tête avec 40 %, suivi de près par M 6 (37 %). France 2 et France 3 sont loin derrière avec respectivement 11,6 % et 6 % des recettes. Quant aux plus gros annonceurs, ce sont Polygram (323 millions de francs), Sony (180 millions de francs), EMI (161 millions de francs), BMG (100 millions de francs) à égalité avec Warner... Qu'advient-il de cette manne publicitaire quand la mode de la « compil » sera passée ? Les services publicitaires des chaînes font confiance à l'imagination des multinationales du disque.

Yves Mamou

Gilbert Ohayon, PDG d'EMI-France

« Il faut sauver les petits disquaires sans punir les hypermarchés »

« Dans la chaîne du disque, quel rôle donnez-vous au disquaire ? »

« Pour les artistes confirmés, il y a un cheminement normal - précommandes, mises en place abondantes, marketing - à que l'on pourrait qualifier de parcours du succès. Pour les débutants, la procédure se complique. Le disquaire est alors un rouage essentiel : il joue le rôle de média, de communicateur, de conseil et de découvreur, au même titre que la presse. Puis, logiquement, vient la radio et, si le succès s'amplifie, la télévision. C'est le schéma d'une exposition idéale. Aujourd'hui, l'action des disquaires et du réseau des distributeurs spécialisés - FNAC, Virgin Megastore... - s'est affinée : ils diffusent des hit-parades, organisent des mini-réclames dans leurs magasins, appliquent des prix verts pour les « découvertes ». De

plus en plus, nous essayons de lancer nos produits en collaboration étroite avec eux. »

« La FNAC possède 25 % du marché de la vente de disques. Ne craignez-vous pas qu'elle impose ses choix aux producteurs ? » « Je préfère avoir en face de moi une FNAC très forte qu'un hypermarché qui utilise les disques et les livres comme produits d'appel. Les hypermarchés possèdent 50 % du marché du disque. Ils vendent avec des marges égales à zéro et empêchent les spécialistes de vivre. La sortie de disques tels que le *Live at the BBC*, des Beatles, ou *Samedi soir sur la terre*, de Cabrel, devrait être une manne pour les disquaires ; or c'est une punition, car ils sont obligés d'aligner leurs prix sur ceux des grandes surfaces, qui font leurs chiffres sur la nouveauté et n'ont ni stocks ni catalogue à gérer, et pour lesquelles ce secteur

ne représente que 1 % de leur chiffre d'affaires. C'est de la concurrence déloyale. Le disque ne doit pas être traité comme un produit alimentaire, y compris par les pouvoirs publics, qui régulent les prix et les taux de TVA. Il est anormal de payer 3,5 % de TVA quand on lit un livre ou quand on regarde un film sur Beethoven, et 18,6 % quand on écoute sa musique. »

« Vous-même, ne tirez-vous pas les prix vers le haut ? »

« Nous avons adopté un système de prix moyen. La vente de l'album d'un artiste international, déjà amorti sur son propre marché et diffusé mondialement, compense les investissements réalisés sur un artiste français en développement, toujours déficitaires. On ne peut pas laisser évoluer le disque selon les lois communes du marché. Si nous ap-

pliquions une grille qui reflète strictement la réalité des coûts, nous devrions vendre les nouveautés très cher. A l'inverse, si l'on se fonde sur la valeur d'un artiste sur le marché, Pink Floyd serait vendu 100 F et le jeune chanteur Gérard De Palmas 50 F. C'est impensable. Le disque est un produit à part. On peut le copier, il a des coûts variables importants - les droits d'auteur, par exemple -, il suppose des risques artistiques très grands. »

« Un supermarché peut vendre moins cher des produits de qualité inférieure. Or le disque est immuable : quel que soit le magasin, il a le même contenu, le même emballage. L'effet induit de ces ventes à marge nulle, légales, sur le consommateur est très négatif. Il a l'impression de « se faire avoir » quand il achète un disque dans un magasin spécialisé à son

vrai prix. Le SNEP a donc d'ailleurs proposé l'instauration d'un prix minimal du disque. »

« Les producteurs et éditeurs de disques n'ont-ils pas eux-mêmes organisé la concentration de la production et de la diffusion ? »

« Il y eut, il est vrai, l'appât du volume. Depuis un an, nous avons cherché, avec d'autres acteurs de la filière et avec les pouvoirs publics, comment faire sortir l'industrie du disque de cette logique. Nous devons aider les disquaires spécialisés à vivre. Mais sauver les uns ne signifie pas punir les autres. »

provoque une réaction épidermique chez les producteurs : c'est un encouragement au non-métier. La distribution doit être capable d'évaluer ses besoins. »

« Elle doit assumer ses risques, comme nous assumons les nôtres. Nous avons une cinquantaine de représentants qui sillonnent la France, font un gros travail de promotion et écoutent leurs clients. Pour l'album des Beatles à la BBC, nous avons tablé sur une mise en place initiale de 100 000 exemplaires. Nous en sommes aujourd'hui à 300 000. De même pour les albums « Bleu » et « Rouge » : 400 000 au départ, 1,2 million aujourd'hui. Cette ascension tranquille donne le sentiment du succès. »

Propos recueillis par Stéphane Davet et Véronique Moutaigne

سنة ١٤١٥ هـ

Les grands du...
FATTOUMI-LAMOUREUX
Préface
Création
S. D. 7. 8. 11
LES GEMEAUX / SCEAUX
Société Nationale
(1) 46 81 36 67
BOULTEZ V. II

A travers les mille et une nuits de Federico Fellini

Rome consacre au cinéaste disparu une importante exposition : de ses dessins de jeunesse à la maquette géante du paquebot d'« Amarcord »

EXPOSITION FELLINI, Palazzo della Civiltà, Salone delle Fontane, Rome EUR. De 10 heures à 19 heures. Samedi et dimanche : de 10 heures à 20 heures. 12 000 liras (45 F environ). Jusqu'au 26 mars. Catalogue, 450 pages, 70 000 liras (250 F environ). Rizzoli.

C'est à un voyage vertigineux qu'invite l'immense exposition Federico Fellini ouverte le 21 janvier à Rome. Très étrangement, et bien que l'événement soit à l'évidence la consécration de sa mort, le 31 octobre 1993, le maestro sort vivant, tout à fait vivant, de cet amoncellement célébratoire, organisé avec intelligence, affection et légitimité, ootamment par ses amis journalistes Vincenzo Mollica ou Lietta Tornabuoni, responsable du remarquable catalogue.

Il n'est pas là pour guider la visite, c'est tout. Mais le fil d'Ariadne de son imagination nous attache à lui depuis si longtemps que les images, les objets, les personnages qui sont là, dans ce labyrinthe des

façades du Palazzo della Civiltà (Palais de la Civilisation), une maquette géante du paquebot d'« Amarcord », le Rex, construite par les artisans de Cinecittà semble voguer à travers les arches. C'est simple, et c'est beau. On entre. Le poète Andrea Zanzotto, auteur des « lyriques » de E la nave va, a dit de Fellini qu'il était « un grand courturier métaphysique ». Diagnostic confirmé. Sur un monumental plan incliné noir, s'avance une armée de spectres sublimes, d'une somptuosité obscure. Ce sont les « évêques-mannequins » du défilé de mode ecclésiastique de Roma...

Photos de jeunesse : Fellini, maigre et ténébreux comme un danseur de tango ; ses premières vignettes de bandes dessinées dans les journaux pour enfants ; la reconstitution de la Punny Face Shop, petite officine ouverte après la Libération où il caricaturait pour quelques liras les soldats al-



Fellini, autocaricature en Afrique (1942).

liés de passage. On circule, on butine. Soudain, dans une vitrine, isolé, minuscule coup de poignard, révélation poignante d'un chagrin inconnu, un dessin humoristique et rural. Dans une grange, un coq très heureux qui a le visage de Fellini est serré contre une poule, très heureuse, qui a le visage de Giulietta Masina. Devant eux, un œuf d'où sort un poussin qui lève son chapeau haut de forme. C'est le faire-part de naissance de leur unique enfant, Federicchio, né le 22 mars 1945 et mort deux semaines plus tard.

C'est alors que, après avoir caressé, dans un coin, le piano de



Dessin préparatoire d'un personnage du film « E la nave va » (1983), exécuté par Federico Fellini.

Nino Rota que Fellini avait recueilli dans son bureau du Corso d'Italia, on se plonge avec délectation dans le « livre des rêves » du maestro. Ceux-ci, tenus secrets, contenant de l'aveu de son auteur des épisodes non publiables (et non exposés !), mettant en cause et dans des positions peu recommandables un nombre élevé de célébrités, sont le reflet d'une aventure qui aura duré plus de vingt ans. Fellini, qui, lorsqu'il avait six ou sept ans, était convaincu qu'il y avait deux vies, une les yeux ouverts, l'autre les yeux fermés, et avait baptisé les quatre coins de son lit du nom des quatre cinémas de sa ville natale, Rimini : Folgor, Savoia, Opera Nazionale Balilla et Sultano, allait donc dessiner et commenter ses rêves d'adulte à l'intention du docteur Ernest Bernhard, son psychanalyste jungien.

Dessins et commentaires extraordinaires, d'une drôlerie et d'une angoisse totales, où se croisent des scènes entières de films à venir, des femmes, des crocodiles, des voitures qui roulent à reculons au bord des précipices, Giuseppe Verdi perplexe, s'interrogeant : « Où va cet avion qui a sur l'aile droite quatre putains aux culs très très lourds qui le font voler tout bancal ? »

L'exposition continue dans un bâtiment voisin. Si la première partie peut être considérée comme donnant les prémices, les racines, les clés de l'œuvre fellinienne, la seconde plonge dans son cœur, splendidement artisanal, dans la certitude à la fois cruelle et magnétique de l'insuccès, avec la présentation des travaux déjà entrepris sur l'Acteur, et l'Erfer, de Dante. Mais avant de retrouver les affiches, les croquis, les projets de décors, les accessoires, les icônes inoubliables – ainsi, si présente encore dans sa langueur plus qu'hu-

main, la poupée de cire rose qui danse avec Casanova, – il faut franchir un obstacle fortement symbolique. Une colline noire où sont imbriqués dans un désordre élégant vingt-trois petits écrans qui diffusent, en boucle, des extraits des vingt-trois films de Fellini.

La colline des fragments scintille et clignote, on tente d'attraper au vol un soupçon d'Amarcord, un zeste de Huit et demi, une parcelle de La Dolce Vita. N'y aurait-il plus, pour se souvenir du cinéma, que la télévision ? Vengeance posthume d'un média tant moqué. Heureusement, Fellini vit. Il vit sur le grand écran de notre mémoire, et à travers cette exposition aussi. Qui, après Rome, ira à Berlin, à Los Angeles, à New York, à Tokyo. Et à Paris ? A Paris peut-être. Paris l'espère.

Danièle Heymann

L'Italie célèbre sans éclat le centenaire du cinéma

L'ancien numéro un européen du septième art tente d'utiliser cet anniversaire pour redonner de la vigueur à un secteur sinistré

ROME. C'est un anniversaire un peu nostalgique que l'Italie se prépare à célébrer en ce début d'année 1995 : celui de la création du cinéma, qui vintira irrémédiablement lui rappeler que celui-ci, après avoir connu des sommets, est aujourd'hui bien malade dans la péninsule. Des exemples ? En 1993, les investissements italiens pour le cinéma ont baissé de 5,2 %, l'investissement dans la production de 20 %. Et si la fréquentation des salles est en légère hausse (presque 7 %), cela n'est dû qu'aux superproductions américaines : durant la saison 1993-94, elles ont emporté 73 % du marché italien, contre 13,8 % pour les productions nationales.

GASSMAN COMME AMBASSADEUR. L'anniversaire o'eo est pas moins préparé avec entrain, dans l'espoir de toucher les spectateurs délaissés. Pour piloter cette série d'initiatives (une trentaine agréées pour l'instant) qui se dérouleront jusqu'en 1996, un Comité pour la célébration du centenaire s'est mis en place à la présidence du Conseil. Une enveloppe « spéciale » de 300 millions de liras (environ 9 millions de francs) a été débloquée par le gouvernement et l'on parle d'un financement provisoire (public et privé) de 3 milliards de liras.

En septembre dernier, Vittorio Gassman, promu ambassadeur du cinéma italien, était venu donner un avant-goût des manifestations, en marge de la Mostra de Venise. Non sans avoir célébré, au cours d'un petit film-montage d'une

vingtaine de minutes, toute l'histoire de ce « vieil et glorieux animal qu'est le cinéma », comme il dit. La présentation avait d'ailleurs suscité quelques remous, car manquait le souvenir de l'enfant terrible du cinéma italien : Pier Paolo Pasolini. Il devrait donc y avoir, entre autres, une grande fête européenne du cinéma à Rome, au mois de juin, dans le studio de Fellini à Cinecittà, tandis qu'en janvier 1996, un colloque-rétrospective sera consacré au grand réalisateur disparu, à Rome et Rimini, sa ville natale. Suivra l'exposition itinérante consacrée à Fellini, qui tournera dans le monde entier. Turin ouvrira un nouveau musée du cinéma. A Bologne devrait être projeté un florilège de vieux films restaurés, à Milan, une exposition sur les films muets. Enfin à Venise, couplée avec la Biennale et la Mostra du cinéma, en septembre 1995, aura lieu une exposition qui mettra l'accent sur les technologies du cinéma et leur incidence sur la communication.

En principe la RAI (télévision publique) et la Fininvest, sa concurrente privée, participeront largement à l'effort commémoratif. D'autant que toute relance du cinéma en Italie passe, semble-t-il, par les télévisions, où la encore la production de films a baissé de 30 % l'année dernière. Pourtant, la situation précaire de la RAI, actuellement en proie à une réforme fortement politisée, rend plus incertains les programmes prévus pour le centenaire. Entre autres, RAI 3 devrait consacrer les 365 nuits de 1995 au cinéma.

Marie-Claude Decamps

Des grands du court métrage à Clermont-Ferrand

LE DIX-SEPTIÈME FESTIVAL du court métrage de Clermont-Ferrand, s'est ouvert le vendredi 27 janvier. Le public y découvre des centaines de films récents, candidats à de multiples récompenses, dont le très recherché

Prix du public. Jusqu'au 4 février, on pourra voir des œuvres de François Truffaut, Abbas Kiarostami, Theo Angelopoulos, Iliana Komate, Alain Resnais, John Ford, Robert Bresson, Jean-Pierre Jeunet, Jean-Luc Godard, Chris Marker, Alfred Hitchcock...

LES CRIS DE LA MAGNANI. En marge de cette programmation désormais traditionnelle, la manifestation propose une sélection de cent films brefs signés de grands noms. Bien des cinéastes mettent dans leurs « courts » ce qu'ils n'arrivent plus à placer dans leurs « longs », pression commerciale oblige. S'ils reviennent au « court », c'est presque toujours par soif de liberté. Pour faire du noir et blanc, rester muet, décliner un seul plan, brouiller les pistes, emprunter des voies inconnues. Témoignage, ce John Ford (La Révélation de l'année, 1955, 29 minutes), à la construction complexe. On se surprenant premier Bresson (Affaires publiques, 1954, 24 minutes), essai de voix pas encore « bressoniennes », mais déjà surprenantes.

Plus les films s'allongent, plus uniformes se font leurs voix, c'est presque une loi. Aussi la curiosité qui porte vers les courts métrages

se nourrit souvent d'une attente sonore. C'est la voix de la Magnani ayant une altercation avec un chauffeur de taxi qui exige une lire de plus pour le chien qu'elle tient sur ses genoux (un sketch de Visconti, 1953, 21 minutes). Ou la voix de Michel Simon, filmé chez lui, en 1964 (un document d'archives de 15 minutes). Ou encore une chanson de Charles Aznavour, à la fin d'un film sans paroles (La Voce, du Géorgien Mikhaïl Kholkhidze, 1965, 20 minutes). Bien souvent, ce qui reste d'un film, ce sont des fragments assez hostiles de parler, de chanter, de brouter. Jusqu'à induire de nouvelles formes de narration.

Le premier film de l'Histoire était un court métrage. Grâce à des festivals comme celui de Clermont-Ferrand, ce qualificatif de « court » n'est plus honteux. Un petit Dreyer (l'indispensable Ils attrapèrent le bac, 1948, 12 minutes) vaut les plus grands. L'Ecole des facteurs (Tati, 1947, 18 minutes) peut être préféré à Jour de fête, même en couleur. Et l'on peut considérer l'écrivain Jean Genet comme un grand cinéaste, même s'il n'a signé qu'un seul film (Un chant d'amour, 1950, 25 minutes).

Jean-Paul Fargier

Les Rendez-Vous Chorégraphiques de Sceaux

FATTOUMI-LAMOUREUX

Prélude
Création
5, 6, 7, 8 février

LES GEMEAUX / SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

ECOUTEZ

CONCERT EUROPE 2 / M6

La villiers

du 14 au 18 février

Partners Française, Festival, 8 Quimper, 10 Bordeaux (Villeneuve d'Ornon), Mats, 9 Caen, 11 Nantes, 13 Dijon, 15 Clermont-Ferrand, 16 Nice, 17 Toulouse, 18 Lyon, 21 Annecy, 22 Grenoble, 24 Toulouse, 25 Montpellier, 27 Metz, 30 Nancy, 31 Strasbourg, 1 Lille, 26 Saint-Etienne.

Le dimanche

télérama

Champs du Possible

Locations

mmp

Europe 2

infomatin

761

Place Virgin Megastore, 3615 M6, 3615 Europe 2

Toulouse accueille les collections de la Fondation Bemberg

Un amateur d'art argentin rassemble ses tableaux et objets dans l'hôtel d'Assézat.
De quoi donner à la ville, où la musique était reine, la passion de la peinture

La Fondation Bemberg a été inaugurée, jeudi 26 janvier à Toulouse, en présence du maire, Dominique Baudis. Installée dans l'hôtel d'Assézat - transformé en musée en 1989 -, elle présente les collections de tableaux, de

sculptures et d'objets d'art d'un riche amateur argentin, Georges Bemberg, par ailleurs romancier et pianiste virtuose. De Cranach à Bonnard, de Tintoret à Braque, ce collectionneur a réuni, en un demi-siècle, un ensemble

considérable d'œuvres. Elles viennent étoffer le patrimoine toulousain, dont les musées n'étaient guère riches en tableaux impressionnistes et modernes. L'hôtel d'Assézat, l'un des bâtiments majeurs de la Renaissance

méridionale, a été restauré et réaménagé pour un coût de 25 millions de francs après avoir été libéré des académies et sociétés savantes, nombreuses et anciennes, qui y avaient élu domicile.

FONDATION BEMBERG
HÔTEL D'ASSEZAT, place d'Assézat, 31000 Toulouse. Tél.: 61-12-06-89, de 10 heures à 17 heures. Fermé le mardi. À partir du 1^{er} février.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial
Il était une fois un riche, très riche Argentin qui se nommait Georges Bemberg. Ses aïeux, venus de Cologne au XIX^e siècle, avaient si bien prospéré dans l'élevage et le commerce du bœuf qu'ils avaient été forcés de fonder une banque pour administrer leur fortune. Délivré du sombre souci de gagner sa vie, Georges Bemberg décida de consacrer son existence aux arts. Sa jeunesse, dans l'entre-deux-guerres, se passa entre l'Europe, l'Argentine et des collèges américains, où il étudia le piano et la littérature. Harvard le diplômait, il suivit l'enseignement de Nadia Boulanger. Plus tard, il publia des romans, fit jouer ses pièces au théâtre et se distingua par sa virtuosité de pianiste.

Il ne doit cependant sa notoriété à aucun de ces talents, mais à la collection de tableaux, de sculptures et d'objets d'art qu'il a réunie en un demi-siècle, achetant chez les marchands et aux enchères. Des impressionnistes ont rejoint les Vénitiens, les Allemands du XVIII^e siècle les Français du XIX^e siècle et les broyeurs lombards. N'ayant pas d'héritier direct, Georges Bemberg, afin d'éviter la dispersion de sa collection, décida de créer une fondation, sans savoir où l'établir.

Il était une fois un riche, très riche marchand de pastel, qui se nommait Pierre Assézat. Il vivait à Toulouse au XVIII^e siècle, où il épousa la fille d'un capitoul. En 1555, il mit en chantier une « grande maison », l'un des bâtiments majeurs de la Renaissance méridionale. Autour d'une cour triangulaire s'élevèrent des façades de pierre et de brique où se superposent les ordres dorique, ionique et corinthien.

De la famille d'Assézat, l'hôtel passa à celle des barons de Puy-maurin, puis au banquier Ozanne au XIX^e siècle, qui le légua à la ville. Qu'il ait vocation à finir musée, l'idée paraît naturelle. En 1989, elle s'est imposée à Dominique Baudis, maire de Toulouse, quand il fut prévenu que Georges Bemberg, fidèle à sa francophilie, cherchait une ville pour sa fondation. La politique culturelle toulousaine ayant été jusqu'ici dominée par la musique, dépenser quelque argent pour les beaux-arts ne semblait pas abusif. Il s'agissait de restaurer l'hôtel, de retrouver les espaces initiaux, de procéder, toutes proportions gardées, à Toulouse comme à Paris à l'hôtel Salé, devenu Musée Picasso.

LE TESTAMENT D'OZANNE

C'était compter sans un testament de 1896 et une puissance locale. En 1896, quand Ozanne légua le bâtiment à la ville, il spécifia que c'était à seule fin d'abriter les académies et sociétés savantes toulousaines. Or celles-ci n'ont mis aucun empressement à accepter de partager l'hôtel avec la fondation. Toulouse se flatte en effet de

compter trois académies - des jeux floraux, des sciences, inscriptions et belles-lettres et de législation - et trois sociétés savantes - de géographie, de médecine et d'archéologie. L'Académie des jeux floraux a été fondée en 1323 et, de haut de six siècles et demi, considère avec dédain la jeune Académie française.

Suggérer à ces très vieilles dames de démissionner les mit fort en colère. Elles en appelèrent à la tradition et à la lettre de testa-

Une donation Mathieu ?

Le réfectoire des Jacobins accueille une exposition consacrée à Georges Mathieu. Elle s'organise autour de *La Bataille d'Hastings*, très vaste composition exécutée à Londres dans les années 50 par celui qui faisait alors figure de héros de l'abstraction lyrique, et de deux autres toiles « anglaises » qui ont été données, en 1994, à la ville de Toulouse par l'épouse du collectionneur britannique Anthony Demey. Georges Mathieu a prêté une dizaine de tableaux qui résument son évolution et témoignent de la volatilité constante de l'artiste de traduire en gestes vécus et éclaboussures de couleurs la violence de l'histoire et de l'actualité. Georges Mathieu s'est dit décidé à faire don de plusieurs de ses œuvres au futur Musée d'art contemporain, qui lui consacrerait une salle personnelle. Pour l'instant, cependant, le musée n'existe qu'en projet et les anciens abbatis municipaux où il doit être créé demeurent à l'état de friche industrielle.

■ Georges Mathieu, « Le grand œuvre historique », Réfectoire des Jacobins, 66, rue Pargaminières, 31000, Toulouse. Tél.: 61-21-34-50. De 10 heures à 18 heures. 15 F. Jusqu'au 27 février.

ment Ozanne, qui les autorisait seules à occuper l'hôtel d'Assézat. Elles ne l'avaient pas entrepris depuis un siècle, mais on ne les délogerait pas si facilement. La mairie l'a vérifié: elle a été forcée d'admettre un partage: l'aile gauche et la moitié de l'aile droite pour la peinture, le reste pour les

absent, et Dominique Baudis, le sourire fixe, ont entendu Jean Sermet prononcer l'apologie des académies et déclarer qu'elles avaient « cédé » un étage et demi en échange du bâtiment nouveau. L'enthousiasme - on le voit - était général.

Il eût été plus vif, sans doute, si

l'aménagement intérieur s'était révéillé irréprochable et la collection d'une qualité toujours indiscutable. Tel n'est pas le cas. La meilleure partie de la fondation se compose d'une galerie de portraits du XVI^e siècle, dont d'excellents Clouet, un Pourbus, une *Jeune femme à la baguette*, de l'italo-flamand Benzoni, devenu Benson à Bruges, et deux Cranach l'Ancien. Ces œuvres remarquables de finesse ont été accrochées directement sur un lambris de bois sombre et morne. Rien ne justifie ce parti pris, dont souffre encore un ensemble de Tintoret et de Veronese choisis curieusement pour leur monumentalité et leur sévérité.

La moitié moderne a été accrochée au deuxième étage, dans une lumière moins chiche. Un accrochage moins exhaustif aurait supprimé des Boudin, des Leprieux, des Marquet, des Lebourg et un Matisse des années 20, lassants paysages en série. Il n'aurait pas tout gardé de la vingtaine de Bonnard présentés, où alternent tableaux très réussis et vues du Verdon et du Camet sans grande intensité. Il se serait concentré sur un ensemble néo-impressionniste autour de Cross, une suite fauve - Braque, Derain, Vlaminck -, des Friesz inattendus et une suite d'œuvres sur papier qui mériteraient d'être regroupées, alors qu'elles se perdent un peu parmi les toiles. Il y a là un très beau Gauguin, deux pastels de Degas, un Rouault provocant et un Lautrec assez peu décent, le meilleur d'un cabinet d'amateur éclairé.

Philippe Dagen

■ **ANTIQUITÉ:** la tombe d'Alexandre le Grand se trouve dans une oasis près de la Libye, selon le quotidien gouvernemental égyptien *El Ahrâm*. Ce journal a précisé, samedi 28 janvier, qu'une mission archéologique grecque avait trouvé deux documents affirmant qu'Alexandre le Grand avait été inhumé dans le temple de l'oracle d'Ammon à Siwa (à 750 km à l'ouest du Caire). Après avoir souligné que les journaux égyptiens faisaient souvent état de la découverte du lieu où le conquérant macédonien était enseveli, Jean-Pierre Cortegiani, de l'Institut français d'archéologie orientale, s'est montré très sceptique: « Les textes dont nous disposons montrent qu'Alexandre a été enterré à Alexandrie, et les empereurs romains de passage se faisaient un devoir de lui rendre hommage », souligne-t-il. - (AFP)

CINÉMA

■ **FESTIVAL:** Ciné Junior 94, le cinquième Festival du cinéma jeune public en Val-de-Marne a lieu du 25 janvier au 7 février dans quatorze villes du département. Le jury aura à choisir parmi huit films inédits en compétition: *Le Cri du cœur*, de Idrissa Ouedraogo (France-Burkina Faso), *Notre héros défiguré*, de Park Chong Won (Corée), *Hello Hemingway*, de Fernando Perez (Cuba), *Cours aimants*, de A. K. Bir (Inde), *Leni*, de Leo Himm (Allemagne), *La Forêt*, de Ebrahim Forouzesh (Iran), *Messager du ciel*, de Wang Jun Zheng (Chine), *Il était une fois*, de Ketil Jakobsen (Norvège). Le prix de la compétition coïncide en une subvention de 50 000 francs du conseil général, destinée à aider la sortie en salles de l'œuvre primée. Renseignements: 40-16-15-87.

■ **SYNDICAT:** un nouveau syndicat de producteurs vient de voir le jour. Baptisé Syndicat des producteurs indépendants (SPI), il est réservé aux indépendants qui ne se reconnaissent plus dans les structures existantes, où ils volaient avec les représentants des grands groupes. La principale originalité de ce syndicat est de regrouper les producteurs de l'audiovisuel sans distinction de secteurs: cinéma, télévision, publicité, film d'entreprise, etc.

■ **PRESSE:** l'hebdomadaire *Le Film français* s'effrite à l'occasion de la remise de ses trophées, qui récompensent désormais chaque année les films ayant obtenu les meilleurs résultats en salles. L'hebdomadaire professionnel renoue sa formule. Parmi les améliorations annoncées, une meilleure couverture de la fréquentation en régions et en Europe, et une information plus complète sur la vie des industries techniques. Sorti vendredi 27 janvier, le premier numéro de cette nouvelle formule publie un dossier sur la production en France.

■ **PRIX:** Trois couleurs Rouge, du Polonais Krzysztof Kieslowski, et *Exotica*, du Canadien Atom Egoyan, ont respectivement reçu le prix du meilleur film français et celui du meilleur film étranger, décernés mardi 24 janvier par le Syndicat français de la critique de cinéma. Le prix du meilleur court-métrage est allé à *Dimanche ou les fantômes*, de Laurent Achard. Deux livres ont également été récompensés, *Le Récit au cinéma*, d'Alain Masson (Cahiers du cinéma) et *Une histoire du cinéma allemand*, de UFA, de Klaus Kreimeier (Flammarion).

PRIX LITTÉRAIRES

■ **NASREEN:** Fécirvân du Bangladesh Taslima Nasreen vient de recevoir le prix littéraire Moussmanien, d'un montant de 30 000 couronnes (20 000 F). Taslima Nasreen a été récompensée pour « son combat en faveur des droits de l'homme et pour sa lutte pour les droits des femmes », a indiqué la Fondation Moussmanien. Poursuivre pour blasphème dans son pays, où son procès a été fixé au 9 février, Taslima Nasreen vit sous la protection de la police suédoise depuis le 10 août 1994. - (AFP)

■ **CLARKE:** l'auteur de 2001, *Odyssée de l'espace* (J'ai lu), Arthur Clarke, vient de se voir décerner par satellite un diplôme de l'université de Liverpool, laquelle est la seule à préparer un masters de science-fiction. En partie paralysé, Arthur Clarke ne quitte plus que rarement sa résidence de Colombo, à Sri-Lanka, où il vit depuis 1956. Scientifique de formation, né en Angleterre en 1917, Arthur Clarke est l'auteur de près de quatre-vingts ouvrages. C'est une de ses nouvelles, *La Sentinelle*, publiée en 1948, qui a inspiré le film de Stanley Kubrick, réalisé en 1968 (*Le Monde* du 9 avril 1994).

Les responsables du théâtre public dénoncent le budget de rigueur de la culture

LA PLAINTE est générale. Les subventions accordées aux théâtres publics seraient en nette diminution. Les directeurs des principaux centres dramatiques nationaux (CDN), à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire du Syndicat, lundi 23 janvier, ont décidé de saisir leur ministre de tutelle. « À travers le collectif budgétaire [de 1993] et les non-actualisations [des subventions en 1994 et en 1995], cette situation signifie pour la plupart des centres dramatiques nationaux et assimilés une perte de 10 % », écrivent-ils.

Les compagnies dramatiques indépendantes, elles aussi, s'organisent. Dimanche 8 janvier, elles se sont constituées en Fédération nationale des regroupements de compagnies indépendantes du spectacle vivant (Federcies). Cette structure affirme représenter près de trois cents des sept cents compagnies professionnelles.

Le président de la fédération, Bruno Soulier, estime que « la situation du spectacle vivant est catastrophique. Après quelquefois plus de dix ans d'expérience professionnelle, on nous met la tête sous l'eau. Pourtant, nous défendons les nouveaux publics, qui ne se reconnaissent pas dans le théâtre bourgeois et institutionnel ».

La Federcies a rédigé un manifeste et une charte, et constitué des commissions de réflexion dans l'intention de réunir en avril des états généraux. « Nous n'acceptons pas, explique Bruno Soulier, la répartition du budget, qui favorise les seules institutions; l'arbitraire et le retard des subventions; l'irresponsabilité en matière de gestion du ministère de la culture, des directions régionales des affaires culturelles et de certaines collectivités territoriales. La Federcies demande également « des outils pour travailler, c'est-à-dire des théâtres ou des lieux d'implantation ».

Au ministère de la culture, le directeur des théâtres et des spectacles, Jacques Baillo, répond tranquillement: « Les centres dramatiques n'ont pas à se plaindre. Nous avons tenu à sauver le TNP de

Villeurbanne, qui bénéficie en 1995 d'une augmentation de 2 millions de francs de sa subvention. Ensuite, notre choix d'associer de jeunes metteurs en scène à certains CDN s'est traduit par un effort budgétaire accru. À l'installation de la troupe de Stanislas Nordey, à Nanterre, correspond une aide supplémentaire de 2 millions de francs; à celle de Robert Cantarella, à Toulouse, correspond une aide de 500 000 francs. Aucun CDN n'aura un budget en repli cette année. »

« Cette situation signifie pour la plupart des scènes nationales une perte de 10 % des subventions »

Plus de cinquante directeurs de « scènes nationales », appelation créée par le dernier ministre Lang pour regrouper les anciens centres d'action et de développement culturel et plusieurs maisons de la culture, avaient déjà écrit, en décembre 1994, au ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, pour se plaindre de la diminution persistante de leurs subventions: « En 1993, le gouvernement a imposé un collectif budgétaire qui a réduit de 4 % le financement de l'Etat (...). En 1994, les financements ont été reconduits sans actualisation, ce qui correspond à une dégradation supplémentaire de 6 %. Pour l'exercice 1995, les informations que vous avez bien voulu donner au Syndicat laissent supposer à nouveau une simple reconduction du financement, qui se situe donc sur la base de la loi de finances de 1992. En résumé, cette situation signifie pour la plupart des scènes nationales une perte de 10 %... ».

Le ministre de la culture a lui-même répondu aux nombreuses lettres reçues: « L'augmentation

globale de l'enveloppe affectée aux scènes nationales est de 5,5 % en 1995 (...). Ce secteur a bénéficié d'une protection particulière au sein d'un budget qui a dû être soumis à de nombreux redéploiements ».

Mais M. Toubon ajoute: « Je n'exclus pas de pratiquer une plus grande sélectivité en faveur des établissements qui remplissent le mieux leurs missions, en sachant obtenir une fréquentation importante tout en s'ouvrant largement à la création. »

Jacques Baillo ne reste pas indifférent au sort des compagnies indépendantes mais parle, là aussi, d'une plus grande discrimination: « Elles sont une priorité du ministre. Beaucoup d'entre elles sont trop démunies. Mais nous ne voulons pas entretenir l'idée que tout le monde est beau et gentil. Nous avons dégagé un groupe que nous voulons mettre particulièrement en valeur. »

La baisse des moyens de certaines institutions pèse immédiatement sur les compagnies qui ont partie liée avec elles. Lâchées par le ministère ou par les directions régionales, lâchées par les théâtres publics de leurs régions, certaines ont aujourd'hui privées de ressources qu'août d'autres voient leurs moyens accrus.

Toutes devraient disposer de plus amples informations lundi 13 février, jour de la conférence de presse du directeur des théâtres et des spectacles. En attendant, M. Baillo indique que 12 millions de francs supplémentaires seront, par le biais du fonds d'investissement culturel, mis à la disposition du théâtre public, qui bénéficie par ailleurs de sommes considérables au chapitre des travaux.

Leur enveloppe globale (147,3 millions de francs) augmente de 10 % et concerne principalement le Théâtre national de Strasbourg (46,5 millions de francs), le nouveau Théâtre Sorano de Toulouse et la création d'un centre dramatique pour l'enfance et la jeunesse à Vire (Calvados).

Olivier Schmitt

Le Salon de la BD a battu ses records d'affluence

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial
La pluie et les bouillottes n'ont pas empêché les « bulles » du 22^e Salon international de la bande dessinée (SIBD) de faire le plein du jeudi 26 au dimanche 29 janvier, à Angoulême: les organisateurs ont recensé 148 500 visiteurs, soit un tiers de plus qu'en 1994 (110 000 personnes). Si les amateurs de BD sont, certes, venus pour y rencontrer l'un ou l'autre des quelque trois cents auteurs présents, la moitié d'entre eux ont aussi visité les expositions offertes. Preuve que la programmation du Salon d'Angoulême, vitrine de la création du neuvième art et témoignage de son éclectisme et de son rayonnement mondial, attire désormais autant que les albums.

Les « bédéphiles » ont en le loisir de découvrir l'univers de Jean-Michel Charlier, à la fois homme de plume et de télévision, ainsi que les multiples héros - Buck Danny, Jean Valharry, Barbe-Rouge, Tanguy et Laverdure, Blueberry, pour ne citer que les plus connus - créés par ce pilier du journal *Pilote*. Ils se sont aussi intéressés à l'œuvre et à la philosophie masquée des Cocoonniers masqués et autres Choucrave, légumes anthropomorphes nés du cerveau de Nikita Mandryka, président de ce 22^e Salon. Ils auront enfin pu apprécier la grâce et l'humour de Zig et Puce, les héros d'Alain Saint-Ogan, dont le centenaire de la naissance est célébré cette année, ainsi que le charme de l'exposition consacrée aux auteurs italiens de BD dont les *fumetti* (BD) étaient mises en scène dans un dortoir d'écoliers - placards punaisés d'Akita, sommiers sous lesquels sont enfouis des pages de *Bleu de Roc*, etc. Les amateurs auront aussi pu se laisser surprendre par un montage audiovisuel sur Hugo Pratt. Peut-être auront-ils deviné, entre croquis et phylactères, pour qui le père de Corto Maltese, chanteur du métissage, s'est investi dans ce travail d'un groupe d'étudiants en arts graphiques de la Louvrière (Belgique), ville qui compte 30 % d'immigrés.

Parallèlement à ces expositions, éditeurs et diffuseurs ont pu évaluer l'ampleur des stands des exposants, apprendre que le patron des éditions Hélyode, Patrice Le Hodey (par ailleurs actionnaire principal des quotidiens belges *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure*), s'apprêtait à racheter les éditions Lefrancis et à regrouper les deux maisons. Ou encore écouter Michel-Edouard Leclerc - des centres Leduc, l'un des principaux bailleurs de fonds du SIBD, puisqu'il lui apporte 4,5 millions de francs soit presque la moitié du budget total - annoncer qu'il participerait à nouveau au prochain Salon de la BD d'Angoulême et qu'il allait ouvrir, d'ici à l'an 2000, quatre-vingts espaces culturels multimédias (livres, vidéo, disques, CD-Rom) dans les villes moyennes dépourvues de magasins FNAC ou Virgin.

Le palmarès d'Angoulême a été à la mesure de ce salon, à la fois provocateur - avec ce grand prix décerné à Philippe Vuillemin, auteur notamment des *Sales blagues de Echo* (*Le Monde* daté 29-30 janvier) - et justifié, puisque des auteurs comme Vittorio Giardino (Alphart du meilleur album étranger pour *Jones Pink*, l'enfance, éd. Casterman), André Juillard (Alphart du meilleur album français pour *Le Cahier bleu*, éd. Casterman), Régis Loisel (Alphart du public pour le tome 3 de *Peter Pan*, éd. Vents d'Ouest) ou Fabrice Lebeault (Alphart coup de cœur pour *Horlogerie*, éd. Delcourt, déjà primé au Salon du livre de jeunesse de Montreuil en novembre 1994), ont été récompensés.

Il reste maintenant à Philippe Vuillemin, Grand Prix de ce 22^e Salon et, à ce titre, président de la prochaine manifestation, à préparer 1996. L'auteur des *Sales blagues de Echo*, de Raoul Trégnier contre les *Druzes*, d'un très controversé *Hitler-SS*, et d'une dizaine d'autres albums publiés chez Albin Michel, prévoit de mettre l'accent sur l'underground américain, et notamment sur des dessinateurs comme Charles Burns et l'école de la revue *Raw* d'Art Spiegelman. Preuve que le zéloteur de la « ligne crade » sait aussi se glisser dans des habits officiels.

Yves-Marie Labé

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Sur les écrans, la réclame privilégie le rire

La publicité humoristique française était à l'honneur au Festival du film de Chamrousse. Mais les professionnels présents ont aussi évoqué les spots venus d'outre-Manche

■ **SATELLITE** : l'explosion en vol, jeudi 26 janvier, de la fusée chinoise *Longue-Marche 2B* (*Le Monde* du 27 janvier), transportant le satellite Apstar 2, pourrait retarder le lancement de plusieurs chaînes de télévision américaines et asiatiques. Apstar 2, construit par la firme Hughes Aircraft pour couvrir l'Asie, l'Europe de l'Est, l'Afrique du Nord et l'Australie, devait diffuser plus de 100 programmes de télévision numérique conçus notamment par le groupe Turner, Reuters Television, des diffuseurs de Hongkong et la chaîne sportive américaine ESPN. Toutefois, le lancement au Japon, en mai 1995, de la chaîne financière de l'agence Reuters ne devrait pas être repoussé.

■ **BÉNÉFICES** : le groupe NRJ, qui comprend les réseaux musicaux NRJ, Chérie FM et la station parisienne « Rire et chansons », a réalisé un bénéfice net de 132 millions de francs durant l'exercice 1993-1994. Ce bénéfice est en hausse de 19 % par rapport à l'exercice précédent (111 millions de francs). Conformément aux prévisions, le chiffre d'affaires du groupe (hors échanges médias) a atteint 560 millions de francs, en hausse de 30 % par rapport à l'exercice précédent (430 millions de francs).

■ **ANIMATEUR** : Patricia Martin est de retour depuis lundi 30 janvier au micro d'Inter-Matin pour animer la tranches 7 heures-9 heures de France-Inter. Elle était absente depuis le 12 décembre 1994 pour raisons de santé, et Gilles Schneider, directeur de l'information, assurait son remplacement pour l'animation des petits matins de la radio du service public. Patricia Martin était également absente durant cette période de l'émission littéraire de Philippe Tesson, diffusée le samedi sur France 3, « Ah ! quels titres ».

CHAMROUSSE

de notre envoyé spécial
« 1994 EST UNE GRANDE ANNÉE pour le football anglais. Eric est né. » Lorsque la marque Nike a choisi de recouvrir de ce slogan les murs britanniques, les crampons de notre « Canto » national n'avaient certes pas encore pénétré les gradins du stade de Crystal Palace, dans la banlieue londonienne. Reste que, même en temps de paix, cette allusion conjointe à la victoire de l'Angleterre en Coupe du monde de football et à la naissance de « Crazy Cantona » nécessitait déjà de la part de l'annonceur une bonne dose d'humour. L'autodérision étant de ce côté-là de la Manche en pays conquis, la publicité y a subi depuis des lustrés de fort plaisants contrechocs.

Depuis trois ans, le Centre national des archives de la publicité (CNAIP) est présent au festival international du film d'humour de Chamrousse. Sa première participation fut l'occasion d'une rétrospective intitulée « L'humour dans la publicité des années 30 à nos jours ». En 1994, le CNAIP revenait avec, cette fois, un prix destiné à récompenser le meilleur film publicitaire d'humour réalisé au cours de l'année précédente. Vingt-deux œuvres avaient alors présenté quelque quatre-vingts séquences d'environ trente secondes chacune à la délibération du jury des courts et longs métrages.

Cette année à Chamrousse, on jouait sur pièce le cru 1994. Voitures, fromages, matelas, bois-

sons, jeux et quenelles : les produits tenaient bien sûr le haut de l'affiche ; aux comédiens et aux réalisateurs de déclencher rires, sourires... on interrogeait. Rehaussée par un scénario antieuro-péen facile mais efficace, l'odeur du « Rustique » (« Le Coogres », réalisé par Etienne Chatiliez pour l'agence DMB & B) vint chatouiller les narines du jury, tandis que le public partageait ses voix entre une désopilante illustration du « double effet » de Kiss cool (« Le Lapin », de Graham Rose pour Euro RSCG) et l'effeuillage d'une dame venant s'interposer entre son téléspectateur de mari et les programmes de la télévision par câble (« Le Strip-tease », d'Hervé Hiole pour DDB Needham).

Les annonceurs disent souvent : « C'est très drôle mais ce n'est pas pour nous. »

Pour des raisons pratiques, cette année encore la sélection était exclusivement française. Est-ce pour cette raison que les coulisses bruisaient de rumeurs venues d'un lointain ailleurs ? Ceux qui en étaient revenus parlaient d'un pays où l'humour était roi, où l'on prenait plaisir à se moquer jusqu'à et surtout de soi-même. La publi-

cité, disaient-ils, n'avait pas échappé à cet état d'esprit ; bien au contraire, puisque, ajoutaient ces mêmes sources, la dévotion y était parfois poussée à l'extrême des extrêmes, celui qui consistait pour un annonceur à laisser un spot « maltraiter » son produit tant aimé. Les pieds à Chamrousse, on avait peu à peu l'esprit ailleurs.

Paul Uhart, publicitaire britannique qui a exercé sa profession en France pendant douze ans avant de rejoindre Londres en 1993, était assurément susceptible d'éclairer notre lanterne. Pédagogue, l'homme donne sa définition – toute britannique – de ce « point fondamental dans la vie – et la publicité – en Angleterre » qu'est, selon lui, l'humour : « la capacité principalement de se moquer de soi-même (...), chose essentielle pour que l'homme puisse vivre correctement ». Plus dure sera la chute : « Le Français sait rire, mais ne sait pas se moquer de lui-même ». Mais encore ? « Plus le Français est important dans la société, moins il se moque de lui-même : un chef d'entreprise n'acceptera jamais que son produit soit tourné en dérision. » Assertions vegeeresses ? On demanda des exemples. Et le publicitaire de choisir, « parmi une substantielle », celui d'un spot pour une boisson alcoolisée qui, après quelques digressions, serait ponctuée d'un étrange : « Quant à la bière X, je te la déconseille ! »

Uo exemple, qui plus est donné d'un point de vue aussi partiel, ne pouvait suffire. Quel était l'avis des publicitaires français ? Le



même, à peu de chose près. Seule différence : l'accent était mis davantage sur les mérites de l'univers promotionnel britannique que sur les éventuelles pesanteurs françaises. Selon Denis Quenard, de l'agence BDDH l'humour est omniprésent en Angleterre « pour des raisons presque constitutionnelles ». Ce qui expliquerait que, « dans ce pays, la publicité [soit] dans le camp du second degré et de la dérision ». La « permissivité » y serait plus importante, et une publicité trop sérieuse considérée d'avance comme « mauvaise ».

La crise – argument souvent entendu pour expliquer l'austérité des campagnes françaises – a-t-elle eu un effet sur la dose d'humour contenue dans les réclames

britanniques ? « Elle n'a pas varié d'un iota en Angleterre », explique Denis Quenard. Mêmes explications à DDB Needham, où l'on affirme néanmoins faire de l'humour son « cheval de bataille » : « Beaucoup d'annonceurs n'aiment pas l'humour, affirme Catherine Castel. Ils disent souvent : « C'est très drôle mais ce n'est pas pour nous. En tant qu'être humain, ça me fait rire ; en tant que directeur de marketing, ça me fait peur ». Depuis 1990, ils ont tous peur. »

« Peut-on rire de tout ? Peut-on rire avec tout le monde ? Je répondrai : c'est dur ! », affirmait Pierre Desproges. Qui n'était pas britannique pour deux sous.

Jean-Baptiste de Montvalon

LUNDI 30 JANVIER

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Côte Ouest.
16.15 Série : La Miel et les Abeilles.
16.45 Club Dorothée.
17.55 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Les Filles d'Aché.
18.50 Magazine : Coup de cœur.
Présenté par Christophe Dechaume. Invité : Patrick Timsit.
19.50 Le Bébé Show (et à 0.40).
20.00 Journal, La Minute hippique et météo.

20.45 Série : Navarro.
Fort Navarro, de Nicolas Ribowski, avec Roger Hanin.
Le commissariat est pris d'assaut par des mafiosos.
22.55 Série : Columbo.
Subséquente, de Richard Quine.
23.45 Série : Paire d'as.
0.45 Journal et météo.
0.55 Magazine : 7 sur 7.
Invités : François Léotard et Philippe Besson (rediff.).
1.45 TF 1 nuit (et à 2.55, 4.00, 4.35).
1.55 Programmes de nuit.
Le Vignoble des maudits ; 3.05, Histoires naturelles (et à 5.10) ; 4.10, Intrigue ; 4.45, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.30 La Chance aux chansons (et à 4.35).
16.40 Des chiffres et des lettres.
20. Coupes de champions.
17.18 Série : Les Félins.
17.40 Séries : Les Félins.
18.10 Série : La Fête à la maison.
18.45 Que le meilleur gagne ! (et à 2.45).
19.13 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel.
Invités : Werner Schreyer, Vanessa Paradis.
19.50 America Cup.
19.59 Journal et météo.

20.50 Magazine : La France en direct.
Invité : Nicolas Sarkozy.
Ce soir • 20 h 50
LA FRANCE EN DIRECT
le grand rendez-vous politique de la rédaction
Nicolas SARKOZY
22.30 Magazine : Ça se discute.
Les défenseurs des animaux (1^{re} partie).
23.40 Journal, Météo et Journal des courses.
0.10 Le Cercle de minuit.
1.30 Programmes de nuit.
Studio Gabriel (rediff.) ; 2.00, D'un soleil à l'autre ; 2.55, Opéra sauvage ; 3.50, 24 heures d'info ; 5.40, Dessin animé.

FRANCE 3

13.05 Magazine : Vincent à l'heure.
Invité : Guy Montag.
14.45 Série : La Croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minutemen.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
En direct de Gérardes, à l'occasion du festival du film fantastique.
18.20 Pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Le Passé d'une illusion, de François Furet.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.05, Journal de la région.
20.05 Jeu : Fa si la chance.
20.35 Tout le sport.
20.50 La Dernière Séance.

21.00 Le Corsaire rouge. ■ ■ ■
Film américain de Robert Siodmak (1952).
22.50 Météo et Journal.
23.20 Dessin animé de Tex Avery.
23.40 La Fieffe et le Flambeau. ■ ■ ■
Film américain de Jacques Tourneur (1950).
1.15 Musique : Cadran lunaire.
Jazz : Just One or Those Things, d'Herbie Hancock (15 min).

M 6

13.30 Téléfilm : Ben n'aura jamais 10 ans.
De Mike Robe, avec Linda Hamilton, Piper Laurie.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Manhattan Junior.
18.00 Série : Équinox.
18.54 Flash d'informations.
19.00 Série : Navarin.
19.54 Six minutes d'informations, météo.
20.00 Magazine : Mode 6 (et à 0.15).
Prêt-à-porter masculin.
20.05 Série : Une nouvelle d'enfer.
20.35 Magazine : Ciné 6.
Présenté par Laurent Weil.

20.50 Cinéma : Randonnée pour un tueur. ■ ■ ■
Film américain de Roger Spottiswoode (1988).
22.45 Magazine : Capital.
Présenté par Emmanuel Chén.
0.25 Magazine : Culture pub.
Présenté par Anne Magnien et Christian Blachas.
0.50 Magazine : Jazz 6.
Présenté par Philippe Adler. Wynton Marsalis Septet. Concert donné au festival Jazz à Vienne 94.
2.00 Rediffusions.
Coup de griffes (Gianfranco Ferré) ; 2.25, Nature et civilisation (7) ; 3.20, Portrait des passions françaises (l'admission) ; 3.45, Violon tout terrain ; 4.10, Fréquentstar ; 5.05, E = MC² 5.30, Fax'O.

CANAL +

13.35 Téléfilm : Le Prix de la vengeance.
De Dick Lowy, avec Michael Gross, Dean Cain, Dean Cain.
15.05 Magazine : Météo dimanche (rediff.).
16.00 Court métrage : Luc et Marie.
De Philippe Boon.
16.35 Cinéma : Chérie.
J'ai agrandi le bébé. O
Film américain de Randal Kleiser (1992).
18.00 Canaille peluche.
Robinson Sucroé.
En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ca cartoon.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.
19.20 Magazine : Zérozama.
19.55 Magazine : Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : Chien et chat 3, la faute.
De Marc Simeon, avec Roland Girard, André Dussollier.
22.05 Flash d'informations.
22.15 Le Journal du cinéma.
22.20 Cinéma : Le Fils du requin. ■ ■ ■
Film franco-belgo-luxembourgeois d'Agnès Merlet (1992).
23.45 Cinéma : Le Saint de Manhattan. ■ ■ ■
Film américain de Tim Hunter (1992) (v.o.).
1.25 Cinéma : Aux petits bonheurs. ■ ■ ■
Film français de Michel Deville (1993) (98 min.).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi.
Le temps partiel.
14.00 Documentaire : A tous vents.
La saga du Lloyd's (rediff.).
15.45 Les Écrans du savoir.
Au fil des jours : Inventer demain (rediff.) ; Aldo la Jane : Goutto (rediff.) ; Goutto (rediff.) ; Lesques : Espagnol et anglais (rediff.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Documentaire : Vaisseau Terra.
Habitats humains.

ARTE

18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Magazine : Confetti.
19.30 Documentaire : La Légende du sport.
A. Les Hommes les plus rapides du monde ; Bob Hayes.
19.55 Magazine : Actual.
Un criminel bien ordinaire, portrait d'un criminel de guerre serbe, de Peter Miroshnikov.
20.27 Chronique : Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Cinéma : Urga. ■ ■ ■
Film franco-soviétique de Nikita Mikhalkov (1991).
22.40 Téléfilm : Sissi, la valse des cœurs.
De Christoph Böh, avec Vanessa Wagner, Nils Tavernier.
Une séduisante Sissi où l'on découvre, entre autres choses, pourquoi François-Joseph a préféré la petite Sissi à sa grande sœur, la princesse Hélène de Bavière. Du violon dans l'eau de rose.
0.10 Courts métrages : Court-circuit.
Calliope (1993), d'Alan Harris, avec Phil Collins, Nicola Kidd, Jackson Dorey, scénariste de romans policiers, se retrouve assis en face d'une femme redoutable : l'héroïne de son propre livre.
Cat's Cradle (1992), de Liz Hughes, avec Helen Rollinson, Ian Nash.
Une procession funéraire surréaliste.
Chronique : Chronique.
0.35 Chaque jour pour Sarajevo (rediff.) (3 min.).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Enjeux-Le Point. Rediffusion de la télévision québécoise. 21.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Thalassa. Rediff. de France 3 du 27 janvier. Un petit cabanon. 22.35 Documentaire : Claude Miller ou le jardin secret. Portrait du cinéaste français, réalisateur, entre autres, de L'Accompagnateur. 23.30 Montagne. Rediff. de France 3 du 21 janvier. Le seigneur du Vignoble. 0.00 Journal de France 3. Édition Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 16.10 Andreotti et les parrains. De Jane Ryder. (Une note article p. 7). 19.40 Enfants des sables, enfants des rues. De Denis Chégaray. 20.35 Robert Osoineau, badaud de Paris. De François Porcile. 21.35 Escalier : Martinique. D'Yves Brunneau. 22.30 Cinéma : De Robin Bates (44). 23.30 Les lés aux trépassés. De Jean Eudon. 7. Les lés de l'humour. 23.55 Nadine Houda au pays du business. De Jean-Patrick Lebel (125 min).
PARIS PREMIÈRE 19.15 Paris modes homme (et 20.30, 0.50). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Buzz (et 22.55). 21.00 Un homme et une femme : vingt ans déjà. ■ ■ ■ Film français de Claude Lelouch (1986).

23.25 Yes. Concert « Around the World in 80 Days », enregistré en 1991. 0.30 Le Cercle de minuit. Rediff. de France 2 le 26 janvier.
CANAL 1 17.35 Les Triplés. 17.40 Bo. 17.55 Série Domino. Émission en direct. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.00, Monsieur Bogus ; à 18.20, Top top clip ; à 18.25, Fantasmagorie ; à 18.55, A vos marques-pages ; à 19.00, Regarde le monde ; à 19.15, Les animaux super stars ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane. (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 Série : M. A. S. H. Calme plat. 20.30 Souvenir : Tête de bois et tendres années. Diffusé pour la première fois le 8 novembre 1997. 21.30 Série : New York Police Blues. 22.15 Chronique de la comédie. 22.20 John et Mary. ■ ■ ■ Film américain de Peter Yates (1969). 23.50 Top bat. 0.40 Série : Le Frelon vert (25 min).
SÉRIE CLUB 19.15 Série : Super Jaimie. 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Les Cadavres exquis d'après Patricia Highsmith (et 0.00). 21.35 Série : The Sweeney. 22.25 Série : Spécial Equalizer. 0.50 Série : Le Saint (50 min).
MCM 20.00 MCM découvertes (et 20.40). 20.10 MCM Mag (et 0.00). 21.00 Passion pub. « Les grandes causes à travers la pub-2^e partie ». 21.30 MCM Rock Legends U2. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Autour du groove. 0.30 Blah-Blah Météo (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Eagles-Hell Freezes Over. Concert enregistré à Los Angeles, en avril 1994. 22.00 Série : The Real World 3. 22.30 Tribute to Pedro Real World 3. Émission spéciale. Hommage à Pedro, l'un des sept héros de la série The Real World 3, décédé du sida en novembre dernier. Avec un message personnel de Bill Clinton, président des États-Unis (60 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et à 1.30). 20.00 Speedworld. 22.00 Eurogoals. 23.30 Boxe. Combat poids lourds Tim Witherpoon (E-U), Nathaniel Pritch (E-U). 0.30 Eurogoal Le Journal Walker Classic.
CINÉ CINÉMA 18.50 Accusé, levez-vous. ■ ■ ■ Film britannique de Basil Dearden (1962, N.). 20.30 La nuit est mon royaume. ■ ■ ■ Film français de Georges Lacombe (1951, N.). 22.15 Non coupable. ■ ■ ■ Film français d'Henri Decoin (1947, N.). 23.50 Tarzan et sa compagnie. ■ ■ ■ Film américain de Jack Conway et Cedric Gibbons (1934, N., 95 min).
CINÉ CINÉMAS 18.35 Mahler. ■ ■ ■ Film britannique de Ken Russell (1974, v.o.). 20.30 Cabo Blanco. ■ ■ ■ Film américain de Jack Lee-Thompson (1979). 22.00 Indiscrét. ■ ■ ■ Film britannique de Stanley Donen (1958, v.o.). 23.40 Le bonheur à encore frappé. ■ ■ ■ Film français de Jean-Luc Godard (1985). 0.55 Rendez-vous à Fairborough. Téléfilm américain de Herbert Wise avec Robert Mitchum (105 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Littérature végétale. Avec Jérôme Garcin. 19.30 Perspectives scientifiques. La reproduction dans le monde végétal. 1. Le système floral. Avec Yves Delange. 20.00 Le Rythme et la Raison. L'inspiration populaire chez Gustav Mahler. 1. Mahler et le cor. 20.30 France-Culture à Strasbourg. Les hauts fonctionnaires en question. 21.30 Fiction. Tout ce qui vole, de Marc Joffroy. 22.40 Accusé direct. Agnès Varda, cinéaste. 0.05 Du jour au lendemain. Gérard de Cortanze (Ateliers). 0.50 Coda. Rudolf Kirsinsky (1).

Les interventions à la radio

Europe 1, 19 heures : Lionel Jospin (« Club de la Presse »).

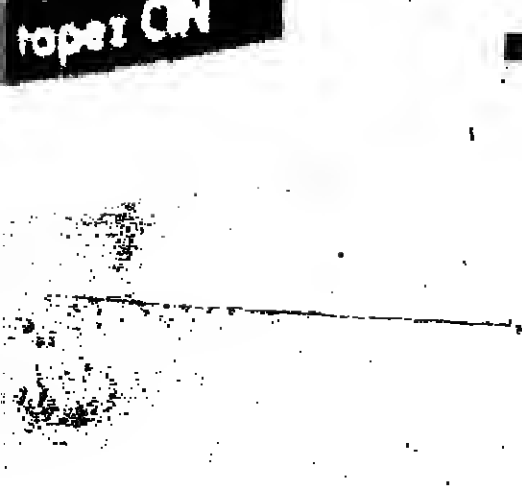
France-Inter, 19 h 20 : « Que faire après le bac ? » (« Le Téléphone sonne »).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Avant-concert. 20.30 Concert. En direct de l'Académie de musique de Budapest, par l'Orchestre symphonique de la Radio hongroise, dir. Andras Ligeti : Csaba Kiralyi (Prince Casaba), de Balassa ; Concerto pour violon et orchestre n° 1, de Bartok, Vilmos Szabadi, violon ; Le Deux du château du Buda, de Kodaly. 22.30 Musique pluriel. 23.05 Ainsi le nuit. 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 2 décembre 1994 à l'Institut du monde arabe, par Seddik Taïef et ses musiciens, musique persane (classique et traditionnelle), musique kurde.

CINÉMA
Les fiches de
25 000 films
3615 LEMONDE
tapez CIN

Tous les films
36 15 le Monde
2.19 F la minute
La bourse
en direct.
36 15 le Monde
2.19 F la minute

2000



Christophe Dechavanne est de retour sur TF 1

Après l'arrêt brutal de « Tout le toutim », l'animateur propose une émission quotidienne qui ressemble comme deux gouttes d'eau à l'ancien « Coucou, c'est nous ! »

TF1 L'AVAIT ÉVINCÉ brutalement. La « une » lui ouvrit à nouveau ses plateaux. Lundi 30 janvier, à 18 h 50, Christophe Dechevaume va probablement frustrer les fans de la série « Beverly Hills », mais ravir ceux qui, depuis des années, s'amusent de ses boutades, de ses reparties rapides et de ses fanfaronnades. Avec sa nouvelle émission, au titre en forme de clin d'œil, « Coucou ! », l'animateur va devoir mener un double défi : montrer que l'échec de « Tout le toulain » ne fut qu'un accident de parcours et prouver qu'il est capable de retrouver le taux et la qualité d'audience qu'il réalisait avec « Coucou, c'est nous ! ». Christophe Dechevaume va aussi devoir reprendre ses marques sur une chaîne qui, il y a trois mois, l'avait maltraité.

Le 27 octobre 1994, TF1 décidait de programmer « Tout le toulain » (diffusé à 20 h 50), après seulement trois numéros, pour insuffisance d'audience. Christophe Dechevaume avait immédiatement réagi en assignant la « Une » en retraite. La chaîne avait d'abord proposé à l'animateur de reprendre son émission, en nombre, après lui avoir apporté les modifications jugées indispensables pour rassembler un large public ». Christophe Dechevaume avait refusé ce compromis.

« L'émission a été arrêtée et annoncée comme un échec. La reprendre trois semaines après sa disparition, même dans une nouvelle formule, constituerait une folie pure », avait précisé l'animateur dans un entretien accordé au *Figaro* le 3 novembre 1994.

Après plusieurs rounds de négocia-

lations, Dechavanne et TF1 avaient finalement réussi à trouver un terrain d'entente. Il reviendrait à l'antenne le 30 janvier 1995, pour un contrat de cinq mois, à l'heure de "l'accès prime time". Favant-20 heures, une tranche stratégique sur laquelle l'animateur a montré qu'il était capable de faire des miracles. De 1992 à 1994, en réalisant 41 % de parts de marchés auprès des ménagers de moins de cinquante ans, « Coucou, c'est nous ! » drainait, en effet, à elle seule 10 % des recettes publicitaires de TF1. Autant dire que la décision prise par l'antenne, en juin 1994, de suspendre son émission, constituait un dirigeant de la chaîne qui, en perdant Dechavanne, risquait de perdre de l'us.

Le bras de fer qui, pour « Tout le

toutim », a conduit la première chaîne et l'animateur devant les tribunaux, fut musclé et significatif à plus d'un titre. Il a d'abord refuté une politique de chaîne qui, les yeux rivés sur l'Audimat, ne laisse pas le temps aux émissions de s'installer. Et surtout, il a mis en lumière les liens étroits et complexes entretenus depuis quelques années par TF1 avec sa « underline ».

En produisant pour la « Une », via sa société de production Coyote Conseil (CC), trois émissions mensuelles de deuxième partie de soirée - « Familles, je vous aime », « Combien ça coûte ? » et « 375 le soir » -, Christophe Dechavanne représente pour la chaîne autre chose qu'un simple animateur vedette. En cinq ans, Coyote Conseil, à l'instar d'AB Productions pour les émissions

enfantines présentées par Dorothee, s'est taillé un véritable empire au sein de la première chaîne.

L'arrêt de « Tout le toutim » avait d'ailleurs causé un grave préjudice à la société — qui emploie 200 personnes et affichait en 1993 un chiffre d'affaires de 120 millions — pour laquelle Christophe Dechavanne avait alors exigé 1,5 million de francs de dommages et intérêts. Toutefois, comme il ne cesse de le répéter, CC travaille pour d'autres chaînes et diversifie ses activités (production de grands reportages, de programmes hommages et de films institutionnels, communication d'entreprise, production discographique et édition musicale...).

Au moment du lancement de « Coucou! », ni les responsables de TF1 ni l'animateur ne souhaitent s'exprimer. La nouvelle émission, diffusée en direct et en public, ne devrait guère différer de l'ancien « Coucou, c'est nous! ». Christophe Dechavanne, entouré de son fidèle compère Patrice Carrouzet — qui cesse sa participation à l'émission d'Anne Barère « 3/5 le soir » — et d'Olivier Chaboudo, à les côtés sur une scène où se trouvent aussi les membres du premier émissimiste Patrice Timsit, Michel Serrault (mardi 31 janvier), Renaud (mardi 1^{er} février), Lilany Rolo (jeudi 2^e février) et l'animateur québécois Courtemanche (vendredi 3 février) se succéderont durant toute la semaine sur le plateau de « Coucou! » dont le ton et l'ambiance, nous assure-t-on, « seront les mêmes qu'avant ».

Véronique Cauhapé

La colombe et les héritiers

par Daniel Schneidermann

Qui dira l'horreur des dimanches, quand il faut s'en retourner banqueter, dans la maison du père, avec une fratrie massade qui bientôt vous disputera l'héritage? On s'assoit tout de même, on mange, on boit, on bavarde.

Entrevus sur LCI, les trois visages lugubres de François Mitterrand, Henri Emmanuël et Lionel Jospin étaient ensemble, à Châteaubriant, l'anniversaire de la déclaration de candidature du candidat nommé, à l'assaut toute la tristesse de ces retrouvailles familiales. Ils discutaient la hâte d'en avoir terminé avec cette trêve burlesque, pour pouvoir terminer de se déchiqueter à loisir. Toujours devant les caméras, les deux rivaux tréquaient. Tout juste s'ils n'acquiesçaient pas, ensemble, une petite bourdon. On se croyait dans une transposition ironique des « Flamandes » de Brel : les socialistes mangent sans rien dire, sans rien dire au dimanche sonnant. Les socialistes, ça n'est pas causant.

Le lendemain, dans l'ombre de Jean Paul II, un main d'enfant lâcha une colombe. Le destin de cette colombe était de s'envoler vers Mondivision, et de ne plus jamais revenir. Cette colombe devait aller porter la bonne parole papale de Tchéchénie en Algérie, en passant par Sarajevo. Mais la colombe ne l'entendit pas ainsi. Refusant de quitter la main qui la jetait vers ce vaste programme, elle se posa une première fois sur le rebord de la fenêtre, d'où le saint-père tenta de la déloger avec un dossier. Alors, s'hardissant, avec une insolence digne d'un quelconque évêque

d'Evreux, elle prit son envol pour effleurer... la calotte pontificale, qu'elle déstabilisa légèrement, avant qu'une main ne vint prestement la dérober aux regards de la chrétienté.

Sacré colombel si l'été avait pris son envol comme prévu, les télévisions du monde ne nous l'auraient sans doute jamais fait savoir. Jamais elle n'aurait connu la gloire. Mais, déviant de sa trajectoire programmée, elle cessait d'être la colombe symbole, la colombe image, la colombe sublime. Elle se transformait en un volatile indésirable, capable de tous les forfaits, même de soulever la blanche calotte du saint-père, qui ne le lui enlaid pas dire. Redevenant un être vivant, elle brutalement changeait de nature, se plongeant dans le monde réel, la blanche bouquette de l'emblème de la fenêtre redevient un vieux monsieur importuné par un gros oiseau, et qui réagit comme n'importe quel être humain, en chassant machinalement l'agresseur. Plaisantant ensuite de l'incident : « Elle se sent mieux à la maison ! », le pape redevient pape. Mais c'était trop tard. Les apparences s'étaient un instant déchirées.

Dans le morne cortège des jours, un bref impondérable vient parfois nous distraire et nous venger. Nous sommes alors les témoins subreptices de quelque scène que nous n'aurions pas destinés à voir. Henri Emmanuelli et Lionel Jospin boudent, le pape chasse une colombe: le réjouissant visage de la vie a affleuré sous les masques. Les masques se recolleront, mais nous aurons tout vu.

Les étapes d'une carrière

EN 1982, à l'âge de vingt-cinq ans, Christophe Dechavanne fait ses débuts radiophoniques à Radio 7 puis à France-inter. L'année suivante, il entre à la télévision, où il anime d'abord « Super Défi » sur la Une, puis présente une séquence gadget sur Canal Plus, dans l'émission de Michel Denisot. Son premier succès date de 1985 lorsqu'il anime quotidiennement, sur Antenne 2, une émission baptisée : « C'est encore mieux l'après-midi ». L'icomaît son premier échec avec « Toutes folles de lui », diffusé durant l'été 1986, les samedis soir sur France 2. Les nymphettes à moitié déshabillées qui l'entourent ne parviennent pas à séduire le public. Un an plus tard, il accepte le contrat que lui propose Francis Bouygues et part animer les après-midi de TF 1 avec « Panique sur le 16 ». Faute de téléspectateurs, l'émission est vite suspendue.

Il inaugure, en mai 1988, un nouveau rendez-vous, « Ciel mon mardi ! », diffusé en deuxième partie de soirée. Devenu l'animateur vedette de TF1, il s'installe en début de soirée, en 1992, avec « Coucou, c'est nous ! ». En deux ans, il grappe en tête de l'Animat et rajeunit, entre 19 et 20 heures, le public de la Une.

MARDI 31 JANVIER

TF 1

FRANCE 2

FRANCE 3

M 6

CANAL +

LA CINQUIÈME

13.35 Feuilles de
Les Foux de l'amour.

14.30 Série : Côte Ouest.

16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.

16.45 Club Dorothée.

17.55 Série : Prémiers balais.

18.20 Série : Les Filles d'abord.

18.55 Magazine Césaire.

Présenté par Christophe Dechavanne. Invité: Michel Serrault.

19.50 Le Bédouin Show (et à 1.50).

20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.

20.45 Cinéma :
A propos d'Henry. ■
Film américain de Mike Nichols (1991).

22.45 Les Films dans les salles.

22.55 Cinéma : Ras les profs. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1994).

0.45 Magazine :
Je suis venu vous dire.
Présenté par Florence Bollaers. Invités: Jean-Marie Le Pen, Lauren Bacall.

1.53 Journal et Météo.

2.05 Magazine : Reportages (rediff.).

2.30 TF 1 nuit (et à 3.30, 4.10).

2.40 Programmes de nuit.
Les Aventures du jeune Patrick Pardon (2/3); 3.40, Histoires naturelles (et à 5.10); 4.20, Côte cœur; 4.45, Musique.

13.50 Série :
Dans la chaleur de la nuit.

15.30 Variétés : à Vincennes.

15.45 Variétés : La Chance aux champions (et à 4.50).

16.45 Féerie viennoise (et à 1.45).

17.45 Des chérières et des fétures. 20 e coupe des champions.

18.15 Série : Seconde B.

17.45 Série : Cooper et nous.

18.15 Série : La Fête à la maison.

18.45 Que le meilleur gagne ! (et à 3.45).

19.13 Flash d'informations.

19.15 Studio Gabriel. Invités: Jacques Laffite, Paul Belmondo, Danny Bont, Jean Marais.

19.50 America Cup.

19.53 Journal et Météo.

20.50 Cinéma :
Le Coup de parapluie. ■
Film français de Gérard Oury (1980).

22.30 Magazine : Ça se discute. Les défenseurs des animaux (2^e partie).

23.50 Journal, Météo et Journal des courses.

0.16 Le Cercle de minuit. Présenté par Laure Adès. Invités: Fanny Ardant, Rachid Boujdira, Pierre-Henry Delsau, Matoub Lounes.

1.35 Programmes de nuit.
Studio Gabriel (rediff.); 2.10, Émissions religieuses: 3.40, 24 heures d'info; 4.00, Piles du rêve; 4.45, Cusmane Solt, sculpteur d'Afrique; 5.40, Dessin animé.

13.05 Magazine : Vincent et l'heure. Invité: Francis Lalanne.

14.45 Série : La croisière s'amusse.

15.35 Série : Magnum.

16.30 Les Millelunes.

17.40 Magazine : Un pêche d'été.

18.20 Questions pour un champion. Un livre, un jour.

18.50 Interviews parisiens, de Lisa Lovett-Smith.

18.55 Le 18-20 de l'Information. A 19.09, Journal de la région.

20.05 Jeu : Fa si la chanter.

20.35 Tout le sport.

20.50 Spectacle : Les 7 d'Or. 10^e anniversaire en direct du Moulin-Rouge. Présenté par Julien Lepois et Elise Lucet.

23.25 Météo et Journal.

23.50 Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe à Dortmund (Allemagne). Programme technique couples.

0.40 Musée : Cadran lunaire. (15 min).

13.30 Téléfilm : Le Mort doué. De Gilbert Gabs, avec Paddy Duke, Tom Conti.

Depuis cinq ans, Anne exerce avec passion et abnégation son métier d'infirmière dans un hôpital du Massachusetts. Son dévouement la pousse trop souvent à déléguer ses trois filles entre son mari pour retourner au chevet de ceux qu'elle considère comme « ses » malades.

17.00 Variétés : Hit Machine.

17.30 Série : Martin Junior.

18.00 Série : Egalizer.

18.54 Six minutes première édition.

19.00 Série : Raven.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Magazine : Mode 6 (et à 1.20). Pré-à-porter masculin.

20.05 Série : Une nounou d'enfer.

20.35 Magazine : Grandeur nature. Les buffles.

20.40 Cinéma : L'Espion aux ordres de valeurs. ■ Film américain de Robert Stevenson (1965).

22.45 Série : Amicalement vôtre. Mission Monte-Carlo.

0.25 Série : Les Professionnels. Année sous protection.

Rediffusions.
Jazz 6: 3.25, Sport et découverte 7: 4.20, Portrait des passions françaises (La fidélité); 4.45, Fax'0: 5.10, E = M 6.

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Dominique Venner (Le cœur rebelle), 19.30 Perspectives scientifiques. La reproduction dans le monde végétal. 2. Le pollen. Avec Martine-Thérèse Carcaus. 20.00 Le rythme et la Raison. L'inspiration populaire chez Gustav Mahler. 2. Mahler et le soliste. 20.30 Archipel médecine. La fatigue. 21.32 Election présidentielle 1995. Le bon choix. 1. Quelle politique économique pour la France? 22.40 Les Nuits magnétiques. La comédie musicale. Avec Leslie Caron, Cyl Chavasse, Georges Chakiris et Jacqueline Moreau. 0.05 Du jour au lendemain. Regis Boyer (Le Mort chez les autres scandinaves). 0.50 Corda. Rudolf Firsirotu (2).

13.40 Cinéma : Le Fils du requin. ■ Film franco-belgo-luxembourgeois d'Agnes Merlet (1992).

15.05 Magazine : 24 Heures (rediff.).

15.55 Court métrage : Le Passant. De Joëlle Bouvier.

16.15 Cinéma : Montparnasse Pouchière. ■ Film français d'Yves Robert (1993).

17.55 Surprises.

18.00 Canaille peluche. Robinson Sucré.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.

18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.

19.20 Magazine : Zénona.

19.55 Les Gagnants. De Benoit Delap, Bruno Garcia et Jean-François Halin.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Jennifer 8. ■ Film américain de Bruce Robinson (1992).

22.35 Flash d'informations.

22.45 Cinéma : Chérie. J'ai grandi le bébé. ■ Film américain de Randall Kleiser (1992) (v.o.).

0.10 Cinéma : Le Fil de l'horizon. ■ Film franco-portugais-espagnol de Fernando Lopes (1992).

1.40 » Cinéma : Massacre à la tronçonneuse. ■ Film américain de Tobe Hooper (1974) (v.o., 80 min).

13.30 Magazine : Défilé. L'intérêt.

14.00 Le Sens de l'Histoire. Le Grand Jeu (rediff.).

15.45 Les Escapes par satellite. Au fil des jours: l'inventeur demain. A la terre: Eco et l'atmosphère; Cinq sur cinq: Copio; L'argente: espagnol et anglais (rediff.).

17.30 » Les Enfants de John.

18.00 Documentaire : Histoire de la BD: 1900. Un nouveau monde d'expression naît au début du siècle.

18.30 Le Monde des animaux. Oiseaux des antipodes.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. L'Europe dans toutes ses couleurs.

19.30 Documentaire : Leonard Bernstein, concerts pour les jeunes. Berlioz, voyage fantastique. Avec l'Orchestre philharmonique de New York.

20.27 Chronique : Chaque jour pour Sarajevo.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Thivolet. La Chine en caméra clandestine. Reportages: Millénaires en Chine de Philippe Rostand et Lionel Dawson; L'écologie des paysans chinois; Le lifting de Shanghai; Voyage chez les artistes underground chinois; d'Anastasia Gullory et Pascal Panda.

21.50 Théâtre : Comme il vous plaira. Comédie en cinq actes de William Shakespeare, mise en scène et adaptation de fit Holzbauer, avec Robert Bratt, Christine Dieterle, Barbara Kratz (v.o.).

Une jeune troupe de Brême propose à bout le jeu du travestissement des sexes imaginé par Shakespeare: des femmes jouent des rôles d'hommes, et vice versa.

0.15 Documentaire : La Compagnie Shakespeare de Brême. Portrait d'une compagnie allemande fondée en 1983 pour travailler en direction du public populaire. Chaque acteur doit pouvoir jouer tous les rôles, d'hommes ou de femmes, du répertoire shakespearien.

0.40 Chronique : Chaque jour pour Sarajevo (rediff.) (G min.).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.50 faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 27 janvier. Invité: Yves Dutel. Ghana: Le tabouret d'or; France: L'Embellie de Saint-Martin-de-Ré; Irlande: Les indubitables de Tony Blair. 21.00 Journal de France 2. 2^e édition de 20 heures. 21.40 Envoyé spécial. Rediff. de France 2 du 26 janvier. La révolte des gros; Marchand de rêves; Fidel Castro. 20.30 Pierrot le Fou. ■ Film français de Jean-Luc Godard (1965). 0.55 Journal de France 3. Édition de 20 heures (3 et 5 min).

CANAL 3 19.50 Soul de la nuit. De Gérard Glatz et Jean-Marie Moutier. 20.35 L'Épique du rail. De Peter Grimstad. 5. La conquête de l'Ouest. 21.25 80: Hugh! Les Indiens. De Christophe Heil. 21.55 Enfants des sables, enfants des rues. De Denis Chégaray. 22.50 Robert Oussieu, bachelier de Paris. De François Porcile. 23.50 Escalier: Martinique. D'Yves Drouneau. 0.45 Dinosaures. De Robin Bates (4.44).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première (et 0.15). 19.15 Paris monde homme (et 20.30, 23.50). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Premières loges (et 21.00). 21.00 Jean-François. 21.40 Histoires.

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première (et 0.15). 19.15 Paris monde homme (et 20.30, 23.50). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Premières loges (et 21.00). 21.00 Jean-François. 21.40 Histoires.

Film italien de Roberto Benigni (1983, v.o.). 0.30 Musiques en scènes. 0.55 Ecran total (30 min).

CANAL 3 17.35 Les Triplets. 17.40 80: 17.55 Soirée Domino. A 17.55, C'est comme moi; à 18.00, Monsieur Bogus; à 18.20, Tip top toi; à 18.25, Fantômeberg; à 18.55, Cinéma; à 19.00, Atomes crochus; à 19.15, Cinéma; à 19.20, Rébus. 19.30 Série: Oceano. 20.00 Ciel (60 min).

CANAL 3 19.50 Soul de la nuit: Au nom de la loi. 21.30 Série: L'Homme en noir. 22.00 Série: Les Chevaliers du ciel. 22.25 Chronique bakétière. 23.00 Série: Les Aventures du jeune Indiana Jones. Princeton, 1916. 23.25 Maria's Quest For the Ultimate Sports Moment. 23.55 Série: Monty Python's Flying Circus (35 min).

SERIE CLUB 19.15 Série: Super Jamie. 20.05 Série: Les Années coup de cœur. 20.30 Série: Le Temps des copains. 20.45 Série: Supercrochet (et 0.00). 21.35 Série: Berlin antigang. 22.25 Série: Spécial Egalizer. Les Loups dans la nuit. 0.50 Série: Le Saint (50 min).

NICM 20.00 MCM découvertes (et 20.40). 20.10 MCM Mag (et 0.00). 21.00 X Culture. Le magazine des sports de glisse. Best of. 21.30 MCM Rock Legends. U2. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Passion pub. « Les grandes causes à travers la pub » 2^e partie (30 min).

RTM 18.20 MTV Sports. 20.00 Gnatel.

Hits 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 Cine-Match. 23.30 News et Night. 23.45 3 from 1.00 The End 7 (20 min).

EUROSPORT 19.00 Patinage artistique. En direct de Dortmund (Allemagne). Champions d'Europe. 20.15 Eurosportnews. 20.45 Patinage artistique. En direct de Dortmund (Allemagne). Champions d'Europe. Cérémonie d'ouverture et programme technique couples. 22.00 Bisc. Championnat du monde WBO. Poids super-mouches. Johnny Tapia (Etats-Unis)/Henry Martinez (Etats-Unis) (rediff.). 23.00 Snooker. Quatrième match de l'European League 95. Ken Doherty-Irlande/O'Nien (20 min).

CINÉ CINÉMA 18.50 L'Écluse aux maîtres d'or. ■ Film américain de Rouben Mamoulian (1939, N.). 20.30 » Non coupable. ■ Film français de Henri Decoin (1947, N.). Une notre année (p. 27). 22.05 Les Trois Mousquetaires. ■ Film français d'Henri Diamant-Berger (1923, N.). 23.35 L'Armée volante. ■ Film français de Carlo Rini (1948, N., 95 min).

CINÉ CINÉMA 18.45 Le Fleuve sauvage. ■ Film américain d'Elia Kazan (1960, v.o.). 20.30 La Bonne Année. ■ Film français de Claude Lelouch (1973). 22.20 French Connection. ■ Film américain de William Friedkin (1971, v.o.). 0.10 Engrenages. ■ Film américain de David Mamet (1987).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► Signifié dans « le monde radio-télévision »; □ Film à noter; □ On peut voir; ■ Ne pas manquer; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

M. Millon demande à l'UDF davantage de modestie

CHARLES MILLON, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale et candidat déclaré à l'élection présidentielle, a estimé, lundi 30 janvier, sur RTL, que « les ralliements massifs ou hâtifs ne servent strictement à rien ». A propos du soutien apporté, samedi, par le Parti républicain à Edouard Balladur, M. Millon a observé : « C'est se faire des illusions que de penser que le ralliement de M. X ou de M. Y va déplacer une seule voix », en appelant le PR et le CDS à « faire preuve d'un peu d'humilité et de modestie ». Le président du groupe UDF s'est aussi déclaré « un peu troublé de ce rassemblement hétéroclite de la droite extrême à Robert Vigouroux » en faveur de M. Balladur.

Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et favorable à la candidature de Jacques Chirac, a

plaidé, lundi 30 janvier, sur France 2, « pour un grand changement si nous voulons éviter une grande fracture », tandis que Jacques Toubon, ministre de la culture, est revenu, dimanche sur France 3, sur l'attitude d'Edouard Balladur à l'égard du Front national, en demandant « à tout le monde d'être clair ». Autre fidèle du maître de Paris, Elisabeth Hubert, député (RPR) de Loire-Atlantique, s'est indignée des propos de certains partisans de M. Balladur appelant M. Chirac à se retirer de la course présidentielle. « Qu'on puisse aujourd'hui demander à quelqu'un de ne pas participer à une élection, dont pourtant tout le monde s'accorde à dire qu'elle est un moment privilégié, une rencontre entre un homme et l'ensemble des citoyens, c'est nier la démocratie », a affirmé, lundi sur France Inter, M^{me} Hubert.

Les Occidentaux quittent la Sierra Leone en guerre

LES SEPT RELIGIEUSES catholiques - six italiennes et une brésilienne - enlevées, mercredi 25 janvier, à Kambia, à 80 kilomètres au nord de Freetown, seraient « en marche vers le sud du pays » a annoncé, dimanche 29 janvier, un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. Ces religieuses ont été emmenées par un groupe armé qui portait, selon certains témoignages, des uniformes de l'armée régulière. Le gouvernement sierra-léonais attribue systématiquement les incidents qui se multiplient sur tout le territoire aux rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF). Mais il semble que nombre d'entre eux soient le fait

de déserteurs ou de soldats échappant à l'autorité du gouvernement du capitaine Valentine Strasser. L'enlèvement des religieuses porte à seize au minimum le nombre d'Occidentaux détenus en Sierra Leone. L'armée a lancé une offensive dans la région de Makeni, au sud-est de Freetown, pour tenter de retrouver les quatorze employés, parmi lesquels sept étrangers, des sociétés minières Sierra Rutile et Sieromco. L'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ont appelé leurs ressortissants à quitter le pays. Dans la région de Kambia, plus de dix mille Sierra-Léonais se sont réfugiés en Guinée. - (AFP/Reuters)

Du pétrole a été découvert dans la mer Morte

ISRAËL. Du pétrole a jailli dans une zone de forage exploitée par la Compagnie nationale israélienne des pétroles (INOC) dans la mer Morte, a annoncé, lundi 30 janvier, son président, Yaron Ran. Le gisement pétrolier, dont les dimensions ne sont pas encore connues, produit à ce stade entre 50 et 80 barils par jour et se trouve à une vingtaine de kilomètres de la ville d'Arad, au sud-ouest de la mer Morte. La compagnie a indiqué qu'elle ferait prochainement savoir à ses investisseurs si cette nappe, qui se trouve à une profondeur allant de 1 996 à 2 025 mètres, est susceptible de fournir du pétrole en quantité industrielle. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : des grèves d'avertissement ont commencé, lundi 30 janvier, dans la métallurgie et l'électro-technique allemande, où les partenaires sociaux discutent actuellement du renouvellement des conventions salariales. Environ 4 000 salariés ont débrayé dans des entreprises de la région de Basse-Saxe, qui sert cette année de référence pour l'ensemble de cette importante branche industrielle, qui compte dans toute l'Allemagne 3,5 millions de salariés. Le syndicat IG-Metall réclame une hausse de 6 % des salaires et la réduction du nombre d'heures supplémentaires pour lutter contre le chômage. - (AFP)

■ CASQUES BLEUS : la France va envoyer trois cents soldats supplémentaires durant la première semaine de février en Bosnie, où elle en maintient déjà quelque quatre mille six cents. François Léotard, ministre de la défense, l'a annoncé, dimanche 30 janvier. Il s'agit de légionnaires du 5^e régiment étranger du génie, à Nimès, et d'équipages d'hélicoptères de soutien Super-Puma. Cette décision avait été arrêtée au début de janvier par le premier ministre et approuvée par François Mitterrand. Ces nouveaux « casques bleus » sont destinés à protéger les installations de l'ONU - notamment les pistes de l'aéroport de Sarajevo.

■ ISRAËL : le bouclage des territoires palestiniens a été prolongé d'une semaine « au moins », dimanche 29 janvier, par le gouvernement israélien. A Gaza, le porte-parole de Yasser Arafat a affirmé que cette décision « ne servait pas la cause de la paix ». « C'est une punition collective, et cela complique les choses plutôt que de les faciliter », a-t-il ajouté. Le bouclage a été imposé, le 22 janvier, après un attentat à Netanya, au nord de Tel Aviv, qui a fait vingt et un morts selon un dernier bilan. - (AFP)

■ PAYS ARABES : le poète Adonis, libanais d'origine syrienne qui vit actuellement à Paris, a été exclu de l'Union des écrivains arabes, au cours du congrès annuel de cette organisation, le 27 janvier à Damas. Considéré comme l'un des poètes les plus importants de langue arabe, cité à plusieurs reprises pour le prix Nobel, Adonis est accusé d'avoir pris position en faveur de la normalisation culturelle avec Israël. - (AFP)

■ RUSSIE : Vladimir Jirinovski est arrivé avec une délégation russe, dimanche 29 janvier, à Strasbourg, pour participer à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui examinera cette semaine la situation en Tchétchénie et la candidature de la Russie au Conseil. Sergueï Kovalev, conseiller des droits de l'homme de Boris Eltsine et vif adversaire de l'opération militaire en Tchétchénie, devait être entendu par les parlementaires lundi. - (AFP)

Sans opinion

Par Pierre Georges

Un sondage, qu'est-ce sinon une mesure ponctuelle de l'état de l'opinion ? Eh bien, admettons-le, forage après forage dans les crânes échantillonnés et représentatifs de la population française, le fait se confirme : l'opinion est dans un drôle d'état ! L'opinion vogue au fil de la mousson comme tronç d'arbre sur la Meuse, emportée par le flot, roulée par cette crue tiéda-

L'opinion ne sait pas ou plus, ou ne veut pas savoir. L'opinion, en un mot, n'a plus d'opinion. C'est grave, à moins que cela ne soit drôle. Vous pensez quoi, demande le sondeur. Je ne pense pas, répond le sondé. Mais alors, vous voterez quoi ? Comment voulez-vous que je vous dise quoi, puisque je ne sais qui ! Redoutable dialogue qui laisse ouverte la question et incise la réponse.

Au dernier état des lieux, un sondage SCP Communication pour InfoMatin, 61 % des interrogés font ainsi l'éloge de leur incapacité à se déterminer. A la question trite simple et basique : « Savez-vous pour qui vous voterez à l'élection présidentielle ? », trois électeurs potentiels sur cinq répondent avec une belle franchise, « non ». Plus ils sont jeunes, moins ils savent. Et moins probablement ils ont envie de savoir. Ces 80 % des 18-24 ans sont jeunes et ne savent pas !

C'est dire l'enthousiasme général et l'ampleur de la mobilisation. C'est dire, aussi, combien large est le fossé séparant les aspirations des uns, les candidats, et les envies des autres, les électeurs. C'est dire, enfin, en quelle présomption vivaient tous ceux qui considéraient l'affaire

comme faite, l'élection comme acquise, la victoire comme inéluctable et parfumée.

Ce niveau d'indécision ne devrait pas seulement provoquer quelques angoisses dans les états-majors ainsi contraints de battre rudement la campagne pour bousculer ce mol état des troupes et des têtes. Il devrait rendre un peu présomptueux ces plans sur la comète qui consistent à imaginer, déjà, outre le nom du calife, celui du grand vizir. Il devrait inquiéter. Et vivre.

Car sauf à tenir l'opinion exprimée pour seul critère et la non-opinion affirmée pour négligable, cette vacuité des envies et des sentiments électoraux est assurément dangereuse. Bien sûr, et beaucoup se rassurent ainsi, l'indécision pourrait être attribuée à l'embarras du choix. Cette interprétation optimiste aurait au moins un mérite : celle de laisser espérer que les choses restent ouvertes, le combat indécis et la mobilisation à venir. Mais il est une autre interprétation plus pessimiste : et si cette indécision était fille du non-choix, d'une non-envie pressante du menu proposé ? Si, entre purée et semoule, plats peu faits pour enchanter l'esprit, l'électeur faisait grève d'appréhension ?

L'hypothèse ne vaut que ce qu'elle vaut. Mais si elle se confirmait, cela n'annoncerait pas des lendemains radieux. En tout cas rien qui se règle par banquets républicains, charges contre le « politiquement correct » ou annonce d'une campagne « moment de bonheur ». Toutes choses qui n'intéressent que modérément l'insondable sondé en son anorexie électorale.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Italie : le MSI se fonde dans l'Alliance nationale 2
Diplomatie : M. Major et la construction européenne 3
Europe : une agence pour l'évaluation des médicaments 4
Egypte : offensive gouvernementale contre les islamistes 5
Kenya : déplacements de population 6
Mexique : incertitude sur le vote du programme d'aide américain 7

FRANCE

Présidentielle : la réunion des baladuriers officialise la fracture du RPR 8
Syndicats : élections aux chambres d'agriculture 10
Régions : un Corse à la mairie de Paris 11

SOCIÉTÉ

Inondations : la situation se dégrade dans le Nord 12
Justice : hausse de la petite délinquance 13

CARNET

Disparition : James Grant 15

HORIZONS

Enquête : les juifs de Hongrie 16
Débats : Vichy, les marchés financiers 18-19

BOURSE

Cours relevés le lundi 30 janvier 1995, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 18723,50 +3,58 -4,91
Hong Kong Index -10,91

Tokyo Nikkei sur 1 an



Editoriaux : Déloyauté chinoise ; la course à Matignon 17

ENTREPRISES

Pays-Bas : un entretien avec Wim Duisenberg 20
Banques : les suites de l'affaire Sasea-Crédit lyonnais 21
Conjoncture : la reprise en Allemagne 22
Transports : la RATP 23

SPORTS

Etats-Unis : Superbowl 26
Football : mort d'un supporter avant le match Gènes-Milan AC 27

AUJOURD'HUI

Loisirs : Salon du mariage 28

CULTURE

Musique : Midem 30
Cinéma : exposition Fellini 31

RADIO-TÉLÉVISION

Diversité : le retour de Dechavanne sur TF 1 35

SERVICES

Abonnements 29
Agenda 29
Carnet 15
Guide culturel 33
Marchés financiers 24-25
Météorologie 29
Mots croisés 29
Programmes radio-TV 34-35

DANS LA PRESSE

La compétition à droite

FINANCIAL TIMES

« Malgré toutes les références dans ses discours à 1944, année de la Libération et de l'installation du général de Gaulle à la tête du gouvernement provisoire, et à 1958, année de son retour au pouvoir, M. Chirac donne l'impression de s'identifier davantage au de Gaulle de 1940, qui voyait toutes les chances s'accumuler contre lui. Mais, au moins, il a pour lui le vote des paysans (...) Cela peut sembler étrange que quelqu'un qui a été maire de Paris pendant dix-sept ans se sente à ce point à l'aise dans une propriété agricole. »

David Buchan

LA TRIBUNE-DESFOSSÉS

« La Chancelerie approche. Les publicités pour polles anti-adhésives vont refluer. Qu'on nous permette d'y voir un menu symbole politique en revenant sur ce que les Américains appellent « l'effet Teflon ». (...) Protégé par sa garde rapprochée, chargée de repousser les

attaques (Nicolas Sarkozy, Charles Pasqua...), et une épaisse couche de rhétorique « soft », rien n'accroche sur le premier ministre candidat. Seul ennui : avec le temps et quelques rayures, les revêtements anti-adhésifs les plus solides finissent par perdre leur vertu. Ils gardent leur aspect lisse mais résistent moins bien à la chaleur. On ne peut plus alors retourner les arguments comme des crêpes. »

Didier Pourquerry

LIBÉRATION

« La déchirure au sein de la famille gaulliste sera probablement irrémédiable si, une fois la gauche éliminée au premier tour, le second opposait le maître de Paris au premier ministre. Celle-ci serait d'autant plus profonde que l'éventuel échec de Jacques Chirac serait cuisant. (...) La montée en puissance d'Edouard Balladur, puis sa candidature à l'élysée, auront précipité l'agonie de l'UDF et probablement enclenché celle du RPR. Mais là n'est sans doute pas l'essentiel. Cette mue, si elle se confirme, permettra surtout de tourner la page d'une génération politique. »

Nicolas Gauthier

LE FIGARO

Toute élection porte en elle le risque d'un retournement inattendu. Celle-ci comme les autres. D'autant plus qu'une large partie de l'opinion reste fluide et que l'effort de rassemblement n'est qu'à peine amorcé. »

Xavier Marchetti

Le Serveur Judiciaire
Remplacement sur 2 500 000 unités
Fiche d'identité, procédures collectives
(Géolocalisation, bilan et analyses, historique, actualisation, filiales et participations)
minitel 3617 163
Annuaires à décodage Ventes Aux Enchères
Judiciaires et volontaires nationales
minitel 3617 VAR

REVELUX

Dépannage photocopieurs télécopieurs

Canon

165 Bd HAUSSMANN
75008 PARIS

TEL : 40.74.08.75 - FAX : 45.63.15.92

Votre contact : Mr FERREIRA

SCIENCE & VIE

Exclusif :

ON A TROUVÉ
LA PREMIÈRE
PLANÈTE
EXTRASOLAIRE !

Cette révélation constitue
la découverte astronomique
la plus importante
de cette fin de siècle.

Et aussi :
Attention
Séismes, la Provence
tremble !

Médecine
L'homéopathie et le retour
des fausses preuves.

Sondages
Ce qu'ils vous cachent.

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI
Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,19 TTC/mn.)

السلامة العامة